

Mondes d'outre-mer
histoire



Hubert DESCHAMPS

**histoire
de Madagascar**

BERGER & LEVRAULT

MONDES D'OUTRE-MER

Collection publiée sous la direction d'Hubert DESCHAMPS

Série : **HISTOIRE**

Hubert DESCHAMPS

Directeur des Sciences humaines à l'ORSTOM
Professeur à l'Institut d'Études Politiques, à l'Institut d'Ethnologie
et à l'Institut des Hautes-Études d'outre-mer

HISTOIRE DE MADAGASCAR

Avec 13 cartes et 31 photographies

Deuxième édition

ÉDITIONS BERGER-LEVRAULT

5, rue Auguste-Comte, PARIS (VI^e)

1961

© by *Éditions Berger-Levrault, Paris, 1960*

Tous droits de traduction, reproduction, adaptation réservés pour tous pays

DU MÊME AUTEUR

- Les Antaisaka : Géographie humaine, histoire et coutumes d'une population malgache* (Tananarive, 1938, Thèse de lettres de la Faculté de Paris).
- Le dialecte Antaisaka* (id.).
- Madagascar* (Paris, Berger-Levrault 1947; 2^e édition, 1951).
- Côte des Somalis* (id., 1948).
- Les pirates à Madagascar aux XVII^e et XVIII^e siècles* (id., 1949).
- Gallieni, pacificateur* (Paris, Presses Universitaires de France, 1950; en collaboration avec Paul Chauvet).
- La fin des empires coloniaux* (id., 1950; traductions espagnole et japonaise; 2^e édition, 1959).
- Les voyages de Samuel Champlain, Saintongeais, père du Canada* (id., 1951).
- L'Union française, histoire, institutions, réalités* (Paris, Berger-Levrault, 1952; 2^e édition en anglais : *The French Union*, 1955).
- L'éveil politique africain* (Paris, Presses Universitaires de France, 1952).
- Pirates et flibustiers* (id., 1952; traduction espagnole, 1956).
- Les méthodes et les doctrines coloniales de la France, du XVI^e siècle à nos jours* (Paris, Armand Colin, 1953).
- Peuples et nations d'outre-mer (Afrique, Islam, Asie du sud)* Paris, Armand Colin, 1953).
- Les religions de l'Afrique noire* (Paris, Presses Universitaires de France, 1954, 2^e édition).
- Tahiti, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides* (Paris, Berger-Levrault, 1957, en collaboration avec Jean Guiart).
- Les Malgaches du Sud-Est* (Paris, Presses Universitaires de France, 1958, en collaboration avec Suzanne Vianès).
- Les migrations intérieures passées et présentes à Madagascar* (Collection *L'Homme d'outre-mer*, nouvelle série, n^o 1, Éditions Berger-Levrault, 1959).

EN PRÉPARATION

Les Institutions politiques de l'Afrique noire (P. U. F.).

**HISTOIRE
DE MADAGASCAR**

AU PEUPLE MALGACHE,
avec mes souhaits d'avenir

H. D.

*Teny zato, kabary arivo,
fa iray ihany no marina*

Cent paroles, mille discours;
mais la vérité est unique.

Proverbe malgache

PRÉFACE

« *L'Histoire du Monde n'est pas faite* » écrivais-je dans la préface au premier volume de cette collection. J'entendais par là qu'elle serait incomplète tant qu'en seraient absentes l'Afrique tropicale et l'Océanie. Il y a peu de temps encore, l'histoire de ces continents paraissait achevée lorsqu'on avait narré la geste européenne de la découverte et de la conquête. Pensez à une histoire de France dont les seuls personnages seraient les Grecs, les Romains, les Arabes, les Anglais, les Allemands et les Américains ! Sans doute les influences étrangères ne peuvent-elles être négligées, mais l'histoire d'un pays est avant tout celle des peuples qui l'habitent. Si les écrits manquent, la tradition orale, l'ethnologie, l'archéologie sont aussi des documents ; la méthode historique leur est applicable et doit apprendre à les utiliser. De l'« ethno-histoire », complétée par les écrits, résultera l'histoire totale de ces pays qui, éveillés aujourd'hui à l'existence autonome et à la science, ont soif de connaître leur passé et, par là, de prendre leur place dans la famille humaine et la continuité de sa destinée.

Située au croisement d'influences de l'Océanie et de l'Afrique, Madagascar est au centre même de la zone planétaire dédaignée par l'histoire classique. Il n'en existe aucune histoire d'ensemble, mais des ouvrages de détail, concernant pour la plupart, soit des entreprises européennes, soit les souverains Merina. Ceux-ci ont eu la double chance de représenter au XIX^e siècle un royaume internationalement connu et d'avoir leurs traditions recueillies à la même époque par un admirable précurseur de l'ethno-histoire, le R. P. Callet. Mais pour l'immense majorité des Malgaches, nous ne disposons, dans l'hypothèse la plus favorable, que d'études fragmentaires de valeur inégale, dispersées en articles dans de nombreuses revues, et parfois même manuscrites.

Le travail de bénédictins des deux Grandidier, de leurs émules et de leurs successeurs aussi bien que la masse d'articles et de mémoires accumulés, notamment par l'Académie malgache, et ce qu'ont pu livrer jusqu'ici les traditions orales et les archives,

fournissent les éléments d'une histoire. J'en ai tenté la synthèse, en m'efforçant de souder ensemble les histoires des divers peuples, de redresser des erreurs et des stéréotypes consacrés par l'usage, de cesser d'apporter aux dynasties et aux colonisateurs un intérêt exclusif pour atteindre la civilisation et le peuple malgache dans ses origines, sa conquête de l'espace, sa culture, son évolution.

Cette histoire d'un des pays les plus originaux du monde apparaît, dans sa marche continue à l'unité, comme particulièrement cohérente et clairement progressive. Elle diffère, à cet égard, d'histoires cycliques, comme celles de l'Inde ou de la Chine, et évoque plutôt, dans son déroulement logique, l'histoire de France elle-même. J'espère que cette impression facilitera la lecture de ce volume à tous ceux, malgaches, français et étrangers qui voudront y trouver le passé d'un pays et d'un peuple qui me sont chers.

Une telle synthèse, utile par les rapprochements qu'elle permet, peut l'être tout autant par les lacunes qu'elle révèle. J'ai dû me livrer, sur certains points, à des hypothèses aventureuses (en indiquant bien qu'il s'agissait d'hypothèses), et, sur d'autres, exposer les éléments des problèmes sans pouvoir conclure. Que ces hypothèses soient un jour confirmées ou remplacées par d'autres prouvées plus solides, que ces lacunes soient comblées, que ces problèmes soient résolus, ce sont les vœux bien ardents que je forme. Et je salue ici par avance les historiens de l'avenir qui poursuivront la tâche si bien commencée par nos maîtres, les grands malgachisants du passé.

Car des controverses sur le sens de l'Histoire n'émerge qu'une seule certitude : c'est qu'elle est mouvement. Et l'Histoire écrite elle-même, en se dépassant, prouve qu'elle a vraiment vécu dans la conscience des hommes.

H. D.

Note 1961. — Qu'une deuxième édition soit devenue nécessaire moins d'un an après la publication de cet ouvrage, cela montre qu'il répondait à un besoin. Merci à nos lecteurs de Madagascar et d'an-dafy pour cet accueil. Il nous encourage à persévérer dans notre voie, celle de l'histoire des peuples prétendus « sans histoire ».

NOTE LIMINAIRE

PRONONCIATION

L'o malgache se prononce ou; le son o est rendu par ao. L'e se prononce é. Le j représente dz. L's est intermédiaire entre s et ch. Les diphtongues tr et dr sont accompagnées d'une expiration. Les finales a et i (celle-ci sous la forme y dans l'orthographe merina classique) sont presque muettes. L'r est roulé. L'accent tonique est presque toujours sur la première syllabe, soit dans les mots de deux syllabes (hóva), soit dans les mots de trois syllabes (ólona, mérina); dans ceux-ci, la syllabe médiane est presque élidée (oulne, merne). Dans les composés, très nombreux, chacun des mots garde son accent (Sákáláva, Bétsímisaraka).

Dans l'ensemble j'ai suivi la graphie élaborée au siècle dernier pour le dialecte merina, qui est devenu la langue officielle. Cependant, pour les mots côtiers, j'ai adopté le signe ñ pour le son gn, et (sauf pour les diphtongues) la finale i au lieu de cet y qui est, à mon sens, la seule erreur de l'excellente orthographe malgache.

L'INDEX final, en même temps que la pagination, donnera entre parenthèses, pour les principaux mots et noms malgaches figurant dans le texte, leur *prononciation française* approximative et parfois leur sens. L'index constituera ainsi un petit *glossaire*.

BIBLIOGRAPHIE

Les chiffres italiques placés dans le texte entre parenthèses reportent à un numéro dans la bibliographie. Les indications qui suivent en chiffres arabes sont ceux de la page. Les chiffres romains, quand il en existe, indiquent le tome.

Première période

LES SIÈCLES OBSCURS

(jusqu'en 1500)

CHAPITRE I

LES ORIGINES

I. — LES COLONS MYSTÉRIEUX

A. — DONNÉES SCIENTIFIQUES

1. Absence de préhistoire

Si l'origine des peuples est toujours plus ou moins conjecturale, celle des Malgaches s'enveloppe d'un mystère particulièrement épais. En l'absence de tout témoignage historique, soit document écrit, soit tradition orale, il faut recourir aux constatations des autres sciences. Or celles-ci sont parfois déficientes, parfois semblent mener à des contradictions sans issue.

Les réponses négatives sont fournies par la *géologie*, la *paléontologie humaine* et la *préhistoire*. Madagascar est séparé de l'Afrique depuis le primaire, de l'Inde depuis le secondaire. Si des ponts temporaires semblent avoir existé avec l'Afrique à diverses périodes ultérieures, permettant l'introduction de certains mammifères archaïques, la dernière de ces communications a cessé au milieu de l'ère tertiaire, donc bien avant l'arrivée des hominiens et même des singes.

On trouve en Afrique du sud des anthropopithèques et des hommes très anciens, ainsi que des pierres taillées en quantités énormes et d'époques très variées. A l'autre bout de l'océan Indien, l'Indonésie est la patrie du pithécantrophe; on y rencontre l'homme de Néanderthal, les industries de la pierre taillée, de la pierre polie, du bronze. Or, placée entre les deux, Madagascar n'a révélé, du moins jusqu'ici, ni ossements d'hommes fossiles, ni pierres taillées, ni pierres polies, ni bronze, aucune trace de préhistoire. Des ossements d'animaux disparus y ont été retrouvés mêlés de poteries et portant des traces d'outils de fer.

Donc, pour être négatives, ces constatations n'en mènent pas moins à une conclusion essentielle, la première pierre de

notre édifice : *L'île a été déserte pendant toute la préhistoire. L'homme ne l'a atteinte qu'à une époque historique, par la navigation et, sans doute, connaissant déjà le fer.*

2. Courants, vents, navigation

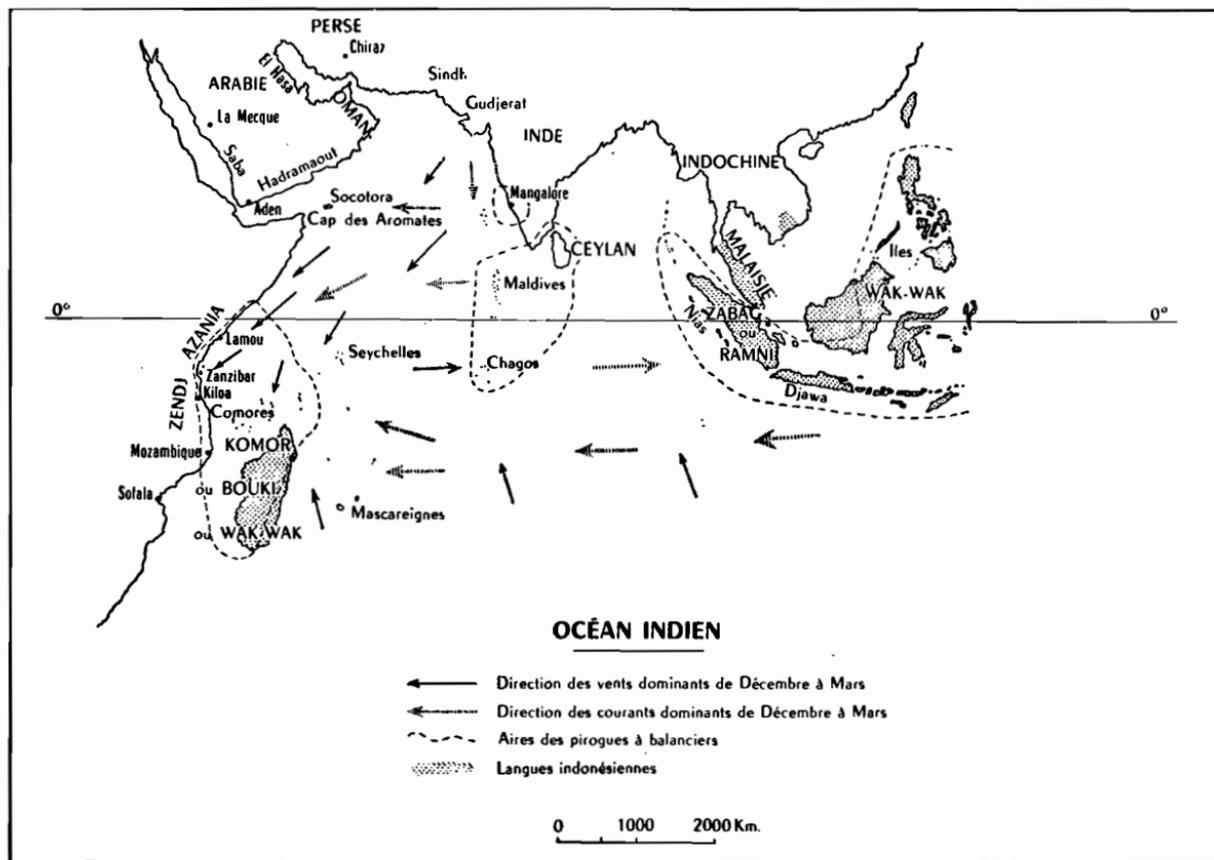
C'est dire l'importance, pour notre sujet, des données de la connaissance des vents, des courants et des techniques anciennes de navigation dans l'océan Indien.

Avec l'Afrique, voisine de 400 kilomètres en moyenne avec les relais des îles Comores, les communications ne présentent pas de difficultés insurmontables, surtout si l'on vient du nord-ouest, de la région de Zanzibar. Les courants sont variables sans doute, mais trop faibles pour s'opposer à la navigation (1). Les vents, contraires d'avril à septembre, sont utilisables (nord et nord-est) de novembre à mars. Il semble cependant que les moyens nautiques des noirs africains aient été limités et que les techniques maritimes leur aient été apportées d'ailleurs.

Nous verrons plus loin qu'à tout point de vue Madagascar doit beaucoup à l'Indonésie. Il nous faut donc rechercher quelles conditions ont rencontrées les Indonésiens pour traverser l'océan et parvenir dans la Grande Ile.

La constance du grand courant sud-équatorial qui part du sud de Java, traverse l'océan et vient buter contre Madagascar, a frappé bien des commentateurs. On a cité notamment des pierres ponce provenant de l'explosion du volcan Krakatau, entre Java et Sumatra, qui ont flotté jusqu'au rivage malgache. Les vents alizés, à peu près constamment sud-est, peuvent être utilisés, bien que moins commodes pour des voilures peu perfectionnées. La mer est souvent grosse. Les cyclones sévissent de novembre à mai. Il paraît incroyable que des embarcations primitives se soient lancées dans ces conditions sur un océan inconnu, dans une direction inconnue, et aient pu s'y maintenir pendant 6 000 kilomètres sans escales. Le *Kon Tiki* a réussi une traversée aussi longue dans le Pacifique, porté par un courant semblable, mais ses passagers savaient

(1) *Courant du Canal de Mozambique.* — L'argument des courants contraires, donné par Grandidier (2-1) pour justifier sa théorie de la non-africanité des Malgaches ne résiste pas à l'examen. D'ailleurs nous savons qu'à la fin du XVIII^e siècle les pirates Betsimisaraka, montés sur des pirogues sans balancier, avec des voiles de nattes plus que rudimentaires, allaient chaque année piller les Comores et la côte d'Afrique et en revenaient.



où ils allaient et il ne s'agit que d'un exploit individuel, non d'une migration de peuples. Aussi bien les îles Mascareignes (La Réunion, Maurice et Rodrigue), situées à l'est de Madagascar, sont-elles restées désertes jusqu'au xvii^e siècle. Cette route nous semble donc à exclure, au moins pour la période des origines.

Dans la région équatoriale, un contre-courant porte à l'est et les vents soufflent de l'ouest une grande partie de l'année. Autre région à exclure.

La seule voie qui reste est celle du nord, bien plus favorable aux navigations primitives puisque, loin de traverser un interminable désert liquide, elle offre des possibilités d'abri sur de nombreux rivages : îles Nicobar, Ceylan, sud de l'Inde, Socotara, côte orientale de l'Afrique, Comores. De plus, il s'agit là, non plus d'un océan inconnu, mais de mers fréquentées depuis une haute antiquité et dont le régime des vents, les moussons, était connu, au moins depuis les Grecs.

De la Malaisie au sud de l'Inde, le vent nord-est souffle de novembre à mars avec des courants portant vers l'ouest. De la côte ouest de l'Inde à la côte africaine règne, à la même saison, un très fort vent de nord-est avec des courants vers l'ouest. Sans doute on trouve en même temps, au sud de l'Inde, des vents nord-est (au nord de l'Équateur) et nord (au sud de l'Équateur) qui portent vers Madagascar; on sait que des pêcheurs des Maldives ont été entraînés par ces vents jusqu'à la côte malgache, et nous verrons que certains événements historiques ont pu avoir ces vents pour auteurs. Mais ce trajet direct, vers une île inconnue, paraît peu probable au temps des origines, sauf par erreur individuelle.

Le long de la côte d'Afrique le même fort vent de nord-est règne de novembre à avril.

Nous avons donc la possibilité d'une navigation relativement facile suivant cet itinéraire, à condition de profiter de la bonne saison. Le voyage pouvait, du reste, se répartir en étapes avec, au moins, une station plus ou moins longue dans le sud de l'Inde.

Cette route était d'autant plus favorable qu'elle présentait, à la saison d'été boréal, la possibilité de revenir en arrière. Les vents et les courants sont, en effet, absolument contraires à ceux de l'hiver et portent vers le nord-est et vers l'est. Et on peut supposer que, même pour des émigrants disposés à s'expatrier, l'idée d'un retour possible, au cas où ils n'auraient pu fonder d'établissement, n'était pas négligeable.

Or, le long de la route que viennent de nous indiquer les courants et les vents, nous trouvons encore aujourd'hui l'instrument de navigation des malayo-polynésiens : le *canot à balancier*. Balancier double ou balancier simple, le second n'étant qu'une évolution du premier. Il semble avoir pris naissance en Indonésie et s'être étendu dans le Pacifique avec les migrations polynésiennes. A l'ouest, on le rencontre aux îles Andaman, à Ceylan, à l'extrémité sud-est de l'Inde, sur la côte de Malabar dans la région de Mangalore, sur la côte est d'Afrique entre les îles Lamou et Moçambique, aux Comores, sur la côte ouest de Madagascar, avec quelques vestiges sur la côte est. Et nulle autre part ailleurs dans le monde. L'attache des balanciers, à Lamou comme à Madagascar, est exactement du type javanais. La voile est généralement carrée, en étoffe et débordant largement l'embarcation.

Un autre type d'embarcation, dérivé aussi de la pirogue creusée dans un tronc de bois, est le Mtepe de la côte est d'Afrique : à la pirogue initiale sont ajoutés des bordages de planches superposées et reliées entre elles par des fibres végétales. C'est le *bateau cousu* dont le type existait autrefois en Indonésie et en Perse, et que l'on trouve encore à Ceylan et sur la côte de Coromandel, avec des vestiges simplifiés aux Comores et à Madagascar.

L'unité technique ici, dans l'emploi de procédés très originaux, est telle qu'elle ne peut provenir que d'emprunts ou de migrations. Ce que nous savons par ailleurs confirme la seconde hypothèse et indique quels ont été, très vraisemblablement, les véhicules nautiques des immigrants. Par des moyens très proches (canots à balancier, double canot), les Polynésiens ont peuplé les îles du Pacifique.

3. Races

L'anthropologie physique est encore, à Madagascar, peu avancée. On s'est longtemps borné à des constatations superficielles, autorisant les hypothèses les plus fantaisistes. Néanmoins, dans ces dernières années, un certain nombre de constatations ont pu être faites scientifiquement. Elles ont permis des comparaisons et des conclusions d'ensemble (1).

(1) *Races*. — Nous avons résumé les conclusions de M^{me} Chamla (A 6), qui a repris dans sa thèse toutes les études antérieures en les complétant très largement. Voir sa bibliographie. Chamla détruit l'hypothèse de Gran-

Le caractère essentiel des populations malgaches est la diversité. On rencontre :

1° *un type brun clair, asiatique*, aux cheveux droits ou ondulés, aux traits fins, au crâne mésocéphale, au prognathisme modéré, aux lèvres assez fortes, à la taille moyenne ou faible. Ce type est proche des Indonésiens; certains Javanais et certains Hova se ressemblent comme des frères. On le trouve au maximum, avec des degrés de pureté variables, dans les castes Andriana et Hova du peuple Merina et il constitue les 44 % de ce peuple. On le rencontre aussi, mais avec des proportions très inférieures, chez les Sihanaka, les Tsimihety, les Tanala, les Betsileo (4 %), les Antanosi (où quelques très rares vieux chefs ont encore cette couleur « ventre de biche » décrite par Flacourt);

2° *un type noir, africain*, à cheveux crépus, au prognathisme fort, aux lèvres épaisses, au crâne dolichocéphale. A tous les points de vue les Malgaches de ce type se rapprochent plus des noirs africains que des Mélanésiens avec lesquels on a voulu autrefois les confondre. On peut en distinguer deux variétés : groupes de petite taille (Antesaka) et groupes de grande taille (Bara). Chez les Bara, la proportion de ce type semble dépasser 54 %. Mais il n'est absent nulle part. Chez les Merina, les noirs (Mainty) sont près de 30 %, chez les Betsileo 51 %;

3° *un type mixte* qui, dans l'ensemble, paraît le plus fréquent : peau brun foncé, cheveux frisés, dolicho-mésocéphales, lèvres généralement épaisses, nez court, narines moins larges que les noirs. On trouve aussi dans le sud-est et le sud-ouest des indigènes influencés par des apports « arabes » ou « indiens » (?) : cheveux ondulés, prognathisme nul, lèvres moyennes, visage allongé, nez aquilin ou droit. Le type mixte, majoritaire dans la plupart des groupes, forme des minorités importantes même chez les peuples où les types 1 et 2 dominent : plus de 26 % chez les Merina, 44 % chez les Betsileo, 45 % chez les Bara.

Au point de vue de la tache mongolique et des groupes sanguins, les Malgaches sont, dans l'ensemble, intermédiaires

didier qui faisait venir les noirs malgaches de Mélanésie. Les proportions des diverses races, que nous donnons d'après elle, ne doivent être prises que comme des indications, le nombre d'individus observés étant beaucoup trop faible pour une vérité statistique. Certains peuples n'ont fait l'objet d'aucune étude, notamment les Tsimihety, les Sihanaka, les Tanala, que j'ai cités néanmoins comme caractéristiques.

entre les Africains et les Indonésiens. Les groupes du système Rhesus donnent des résultats du même ordre : 2/3 de sang africain, 1/3 de sang indonésien. La sicklémie, d'origine africaine, paraît générale à Madagascar, alors qu'elle est absente en Indonésie.

La diversité raciale est donc la règle, non seulement dans l'île, mais à l'intérieur de chaque peuple. Aucun n'est racialement uniforme. Les trois types (parfois deux seulement) coexistent ou se mêlent en proportions diverses. *Le Malgache n'est donc ni un asiatique ni un africain, mais une juxtaposition ou un métissage des deux, un peuple original et d'une grande variété.*

4. Langue

La linguistique ne concorde pas avec l'anthropologie. A la diversité des races s'oppose l'unité de la langue malgache. Aux éléments africains majoritaires dans la composition du peuple malgache répond le caractère asiatique de sa langue, *qui appartient indiscutablement au rameau indonésien des langues malayo-polynésiennes*, rameau qui s'étend aux îles de la Sonde, aux Philippines, à la Malaisie, aux autochtones de Formose et à certains peuples Moï de l'Indochine orientale. On pense généralement que la presque île indochinoise a constitué le pays primitif des indonésiens, qui ont été rejetés vers les îles ou assimilés par les invasions de peuples venus du nord : Birmans, Khmer, Thaï, Vietnamiens. Les Polynésiens seraient un rameau différent du même tronc.

Les langues du rameau indonésien ont entre elles une ressemblance aussi frappante que celle des langues latines. L'essentiel de la phonétique et du vocabulaire sont identiques (à certaines mutations près, toujours les mêmes). La plupart des mots sont de deux syllabes, avec alternance de voyelles et de consonnes. Les dérivations à l'aide de préfixes (m pour le verbe, p pour l'agent, etc...), de suffixes ou d'infices (in, om) sont caractéristiques, ainsi que les phénomènes d'agglutination et de reduplication. La grammaire et la syntaxe, pour le plus grand nombre de leurs traits, sont de même nature. La parenté est si évidente qu'elle a frappé dès le début du xvii^e siècle, les voyageurs européens, qui n'étaient pas des linguistes.

On a cherché à pousser plus loin et à rattacher le malgache à l'une ou l'autre des 250 langues indonésiennes, notamment au malais, au javanais, au batak et au nias de Sumatra,

au tagal des Philippines, au maanjan de Borneo. On a trouvé (surtout pour le dernier) des similitudes particulières, mais non une identité. Il est admis aujourd'hui que toutes les langues indonésiennes dérivent d'une même langue originelle, l'« indonésien commun » qui s'est diversifié au cours des âges. Le malgache doit être une de ces branches issues du tronc commun, branche qui a conservé ou acquis, par suite d'une évolution indépendante dans une île lointaine, des caractères particuliers.

Ces caractères sont : l'existence d'un article, celle de préfixes pour la conjugaison, celle d'une voix relative des verbes, et surtout la vocalisation des finales, qui donne au malgache un aspect original. Au malais burung (oiseau) correspondent les mots malgaches vorona (merina) ou voro (antesaka); au malais langit (ciel), les mots malgaches lanitri (antesaka), lanitse (antandroy) lanitra (merina). On peut supposer que le malgache est un indonésien modifié par une prononciation africaine habituée à des voyelles finales, de même que le français est un latin déformé par des gosiers gaulois.

Au vocabulaire indonésien sont venus s'ajouter, mais en très petites quantités, des mots bantous, sanscrits (1), arabes et européens, ces derniers récents.

Les différences entre les dialectes malgaches sont aussi faibles que celles des divers patois français de langues d'oïl. Les finales varient, certaines lettres également (didi = lili). La grammaire et la syntaxe sont uniformes. C'est surtout dans le vocabulaire qu'on constate quelques apports différents. Les mots swahili sont plus nombreux chez les Sakalava, en contact depuis de longs siècles avec les commerçants de la côte d'Afrique et des Comores. Le sud, y compris le Betsileo, a un assez grand nombre de mots spéciaux. Il n'y a d'ailleurs aucune corrélation entre l'aspect asiatique ou africain des divers peuples malgaches et leur dialecte. Au contraire, les mots sanscrits sont un peu plus nombreux chez les noirs de la côte est que chez les Hova; ceux-ci emploient certains mots bantous (mamba : crocodile, osy : chèvre), alors que les premiers connaissent seulement les mots indonésiens (voay, bengy). La variété des dialectes est donc d'origine géographique, non raciale.

(1) *Sanscrit*. — Razafintsalama (A 10) comptait plus de 500 racines sanscrites en malgache. Cette liste a été ramenée à quelques dizaines par la sanscritiste Solange Thierry (A 12). La plupart de ces mots existent aussi dans d'autres langues indonésiennes. Le calendrier sanscrit, adapté à la vie agricole, est en usage sur la Côte Est; les autres régions ont adopté le calendrier arabe.

5. Techniques

C'est la même impression d'*unité* que nous donne l'ethnographie, qu'il s'agisse des techniques, de la société ou des traits culturels. Les différences provinciales résultent de la géographie, mais l'ensemble présente une similitude frappante. Les apports africains à cette civilisation malgache semblent plus importants que dans la langue, mais le fond paraît se rattacher à l'Indonésie; non pas à l'Indonésie hindouisée et islamisée, mais à la civilisation indonésienne ancienne originale, telle qu'elle existait à Java et à Sumatra au début de notre ère, telle qu'on la trouve encore chez les peuples restés païens à Borneo, Célèbes, aux Philippines, dans certaines petites îles de la Sonde, et dont de nombreux éléments survivent encore dans l'ensemble de l'archipel.

A. — Un grand nombre de *techniques indonésiennes* se retrouvent (ou se retrouvaient) à Madagascar : défrichement par le feu, bêche à long manche, rizières inondées, culture du taro, de l'igname, du bananier, du cocotier; élevage du chien, du porc noir et des volailles; importance de la pêche et de ses techniques (nasses, harpons, empoisonnement), pêche au cachalot et à la tortue, pirogue à balancier; chasse à la lance, à la sarbacane, à la fronde; tressage des corbeilles et des nattes qui constituent l'essentiel du mobilier, vêtement (pagne ou fourreau) de nattes ou d'écorce battues, calottes tressées, tissage du coton et des fibres végétales; utilisation des calebasses et des bambous comme ustensiles; plats de bois, poteries; four souterrain; maisons végétales rectangulaires sur pilotis avec toits à deux pans fortement inclinés, et bois croisés sur les cases de chefs; soufflet de forge fait de deux troncs d'arbres évidés où passent des pistons; production du feu par frottement des écorces; villages sur collines entourés d'un fossé; tatouage, épilation du corps; circoncision, laquage (ancien) des dents; sculpture sur bois.

La *civilisation mégalithique*, soit préhistorique (sud de Sumatra notamment), soit actuelle (Nias, Florès, Sumba) est toujours vivante à Madagascar, avec des formes semblables ou assez voisines de pierres levées, de petits dolmens, de tombeaux quadrangulaires à gradins avec revêtement intérieur en dalles.

B. — D'autres techniques se rapprochent de celles de l'*Afrique orientale*, swahilie, bantoue ou chamitique : culture

du mil; importance du bœuf signe de richesse, entaille aux oreilles des bœufs; tissage du coton; toge; poterie; faucilles à dents; silo; lance; bouclier rond; sculptures sur bois (oiseaux à long bec, seins sur les portes); disque sur le front; circoncision; limage des dents.

C. — Ces comparaisons n'ont pas encore fait l'objet d'études précises. La seule enquête scientifique complète (Sachs *A 14*) a porté sur les *instruments de musique* :

a) origine indonésienne : bambou frappé, xylophone sur cuisse, tuyaux basculants, conque (antsiva), tambour sur cône (hazolahi), cithare sur tuyau (valiha);

b) origine africaine : râcle, poutrelle frappée, hochets, tambour sur coupe, arc à calabasse (jejolava), corne.

Sachs remarque qu'il s'agit des instruments les plus anciens de l'un et l'autre pays. A ce stock se sont ajoutés, sans doute plus tard, les instruments arabes (flûte, hautbois, vielle à pique).

6. Sociétés et culture

La *société malgache*, très uniforme malgré quelques variantes, reflète la même dualité de traits, africains et indonésiens, avec une prépondérance assez nette de ceux-ci.

A. — *Traits indonésiens* qu'on retrouve à Madagascar :

a) *Société*. — clans patrilinéaires avec des traits matrilineaires; tabou de l'endogamie plus marqué pour les descendants de deux sœurs; liberté sexuelle des jeunes filles, relations pré-nuptiales, polygamie limitée, femmes offertes à l'hôte (notamment chez les anciens Sakalava); liberté juridique de la femme par rapport à l'époux; son autorité morale; parenté classificatoire; classes d'âge; le père prend le nom de son enfant; meurtre des jumeaux (antambahoaka); infanticide pour conjurer le mauvais sort; absence de corrections à l'égard des enfants; fréquence de l'adoption; fraternité du sang; terres propriété du clan ou de la grande famille; stratification sociale en trois castes : nobles, libres, esclaves, ceux-ci prisonniers de guerre et traités humainement; guerre avec la lance, embuscades, avertissement d'assaut par la conque marine; tabou du nom du roi après sa mort, culte des reliques royales, conseil du chef, arrière-train des bêtes sacrifiées offert au chef; on ne verse pas le sang du roi, il est porté en palanquin.

b) *Religion*. — Dieu sans attributs; esprit des eaux et des hauts lieux; culte des ancêtres, offrandes, sacrifices; sacrifice du buffle (bœuf); funérailles en deux étapes : décomposition du cadavre, puis os nettoyés déposés au tombeau de famille, zig-zags du cadavre dans le cortège funéraire, purification des porteurs, deuil en tenue négligée, pieux ou pierres proches des tombes portant un morceau de toile; cimetières dans la forêt ou près des maisons; enclos du tombeau comportant des pieux sculptés de figures humaines, d'animaux ou d'oiseaux; cadavres enroulés dans des nattes ou déposés dans des auges en forme de pirogue; grottes funéraires; mégalithes; seconde fête des morts; possession par les esprits; jeteurs de sorts donnant la mort; ordalies par la pierre chauffée, les crocodiles, le poison, l'eau du serment.

c) *Culture*. — danses funéraires; danse des bras, gestes courts, battement des mains; professionnels de la danse, d'allure efféminée; danse des jeunes gens sous la lune, avec chants; chants satiriques; poésie de défi amoureux; poésie métaphorique et symbolique; éloquence métaphorique; connaissance de la numération décimale, des points cardinaux, des étoiles.

B. — *Traits communs à Madagascar et à l'Afrique de l'est*.

a) Rhodésie, Zambèze, Mozambique, Swahili : clan patriarcal, droits de l'oncle maternel; liberté de mœurs pour les célibataires des deux sexes; respect de la femme; pas de dot importante; images d'accouplements; inceste considéré comme renforçant la puissance (d'après Grandidier et Ferrand chez les Zafi-Raminia); dieu atmosphérique; culte des ancêtres; cadavre du roi placé dans un cours d'eau; serpents ancêtres; parenté à plaisanterie; ordalie pour la foule à qui l'on fait boire un liquide.

b) Chamites du nord-est et de l'est : castes, classes d'âge, assemblée des hommes libres limitant les pouvoirs du chef; princes divinisés; importance sociale du bœuf.

Certains traits sont communs à l'Afrique et à l'Asie. Aucune comparaison n'a fait l'objet de travaux scientifiques qui permettrait de préciser différences et ressemblances. Mais il est certain que celles-ci sont nombreuses et l'énumération ci-dessus n'en donne sans doute qu'une faible idée.

B. — HYPOTHÈSES

1. Hypothèses diverses

L'unité profonde du peuple malgache au double point de vue linguistique et culturel, et son caractère composite du point de vue racial présentent une contradiction qui a troublé les spécialistes et provoqué l'écllosion d'un grand nombre d'*hypothèses*, généralement compliquées et parfois fort étranges.

Grandidier (*I*) voit dans les malgaches des indo-mélanésiens, c'est-à-dire des papous et des noirs orientaux mélangés d'indonésiens. Pour Razafintsalama (*A 10*) les malgaches sont des missionnaires bouddhistes venus d'une île disparue où se serait forgée une langue malgache à base de sanscrit. Ferrand (*A 18*) imagine, sur le sol malgache, la succession suivante : 1^o une période prébantoue (il s'agit « d'une race inconnue et non attestée »); 2^o une période bantoue (« ces migrants africains étaient des négrides en totalité ou en partie »!); 3^o une période indonésienne pré-merina (indonésiens hindouisés venus de Sumatra vers le 11^e ou 14^e siècle, se répandant dans toute l'île et imposant leur suprématie aux nigritiens bantous qui sont progressivement absorbés); 4^o Arabes (VII^e au IX^e siècle); 5^o deuxième arrivée de sumatranais (X^e siècle); 6^o Persans; 7^o dernière migration arabe. Le R. P. Dubois (*A 21*) propose l'arrivée successive : de pygmées (Kimosy), de nègres africains, de négrides indo-mélanésiens, de polynésiens, de chamites, de malais.

Une solution infiniment plus simple et plus proche de l'inventaire scientifique établi depuis lors, avait été donnée dès 1613 par un des premiers Européens qui aient envisagé le problème, le jésuite portugais Luis Mariano qui écrit (*3*, II, 6) :

On sait seulement à ce sujet que les premiers habitants de l'île Saint-Laurent (Madagascar) sont venus les uns de Malacca [Indonésie], les autres de la Cafrerie [Afrique orientale], et qu'il est arrivé, ultérieurement, dans la région du nord-ouest des Maures de l'Inde ou de l'Arabie et, longtemps après, quelques Portugais. On retrouve dans la langue et dans les usages des indigènes la trace de ces diverses nations.

A une date récente Hornell (*A 3*, *A 4*) et Dahl (*A 11*) ont émis des hypothèses proches de ce point de vue, que les dernières constatations anthropologiques (*A 6*) sont venues confirmer. *Le peuple malgache résulte de juxtapositions et de synthèses d'éléments indonésiens et africains.*

L'hypothèse d'un peuplement pygmée a eu comme origine :

1° l'existence, dans les légendes malgaches, de nains, portant des noms divers (Kinaoly, Kotokely, Kalinoro, Kokolampo, Pindi-Kinioki, etc...); 2° la mention, dans certains écrits français du xviii^e siècle (Maudave, l'abbé Rochon) d'un peuple pygmée, les *Kimosi*, habitant les montagnes du sud-est.

Or on n'a jamais vu les premiers, pas plus que les lutins et les farfadets en France; quant aux *Kimosi*, il existe une tribu de ce nom près d'Ivohibe, mais ils ne semblent pas différer des autres malgaches, même par la taille. Cette idée de nains est peut-être un lointain souvenir des négritos d'Indonésie ou des pygmées africains.

Le « substrat bantou », que la quasi-totalité des auteurs place à Madagascar avant l'arrivée des indonésiens, me paraît aussi dépourvu de preuves scientifiques. L'existence des *Vazimba*, premiers occupants du plateau central, n'apporte aucun appui à cette thèse, contrairement à ce qu'on a longtemps supposé. Les *Vazimba*, non seulement ceux qui subsistent dans la population du centre, mais aussi ceux qui vivent isolés dans l'ouest, n'offrent pas de traits linguistiques ou ethniques permettant de les tenir pour autre chose que des malgaches (1).

Je ne veux pas dire par là que toute arrivée d'africains avant les Malgaches ait été impossible. Sans doute le géographe arabe Edrissi (1154) écrit-il : « Les Zendj (noirs de la côte est d'Afrique) n'ont pas de bateaux pour voyager », et Hornell

(1) *Vazimba*. — Les *Vazimba* ont, dans les légendes merina, un aspect mythique d'esprits de la brousse et d'anciens propriétaires du sol. On trouve un peu partout, en Afrique et ailleurs, ce culte des anciens habitants, considérés comme maîtres du sol. Mais l'existence historique des *Vazimba* est attestée par les *Tantara* (*D 17*) et par *Drury* (in *C 1*, IV, 279 et 313); leur existence actuelle, dans leurs régions de refuge de l'ouest, a été décrite (notamment par *Birkeli* (*A 19*); nombre de mots supposés non malgaches par *Birkeli* sont simplement des mots de dialectes provinciaux).

Ferrand (*A 18*), et d'autres à sa suite, ont fait des *Vazimba* une tribu africaine. Il existe une tribu *Bamindza* le long du *Lwalaba* et une tribu *Bazimba* sur le lac *Kivou*. La consonnance *Wazimba* paraît africaine. En 1589, au témoignage des Portugais (*Ch. Gray B 7*) une tribu *Zimba*, venant de l'intérieur, s'empara de *Kiloa*; des habitants furent massacrés ou mangés. *Wa* est le préfixe bantou des noms de peuples (*Ba*), dans sa forme ordinaire de l'Est africain (*Wadimou*, *Wapemba*, *Wanyamwezi*, etc...).

Hébert (*A 20*) propose l'explication : *Ziva* (parent à plaisanterie). Ces parentés ont été sans doute le résultat de contacts à Madagascar même, une sorte d'alliance de paix après un conflit. Mais rien n'empêche d'imaginer que les *Vazimba* soient des noirs venus de la Côte Est d'Afrique avec les proto-malgaches, après avoir fait alliance avec eux et avoir été plus ou moins assimilés.

confirme qu' « aucune tribu bantoue n'a jamais navigué en quittant la terre de vue ». Cependant nous verrons que l'existence de canots dans la région de Zanzibar est attestée dès le 1^{er} siècle de notre ère et que cette région était fréquentée par des navigateurs arabes qui connaissaient la voile. On peut donc imaginer que quelques-uns ont pu se risquer jusqu'à Madagascar pour y pêcher la tortue.

Mais il n'y a certainement pas eu d'établissement général et massif. Sinon il aurait absorbé, comme il l'a fait sans doute en certains points de la côte d'Afrique, les immigrants indonésiens arrivant en pirogue, peu nombreux et dispersés. *Le « substrat bantou » n'est pas prouvé; il est improbable (au moins sous forme massive); j'ajoute qu'il n'est pas nécessaire à la compréhension du peuplement de Madagascar et qu'il rendrait celle-ci difficile.*

Il ne réussit pas en effet à expliquer la présence dans la Grande Ile d'un peuplement mixte assorti d'une *langue et de coutumes d'origine essentiellement indonésienne*. Pour fournir cette explication deux hypothèses paraissent préférables :

A. — Les proto-malgaches indonésiens ont abordé par le nord ou l'est Madagascar déserte, l'ont occupée et ont ensuite razzé la côte africaine pour se procurer des esclaves.

B. — Venant de l'Inde, ils ont séjourné à la côte d'Afrique, s'y sont mélangés ou alliés à des africains avec lesquels ils se sont rendus ensuite à Madagascar. Je choisis cette hypothèse qui me paraît plus conforme à ce que nous savons des navigations anciennes et des faits constatés sur les différents points du parcours.

2. Le parcours

Ce parcours mérite d'être étudié dans ses diverses phases :

a) *d'Indonésie en Inde* : Dahl déduit de l'examen de la langue malgache qu'elle se rapproche des langues des Philippines et de Célèbes, mais qu'une partie de son évolution grammaticale s'est opérée à Bornéo (A 11, 354 et fin). Il y aurait donc eu une première migration vers l'ouest à travers l'Indonésie, à moins d'admettre une communauté de langue en Indochine avant la migration des indonésiens et leur dispersion entre les îles. Il est possible qu'à ces proto-indonésiens, plus européens et moins mongoloïdes que les malais actuels, se soient mélangés des éléments foncés (veddoïdes ou australoïdes) qu'ils avaient trouvés occupant avant eux l'archipel.

Il serait vain de conjecturer les causes de cette migration. Il s'agissait sans doute de populations très nomades, adaptées à l'existence maritime, s'installant quelque temps sur une côte pour faire des cultures, puis reprenant les canots à balancier et cherchant l'aventure plus loin. Une version occidentale de l'épopée polynésienne.

Mais, à la différence des polynésiens, les proto-malgaches n'abordaient pas des mers tout à fait inconnues. Le *Périple de la mer Érythrée*, document grec du 1^{er} siècle de notre ère, parle de voyages partant de l'Inde du sud-est (pays tamoul) vers le pays de l'or (Kryse) qui est l'Asie du sud-est (A 22). On devait donc pouvoir, dans le nord de Sumatra ou sur la côte malaise, recueillir des renseignements sur les vents, les courants et la bonne saison pour se rendre dans l'Inde. Des marins intrépides pouvaient, dans ces conditions, se lancer en canots à balancier à travers le golfe du Bengale.

b) *d'Inde en Afrique orientale* : Leur passage dans l'Inde du sud a laissé peu de traces. Doit-on leur attribuer les monuments mégalithiques que l'on trouve à Ceylan et sur la côte de Malabar? L'usage persistant, dans ces mêmes régions, du canot à balancier est, plus probablement encore, leur héritage. Les « Pourana » relatent la légende d'Agastya : l'Inde du sud était fréquemment attaquée (au 11^e siècle après J.-C.?) par les gens « des pays du fond de la mer » qui débarquaient la nuit et razziaient les rivages; le héros Agastya but la mer et put ainsi vaincre les « pirates de la nuit ». Selon une autre tradition de la même époque un monarque Chera (Kerala, dans l'extrême ouest de l'Inde) gagna une bataille navale sur les « yavanas » (étrangers, gens de Java?) (A 23, 106, 115). On peut voir dans ces histoires une allusion à nos proto-malgaches, nomades de la mer devenus faméliques et quelque peu pirates, comme l'étaient alors et le furent ensuite pendant des siècles la plupart des marins en pays inconnu.

Des côtes de Coromandel et de Malabar le commerce était florissant à l'époque romaine avec la mer Rouge et Alexandrie. Aden constituait un port de transit. Le trajet Malabar-Arabie du sud était bien connu. On peut donc supposer que les pirates suivirent le trafic, avec escale à Sokotora, et recueillirent sur la côte arabe des renseignements sur l'Afrique de l'est, avec laquelle les peuples d'Hadramaout étaient en relations permanentes. Rien n'empêche d'ailleurs d'imaginer qu'ils ont suivi les vents et les courants qui, du sud de l'Inde, les entraînaient

naturellement vers la côte africaine; celle-ci, même dans l'Inde, ne devait pas être inconnue des marchands arabes ou grecs, et le phénomène des moussons avait été déjà utilisé. Réaliser la traversée, en pirogue à balancier, de 3 000 kilomètres de mer déserte n'en constituait pas moins un exploit fantastique.

c) *sur la côte d'Afrique orientale* : Il semble que les proto-malgaches se soient installés sur cette côte, de la Somalie jusqu'à Mozambique, et y aient laissé des traces dans la civilisation locale. La plus nette est le canot à balancier. Le cocotier, la case quadrangulaire à pignon, le culte du serpent, les tissus d'écorce en sont peut-être d'autres. Chez les Bagiumi, qui occupent la côte entre Kisimayou et les îles Lamou, on trouve la pêche au harpon, la pêche à la tortue à l'aide du rémora, la grande nasse du type malais ou malgache, le canot à balancier et le bateau cousu, la case quadrangulaire à deux pans, le tressage en diagonale et en hexagone au lieu du tressage africain en spirale (A 5).

De leur côté les immigrants indonésiens ont pris à la côte africaine, comme nous l'avons vu, de nombreux éléments de civilisation, certaines plantes et surtout des animaux domestiques qu'ils n'avaient pu amener dans leurs pirogues. Les tribus africaines n'étaient sans doute pas les mêmes aujourd'hui : à côté des Bantous, on trouvait peut-être des Bochimans, et sûrement des noirs de petite taille. Une certaine fusion dut s'opérer entre indigènes et immigrants. On peut imaginer que certains indonésiens restèrent dans le pays et furent, à la longue, africanisés, que les autres repartirent, mêlés de noirs africains, et se dirigèrent vers Madagascar.

d) *d'Afrique à Madagascar* : Dans la partie nord du canal de Mozambique les vents nord et nord-est dominant de novembre à février; les courants, à la même époque, sont variables, mais portent généralement vers le sud. Il était donc relativement aisé de gagner Madagascar avec l'escale des Comores. Les premiers africains ont pu y être amenés en même temps.

La côte de Madagascar où durent aborder les immigrants est celle du nord-ouest. Dahl (A II, 326) en donne une preuve linguistique : en maanjan (indonésien) Barat signifie l'ouest, et Timor l'est; alors qu'en malgache les mots correspondants, Avaratra et Atimo (ou atsimo) signifient respectivement nord et sud. En réalité, pense Dahl, ces expressions désignent la provenance des vents saisonniers plus que les points cardinaux.

Sur la côte nord-ouest de Madagascar (et celle-là seule) le vent du nord, qui apporte les orages (varatra), correspond au vent d'ouest humide de l'Indonésie, alors que le vent sec du sud répond à l'alizé de l'est indonésien qui a donné son nom à l'île de Timor.

Ainsi, probablement, sur cette côte face à l'Afrique, les proto-malgaches, achevant leur épopée maritime, abordèrent Madagascar et y posèrent peut-être pour la première fois le pied humain. Avec les Polynésiens, ils ont été les plus hardis et les plus extraordinaires des découvreurs maritimes des anciens temps.

3. Date

La date des premiers voyages ne peut être estimée qu'à un millénaire près. La date inférieure serait celle où le fer a fait son apparition en Indonésie (les évaluations varient de — 300 à + 200); elle pourrait être reculée à — 500 si l'on suppose un départ de la péninsule indochinoise où il a été connu plus tôt. Mais si l'on admet l'utilisation des routes maritimes déjà pratiquée, avec la notion des moussons, une date trop ancienne est exclue.

La date supérieure est celle de l'hindouisation de l'Indonésie. Les proto-malgaches sont partis auparavant, conservant la culture indonésienne originale sans adultération. Le petit nombre de mots sanscrits du malgache, tous d'origine commerciale et qu'on retrouve dans les autres langues indonésiennes, est une indication en ce sens. De même l'existence de certains objets encore vivants dans la civilisation malgache (pierres levées, bas de sagaie, etc...) et qui sont préhistoriques à Java-Sumatra. Le caractère légèrement archaïque de la langue malgache (formes verbales plus nombreuses) semble indiquer une séparation ancienne.

Mais l'hindouisation de l'Indonésie a été si peu uniforme qu'elle n'est même pas achevée partout aujourd'hui. Elle a eu lieu du 11^e au 5^e siècle sur la côte est de Sumatra, en Malaisie, à Java, sur certains points de Bornéo. Les autres côtes et îles restaient païennes et purement indonésiennes. Nous pourrions ainsi descendre jusqu'au 8^e siècle, date à laquelle sont attestés des bateaux plus importants que les pirogues à balancier dont se sont sans doute servi nos immigrants. La date du 4^e siècle après Jésus-Christ, proposée par Dahl, ne représente donc qu'une moyenne.

4. Les Anciens ont-ils connu Madagascar?

Il ne semble pas qu'il y ait lieu de s'arrêter aux îles « Cerné » et « Phébol » que les anciens philosophes imaginaient aux limites orientales du monde. Il en va tout autrement de l'île Menouthias des géographes alexandrins.

Les égyptiens avaient navigué jusqu'au pays de Pount, situé sans doute au sud de la mer Rouge. Les Grecs d'Alexandrie recueillirent leur succession comme navigateurs et, lorsqu'ils furent soumis à Rome, assurèrent le trafic de l'empire romain avec la « mer Erythrée », c'est-à-dire l'océan Indien. Aden (Eudaïmôn) était, dans la direction de l'Inde, leur point de relâche principal. Ils s'y trouvaient en contact avec les Arabes Sabéens (Yémen) et aussi avec ceux de l'Hadramaout, notamment les *Himyar* et les *Mafir*, tribus qui existent encore aujourd'hui et qui, en ce temps là, dominaient la côte orientale d'Afrique avec laquelle ils trafiquaient régulièrement.

Deux documents grecs alexandrins nous donnent des renseignements sur cette côte et sur l'île Menouthias; ce sont le *Périple de la mer Erythrée* (du 1^{er} siècle après J.-C.) et la Géographie de Ptolémée (11^e siècle).

a) Le *Périple de la Mer Erythrée* décrit la côte d'*Azania*, qu'on trouve au delà du cap des Aromates (Guardafui). Il énumère plusieurs ports avant d'arriver, au bout de sept jours, aux îles Pyralées (probablement l'archipel Patta, Manda, Lamou, au sud de la Somalie).

De là, un peu au-dessus du vent [direction] du sud-ouest, après un trajet de deux jours et deux nuits vers le couchant [?], se rencontre l'île *Menouthias*, distante d'environ 300 stades de la terre, île basse et couverte d'arbres, dans laquelle il y a des fleuves, diverses espèces d'oiseaux et une tortue de montagne. Les seules bêtes fauves sont les crocodiles, qui du reste ne font de mal à personne. Il y a des embarcations cousues (*rhapta*) et d'un seul morceau de bois dont les habitants se servent pour aller à la chasse des tortues de mer qu'ils prennent d'une manière particulière au moyen de paniers d'osier placés le long du rivage à l'entrée des grottes sous-marines.

Grandidier a supposé qu'il s'agissait de la côte ouest de Madagascar. Les directions et les distances indiqueraient plutôt Zanzibar ou Pemba (1).

(1) *La Menouthias du Périple*. — Grandidier (3, 1 à 10) estime que les Pyralées sont les Comores et que la description de Menouthias ne peut s'appliquer à Zanzibar à cause des crocodiles. Mais *Krokodilos* en grec signifie aussi

A deux jours de navigation de cette île se trouve le dernier port du continent d'Azania. Il est appelé Rhapta parce qu'on y fabrique ces barques cousues dont nous venons de parler.

Il semble qu'on doive fixer ce point vers Dar es Salam. Il y avait là un peuple de grande taille réparti entre de nombreux chefs, soumis depuis longtemps au roi des Mafir d'Arabie.

Le Périple, s'il fait connaître pour la première fois la côte orientale d'Afrique et son commerce (lances, haches, couteaux, perles de verre, vin, froment à l'importation; ivoire, cornes de rhinocéros, écaille de tortue à l'exportation) semble avoir suivi exactement cette côte et ignoré Madagascar. On ne peut donc en tirer aucun argument pour la date de peuplement de la Grande Ile. Nous savons cependant par lui que l'on trouvait sur cette côte des pirogues monoxyles et des barques cousues; celles-ci étaient en usage en Indonésie, mais aussi dans l'Arabie du sud. Il n'est pas question du balancier caractéristique des indonésiens.

b) *Ptolémée* est un mathématicien et un géographe. Il s'appuie sur le témoignage de deux marins grecs qui s'étaient rendus à Rhapta. Il place Rhapta à 8° 25' (latitude approximative de Kiloa) et le point extrême de la côte, Prason, à 15° sud (vers Mozambique). A cinq degrés de longitude au nord-est de Prason, et à 12° 30' de latitude il situe l'île Menouthias. L'écart de longitude est à peu près celui qui sépare Mozambique de Majunga; la latitude indiquée est proche de Diego Suarez.

Ptolémée reproduit-il des renseignements recueillis par les marins grecs venus à Rhapta ou a-t-il bénéficié d'indications de navigateurs d'Arabie du sud? En tout cas son île Menouthias, à la différence de celle du Périple, pourrait être Madagascar. Cette notion reste quelque peu stérile, puisque non accompagnée de description, mais elle indiquerait que les marins arabes qui fréquentaient Azania avaient passé au delà de Rhapta et peut-être reconnu la Grande Ile. Si même

bien lézard, et Zanzibar peut avoir eu autrefois des crocodiles. *Pyra* désigne un feu qu'on allume et non une île volcanique, et le mot *diôryx*, que le Périple applique au détroit situé entre les Pyralées et la Côte, signifie fossé, et ne saurait s'appliquer à cette vaste mer qu'est le canal de Mozambique. De plus Grandidier fausse ou néglige les distances et les directions. Je me range donc à l'avis de Muller (A 27), de Guillaïn (A 28), de Gautier (A 25), et de Gravier (A 24, 393), qui paraît à la fois plus respectueux du texte et plus raisonnable.

Pour la Menouthias de Ptolémée, j'exprime, en la dissociant de celle du Périple, une conjecture très hasardeuse étant donné les erreurs de longitude fréquentes du célèbre géographe alexandrin.

celle-ci n'avait déjà, à cette époque, été occupée par les proto-malgaches, ceux-ci auraient pu du moins recueillir plus tard, à la côte d'Azania, des renseignements les orientant vers leur futur domaine.

c) Gautier (A 25) signale qu'une monnaie de bronze de Constantin a été trouvée dans le sable, près de Majunga, par les gens du pays, dans des conditions inconnues. Elle peut donc avoir été apportée à l'époque même de Constantin (iv^e siècle), mais aussi beaucoup plus tard, voire tout récemment. On peut remarquer cependant que le christianisme apparut en Arabie du sud précisément sous Constantin et que son fils Constance envoya un nommé Théophile visiter Aden et les pays environnants, qui étaient, nous l'avons vu, le point de départ des expéditions vers l'Afrique orientale.

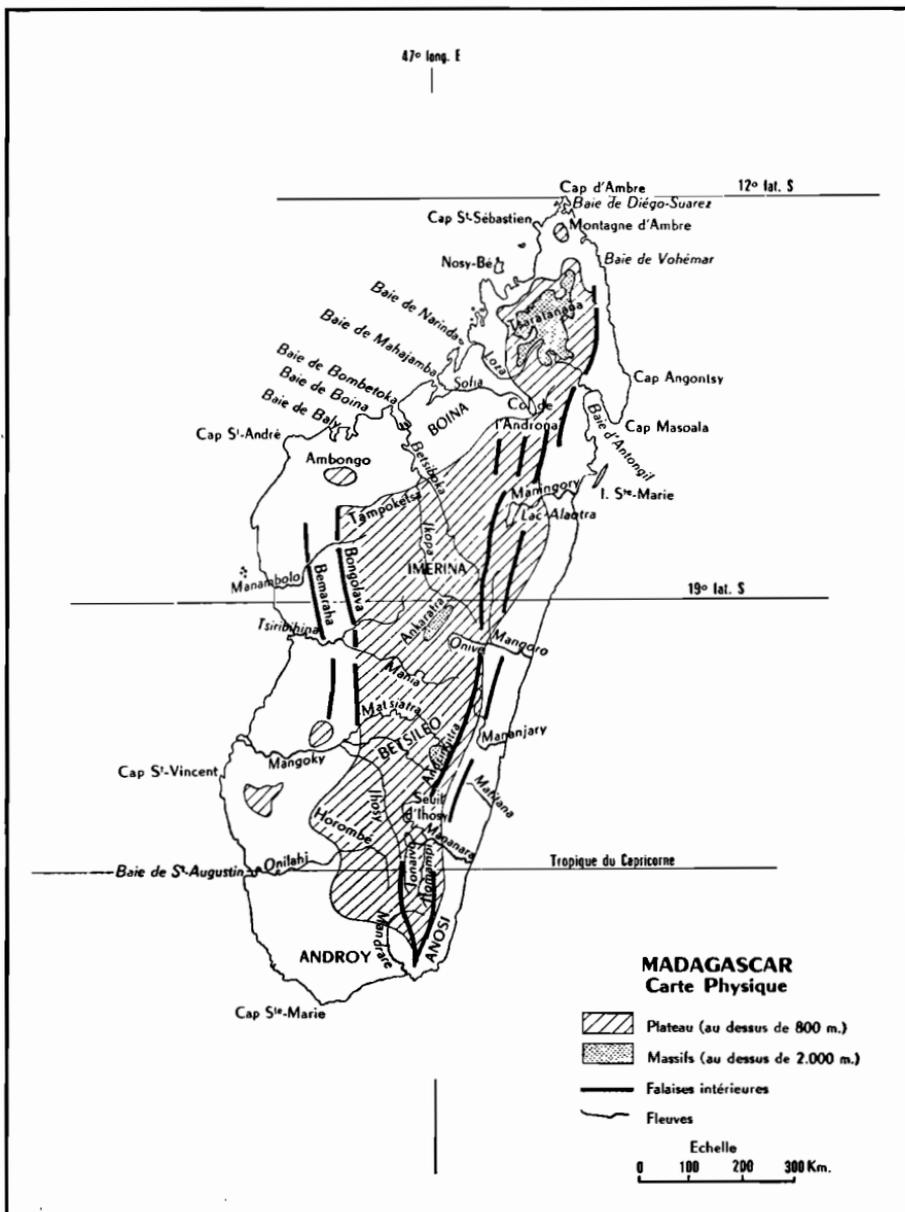
II. — L'ILE DÉSERTE ET LA FORMATION DU PEUPLE MALGACHE

1. Inventaire de l'île déserte

« Humble robinsonade », dit Gautier pour qualifier le débarquement des premiers hommes dans l'île. Analogie un peu forcée, car les proto-malgaches, mêlés de noirs, arrivaient sans doute de la côte d'Afrique dans une multitude de pirogues; d'autre part l'île, plus grande que la France et massive, est une sorte de petit continent, dont la reconnaissance a certainement duré des siècles.

C'est seulement depuis 1870 que nous-mêmes, grâce à Alfred Grandidier, en connaissons la structure; un *plateau* massif et bosselé, de 800 à 1 400 m d'altitude moyenne qui occupe tout l'intérieur; une zone orientale (la *Côte Est*), longée de lagunes et de dunes; une zone occidentale (la *Côte Ouest*) plus large, où aboutissent de grands fleuves et dont la partie nord-ouest offre des baies profondes aux navigateurs. Le plateau s'abaisse sur la Côte Est par deux séries de falaises enserrant un *gradin intermédiaire*, sur la Côte Ouest par des paliers successifs.

L'alizé du sud-est règne en maître et détermine deux grandes régions climatiques : une partie *au vent*, de régime équatorial, chaud et constamment humide, c'est la Côte Est avec le gradin et les falaises; une partie *sous le vent*, chaude et sèche, de régime



tropical proprement dit, c'est la Côte Ouest. Le plateau, plus frais, a un régime pluvial de transition. Sur la Côte Ouest elle-même le climat du nord-ouest présente une variété plus humide, grâce au vent du nord qui souffle pendant l'été austral, alors que le sud-ouest et l'extrême sud ont un régime pré-désertique.

L'île est aujourd'hui déboisée, sauf la falaise de l'est et quelques lambeaux de forêts-galeries dans l'ouest. L'est est occupé, en majeure partie, par une forêt secondaire de repousse (Savoka ou Vorok'ala : ravenales, bambous, bois tendres) et des marais. Le plateau est presque entièrement dénudé, avec des collines latéritiques rouges, mal recouvertes d'une prairie pauvre à la saison humide; des marais occupent les bas-fonds. La Côte Ouest porte une savane à palmiers dispersés, très semblable à celle du Soudan ou des plateaux d'Afrique australe.

Perrier de la Bâthie, dans un livre fondamental (*A 29*), semble avoir établi que ces formations végétales résultaient de l'action de l'homme. En particulier sur les plateaux,

la prairie est une conséquence directe des incendies périodiques. Elle n'est constituée en effet que d'espèces aptes à subir annuellement ces feux (p. 9).

Auparavant la forêt régnait d'un bout à l'autre de l'île, forêt à feuilles persistantes sur la Côte Est et tout le nord du plateau, forêt à feuilles caduques sur la Côte Ouest et la région sud de l'intérieur. Forêt plus ou moins épaisse d'ailleurs suivant la proximité des fleuves, l'humidité et le terrain. Ainsi dans le centre,

ces forêts étaient localisées dans les plaines, dans les vallées, sur les plateaux et dans certaines régions seulement. Ailleurs c'étaient de hautes broussailles, des arbres tortueux, avec, dans les régions plus sèches, des îlots de plantes xérophytes (p. 61).

Ce monde végétal était habité par des animaux divers, certains disparus comme les tortues géantes, les hippopotames nains, les lémurins de grande taille et les oiseaux géants, Mullerornis et Aepyornis, dont on trouve encore parfois les œufs intacts posés à terre dans la brousse du sud.

La disparition de la forêt y est certainement (sur le plateau) contemporaine de l'arrivée de l'homme et de l'extinction des Epyornis, des hippopotames et de grands animaux contemporains, que l'homme a détruits vraisemblablement en même temps que la végétation primitive. On trouve, en effet, dans les parties supérieures des couches à subfossiles du Centre, des bois brûlés et des

traces humaines qui ne peuvent laisser aucun doute à cet égard... On peut conclure de tous ces faits que la destruction de la forêt y date au moins de cinq siècles et au plus de 4 000 ans, (p. 173) (1).

Les ressources en gibier étaient donc abondantes et d'une proie aisée. Aux animaux aujourd'hui disparus s'ajoutaient ceux qui existent encore : les nombreux lémuriers de moyenne ou de petite taille, les sangliers, les hérissons, les chauves-souris, d'innombrables oiseaux de forêt ou de marais, les anguilles et autres poissons de rivière ou de mer, les tortues de mer et les cachalots, les crabes et les crevettes d'eau douce. Pas de gros carnassiers, sauf le crocodile, pas de serpents venimeux. Un paradis pour l'homme, si l'on met à part les moustiques des régions basses et des marais.

Les ressources végétales n'étaient pas moins précieuses : bois, palmiers divers, ravenales, bambous pour la construction des cases et les récipients; écorces, fibres de raphia et de joncs pour les vêtements; racines et fruits de la forêt pour la nourriture.

La forêt, à vrai dire, constituait un obstacle. Les falaises et massifs montagneux en formaient un autre. Mais rien d'insurmontable. Les plus hauts massifs n'atteignent pas 3 000 mètres (Tsaratanana dans le nord, Ankaratra dans le centre, Andringitra dans le sud-est) et il est facile de les contourner. On trouve même des régions déprimées au sud du Tsaratanana (col de l'Androna), et au sud de l'Andringitra (seuil d'Ihosy) par lesquels le passage d'une côte à l'autre est relativement aisé. Les larges vallées de l'ouest, et même certains thalwegs de torrents de l'est offrent des voies d'accès vers le plateau. Le plus grand obstacle était sans doute l'espace; démesuré pour des groupes peu nombreux, plus habitués sans doute à l'Océan qu'aux randonnées terrestres.

Les conséquences de cette étendue, de cette massivité du continent malgache en marqueront toute l'histoire : difficulté à le peupler (le peuplement est loin d'être encore achevé aujourd'hui); diversité du climat et du relief contribuant, avec les immenses

(1) *Forêts du plateau.* — Grandidier et Gautier ont cru que les terrains latéritiques du Centre n'avaient jamais connu d'autres revêtements que la prairie. Il semble bien résulter pourtant des travaux de Perrier de la Bâthie, d'Humbert et d'autres botanistes que la forêt a recouvert au moins d'immenses régions. Il en reste encore quelques lambeaux (forêts de Manjakatempo dans l'Ankaratra, d'Ambositra au sud de la ville, de Manantanteli dans le district d'Ankazobe). On rencontre parfois, en établissant des rizières, d'énormes souches englouties dans les marais. Les villages et les villes même étaient en bois jusqu'à une époque récente.

espaces vides, à individualiser les groupes humains. L'isolement de Madagascar, île du bout du monde, a contribué d'autre part à créer une protection et à maintenir dans une large mesure l'unité due aux origines.

2. Début du peuplement

Si l'île offrait ses ressources, le peuple-Robinson amenait les siennes. Il avait ses techniques héritées de l'Indonésie : l'agriculture du brûlis et de la rizière, la poterie, l'extraction du fer et la métallurgie, la construction des cases en bois et en fibres végétales, le tressage et le tissage pour les vêtements, les armes et les pièges pour la chasse et la pêche, la navigation.

Les plantes importées provenaient pour la plupart d'Indonésie : le cocotier (nio), l'igname (ovi) portent des noms indonésiens; le riz (vari), la canne à sucre, le coton, les Calebasses avaient peut-être été pris dans l'Inde; la banane (akondro, fontsi), le taro (saonjo, taho) portent un double nom, africain et indonésien, indiquant sans doute une double origine; le mil (ampemba) est incontestablement africain, ainsi que le haricot et le voanjo; le gingembre et le coton sont asiatiques. Le voyage le long des côtes, avec des temps d'arrêt, rend compte de ces apports, qui sont très anciens (1).

Les piroguiers ne s'étaient certainement pas encombrés d'animaux domestiques. Ils les prirent à la côte d'Afrique d'où leurs noms africains : la poule (akoho), la pintade (akanga), la chèvre (osi), le mouton (ondri), le bœuf à bosse (ombi, aombe). Les proto-malgaches n'avaient sans doute connu en Indonésie que le buffle, animal fort différent, dont ils donnèrent le nom (lambo) au sanglier malgache, puis au porc. Le chien (amboa, alika) et le chat (kari, piso, saka) ont à la fois des noms africains et indonésiens; celui du rat (voalavo) est un souvenir d'Indonésie.

Le monde des îles indonésiennes et celui de la côte africaine

(1) *Plantes alimentaires.* — D'après M. le professeur Portères, qui a bien voulu me communiquer aimablement les bonnes feuilles de son futur travail, le nom malgache du riz, *vary* (bari en composition), peut être rapproché des mots indiens *vori* (telinga), *ari*, *pari*, *padi* (indonésien) qui désignent le riz, et *vari* qui désigne le millet dans la région de Bombay. A rapprocher aussi du sanscrit *vrihi*. M. Portères estime que les variétés malgaches de riz sont voisines de celles de l'Inde du sud et de Ceylan. Le mot *ampemba* pour le mil viendrait de l'île de Pemba. Quant au taro, on ne trouve la forme malayo-polynésienne *taho* qu'en dialecte Betsileo; le mot malgache ordinaire, *saonjo*, serait une allusion au pays des Zendj de la Côte d'Afrique.

allaient donc se reconstituer sur la côte malgache. Il est infiniment probable que nos navigateurs ont reconnu et occupé rapidement les côtes où ils retrouvaient un climat équatorial conforme à leurs habitudes et propice à leurs cultures, c'est-à-dire le nord-ouest et l'est. Le passage du cap d'Ambre et la houle de la Côte Est, avec l'alizé contraire, ne pouvaient gêner beaucoup des embarcations légères, mues aussi souvent à la pagaie qu'à la voile, et qui avaient pratiqué des traversées bien autrement scabreuses.

L'ouest et l'extrême nord, plus secs, n'ont peut-être pas fait l'objet d'occupations permanentes; de même le sud, à la brousse cactée, aux falaises battues de vents furieux. Quant à l'intérieur, défendu par les forêts, les rapides des fleuves, les falaises, il n'a dû voir apparaître d'abord que les esclaves évadés, les vaincus des guerres, les individus expulsés de leur groupe social. C'est peut-être là l'origine des Vazimba, dont on nous dit qu'ils n'avaient pas de chefs.

Les clans indonésiens, fortement mélangés de noirs à la côte d'Afrique, vont se disperser le long des côtes; le pays est vaste et aucun indigène, aucun fauve ne les menacent. Chaque famille pourra organiser son existence autonome, avec son patriarche, chef et prêtre, ses collatéraux, ses clients. Chacun est un petit état indépendant, isolé par la forêt et l'étendue.

Mais la stabilité et l'isolement ne durent pas. La tradition de la rizière inondée, importée d'Asie, n'a sans doute pas été oubliée, mais elle exige de gros efforts d'établissement. Il est beaucoup plus facile et même nécessaire, dans un pays de forêt de recourir à la vieille méthode, indonésienne et africaine, de défrichement par le feu, le *tavi*. On plante les ignames, le saonjo, le riz de montagne, les courges dans les cendres chaudes fertiles, et l'année suivante on pousse plus loin. L'herbe de repousse nourrira les bœufs. Et l'on profitera, en outre, dans les forêts, des ressources de la chasse et des racines sauvages. Ainsi, on avance, on déboise de proche en proche. Sur la Côte Est humide, une forêt secondaire repousse vite. La forêt sèche de l'ouest, la forêt d'altitude des plateaux seront peu à peu détruites, faisant place à la savane et à la prairie.

La dispersion et le *tavi* itinérant seront favorisés par l'évolution sociale. Les familles grandissent en nombre; il est de plus en plus difficile de les maintenir sous le commandement du patriarche de la branche aînée; des rivalités naissent; les branches cadettes se séparent et vont créer des établisse-

ments ailleurs. Un nomadisme terrestre succède ainsi au nomadisme maritime.

Au cours de ces errances, des rencontres se produisent entre groupes. Elles peuvent amener la guerre, mais le territoire est vaste et les guerres sont plus des jeux qu'une nécessité. Des fusions s'opèrent, des alliances à plaisanterie sont contractées, avec des échanges matrimoniaux; parfois une hiérarchie s'élabore, de nouveaux groupements prennent naissance, clans ou tribus, qui se dispersent à leur tour. Le résultat, c'est un mélange instable, et aussi une adaptation aux divers pays. L'unité raciale se complète et la diversité géographique commence à s'affirmer.

Dès ce moment nous n'avons plus devant nous des proto-malgaches et des africains. *Le peuple malgache est formé, avec sa double appartenance raciale, sa langue indonésienne, le fond de ses coutumes, de ses techniques, de ses croyances (1). Sans doute n'en sommes-nous encore qu'au premier stade. De nouvelles immigrations surviendront de toutes parts. Mais elles n'entameront pas la masse malgache; c'est elles qui seront absorbées.*

Ce temps des origines, que l'on ne peut retracer que par hypothèses, est donc la période essentielle de l'histoire de Madagascar. Toute la suite, auprès d'elle, n'apparaît que comme accidents secondaires, n'ayant modifié que faiblement le fond de la vie malgache.

(1) *Malgaches*. — Nous usons de ce mot faute de connaître le vrai nom des immigrés (Voir à ce sujet la note 1 du chapitre II). Il n'a été utilisé par les Européens qu'au xvii^e siècle, à partir, semble-t-il du nom d'un pays du sud-est, Maticassi, puis généralisé au xix^e sous la forme « madécasse » ou « malgache » (madakasi ou malagasi), peut-être sous l'influence du mot « Madagascar », lui aussi d'origine étrangère. La ressemblance des deux noms est au moins curieuse.

CHAPITRE II

LES NOUVELLES ARRIVÉES

I. — LES NAVIGATIONS DANS L'Océan Indien

L'ère des nouvelles arrivées correspond à peu près au moyen âge européen. C'est la période où l'océan Indien est dominé par les marines indonésiennes, indiennes, arabes, jusqu'à l'établissement définitif de la nouvelle route maritime par les Portugais. On dispose, pour ce millénaire, de quelques documents écrits (arabes, chinois, manuscrits arabico-malgaches) et de quelques traditions orales, fortement mêlées de légendes, ainsi que de rares témoignages archéologiques, pas toujours clairs. Les origines malgaches sont le domaine de l'hypothèse; avec les nouvelles arrivées, nous passons au domaine de l'interprétation. La distinction entre les deux périodes n'est elle-même qu'une hypothèse et il n'y a sans doute pas eu solution de continuité.

1. Navigations indonésiennes

Le premier débarquement à Madagascar ne fut qu'un épisode dans l'histoire des navigations indonésiennes vers l'ouest. Avec les empires hindouisés de Çrivijaya (vii^e au xiii^e siècle) établi à Sumatra, des Çailendra (viii^e siècle), de Mataram (ix^e au xi^e siècle) et de Modjopahit (xiii^e siècle) à Java, de Jambi (xii^e siècle) en pays malais, on voit se développer de puissantes marines. Le navire à balancier, à deux mâts et voile rectangulaire, sculpté sur le Boroboudour (Java, viii^e siècle) offre l'image la plus ancienne des conceptions indonésiennes, reliées à la pirogue à balancier; un tel navire offrait une stabilité remarquable et la possibilité de traverser des océans sans longer les côtes. La route vers l'ouest était reconnue. Elle fut parcourue maintes fois dans un but commercial qui dégénéra fréquemment en pillage.

Différents textes chinois et surtout arabes en témoignent. Mais la nomenclature géographique arabe est assez confuse : *Zendj* (ou *Zang*; « Tsen-Ki » dans les textes chinois) désigne nettement les noirs de l'Afrique orientale et leur pays (Zanzibar : pays des *Zendj*; même racine qu'*Azania*); *Komr* ou *Kamar* (île de la lune) semble être Madagascar mais aussi une île d'Indonésie; quant aux îles *Wak-Wak* que les « Mille et une nuits » déclarent inaccessibles, sauf par les génies, elles sont probablement toutes les îles mal connues situées au sud de la route maritime allant du pays des *Zendj* à la Chine, c'est-à-dire aussi bien Madagascar que Bornéo, Célèbes et les Philippines (1). Sumatra (*Zabag*, *Zaledj*, *Ramni*, île du *Maharadjà*) et Java (*Djawa*, *Zaledj*, *Zobedj*) sont un peu mieux individualisées.

Dès l'an 813, d'après un texte chinois, une ambassade javanaise amenait à la cour de Chine quatre esclaves *Zendj*.

En 945, d'après le *Livre des Merveilles de l'Inde* (arabe) les *Wak-Wak* allèrent attaquer l'île de *Kambalou* sur la côte des *Zendj* pour se procurer l'ivoire, les peaux de panthères, l'ambre et les esclaves noirs qu'ils rapportaient chez eux et jusqu'en Chine. Leur voyage avait duré un an. Ils avaient pillé jusqu'à *Sofala*.

Edrissi (XII^e siècle) écrit (I, 58) :

Les *Zendj* n'ont point de navires dans lesquels ils puissent voyager. Mais il aborde chez eux des bâtiments du pays d'Oman et autres, destinés aux îles *Zaledj* qui dépendent des Indes. Ces étrangers vendent leurs marchandises et achètent des produits

(1) *Wak-Wak*. — C'est dans les îles *Wak-Wak* que les anciens auteurs arabes placent l'oiseau *Rokh* (qui peut enlever un éléphant) et les arbres dont les fruits sont des têtes humaines qui crient « *wak, wak* » en tombant. *Maçoudi* met le pays *Wak-Wak* « à la fin de la mer de *Zendj* ». D'autres auteurs en font une île « à l'Orient de la Chine », ce qui a fait penser au Japon. *Ferrand* (*B I*) estime qu'il y a deux *Wak-Wak*, l'une à l'ouest, l'autre à l'est. Il assimile la première à Madagascar, et rapproche *Wak-Wak* du mot malgache *Vahoak* (peuple), et de l'arbre *Vakoa* (*pandanus*) et du mot *Bouki* qui désignait l'île et le peuple au moyen âge. *Dahl* (*A II*) y voit le nom ancien des proto-malgaches (*bakuak, vakuak*) et suppose que l'île *Wak-Wak* de l'est désigne Bornéo. Il me paraît convenable d'élargir cette notion à toutes les îles indonésiennes « à l'ouest de la Chine », de Bornéo à Formose. On pourrait également rapprocher de *Wak-Wak* le nom de *Hawaiki*, le pays d'origine dont se réclament les Polynésiens. Noter aussi que *Waka* est un des noms de la pirogue à balancier en Indonésie, en Mélanésie, aux Philippines, Micronésie, et Polynésie. Il serait passé en malgache sous la forme *Laka*. Les *Wak-Wak* sont peut-être simplement les « gens de pirogues », le reduplicatif étant la marque du pluriel dans nombre de langues de ce groupe. On sait qu'un autre groupe malais s'appelait « *Orang Laut* », les « gens de la mer ».

du pays. Les habitants des îles Zaledj vont chez les Zendj *dans de grands et de petits navires*, et ils s'en servent pour le commerce de leurs marchandises, attendu qu'ils *compréhendent la langue les uns des autres*.

Il parle d'une île Al Andjéba, de 400 milles de tour, produisant riz, bananes et bétail, avec des montagnes dans le centre qui servent de refuge aux vagabonds; ce pourrait être Madagascar.

Ibn-al-Mudjawir (xiii^e siècle), dans son *Tarik al mustansir*, dit avoir recueilli en Arabie la tradition suivante :

Le site d'Aden fut habité par des pêcheurs après la chute de l'empire des Pharaons (probablement l'empire romain, dont le centre oriental était Alexandrie). Une invasion des gens d'Al Komr prit possession d'Aden, en expulsa les pêcheurs, et établit des constructions de pierre sur les montagnes. Ils naviguaient ensemble en une seule mousson. « Ces peuples sont morts et leurs migrations sont fermées ».

« D'Aden à Mogadiscio il y a une mousson, de Mogadiscio à Kiloa, une deuxième mousson, de Kiloa à Al Komr une troisième. Le peuple d'Al Komr avait réuni ces trois moussons en une seule. Un navire d'Al Komr s'était rendu à Aden par cet itinéraire en 626 de l'hégire (1228); en se dirigeant vers Kiloa, on arriva par erreur à Aden. *Leurs navires ont des balanciers*, parce que les mers sont dangereuses et peu profondes. Mais les Barabar les chassèrent d'Aden. Actuellement il n'y a personne qui connaisse les voyages maritimes de ces peuples, ni qui puisse rapporter dans quelles conditions ils ont vécu et ce qu'ils ont fait (B 2).

On peut conclure de ces textes :

1^o que les navigations indonésiennes vers la côte d'Afrique se sont maintenues au moins jusqu'au xiii^e siècle;

2^o que les Indonésiens avaient des établissements à Madagascar (Komr) et en partaient pour des expéditions de pillage, à moins qu'il ne faille attribuer ces expéditions aux Malgaches eux-mêmes;

3^o que les deux peuples devaient être encore assez peu distincts, puisqu'ils se comprenaient les uns les autres.

Le trajet que nous avons décrit pour les origines devait être le plus fréquenté. Mais il semble que des Indonésiens se soient installés aussi sur les côtes du golfe de Bengale, notamment au Goudjerat et c'est peut-être à eux qu'on doit l'islamisation de l'Indonésie à partir du xiii^e siècle. Les Arabes dominant alors l'océan Indien occidental, mais les voyages indonésiens ne cessent pas complètement. Peut-être certains utilisent-ils le trajet direct Inde-Madagascar. Au début du xvii^e siècle, Pyrard de Laval trouva aux Maldives des mar-

chands de Sumatra. Au xvi^e siècle, les premiers voyageurs portugais ont vu des « javanais » sur la côte est de Madagascar entre le Matitana et Mahanoro. Les conquêtes européennes interrompirent ces relations. L'apport indonésien, loin d'avoir eu lieu en une ou deux fois, comme on le croit généralement, avait probablement duré un millénaire, sous un aspect sans doute commercial et non culturel (1). Madagascar a été une sorte d'annexe (un peu sauvage) du trafic indonésien, qui s'étendait de l'Afrique à la Chine, en passant par l'Inde, avec des antennes vers l'Arabie. Certains éléments indonésiens, établis sur les côtes ou naufragés, se sont fondus dans la population malgache.

2. Navigations arabes et autres

Les Arabes du sud, nous l'avons vu, fréquentaient et dominaient depuis l'Antiquité la côte orientale d'Afrique. Cette expansion commerciale se complète, après Mahomet, de l'émigration de certains groupes appartenant à des sectes religieuses minoritaires et persécutées : dès la fin du vii^e siècle, des membres de la tribu Azd, de l'Oman ; au viii^e siècle des Zeidites (dont un des chefs, Ali Mohamed, s'était un moment emparé des villes saintes) et des Sunnites d'El Hasa persécuté par les Ismaéliens. Ces premières colonies ne dépassent pas l'Équateur. Un peu plus tard des persans chiites duodécimains, venus de Chiraz, fondent des comptoirs sur toute la côte de Mombassa à Anjouan. Ce sont là les épisodes connus de migrations qui

(1) *Bouddhisme*. — Les livres de Razafintsalama (Dama-Ntsoha), notamment « le Bouddhisme malgache » affirment que les premiers malgaches ont été de fervents bouddhistes. Une mise au point a été faite par Marion (*B. A. M.* 1947-1948, p. 62-67) qui ne laisse pas subsister grand-chose de cette thèse. Il semble que la religion et la sagesse malgache soient, pour l'essentiel, l'émanation de la culture indonésienne originale, antérieure à l'hindouisme. Les indonésiens ont pratiqué successivement ou simultanément, (suivant la région) leur religion ancienne, le bouddhisme, l'hindouisme, l'Islam. Il serait normal que l'on retrouvât ces diverses influences dans la pensée malgache. Celle-ci n'a encore été qu'insuffisamment explorée et des découvertes sont possibles. Razafintsalama aura eu au moins le mérite d'attirer l'attention sur ce problème. On peut cependant observer qu'aucun élément visible (instruments de musique, monuments, techniques, etc...) des cultures hindoue ou bouddhiste n'a été apporté ou n'a subsisté à Madagascar, alors que des éléments arabes de culture ou de vocabulaire restent évidents. Ceci, aussi bien que les fouilles d'Iharana, autorise à croire que les indonésiens venus à Madagascar étaient avant tout des commerçants, qu'ils sont restés sur les côtes, et que ceux d'entre eux qui se sont enfoncés dans l'intérieur étaient déjà à peu près complètement malgachisés.

Dans la conception hindoue classique du monde représenté par une fleur de lotus, le pétale sud-ouest, qui représente probablement Madagascar, porte le nom de *Harina* : c'est en malgache le nom du gain ; on pourrait aussi le rapprocher d'Iharana (dont le sens est différent : le rocher).

ont dû être nombreuses et où les Ismaïliens, dispersés par les persécutions en Perse et en Inde, ont pu jouer un rôle important.

Au ^{xii}^e siècle les principaux ports arabes du nord au sud étaient Mogadichou, Barawa, Pate, Lamou, Malindi, Mombasa, Pemba, Zanzibar, Mafia, Kiloa, Mozambique, Sofala. Toute la partie sud était vassale des sultans de Kiloa, dont semblent avoir aussi dépendu Anjouan et Ngazidya (la grande Comore). Ces îles étaient dominées alors par des chefs chiïtes, ismaïliens ou chiraziens, à qui succédèrent des Sunnites de Malindi. A la fin du ^{xiii}^e siècle des sunnites remplacèrent aussi les chiïtes à Kiloa.

Les villes, construites en pierre ou en bois, défendues par des remparts, étaient faites pour le commerce : importations de tissus, d'outils de fer, de perles; exportation d'ivoire, d'or, d'ambre gris, d'écaïlle de tortue, de corne de rhinocéros, et surtout d'esclaves, envoyés en grand nombre en Arabie, à Bagdad, en Perse, aux Indes et jusqu'en Chine; la population de l'Oman comptait, au ^{xvi}^e siècle, un tiers d'esclaves noirs. La civilisation arabe en Afrique orientale ne dépassait pas les murailles des villes, où les métis et les esclaves noirs étaient nombreux. Les guerres intérieures étaient entretenues pour les besoins de la traite.

L'expansion commerciale arabe s'étendait d'autre part vers l'Inde et la Chine. D'importantes colonies arabes vivaient sur la côte occidentale de l'Inde, à Cambaye, Mangalore, Cananore, Calicut, Cochin, ainsi qu'à Malacca en Malaisie. Les Arabes semblent avoir découvert la voile triangulaire (dite aussi arabe, ou latine), qui permet de remonter au vent et de naviguer plus vite qu'avec la voile carrée antique. Tous leurs navires, boutres, sambouks, dows, baggalas, en étaient munis. Ils assurèrent ainsi une part grandissante du commerce de l'océan Indien jusqu'à Malacca où ils rencontraient les jonques chinoises. La conquête du Goudjerat par les musulmans au ^{xiii}^e siècle et l'importation de l'Islam en Malaisie et à Sumatra aux deux siècles suivants facilitèrent encore l'extension des entreprises arabes.

Néanmoins il serait abusif de parler de domination exclusive. Les navigations indonésiennes se poursuivirent longtemps et l'on trouvait partout, jusque sur la côte d'Afrique, des commerçants indiens. Les Chinois eux-mêmes venaient jusque-là; en 1430 une flotte chinoise visita Mogadichou.

Quant aux noirs africains, des voyages, forcés ou volontaires, les menaient aux Comores et à Madagascar.

La Grande Ile, à la fin de cette époque, commence à être assez bien connue des géographes arabes.

Ibn Magrid, au *xvi*^e siècle, déclare que Komr est la deuxième île du monde; elle est placée à l'écart et, au sud, commencent les Ténèbres méridionales.

Suleiman al Mahri (début du *xvi*^e siècle) reconnaît quatre îles entre elle et l'Afrique. Il donne les directions du vent, les latitudes, et indique les principaux ports qui sont, du nord au sud :

1^o sur la côte ouest : Langani, Saada, Manzladji (Masselage, Mahajamba), Bender al Nub, Malawin, Bender Kuri, Bender Hit;

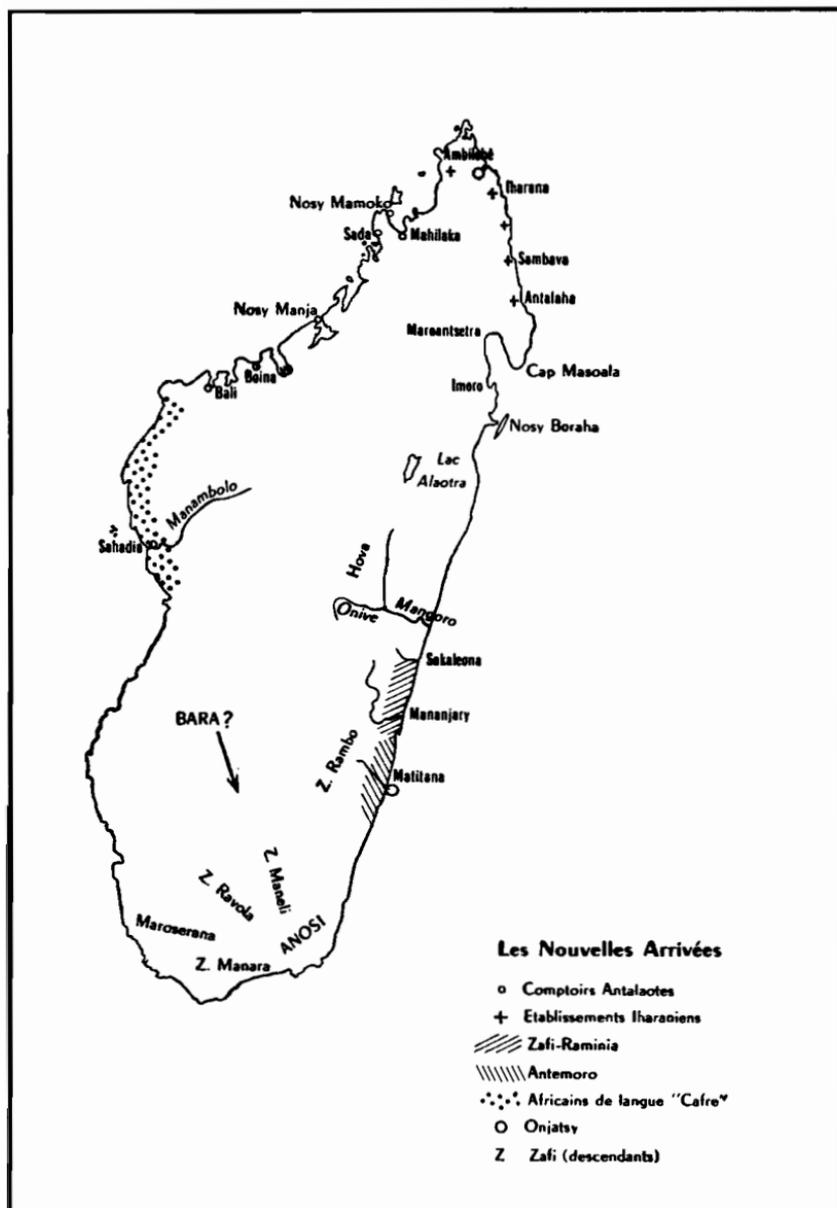
2^o sur la côte est (peu fréquentée), au delà du cap Ras al Milkh : Bender Bani Ismaïl, Bimaruh (Vohémar), Anamil et l'île de l'Ambre (Antongil et Nosy Mangabe?), Noshim (Nosy Ibrahim, île Sainte Marie?), Manakara, Bender Haduda, Walada, Bender Kus. L'indication qu'il donne d'îles dans le sud-est, à 36 heures, laisse supposer ou bien que les Arabes connaissaient les Mascareignes, ou bien qu'ils mettaient à profit les découvertes portugaises. En tout cas la connaissance des deux côtes par les Arabes, surtout dans le nord-ouest et le nord-est, est certaine.

II. — ARRIVÉES SUR LA COTE OUEST

1. Les Antalaotes

Les Comores, qui avaient dû recevoir une première population de proto-malgaches mêlés d'Africains, accueillirent des marchands et guerriers arabes installés sur la côte d'Afrique. Au *xii*^e siècle la domination de Kiloa dut s'y étendre. Une population originale s'y développa, les Antalaotes (du malais laut : mer, même radical que le lac Alaotra), mélange d'Arabes, de Malgaches et d'Africains, parlant un dialecte swahili parsemé de mots malgaches, et ayant adopté la religion, les vêtements et les usages arabes. Un petit nombre de purs arabes devaient, comme aujourd'hui, dominer ce peuple, auquel s'ajoutait la masse, beaucoup plus importante, des purs africains. Les Comoriens disposaient de boutres (navires lourds à mât unique penché en avant, avec une grande voile latine et un château arrière), de barques cousues, de pirogues effilées à deux balanciers et voiles carrées d'étoffe, de pirogues monoxyles à un balancier avec une voile de rabane portant dix à vingt rameurs.

Le commerce se porta sur la côte nord-ouest de Madagascar,



sans doute à partir des Comores, puisque le nom d'Antalaotes s'étendit aux habitants des comptoirs musulmans installés sur cette côte. Les principaux établissements étaient *Mahilaka* ou Antseranantalaotra (port de Antalaotes) au fond de la baie d'Ampasindava, Nosy Mamoko à l'ouest de la même baie, Sada sur la presqu'île d'Anorontsangana, *Nosy Manja* (appelée aussi *Langani*, Mazalogem ou le *vieux Masselage*) dans la baie de Mahajamba, Nosy Boina (appelée aussi le nouveau Masselage) dans la baie du même nom, Sada sur la baie de Bali, et quelques comptoirs plus tardifs et moins importants en Ambongo. On trouve là, surtout à Mahilaka et Nosy Manja des ensembles de ruines : murs de défense, restes de mosquée, maisons à alvéoles murales, tombes surmontées d'ailes angulaires de style arabe, avec des fragments de faïence persanes et chinoises. Les murs sont faits de dalles schisteuses liées par un mortier de chaux madréporique. L'ensemble est massif, pauvre en ornements; c'est un lointain et rudimentaire reflet de l'Islam. Au dire de Luis Mariano, les habitants étaient d'ailleurs « peu zélés pour leur religion ».

Les Portugais ont trouvé ces cités bien vivantes. Elles devaient être anciennes. Barros pense qu'elles ont été installées par les souverains de Kiloa. Correa (1506) déclare que les Arabes de Malindi et de Mombaz venaient échanger les étoffes de l'Inde contre les esclaves, la cire et les vivres. Cette même année Tristan de Cunha détruisit Nosy Manja, qui se reconstitua ensuite. Diogo de Couto énumère, parmi les ressources locales, l'écaille de tortue, le gingembre, la canne à sucre, le miel, le bétail, le riz, le fer, le santal. Luis Mariano (1617) a encore vu des boutres de Lamou, Pata et Mombaz fréquenter Nosy Manja.

Chaque comptoir était commandé par un cheikh, mais celui de Nosy Manja avait la primauté. La situation dans les îles ou à l'abri de fortes murailles montre que les relations avec les Malgaches n'étaient pas toujours pacifiques; la traite des esclaves jouait d'ailleurs un grand rôle dans le trafic.

Les produits d'importation sont mal connus : pièces d'argent, outils en fer, les étoffes et surtout perles de verre d'origine indienne.

2. Les Africains

Les arrivées d'Africains ont dû se poursuivre sur la côte ouest de Madagascar comme aux Comores pendant tout le moyen âge; qu'il s'agisse d'esclaves ou de venues volontaires.

Il serait invraisemblable que les Africains, embarqués sur des navires arabes depuis un millénaire, n'aient pas appris la navigation.

Nous avons des témoignages portugais formels sur l'existence de noirs africains sur les côtes malgaches. Tristan da Cunha en a trouvé à Sada, qui avaient fui l'esclavage en se servant d'un navire. Le R. P. Luis Mariano, qui a séjourné dans leur pays, déclare à plusieurs reprises que toute la Côte Ouest, de l'Ambongo jusqu'à la Tsiribihina, était occupée par des Africains *de langue « cafre »*. Le témoignage de Luis Mariano, qui connaissait à la fois le malgache et les langues de la côte africaine, est irrécusable. La principale ville était Sahadia, à l'embouchure du Manambolo. L'organisation était anarchique; le tromba (possession par les esprits) jouait un grand rôle; mais les coutumes malgaches (culte des ancêtres, sacrifices de bœufs) étaient déjà en vigueur. Par la suite ces *Makoa* devaient être linguistiquement assimilés.

A ces groupes il faut peut-être rattacher certains éléments des Sakalava (Sukulambes, d'après Mariano) et des *Bara*, que certaines de leurs traditions font venir expressément du continent africain.

III. — ARRIVÉES SUR LA COTE EST

1. Les Iharaniens

Les fouilles entreprises dans la région de Vohémar (anciens noms : Bimaro ou *Iharana*) ont révélé l'existence d'une civilisation très particulière, dont seules témoignent aujourd'hui des tombes. Les squelettes, revêtus de toile fine, sont allongés la tête à l'est, face au nord, comme tous les musulmans. Le matériel funéraire comprend des sabres, des stylets, des bols et assiettes chinoises posées contre la tête, des plats chinois ou persans, des flacons de verre persans à long col d'une extrême finesse, des cuillères de nacre, des miroirs de bronze, des amphores à kohol, des bijoux d'argent, des colliers de perles de verre, des poteries diverses. L'élément le plus original de la civilisation iharanienne consiste en marmites à trois pieds, de fabrication locale, taillées dans le chloritoschiste, pierre tendre facile à travailler au couteau. Ces marmites, très délicates, semblent avoir joué un rôle dans les cérémonies mortuaires et sont placées aux pieds du cadavre. On trouve, tout autour de

Vohémar, des ateliers où le chloritoschiste se débitait en cylindres pour le transport. D'autres tombes et d'autres ateliers ont été trouvés à Ambilobe, et en divers points au sud de Vohémar; rivière Mahanara, Sambava, rivière Lokoho, Antalaha.

Les habitants actuels attribuent ces tombes et ces ateliers au *Rasikaji*, peuple venu de l'extérieur. Le matériel et les bijoux montrent une population de mœurs musulmanes, ayant reçu des objets de Perse et de Chine. On a trouvé une pièce d'or du XII^e siècle et une autre, d'un calife fatimite du X^e siècle, probablement reproduite à une époque ultérieure. Certaines des porcelaines chinoises ne remonteraient, par contre, qu'au XVII^e siècle. La ville d'Iharana présentait encore au XVIII^e siècle les ruines de deux bâtiments, que Mayeur a vus.

De Couto déclare que les Arabes de Malindi ont fondé Bimaro, et nous savons que les arabes, au XVI^e siècle, connaissaient ce port et d'autres de la Côte Est. Mais l'étude anthropologique des squelettes ne montre aucun individu de race blanche. *Il s'agit d'une population très métissée, à forte dominante négroïde, avec de rares types mongoloïdes purs.* En somme une formule assez proche des Antalaotes ou des Malgaches eux-mêmes, avec peut-être l'inclusion d'apports plus récents, indonésiens ou négroïdes.

Les Iharaniens, on ne sait dans quelles circonstances, semblent avoir émigré vers le sud le long de la côte, où on les assimile au géant *Darafifi*, étranger à peau claire qui vivait de poisson. Les légendes locales déclarent qu'ils s'embarquèrent au cap Masoala, après avoir sacrifié une femme, et débarquèrent à Imoro, au sud de Mananara. Cette histoire est peut-être celle des Zafi-Raminia et des Antemoro.

Dans la région au nord de Vohémar est restée une population qui se réclame d'une origine arabe, ce sont les *Onjatsy* ou *Angoati*. Certains déclarent être venus par Malindi et les Comores et descendre d'une sirène. Ils n'ont ni castes nobles, ni livres sacrés, mais passent pour exorciseurs et devins. Quelques-uns sont établis à l'embouchure de la Matitana, où ils seraient arrivés avant les Antemoro (1).

L'île de Sainte-Marie portait autrefois le nom de *Nosy Boraha*. Ce Boraha, d'après les traditions locales, aurait été

(1) *Onjatsy*. — Ce nom étrange a suscité bien des étymologies. Grandidier y a vu « les gens de la tribu (arabe) des Azd », Ferrand (successivement) les « enfants des vagues » et les « impurs ». La forme la plus courante de leur nom dans le nord-ouest, *Anjoati* ou *Anjoati*, indiquerait peut-être « les gens d'Anjouan ».



Boute et pirogue à balancier (côte nord-ouest)



*Statue sur un ancien
tombeau près du lac Alaotra*

Aloalo sur un tombeau Sakalav



un étranger venu sur le dos d'un dauphin. Au témoignage de Flacourt, les habitants de cette île, au XVII^e siècle, connaissaient le nom des prophètes de la Bible et de nombreuses pratiques de l'Ancien Testament (1). On peut supposer que ces faits sont en relation avec une venue d'Iharaniens ou d'autres arabisés. Au siècle dernier on les appelait « Antanosi » (les insulaires).

2. Les Zafi-Raminia

On trouve aujourd'hui sur la côte sud-est deux groupes qui se disent Zafi-Raminia (descendant de Raminia). Ce sont :

1^o les *Antambahoaka* qui occupent la basse vallée du fleuve Mananjari et quelques villages au nord jusqu'à la rivière Sakaleona;

2^o la caste noble du peuple *Antanosi* (district de Fort-Dauphin). Ils se réclament d'une origine arabe, ont conservé quelques Sorabe (manuscrits arabico-malgaches), écrits en caractères arabes mais en dialecte malgache local, qui contiennent les légendes sur l'origine, avec des formules religieuses, possèdent des traditions orales sur leur histoire, pratiquent la circoncision en grande pompe tous les sept ans, mais ne se distinguent plus guère des autres malgaches.

Les traditions sont diverses. *Raminia* aurait été soit un homme soit une femme. On le fait venir de La Mecque (c'est la manière courante dans l'Islam de se réclamer d'une origine noble). D'après les traditions anciennes recueillies au XVII^e siècle par Luis Mariano et Flacourt, Raminia se serait rendu à Mangalore sur la côte occidentale de l'Inde (2). Flacourt

(1) *Nosy Boraha*. — Voir, entre autres, Carayon, Guillain, Marre pour la légende locale. Flacourt l'appelle *Nosy Ibrahim*, qu'il traduit par *Abraham*, et y voit une colonie juive. Ferrand pense que Flacourt a été abusé par la ressemblance des coutumes juives et arabes; la pratique du Sabbat et l'ignorance de Mahomet, que Flacourt invoque, seraient intéressantes s'il les avait observées lui-même, ce qui n'est pas le cas; les mots juifs caractéristiques comme « Yahvé » et « Goyim » sont absents. Il y avait des juifs à Aden, observe Grandidier; leur présence ne serait donc pas une impossibilité, mais elle n'est pas prouvée. Il ne reste rien à Sainte-Marie aujourd'hui de cette ancienne civilisation.

(2) *Zafi-Raminia*. — Ferrand (*B 16*) s'insurge contre l'assimilation du Mangalor ou Mangaroro de Mariano et de Flacourt à la ville indienne de Mangalore. Il fait venir Raminia de Sumatra (Ramin), ce qui ne paraît pas incompatible. Mangalore est située sur une côte où existent des pirogues à balancier, signe de présence indonésienne, dans une région où les musulmans sont en grand nombre. Les relations de la côte de Malabar aussi bien avec l'Indonésie qu'avec l'Arabie du sud sont, nous l'avons vu, très anciennes. Les Zafi-Raminia ont pu venir à Madagascar soit par la côte d'Afrique,

le fait mourir là et attribue à ses enfants le voyage de Madagascar. Mais la tradition la plus courante le fait venir lui-même avec sa sœur Ravahinia et son frère Rakova, accompagnés de leurs vassaux Antevandriki, Masianaki et Mofia. Ce dernier nom, rappelant l'île de Mafia, supposerait un voyage par la côte d'Afrique. Une tempête faillit perdre les vaisseaux; Raminia, pour les alléger, fit jeter à la mer, par une ruse cruelle, les enfants des vassaux. Le débarquement eut lieu à Iharana où les émigrants séjournèrent, puis la course fut reprise vers le sud, le long de la Côte Est, où l'on séjourna successivement à Ivondro, à l'embouchure du Sakaleona, enfin à Mananjary. Les traces de leur passage seraient, à Ivondro une grande jarre et, au Sakaleona un « sanglier de pierre » (vatolambo, d'autres disent : un éléphant), taillé en chloritoschiste et creux, que l'on y voit toujours.

Raminia retourna ensuite dans l'Inde, laissant le commandement intérieur à Rakova, qui se proclama roi. Deux ans après Raminia revint et Rakova s'enfuit dans le sud-est, où il est à l'origine des Zafi-Raminia de l'Anosi. De son côté Ravahinia aurait épousé sur la Matitana un chef local et enfanté Ramakararo, ancêtre des Antemoro. Dans d'autres traditions le rôle joué par Raminia et son frère est attribué à ses deux fils Rahadzi et Rakovatsi.

Quoi qu'il en soit, on peut retenir de cette histoire qu'il y a eu des essais de colonisation Zafi-Raminia tout le long de la côte sud-est, du Sakaleona à Fort-Dauphin. Les Antambahoaka s'étaient étendus jusqu'au Faraoni d'où ils ont été délogés ensuite par les Antemoro; ils forment une société sans castes.

Les Zafi-Raminia de l'Anosi se superposèrent à une caste

route classique, soit directement par suite d'une erreur (ce que certaines traditions indiquent) ou d'amélioration des connaissances nautiques qui auraient mis Iharana en communication avec l'Inde.

Grandidier (2, I, 117 et suivantes) tient à faire des Zafi-Raminia des chiites Batiniens, qui auraient été repoussés d'Iharana et de la Matitana par des sunnites arrivés après eux. Les textes et les traditions ne donnent sur ce point aucune indication nette. Grandidier, comme Ferrand, déduisent l'hérésie des Zafi-Raminia de leur prétendue pratique ancienne de l'inceste. Un texte du R. P. Almeida (CJ, II, 197) déclare : « Ce qu'il y a de plus déplorable c'est qu'ils épousent leurs cousines, leurs nièces et même les veuves de leur frère et de leur père ». La parenté classificatoire et le lévirat peuvent rendre compte de ces mœurs, auxquelles le Père aurait donné une fausse interprétation. En tout cas les Zafi-Raminia actuels considèrent l'inceste comme un fadi (péché) sans rémission.

Ferrand interprète « Antambahoaka » (les gens du peuple) comme un souvenir des Wak-Wak. Antanosi (les gens de l'île) pourraient être une allusion à Sainte-Marie ou à toute autre île rencontrée dans la migration.

Voajiry, peut-être d'origine indienne (1) et aux malgaches eux-mêmes divisés en trois castes. Flacourt les appelle « les blancs d'Anosi ». Luis Mariano, au début du xvii^e siècle, leur trouve le teint des européens et les cheveux lisses; ils avaient des bijoux d'argent, des colliers de corail et des calottes brochées. Ils lui ont déclaré que, depuis la venue de leurs ancêtres dans le sud-est, il s'était écoulé dix-sept générations d'un côté, quatorze de l'autre. Ceci pourrait placer le voyage de Raminia aux environs du xiii^e siècle. Les mœurs décrites par Flacourt indiquent qu'ils étaient, au milieu du xvii^e siècle, à peu près complètement malgachisés.

3. Les Antemoro

Un autre groupe islamisé est celui des Antemoro (2) qui se sont installés dans la vallée de la Matitana, entre les deux groupes Zafi-Raminia. C'est surtout chez eux qu'on trouve les *Sorabe* (grande écriture, cf. l'arabe surat), écrits dans leur dialecte malgache, mais en caractères arabes, sur un papier fait de l'écorce de l'arbre havoha, avec une encre provenant du copalier. Les deux plus anciens de ces livres sont conservés religieusement et n'ont jamais pu être directement utilisés par des historiens. Il existe de nombreux autres livres, dont les plus anciens remontent peut-être au xvii^e siècle et qui contiennent surtout des prières et des formules magiques. Dans certains on trouve des renseignements sur les généalogies et les

(1) *Indiens*. — Diego Lopez de Sequeira, en 1508, a mouillé à Torobaya (le futur Fort-Dauphin). Ce nom était celui « d'un capitaine du Goudjerat, dont le navire s'y était perdu jadis. Tous les habitants de cette région..... descendent des matelots de ce navire ». Tel est le récit de Barros (*C I, I, 47*), mais Castanheda (*C I, I, 49*) déclare que Sequeira trouva Torobaya gouvernée par un roi Maure (arabe). Grandidier voit dans les *Voajiry* des indiens du Waziristan, proche du Goudjerat. Le mot se retrouve dans les noms de certains des premiers Antemoro : Alivoaziri, Andrianboaziribe. Albuquerque déclare (*C I, I, 47* note) que, à l'arrivée des Portugais, il y avait 200 ans que les indiens de Cambaye avaient été soumis par les arabes et que leur deuxième roi avait envoyé à Malindi un navire que le mauvais temps rejeta à Madagascar. Il s'agit peut-être des Zafi-Raminia. La conquête du Goudjerat par les musulmans date de la fin du xiii^e siècle.

Grandidier veut faire des indiens les ancêtres des Antesaka, ce qui est absolument contraire aux traditions locales.

(2) *Antemoro*. — « Les gens des rives » (*moro*); ils n'habitent guère, en effet, que les rives des fleuves ou de la mer. Julien a proposé une autre étymologie : Antemahuri (gens de Mayotte). On pourrait en imaginer une troisième : gens de Moro ou Imoro, village situé vers 16°10, entre Manarara et le cap Bellone, et où les traditions locales (cf p. 48) font débarquer les Daraffi venus du Cap Masoala.

événements anciens, plus ou moins confus et entourés de légendes, certaines communes avec les Zafi-Raminia. De nombreuses copies, plus ou moins récentes, sont en circulation, avec des additions dues à des traditions orales d'origines diverses, voire même à la fantaisie des auteurs. L'interprétation historique de tels documents demande donc la plus grande prudence. Leur lecture même, en raison des difficultés et des variations de la graphie, est une entreprise héroïque.

Seule d'ailleurs une minorité du peuple Antemoro se réclame d'une origine « arabe ». Ce sont les castes autrefois dominantes et qu'on peut répartir en deux groupes :

1° les nobles : *Anteonî*, Kazimambo, Antemahazo, Antesambo, parmi lesquels étaient pris les souverains ;

2° les *Antalaotra* (le même nom que les gens des Comores) : Anakara, Tsimeto, Zafimbolazi, Anterotri, castes « sacerdotales », chargées de la divination et des rites. Les Anakara ont conservé un langage secret à base d'arabe, et certaines prières musulmanes.

Tous ces lignages se prétendent venus de La Mecque, comme il est habituel chez les musulmans désirant se relier au prophète. La seule certitude, affirmée par leurs livres, est qu'ils ont séjourné aux Comores, puis à Iharana. Ce sont donc, comme les Zafi-Raminia, des rameaux détachés des blocs Antalaote et Iharanien. Ils représentaient une population très mélangée et, si leur religion était l'Islam, les coutumes et la langue malgaches avaient dû les pénétrer déjà très fortement.

La date de leur arrivée semble postérieure au XIII^e siècle et antérieure au XVI^e, sans autre précision (1).

(1) *Arrivée des Antemoro*. — Julien (*B 18*) avait déchiffré dans un manuscrit la date de 542 de l'hégire (1164). Berthier (note manuscrite, Bibliothèque Grandidier) a démontré que cette date avait été inventée par le copiste. Le manuscrit déchiffré par Julien contient d'ailleurs nombre de mots (Madagascar, Fort-Dauphin, Antefasi, etc...) au moins postérieurs à 1642.

Romboka, dont l'ouvrage (*B 19*), malgré ses étymologies extravagantes, contient sans doute quelques parties véridiques, donne la date de 715 de l'Hégire (1327), qu'il prétend avoir été déduite astrologiquement de la donnée des anciens textes (le mois de Ramadan, l'année du jeudi, le mois du Vendredi, le destin d'Adalo). Ce serait d'ailleurs non la date d'arrivée, mais celle du départ (p. 10). Ailleurs (p. 32) il dit que, de l'arrivée de Ramakararo à celle de Lacaze il s'est écoulé 324 ans, ce qui donne sensiblement la même date. Mais les chronologies n'indiquent que huit à dix rois de Ramakararo à Andriamarozato, contemporain de Lacaze. Encore certains de ces souverains étaient-ils frères, ce qui donnerait un écart de 150 à 200 ans

L'ancêtre, « venu de La Mecque » est ici *Ramakararo*, accompagné de son fils Alivoaziri et de l'ancêtre des Tsimeto, *Andriantsimeto Ranaha*; celui-ci servait d'éclaireur et choisit la *Matitana* (ou *Matatana*) comme lieu d'établissement. Des légendes parlent aussi du géant *Daraffi*. Un autre chef, *Andriamboaziribe*, ancêtre des *Zafimbolazi*, se serait d'abord installé à *Farafangana*, avant de se replier sur la *Matitana*. *Alivoaziri* débarrassa les *Onjatsi*, déjà installés à l'embouchure du fleuve, du serpent à sept têtes (*fañanimpitoloha*) qui les dévorait. Son fils (ou frère) *Ramosamari*, lui succéda. Les traditions antemoro lui font épouser *Ravahinia*, qui, d'après les *Zafi-Raminia*, aurait été la mère de *Ramakararo*.

Le fils de *Ramosamari*, *Ramarohala* étendit le royaume, de la région côtière à toute la basse *Matitana*, en soumettant les tribus malgaches qui s'y trouvaient. Un autre groupe *iharanien*, particulièrement consacré à la littérature, à la religion et à la divination, les *Anakara*, avait à son tour rejoint la *Matitana*, sous la conduite d'*Alitavaratri* (ou *Alitaorati*).

Ramarohala eut douze fils. L'aîné, *Rambo*, chassé, s'enfuit chez les *Tanala*; le second fut assassiné; le troisième s'appropriä le pouvoir qui lui fut disputé par son neveu, d'où la division du royaume entre les rois *Anteoni* et *Kazimambo*; deux autres frères fondèrent de nouveaux royaumes : l'un celui des *Antesambo*, sur l'*Ambahive* (basse *Sandrananta*), l'autre, celui des *Antemahazo*, sur la moyenne *Matitana*. Au *xvi^e* siècle ce petit pays était ainsi divisé en quatre royaumes qui se faisaient la guerre de temps à autre. Cependant les rizières s'étendaient sur ces terres d'alluvions fertiles, et les peuples se multipliaient.

4. Les naufragés

Les premiers récits des Portugais rapportent différents naufrages, non seulement les leurs, mais ceux de navires asia-

plaçant l'arrivée au début du *xvi^e* siècle. C'est à peu près ce que dit *Flacourt* des *Kasimambo*, venus depuis 150 ans.

Une venue plus ancienne, semble pourtant pouvoir être déduite : 1° de légendes qui confondent l'arrivée des *Zafi-Raminia* et celle des *Antemoro*, 2° de l'affirmation de *Barros* (*C I*, I, 52) que les Portugais ont trouvé à la *Matitana* « une ville très peuplée avec quelques Maures de la côte de *Melindi* ». Certains groupes (*Anakara*) sont venus après les autres.

Les généalogies concordent jusqu'à *Ramarohala*. Dès ses nombreux fils on constate des divergences. Par exemple *Rambo*, indiqué comme fils aîné par certains, est inconnu de la plupart.

tiques. Diego Lopes de Sequeira (1508) rapporte que les habitants de Fort-Dauphin étaient des naufragés indiens (voir note 1, page 51). Il raconte également qu'« une jonque de Java s'était mise à la côte un peu au nord de cette rivière (Matitana) avant la venue de Ruy Pereira en 1506 et le girofle qui composait sa cargaison avait été éparpillé sur la plage, ce qui avait fait croire à tort à Ruy Pereira que cette espèce croissait en abondance à Madagascar » (C1,1,48).

Luis Fernandes de Vasconcellos (1559) et ses compagnons « ont trouvé dans quelques-unes de ces baies (de la Côte Est) des individus qui leur ont paru être des javanais ». Témoignage moins net que celui du girofle, car des iharaniens, et même des malgaches ont pu être pris pour des « javanais », c'est-à-dire des indonésiens.

Il n'est pas moins certain que la Côte Est, avec sa houle, ses cyclones et son manque d'abris a été de tout temps propice aux naufrages et que, du XIII^e au XVI^e siècle, c'est-à-dire pendant le temps où les navires indonésiens, indiens et arabisés ont parcouru l'océan Indien occidental, bien des échouages ont dû se produire sur ce littoral sauvage, à peu près inconnu. Les naufragés, coupés de leur civilisation et sans moyens de reconstruire, se sont trouvés, au bout de deux générations, complètement assimilés aux coutumes et à la langue malgaches. L'exemple des quelques groupes de Portugais naufragés au XVI^e siècle est, à cet égard, démonstratif. Ces matelots avaient pris femme dans le pays et leurs descendants, à part quelques traits physiques, ne se distinguaient déjà plus, au début du XVII^e siècle, des autres habitants. L'assimilation a dû être plus rapide et complète encore quand le fond de la langue et des coutumes des naufragés était proche de celui des Malgaches, ce qui était le cas des indonésiens.

IV. — PÉNÉTRATIONS ET APPORTS

1. Pénétrations dans l'intérieur

Des nouveaux groupes arrivés dans le sud-est se détachèrent des individus qui allèrent fonder des royaumes à l'intérieur. C'est ainsi que les *Zafimanara* et les *Zafindravola*, partis de l'Anosi, fournirent des dynasties de chefs, les premiers aux Antandroy, les seconds aux Masikoro. De ces premières dynasties en sortent, plus tard, d'autres, les *Zafimaneli* de l'Ionaivo

qui devaient régner sur les Bara, les *Andrevola* de l'Itomampi, qui devaient émigrer à l'ouest sur le Fiherena, les *Maroseraña* qui fondèrent les royaumes Mahafali et Sakalava.

De même Rambo, le prince antemoro chassé de la Matitana, est l'ancêtre des *Zafi-Rambo* qui créèrent le royaume des Tanala de l'Ikongo.

Toutes les traditions des Betsileo font venir leurs chefs de l'est; soit du nord-est (ils seraient alors d'origine Hova), soit du sud-est et ils seraient alors d'origine Antemoro, peut-être Zafi-Rambo. Il semble que le premier royaume soit né aux sources du Matsiatra, près de la falaise orientale, ce qui rendrait plus vraisemblable la seconde hypothèse.

Aussi mystérieuse est l'arrivée sur le plateau central d'un petit groupe appelé à de grands destins, celui des *Hova* (1) et de leurs chefs les *Andriana* (2). Nous avons vu la proportion exceptionnellement forte de types indonésiens presque purs dans ces groupes. Les traditions les font venir de la Côte Est : soit du sud-est (ils seraient alors des Zafi-Raminia descendants de Rakova, le frère de Raminia qui s'était enfui en Anosi), soit du nord-est (ce seraient aussi des Iharaniens, mais venus directement par Maroantsetra), soit de l'est en droite ligne (descendants de naufragés indonésiens?) (3). On peut aussi

(1) *Hova*. — L'emploi de ce mot est délicat, car il désigne à la fois : 1° les castes roturières du peuple Merina (sens dans lequel il est employé ici), 2° les castes nobles des peuples Betsileo et Bara, 3° certaines tribus d'autres peuples (Ex. les Hova et les Hovalahi ni Antara du peuple Sahafatra).

Les étymologies proposées sont nombreuses : Houa, chefs des Iles Tonga; Ova : libre, indépendant; Ankoba : au milieu de (parce qu'ils occupent le milieu de l'île). On pourrait y ajouter « mahova : gens à peau claire (en dialecte du sud est : mahova : qui a des taches claires sur la peau; viavi be mahova : femme à la peau claire).

(2) *Andriana*. — On le fait dériver généralement de andri : pilier. Mais on le trouve, aux XVI^e et XVII^e siècles, sous les formes Andian, Andean, Dian. Or le même mot, avec le sens de chef, existerait, d'après Grandidier, chez les Bugi des Célèbes (Dian) et à Java (Andaya). D'autres ont évoqué à ce propos les Arya de l'Inde ou les Arii de Tahiti.

Le mot andriana comme préfixe du nom des chefs ou comme nom de la classe des nobles se trouve chez les Merina, les Tanosi, les Tandroy, les Mahafali, les Sakalava, les Bara, les Betsileo, c'est-à-dire les peuples qui ont reçu des chefs provenant des nouvelles arrivées du moyen âge (iharaniens, indiens ou indonésiens).

(3) *Provenance et trajet des Hova*. — L'hypothèse du sud-est a pour elle un récit de Flacourt d'après les traditions Zafi-Raminia : Racoube (Rakova), pour fuir son frère, remonte le Mananjari et parvient au pays d'Hazoringhets (à l'Ouest de l'Imerina dans la carte Flacourt) où il épouse la fille du roi (C 1, VIII, 82 et suiv.). Le manuscrit arabico-malgache n° 13 de la Bibliothèque Nationale fait de Rakoba une femme et la conduit en Imerina (B 16, 296). Le R. P. Callet (D 17, I, 116) rapporte une tradition du sud-est

imaginer qu'il s'agit de proto-malgaches immigrés en même temps que les autres, et qui auraient pratiqué l'endogamie dans une région isolée; mais il paraît difficile que cet isolement ait duré un millénaire. Il semble donc qu'on doive supposer une date d'arrivée assez récente pour rendre compte du type racial assez particulier, et en même temps assez ancienne pour expliquer la malgachisation totale. Il ne paraît en effet exister chez les Hova aucun élément culturel distinct du fonds malgache commun, comme le sont les survivances islamiques chez les Antemoro. Nous ne possédons non plus aucune indication sur les raisons (fièvre? hostilité des côtiers? recherche des forêts pour les tavi?) qui les auraient poussés à s'enfoncer dans l'intérieur, à travers les montagnes, les vallées torrentielles et la forêt dense. Mais les déplacements des autres groupes ne sont pas moins obscurs.

Quoi qu'il en soit, nous trouvons pour la première fois les Hova avec leurs premiers chefs Andriana sur le bord extrême est du plateau, dans la région forestière située aux sources de l'*Ikopa* et de la *Sisaony*. Les Tantaran'ny Andriana (D17, 1, 8 à 12) donnent trois généalogies différentes : l'une commence à Andrianamponga qui résidait à Fanongoavana, un peu au sud de Mantasoa, la deuxième commence à Andri-nerinerina qui régnait au nord de l'Angavokely; la troisième commence à Andriandravindrayina, qui habitait la lisière de la forêt. Ce dernier Andriana était en même temps un Vazimba, signe probable que les familles des chefs Andriana se mariaient avec les Vazimba pour pouvoir s'établir en paix. Les « sages de l'époque Vazimba », savants astrologues, se réunissaient

qui fait des Hova des naufragés, « alliés avec des Vazaha appelés Karana » (peut-être des Iharaniens). Grandidier penche pour les naufragés, parce que les Hova, dit-il, ne sont pas des arabes; mais nous avons vu que les Iharaniens, loin d'être des arabes, étaient des mongoloïdes islamisés, fortement mélangés de noirs. La tradition rapportée par Callet a été recueillie aussi par La Vaissière chez les Sakalava et par Guillain chez des Hova de la Côte Ouest. Les arguments de Malzac (D18, 17 et suiv.) contre cette tradition ont été combattus par Savaron (D19, 58 et suiv.).

Dans le même article, Savaron propose un trajet de la côte est au plateau par la vallée du Mangoro et de son affluent la Soanoro qui aboutit, après l'escalade de la falaise, aux sources de la Varahina et de la Sisaony. Des variantes seraient possibles, soit par l'Onive au sud, soit par la Sandra-tarana au nord. L'hypothèse d'une venue par le lac Alaotra (malais : haut, la mer) a été émise par Razafintsalama. Le point de départ pourrait être Maroantsetra si l'on en croyait une tradition qui m'a été rapportée par Jacques Rabemananjara et qu'il y aurait lieu de recueillir intégralement s'il en est encore temps. Cf. la mention de Maroantsetra dans les Tantaran'ny Andriana (D17, 8 à 12).

à Antananarivokely, au nord de Tsinjoarivo et de l'Onive. La lisière forestière de l'Imerina était donc occupée sur une longueur de 80 kilomètres, sans doute d'une manière très lâche, mais qui suppose néanmoins un peuple déjà assez nombreux.

Les généalogies, jusqu'à Rafohy (qu'on place généralement vers le milieu du xvi^e siècle) indiquent de sept à onze souverains suivant les listes. On peut donc estimer que les Hova étaient déjà installés dans cette position marginale au xiv^e siècle, au plus tard au début du xv^e siècle.

2. Civilisation et apports

Contrairement à l'affirmation courante, il semble donc que *les nouvelles arrivées n'ont guère apporté d'élément anthropologique arabe véritable, mais ont continué surtout le mouvement d'immigration des deux races que l'on trouve déjà dans les origines : indonésiens et africains.*

Seul caractère nouveau : nombre de ces nouveaux venus avaient été islamisés, soit en Indonésie, soit dans l'Inde, soit à la côte d'Afrique ou aux Comores. Mais c'étaient, pour la plupart, des commerçants, des agriculteurs ou des guerriers, dont le prosélytisme aussi bien que les connaissances religieuses paraissent avoir été assez minces.

Chez les Antemoro Anakara, les plus instruits d'entre eux, on ne trouve guère que les éléments suivants de la civilisation arabe : l'abstention du porc et autres animaux impurs, l'horreur du chien, les bandelettes sur les morts, les sacrifices réservés aux gens de certaines castes connaissant les rites, une certaine exogamie; la connaissance de Mahomet et de quelques personnages de la Bible (Adam : Dama, Abraham : Borahimo, Iblis : Bilisi, etc...), ainsi que des archanges (notamment Jorobolina : Gabriel), une certaine idée du jugement après la mort, de l'enfer et du purgatoire. Le Ramadan (Ramahavana) était autrefois observé. Tout ceci se trouve fortement noyé dans les coutumes malgaches où le Kibori (tombeau, mot arabe, mais conception malgache), qui réunit les morts du clan, joue le rôle essentiel.

Les Sorabe contiennent surtout des formules magiques : astrologie, destins, divination. C'est cette *science de la magie* et leur connaissance de l'écriture qui ont fait la renommée et la puissance des Antemoro. Ils passent pour l'avoir répandue dans toute l'île.

A vrai dire cette magie semble trop générale pour qu'il paraisse possible de l'attribuer à l'action des seuls Antemoro. Il est probable que la plupart des groupes malgaches en ont reçu les rudiments essentiels et l'imprégnation sur la côte d'Afrique et aux Comores. Les Antemoro ont dû seulement perfectionner les procédés : Sikidi (géomancie, de l'arabe chikel, figure), connaissance des sorts (vintana), amulettes (odi, aoli), talismans sociaux (sampi). Les ombiasi (devins guérisseurs) Antemoro ont pénétré l'île et fait des disciples.

Avec la divination a été diffusé un *vocabulaire spécialisé à base de mots arabes* : calendrier lunaire, noms des jours de la semaine et des mois, termes d'astrologie et de divination. Il est curieux d'ailleurs de constater que les noms des mois arabes sont employés dans toute l'île mais que les noms des mois sanscrits, à base agricole, ont subsisté sur la Côte Est, pays des Antemoro. De même le jeu d'échecs, certainement importé par les arabisés, ne subsiste plus que chez les Tanala.

La civilisation matérielle d'origine musulmane, qui se manifestait encore chez les Antalaotes du nord-ouest et, sans doute, chez les Iharaniens par les constructions en pierre, les vêtements d'étoffes fines d'importation, les bijoux orientaux, la verrerie persane, la porcelaine chinoise, a complètement disparu chez les islamisés du sud-est. Ils ont adopté les coutumes de la Côte Est : cases en bois et en ravenale sur pilotis de type indonésien, vêtements en nattes de joncs ou en étoffes de coton rude tissé sur place, matériel tiré du bambou, du bois, de la corne, des courges, récoltés dans le pays. Cette civilisation s'est, du reste, progressivement dégradée. La poterie, qui était encore pratiquée au temps de Flacourt, a disparu; sans doute elle était inutile là où les bambous et les courges suffisaient. Les gens du sud-est semblent avoir été plus ou moins rapidement isolés, sans communications maritimes régulières; ils ont vécu de plus en plus sur les ressources du pays. Commerçants et marins, ils sont devenus des paysans. Le développement des rizières, notamment à la Matitana, avec la technique avancée du repiquage, semble confirmer d'ailleurs qu'il ne s'agissait pas d'arabes, mais d'originaires de l'Asie des moussons, Indonésie ou Inde.

Les plantes introduites probablement par eux proviennent des différents pays riverains de l'Océan Indien : la vigne, le grenadier, le citronnier de Perse, le chanvre et peut-être certaines espèces de riz indien.

Dans l'ensemble, sauf pour le calendrier et la divination,

l'influence culturelle des nouveaux arrivés a été des plus minces, sans doute parce que leur nombre était lui-même faible et leur isolement quasi total au milieu de la masse malgache qui les a plus ou moins rapidement absorbés. *Leur importance historique vient surtout des nouvelles conceptions politiques qu'ils apportent avec eux et qui conduira à la formation des royaumes.*

3. Le nom de Madagascar

Les savants européens, depuis Ptolémée, semblent s'être souciés assez peu de l'Afrique orientale. Mais, au XIII^e siècle, le vénitien *Marco Polo*, entreprenant de décrire le monde d'après les renseignements récoltés par lui en Inde et en Chine, mentionne, entre Socotra et Zanzibar, la grande île de « Madeï-gascar ou Mogelasio » étendue de quatre mille milles. Les habitants sont musulmans et commerçants. Il y a là plus d'éléphants que nulle part ailleurs, et aussi des chameaux, des léopards, des ours et des lions.

Il ne s'agit évidemment pas de notre île, mais de la côte de Somalia et de la ville de Mogadichou (en arabe : Makdachaou). Les arabes connaissaient Madagascar sous le nom de Komr ou *Bouki*. Luis Mariano distingue les « Bouques » (Malgaches) des « Cafres » (Africains) et ajoute : « les habitants n'ont pas de nom pour désigner l'île entière ».

Mais, en Europe, l'erreur de Marco Polo, traduisant par « île » le mot arabe Djézireh qui signifie aussi « presqu'île, côte », devint une vérité pour les géographes. En 1492 Martin Behaim, établissant son fameux globe terrestre, y campa une grande île « Madagascar » sous le Tropique du Capricorne, au large de l'Afrique, et la flanqua, à l'est, d'une île de Zanzibar aussi grande qu'elle. Telles étaient les ignorances européennes sur ces pays du bout du monde, lorsque Vasco de Gama, en 1498, passa le cap de Bonne-Espérance, ouvrant une ère nouvelle et plaçant l'océan Indien sur la plus grande route maritime de la planète.

Deuxième période

LE TEMPS DES ANCÊTRES

(1500 - 1810)

CHAPITRE III

LES EUROPÉENS AUTOUR DE L'ÎLE

I. — PORTUGAIS, HOLLANDAIS, ANGLAIS

1. Portugais

Au mois de mai de l'an 1500 l'escadre *portugaise* de Pedralvares Cabral, succédant à Vasco de Gama, fut dispersée par la tempête au large du cap de Bonne-Espérance. Un de ses capitaines *Diogo Dias*, entraîné au loin vers l'est, rencontra une côte qu'il crut être celle du Mozambique. Il la longea vers le nord jusqu'à ce que la terre lui manquât et reconnut ainsi qu'il avait découvert une grande île. Cabral en rapporte la nouvelle l'année suivante au Portugal. On jugea que ce devait être l'île de Madagascar, l'île imaginaire placée dans ces parages sur le globe de Martin Behaim. Dès 1502 la carte portugaise de Cantino dessinait à cet endroit une île allongée avec le nom de *Madagascar*.

Divers navires portugais reconnurent les côtes. En 1506 l'amiral Tristan da Cunha pilla un comptoir arabe installé dans une île de la côte nord-ouest et massacra les habitants. L'année suivante, Ruis Pereira mouilla à Matitana et commerça avec les malgaches. Il baptisa l'île du nom de *Saint-Laurent*. Le grand Alphonse d'Albuquerque attaqua et pilla, la même année, un autre établissement arabe du nord-ouest; il s'agissait, comme en Afrique orientale, de détruire la concurrence.

En 1508 le roi du Portugal chargea Lopez de Sequeira d'explorer l'île Saint-Laurent. Le sud-est fut ainsi reconnu, de la baie de Ranofotsy à la Matitana, où Luis Figueira, en 1515, établit quelque temps un fortin. Ses compagnons reconnurent les baies d'Antongil et de Vohémar. Dès 1517 la *carte de Pedro Reinel* donnait la forme générale de l'île et sa position exacte.

Toutes les reconnaissances ne furent pas aussi heureuses; un grand naufrage dans le sud-ouest, en 1527, jeta à la côte 600 hommes, dont la plupart furent sans doute massacrés;

d'autres seraient parvenus dans le sud-est; on leur attribua la construction en pierres (Trano Vato) de l'île de la rivière Fanjahira, en Anosy. On a voulu aussi retrouver dans la terminaison de certains noms malgaches (... manely, ... manelo) le prénom portugais de Manoel.

Les relations commerciales s'établirent surtout dans la baie de la Mahajamba, que les Portugais appelaient Manzalagem (et, plus tard, les Français : Masselage). Mais le seul nom portugais incontestable qui ait subsisté dans la géographie de Madagascar est celui de Diego Suarez (Diogo Soares), pillard et meurtrier, qui rapporta des esclaves malgaches dans l'Inde.

C'est seulement au début du xvii^e siècle que les Portugais, ayant soumis tous les rivages de l'océan Indien occidental, songèrent à explorer systématiquement l'île, à la convertir et à y fonder des établissements. Nous devons le récit de ces tentatives (en même temps que les premières notions sérieuses sur le pays et les habitants) au *R. P. Luis Mariano*, jésuite, qui y participa d'un bout à l'autre, de 1613 à 1619.

Dans un premier voyage, la plupart des baies de la Côte Ouest furent visitées depuis Mazalagem Nova (baie de Boina) jusqu'à Ilinta (baie d'Androka); des traités d'amitié furent passés avec les rois locaux qui s'engageaient à ne commercer qu'avec les Portugais. Puis les navires se rendirent dans le sud-est où ils mouillèrent dans la baie des galions (Ranofotsi) dans le pays des *Matacassi* (Antanosi), nom qui semble avoir donné naissance au mot Madacassi ou *Malagasy* (*Madécasses* ou *Malgaches*) appliqué beaucoup plus tard à tous les habitants de l'île. Ils y trouvèrent des traces des anciens naufragés portugais et s'installèrent à leur tour dans l'île de Fanjahira. La prédication des Pères provoqua d'abord beaucoup de curiosité, puis d'indifférence, et ils repartirent, non sans enlever le fils du roi pour l'élever chrétiennement. Des contacts furent pris ensuite à Mazalagem l'ancien (Mahajamba) et Sada (baie d'Ampasindava).

Le retour à Goa suscita beaucoup d'espairs. Le jeune prince d'Anosi, baptisé don André, eut le vice-roi comme parrain et apprit très vite à lire et à écrire. On se flattait de pouvoir amener bientôt toute l'île à la foi chrétienne. Une mission plus importante fut envoyée. Mais le roi antanosi, bien qu'heureux de revoir son fils, refusa de renoncer aux coutumes des ancêtres. L'atmosphère devint si menaçante que les Pères durent se retirer, attribuant leur insuccès à l'influence hostile des Hollandais.



Pierres levées : betsimisaraka



Tombeau noble en Imerina avec sa « maison froide »

Luis Mariano s'installa alors à Sadia, à l'embouchure du Manambolo; les guerres civiles, les disettes fréquentes, l'impossibilité d'amener les habitants à croire à l'enfer finirent par le décourager. « Nous ne réussirons jamais à les convertir », écrivait-il, et il estimait qu'il en serait de même pour tous les malgaches. Cependant il fit encore une tentative à Ampasindava; mais là on se heurtait au commerce arabe et le roi lui donna l'ordre de partir. Il se retira sur la côte africaine.

Ainsi se terminèrent les tentatives politiques des Portugais. Seules les relations commerciales se maintinrent entre le Mozambique et la côte nord-ouest jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

2. Hollandais

A la fin du XVI^e siècle, les *Hollandais*, sur la route de l'Indonésie, commencèrent à fréquenter les ports de Madagascar : Saint-Augustin (embouchure de l'Onilahy) et surtout la Côte Est. En 1595 l'amiral Cornélis de Houtman séjourna à l'île Sainte-Marie et à la baie d'Antongil; en 1663 le frère de Cornélis *Frédéric de Houtman*, qui l'avait accompagné, fit paraître le *premier dictionnaire malgache* avec les mots malais correspondants. Dans l'Anosi la baie de Sainte-Luce (Manafiafi) fut aussi régulièrement fréquentée par les Hollandais. Les relations se bornaient d'abord au ravitaillement en vivres pour les navires. En 1638 les Hollandais s'installaient à Maurice; les contacts se multiplièrent pour nourrir l'île et se procurer des esclaves malgaches. Les Hollandais fréquentaient Saint-Augustin, Morombe, Itaperina, Manantenina, la Manaïvo, Sainte-Marie, Antongil, et plus tard les baies du nord-ouest (Bombetoka et Mahajamba). En 1642 un traité fut même passé avec le roi d'Antongil qui se déclarait, ainsi que ses chefs, « loyaux, légitimes et vrais sujets de leurs Hautes Puissances Messieurs les États généraux des libres Pays-Bas Unis »; un fort fut élevé, qui dura quelques mois. Par la suite, Maurice étant abandonné, et Le Cap devenant l'escale régulière, les navires hollandais ne touchèrent plus guère les ports malgaches qu'épisodiquement, pour la traite des esclaves.

3. Anglais

Des navires de la Compagnie anglaise des Indes orientales, constituée en 1600 sur le modèle de la Compagnie hollandaise, relâchèrent, pour s'y ravitailler, à Sainte-Marie, à la baie

d'Antongil et surtout à Saint-Augustin. En 1636 le roi Charles I^{er}, espérant refaire son trésor, décida une expédition sur Madagascar, qu'un nommé Thomas Herbert, qui n'y était jamais venu, venait de décrire comme « riche en toutes sortes de métaux ». Le chef de la colonie devait être le prince Rupert de Bavière, neveu du roi, « un jeune étourdi ». Un long poème épique célébra les exploits futurs du « premier souverain de l'île d'or ». Mais, Rupert, semoncé par sa mère, renonça, et l'expédition n'eut pas lieu.

La légende dorée de Madagascar ne disparut pas pour autant. Deux marchands de Londres, qui avaient touché Saint-Augustin, s'en firent les hérauts. En 1640 Walter Hamond publiait *Un paradoxe prouvant que les habitants de Madagascar sont (dans les choses temporelles) le peuple le plus heureux du monde*. C'était une exaltation de la vie naturelle du bon sauvage et en même temps un appel à coloniser une île abondamment pourvue d'or, d'argent, de perles et de pierres précieuses. En 1644 Richard Boothby, dans sa *Description de la très fameuse île de Madagascar* faisait, d'une manière plus prosaïque, l'éloge de la Grande Ile, « vrai paradis terrestre », dont les ressources actuelles et virtuelles, les bonnes dispositions des indigènes et la situation prépondérante dans la mer des Indes appelaient l'établissement d'une colonie protestante comme en Amérique.

Cette même année une colonie de 140 personnes, hommes et femmes, partait sous la direction de John Smart et construisait un fort à la baie de Saint-Augustin. Sollicités par les indigènes de les aider contre leurs ennemis, les Anglais refusèrent et furent, dès lors, boycottés et laissés sans ravitaillement. Au bout d'un an, douze survivants seulement revinrent, ne laissant derrière eux qu'un fort ruiné et un immense cimetière. L'un d'eux, Waldegrave, publia une réfutation violente du livre de Boothby : « Le pays est stérile, le climat malsain, les mines illusoire. A Madagascar, concluait-il, il n'y a rien à espérer de bon ni d'heureux » et il conseillait de reporter les efforts sur l'Inde.

Pendant une nouvelle tentative fut faite en 1650 dans l'île d'Assada (Nossi-Bé) par le colonel Robert Hunt, qui en avait décrit longuement, avant d'y aller, les ressources et les possibilités. Hunt et la plupart de ses hommes furent massacrés. D'autres colons furent déposés en un autre point de l'île; on n'a jamais su ce qu'ils étaient devenus.

II. — LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS (1642-1674)

1. Les débuts

Dès 1527 des navires de Dieppe, en route pour les Indes orientales, firent escale à Madagascar. Les frères Parmentier allant à Sumatra deux ans plus tard, mouillèrent sur la côte ouest et échangèrent des tissus contre des fruits; deux hommes envoyés à terre furent tués par les indigènes, que les coups d'arquebuse n'effrayèrent pas, n'en ayant encore jamais vu. Une carte de Guillaume le Testu, datée de 1555, donne une bonne idée de la forme générale de Madagascar.

En 1602 deux capitaines marchands, Martin de Vitré et Pyrard de Laval, trafiquèrent à la baie de Saint-Augustin. Les capitaines Régimont et Goubert, de Dieppe, y firent plusieurs voyages à partir de 1630. Normand lui aussi, le matelot François *Cauche*, venu sur le navire de Goubert, débarqua à Sainte-Luce et en Anosi de 1638 à 1644; il prétend même avoir longé la Côte Est et parcouru tout le sud, ce qui paraît douteux. Il n'en reste pas moins qu'il a accueilli Pronis et l'a sans doute aidé de sa connaissance du pays.

Au début de l'année 1642 en effet, le capitaine Rigault avait obtenu du Cardinal de Richelieu le privilège d'habitation et de commerce pour dix ans dans l'île de Madagascar, et il avait fondé aussitôt une « Compagnie des Indes orientales » dont les participants, peu nombreux, étaient notamment Rigault lui-même, le surintendant Fouquet et d'autres membres du Conseil du Roi. La Compagnie envoya immédiatement un navire, le « Saint-Louis » qui, après avoir reconnu les îles Mascareigne (plus tard Bourbon, puis la Réunion) et Sainte-Marie, débarqua à *Sainte-Luce*, en septembre 1642, les commis *Pronis* et *Foucquembourg* avec douze hommes. 70 autres arrivèrent l'année suivante. *Pronis*, chef de la petite colonie, envoya des hommes à Matitana et dans la région de Mananjary pour y traiter de l'ébène; la plupart furent tués. Les fièvres faisaient encore plus de ravages. *Pronis* décida alors de transférer l'établissement à la pointe de Taolankara, bien ventilée, dominant une assez bonne rade et proche des forêts permettant la construction de navires. Une palissade y fut établie, que l'on baptisa, en l'honneur du futur Louis XIV, le *Fort-Dauphin* (fin 1643).

La colonie entra alors dans une phase très active. Pronis lia des amitiés avec les chefs Rohandrians (Zafiraminia) de l'Anosi et prit même chez eux une épouse, Dian (Andrian) Ravelo. Il envoya des barques faire des voyages réguliers sur la Côte Est, à la Matitana, à Mananjary, à Ghaleboule (Fénériver) et à Antongil pour traiter du riz. Foucquem-bourg pendant ce temps reconnaissait tout le sud : pays des Ampatres (Androy), Machicoure (au nord de l'Androy), Mahafali, Anachimoussi et Ionaivo (Bara); il en rapportait des milliers de bœufs. Un navire venu de France repartait avec une cargaison d'ébène, de cuirs et de cire.

Mais, dès le début de 1646, les choses se gâtèrent. Foucquem-bourg, rentré en France pour exposer les besoins de la colonie, fut assassiné avant d'atteindre Paris. Pronis, ayant seul l'autorité désormais, en abusa. Certains Français lui reprochaient de dissiper les vivres en entretenant sa femme et ses parents malgaches, alors qu'il exigeait de ses compagnons un service dur. De plus, rochelais et protestant, il était mal vu par la majorité catholique. Un complot se forma; les conjurés se saisirent de Pronis et le mirent aux fers. Six mois après un navire survint, dont le capitaine le libéra; mais Pronis, en reconnaissance, lui remit 73 indigènes, attirés traîtreusement au fort par des promesses de viande; ils furent vendus comme esclaves aux Hollandais. Désormais les Antanosi évitèrent Fort-Dauphin. Pronis fit tuer un chef Zafi Raminia qui avait eu des rapports avec sa femme pendant son emprisonnement. Il exila douze des conjurés dans l'île déserte de Mascareigne. Six Français furent tués dans l'habitation installée vers Mananjary. Un autre groupe, avec Le Roy à sa tête, fit sécession et se rendit à la baie de Saint-Augustin. Cependant Pronis envoyait le commis Angeleau, avec 45 hommes pour aider les Eringdranes (Arindrano : Betsileo du sud) dans leurs guerres contre les Vohitsangombes (Vohitsa-angomby : Betsileo du nord). C'était la preuve que la renommée guerrière des Français s'étendait au loin. Mais ainsi Pronis ne disposait plus que de 28 hommes à Fort-Dauphin, menacés par les chefs antanosi.

2. Flacourt

Renseignés sur ces désordres, les associés de la Compagnie en France désignèrent comme gouverneur *Étienne de Flacourt*. C'était un personnage important, parent de deux associés, associé lui-même, noble, fort instruit de lettres et de médecine,

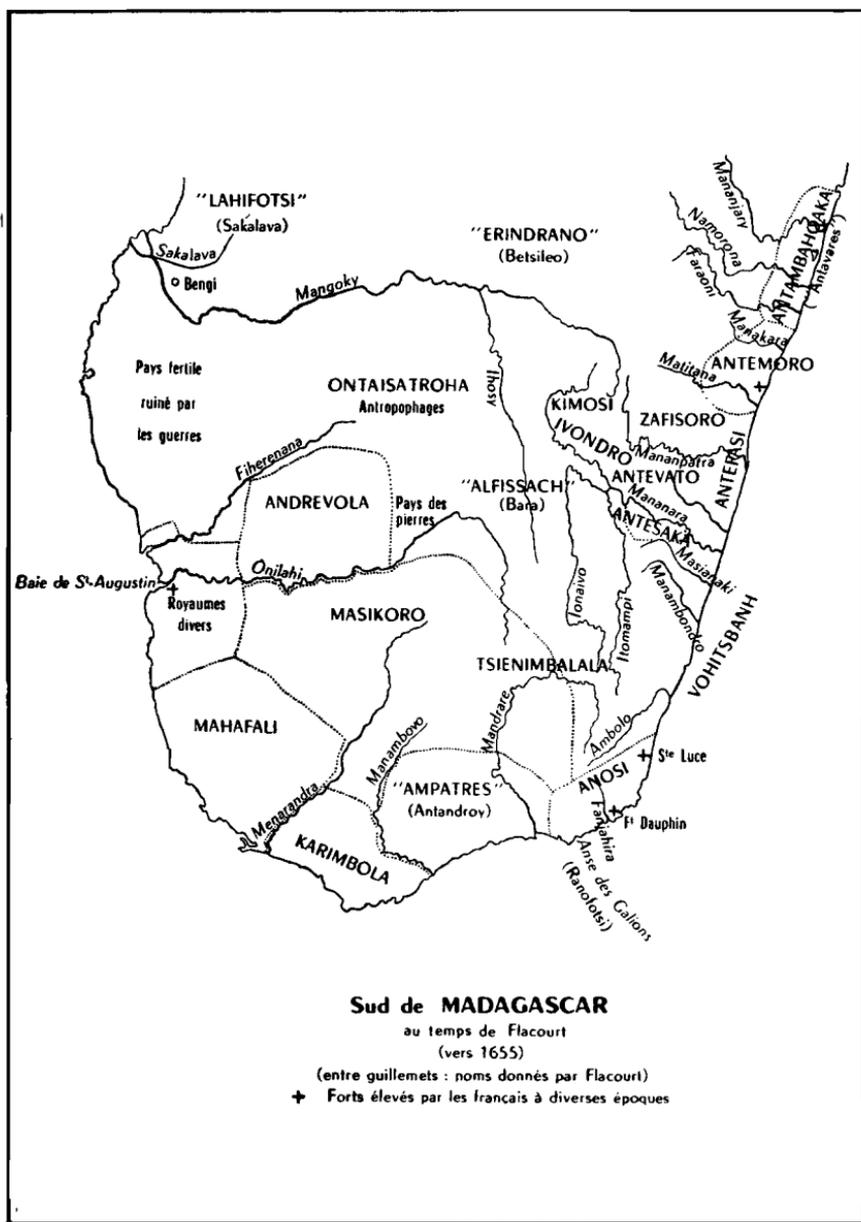
esprit curieux et ferme, Il débarqua en décembre 1648, avec des colons et deux pères lazaristes, Nacquart et Gondrée, envoyés par saint Vincent de Paul.

Flacourt commença par renvoyer, avec de bonnes paroles, la femme de Pronis et employa celui-ci à faire des achats de riz à Ghaleboule. Les Français dissidents revinrent de Saint-Augustin, et Angeleume retourna des Eringdrane avec 1 600 bœufs. Flacourt alla rendre visite au roi des Antanosi, Dian Ramaka, l'ancien don André instruit par les Portugais à Goa, qui résidait à Fanjahira. Les Mahafali vinrent demander contre leurs ennemis un secours armé; on leur envoya quinze hommes sous le commandement de Le Roy. Mais le fort élevé par les Français vers Mananjary fut brûlé, avec les ébènes amassées depuis trois ans; aussi le *Saint-Laurent*, qui repartit en février 1650 en emmenant Pronis, n'était-il chargé que faiblement de cuirs et de cire, donnant aux associés une opinion défavorable des profits à espérer de Madagascar. D'ailleurs la France était en pleine crise de la Fronde, et Mazarin ne se souciait guère des colonies. Aucun navire français ne devait toucher Fort-Dauphin avant 1654.

Flacourt fut donc réduit à ses seules ressources, avec une centaine de Français à Fort-Dauphin et douze à Sainte-Marie. Les fièvres en avaient tué beaucoup, dont les deux lazaristes. Les chefs Antanosi, encouragés par ce petit nombre, massacrèrent des Français isolés et même des petites troupes. Le Roy revenant de l'ouest fut ainsi tué avec ses compagnons.

Flacourt envoya des expéditions répressives qui brûlèrent des villages et, pour nourrir le fort, razièrent des bœufs. Dian Ramaka lança sur Fort-Dauphin plusieurs milliers d'hommes que le canon dispersa. En juillet 1651, Flacourt riposta; Angeleume prit Fanjahira. « Il y eut des hommes et des femmes tués, et toute la splendeur des Rohandrians fut mise en cendres. » Dian Ramaka fut tué en s'enfuyant. La plupart des chefs firent peu à peu leur soumission et jurèrent fidélité à « Louis de Bourbon ». Au début de 1653 Flacourt crut avoir gagné la partie. Il fit circuler des barques le long de la Côte Est pour traiter du riz et on cultiva des rizières en Anosi même pour le fort. Il se flattait qu'avec 200 hommes et des secours réguliers il pourrait « subjuguier toute cette grande île ».

Faute de produits d'échange pour le commerce, l'entreprise française s'était donc muée en une domination militaire. Ç'aurait pu être le point de départ d'une colonisation véritable, soit en substituant l'administration directe des Français à celle



des Rohandriana, aristocratie d'origine étrangère, soit en essayant de faire de ceux-ci des auxiliaires régulièrement contrôlés et dirigés. On se borna à faire le vide et à exiger des tributs. Aucune technique européenne ne fut introduite. Le fort, à part deux petits bastions et une porte de pierre, n'avait qu'une palissade de bois, et les maisons des Français étaient en ravenale et en planches. En contrebas s'étendaient les jardins, chacun ayant le sien, mais aucune culture nouvelle, sauf la vigne, ne fut propagée chez les indigènes. Quant à leur instruction, les prêtres étant morts, nul ne s'en souciait plus. Mais on ne peut faire grief à Flacourt de n'avoir pas pratiqué la politique de Gallieni, fruit de deux siècles d'expérience européenne outre-mer.

La domination se maintint quelque temps. Les deux principaux chefs, Dian Panolahé (fils de Dian Ramaka) et Dian Masikoro se soumirent, ainsi que la vallée d'Ambolo. Cependant l'absence de secours de France rendait précaire la situation des Français, sans cesse diminués en nombre par les maladies et les guerres. En décembre 1653 Flacourt, ayant fait construire une barque, essaya de gagner la France. Il dressa sur le rivage une stèle (padrao) trouvée dans l'île des Portugais et y fit graver cette inscription :

*O advena, lege monita nostra, tibi tuis vitaeque tuae profutura :
Cave ab incolis. Vale.*

O toi qui arrives, lis notre conseil; il sera utile pour toi, pour les tiens et pour ta vie : méfie toi des habitants. Salut.

Mais le vent d'ouest le contraignit à regagner Fort-Dauphin. L'année 1654 se passa en trahisons larvées et pillages. Tout le pays était ruiné; les malgaches se réfugiaient dans les forêts.

Le 2 août enfin un navire apparut. Mais il n'apportait que deux prêtres et Pronis. De plus il était envoyé par le maréchal de la Meilleraye, cousin de Richelieu, qui avait créé une compagnie nouvelle. Sans instructions de ses associés, Flacourt s'embarqua en février 1658, laissant le commandement à Pronis. En France il eut à se débattre avec les associés, publia son *Histoire de la Grande Ile de Madagascar* (1658), sa *Relation* des événements, son *Dictionnaire de la langue de Madagascar* et un factum indiquant pour quelles raisons la Compagnie avait échoué. Dans un autre récit, ajouté à la seconde édition (1661) de la *Relation*, il énumérait les « avantages que l'on peut tirer en l'établissement des colonies à Madagascar pour la religion et pour le commerce ». Il résumait l'inventaire des ressources, indiquait les moyens d'échange, préconisait la conversion des indigènes et

les mariages mixtes et proposait l'établissement de petites colonies à Fort-Dauphin, Mananjary, Sainte-Marie, Ghalembole, Antongil, Mascareigne (devenue l'île Bourbon), l'île Rodrigue, Tamatave (avec charge de découvrir le pays à l'ouest), Saint-Augustin et le pays Masikoro. En 1660 il repartait pour le compte de La Meilleraye, mais le navire, attaqué par les Barbaresques, explosa et Flacourt périt avec tous ses espoirs.

Il laissait, comme écrivain, une œuvre qui dépassait singulièrement son action de gouverneur. Son *Histoire* constituait une description considérable et minutieuse de ce qu'il connaissait de la Grande Ile, de ses ressources et de ses habitants. Pendant un siècle et demi, elle resta la source essentielle de renseignements sur Madagascar. Aujourd'hui encore les œuvres de Flacourt sont une mine de renseignements historiques inappréciable. Quant à son plan de colonisation, il inspira les projets français ultérieurs.

3. Après Flacourt

Les dix années qui suivirent le départ de Flacourt sont consternantes. Deux incendies détruisirent le fort; Pronis en mourut de tristesse. Son successeur, Des Perriers, ne songea qu'à piller l'or et les bijoux des chefs. Dian Panolahé et Dian Masikoro, accusés de trahison, furent amenés au fort et sagayés, après qu'on les eut baptisés. Le lazariste Bourdaise réussit à sauver les enfants des Rohandrians en les embarquant. Dans la région de Ghalembole, sur la rivière Manantsatrana, le capitaine La Forêt, ayant prétendu imposer aux habitants d'aller lui chercher du cristal de roche au moment où ils étaient occupés aux cultures, fut massacré avec ses compagnons (1655).

L'arrivée de deux navires de La Meilleraye, l'année suivante, donna aux Français une assurance mal placée. Ils se répandirent dans la brousse et cinquante d'entre eux furent massacrés. Les représailles furent terribles : meurtres, incendies, pillages; Champmargou, qui prit le commandement, n'était qu'un bon officier subalterne, autoritaire, mais incapable de s'élever au-dessus d'une politique de razzias, dont il prenait sa large part. En 1661 il restait 70 Français, entourés d'une palissade vermoulue et défendus par quatre canons. Un navire arriva en 1663, amenant 80 hommes et un prêtre lazariste, M. Étienne, dont le zèle apostolique maladroit devait causer de nouveaux malheurs. Après tous les massacres des Rohandrians, le chef le plus puissant était Dian Manaña, qui commandait le Man-

drare. Étienne se rendit auprès de lui pour le convertir; l'ayant pressé en vain d'abjurer ses erreurs et de renvoyer ses femmes, il finit par lui arracher du cou ses oli (talismans) et les jeta au feu. Le chef garda son calme, mais fit assassiner Étienne sur le chemin du retour. Champmargou dirigea contre lui une expédition mais, se trouvant encerclé, dut faire appel à La Case.

Le Rochelais Le Vacher, dit *La Case*, est la seule figure attachante de cette triste période. Arrivé en 1656, il avait participé à des guerres chez les Karimbola et les Mahafali; sa valeur l'avait rendu célèbre chez les malgaches, mais lui avait valu la jalousie de Champmargou qui le maintint dans des grades inférieurs et tenta même de le faire assassiner. La Case s'enfuit dans la vallée d'Ambolo (cours supérieur de la rivière Manampanihi, poste actuel de Manantenina) où il épousa une fille de chef, Dian Nong, qui devint reine à la mort de son père. Prince malgache, La Case ne renonça pas pour autant à être français et ne manqua pas une occasion de mettre ses talents militaires, sa connaissance du pays et son immense prestige au service de la colonie en la défendant, en la ravitaillant, en lui permettant de continuer sa vie misérable. Il sauva Champmargou du massacre, repoussa Dian Manaña et put ravitailler Fort-Dauphin. Dans cette expédition, La Case était accompagné d'Antemoro de la Matitana, qu'il avait combattu antérieurement et gagnés à son alliance. Les manuscrits antemoro narrent ses campagnes et, trois cents ans après, la tradition orale antesaka se souvient encore de son nom et de son passage.

4. Les dix dernières années

En France cependant l'absolutisme avait remplacé la Fronde. La jeune gloire de Louis XIV ne demandait qu'à s'étendre. A Mazarin avait succédé Colbert qui voulut assurer à la France une extension et des profits comparables à ceux des Hollandais aux Indes orientales. Sur son ordre l'académicien Charpentier rédigea le *Discours d'un fidèle sujet du roi touchant l'établissement d'une Compagnie française pour le commerce des Indes orientales*. Mêlant Flacourt et l'imagination poétique, il déclarait qu'à Madagascar « la terre est admirable », « qu'il est aisé d'en faire un vrai paradis terrestre » et que « durant les grandes pluies et ravines d'eau, les veines d'or se découvrent d'elles-mêmes le long des côtes et sur les montagnes ». La nouvelle *Compagnie des Indes orientales* fut formée, en mai 1664, avec

la participation des plus grands seigneurs, les Compagnies antérieures renonçant à leurs privilèges. On expédia quatre vaisseaux avec 400 hommes, soldats et colons, et un Conseil souverain présidé par de Beausse, demi-frère de Flacourt. Le plan de colonisation s'inspirait des recommandations de celui-ci. On créa des postes à Mascareigne, Sainte-Marie, Antongil, Matitana. Il n'en fallait d'ailleurs pas moins pour trouver tout le riz nécessaire au ravitaillement. La petite enceinte du Fort-Dauphin et ses abords étaient surpeuplés de gens pour la plupart oisifs. De Beausse était un vieillard malade qui s'empressa de mourir. Après lui le Conseil ne cessa de se disputer et Champmargou, commandant militaire, reprit le dessus. La Case fut envoyé en expédition au pays de Lavalefo (Bara? ou Mangoro?), puis chez les Vohitsamgombe, au milieu de l'île; il enleva des milliers de bœufs, dont la plupart périrent en route.

Le 10 mars 1667 débarquait le marquis de Montdevergue, lieutenant-général, avec deux directeurs commerciaux, Caron et de Faye, dix vaisseaux, un procureur général, quatre compagnies d'infanterie, huit marchands, dix chefs de colonie avec des colons, des femmes et des enfants, en tout 2 000 personnes, tous très désappointés par le village de feuilles qu'était Fort-Dauphin. Il fallut nourrir tout ce monde; les postes de traite et La Case n'y suffisaient plus; tantôt le riz manquait, tantôt la viande. Les essais de colonisation agricole échouèrent, sans qu'on sache bien pourquoi. Les chefs s'occupaient en disputes de préséances. Cependant la force nouvelle des Français en imposait aux malgaches et des députations leur parvenaient même des contrées lointaines de l'ouest. A *Ghalamboule* (Fénériver), baptisée « Fort-Gaillard », le marchand *François Martin* ne cessait d'acheter du riz pour Fort-Dauphin; on prétendit l'envoyer dans l'intérieur, au pays Sihanaka, pour y trouver aussi des bœufs.

Ce fut la première pénétration de Madagascar dans la région centrale. Avec 19 Français et 4 000 noirs de la côte, soumis depuis longtemps aux raids de pillage de Sihanaka, Martin remonta les rives du Maningory dans la falaise forestière, en pleine saison des pluies et parvint fin décembre 1667, au bord du lac *Alaotra*. Mais les Sihanaka étaient nombreux, offensifs, et leurs villages bien fortifiés; les auxiliaires des Français se débandèrent; il fallut battre en retraite, « moi bien mortifié du mauvais succès du parti ». Les *Mémoires* de François Martin, avec l'*Histoire des Indes orientales* de Souchu de Rennefort,

secrétaire du Conseil, sont le meilleur témoignage sur cette époque. Les relations commerciales de Martin s'étendaient jusqu'à l'Ivondro au sud, la Manantsatrana au nord; les indigènes venaient lui demander protection contre leurs ennemis. De même à Sainte-Marie la présence des Français était vue favorablement parce qu'ils défendaient l'île contre les expéditions maritimes des gens d'Antongil. Le caractère plus guerrier des populations et surtout la maladresse des commandants français avaient au contraire obligé à évacuer les postes d'Antongil et de la Matitana.

A Fort-Dauphin les discussions continuaient entre les militaires et les marchands. La Case, grisé par ses succès, demandait 200 soldats qui, avec les alliés qu'il lèverait, lui suffisaient, disait-il, pour conquérir toute l'île. Montdevergue avait tendance à le croire. Mais, pour Colbert, la Compagnie était avant tout une affaire commerciale et il donna raison aux marchands. Montdevergue fut rappelé en 1669, et mourut en prison au château de Saumur. La Compagnie obtint du roi de la décharger de Madagascar. Caron était déjà parti pour Surate et commençait l'établissement de la France dans l'Inde. De Faye l'avait suivi, accompagné de François Martin, qui devait être le fondateur de Pondichéry.

Dès lors la colonie n'était plus que la pâle survivance d'un grand dessein; l'intérêt était ailleurs. Blanquet de la Haye, envoyé comme lieutenant-général, avec des pouvoirs absolus, devait procéder à une enquête sur les possibilités de l'île. Il nomma Champmargou gouverneur et La Case major, exigea des chefs un serment de fidélité et la reddition des armes, et porta la guerre chez l'un d'eux, Dian Ramosa, dont il suspectait les intentions; puis il partit pour l'Inde. Quand il revint, en août 1671, il conclut à l'abandon de Fort-Dauphin au profit de l'île Bourbon, de Sainte-Marie et d'Antongil; il embarqua avec lui une grande partie des Français.

La Case était mort, Champmargou ne tarda pas à le suivre. Il restait, sous le commandement du major La Bretèche, 200 Français pratiquement abandonnés de la métropole, ne vivant que de leurs jardins, affamés, ne quittant pas Fort-Dauphin de peur d'être assassinés. L'Anosi, où toute autorité avait disparu, était en proie au pillage. Les appels au roi pour assurer l'évacuation restaient lettre morte. Le 27 août 1674, la moitié des Français fut massacrée. Les autres menacèrent La Bretèche de se rendre à Saint-Augustin. Alors le 9 septembre 1674 il brûla les magasins, encloua le canon et, avec

les 63 Français qui restaient, confia son sort à une barque; après bien des vicissitudes, les survivants parvinrent à Bourbon.

On s'est souvent interrogé sur les raisons de cet échec final. En réalité ce sont les raisons de l'entreprise tout entière qu'on aimerait comprendre. Pourquoi tant d'efforts, d'argent, d'hommes, de vaisseaux, de combats et de sacrifices n'ont-ils mené à rien qu'à semer la ruine, la haine et amener finalement la catastrophe? Sans doute le Fort Dauphin était-il mal placé pour la pénétration. Mais ce qui a le plus manqué c'est une idée directrice; on a hésité entre une colonie de peuplement du type des Antilles et une entreprise commerciale. Les deux ont échoué; la première faute d'une politique de cultures bien adaptées et d'une fusion progressive avec les Malgaches, la seconde faute de produits riches. Le petit groupe de Français s'est résigné à vivre péniblement de razzias, en pur parasite, sans apporter au pays aucun progrès, même matériel.

L'essai d'établissement français, qui dura trente deux ans, ne fut pas cependant sans conséquences. L'île, ses habitants, ses ressources étaient désormais connus pour une bonne part. Les malgaches de la Côte Est avaient fréquenté les Français et nombre d'entre eux parlaient un peu leur langue. Enfin l'occupation de Bourbon, conséquence de la présence des Français à Madagascar, devait les ramener bientôt sur les côtes de la Grande Ile.

L'annexion théorique de Madagascar à la France, sous-entendue par les concessions aux Compagnies, fut opérée solennellement le 14 juillet 1665 par de Beausse. On lui donna alors le nom d'*Ile Dauphine*. De la Haye, en 1670, en reprit possession au nom du roi. L'abandon de 1674 ne mit pas fin à ces prétentions. Trois arrêts successifs, au début du xviii^e siècle, les confirmèrent.

III. — L'ÉPOQUE DES PIRATES (1684-1724)

1. Les pirates

Abandonnée par les gouvernements européens, la côte malgache devint le repaire des pirates.

La piraterie, suivant les galions espagnols, avait fleuri dans l'Atlantique au xvi^e siècle puis, sous sa forme organisée, la flibuste, s'était épanouie aux Antilles au siècle suivant. Mais la

colonisation des îles ne laissa bientôt plus de place aux pirates et nombre d'entre eux vinrent s'installer à Madagascar.

La Grande Ile leur offrait ses côtes sauvages, un pays libre où l'on trouvait un ravitaillement abondant et des indigènes accommodants, et surtout la proximité de deux grandes et riches routes maritimes : celle des compagnies européennes des Indes et celle des vaisseaux indiens ou arabes dans le golfe d'Oman et la mer Rouge. Les prises consistaient en monnaie d'or et d'argent, pierres précieuses, tissus de l'Inde, épices et denrées tropicales, toutes marchandises rares et de grand prix.

Dès 1687 les prises se multiplient, avec les établissements à terre et les contacts avec les malgaches. Les pirates sont surtout anglais, français, américains. Williams, après un séjour à la Matitana, s'installe à Sainte-Marie, qui devient le quartier général des pirates. Trois grands noms marquent la fin du xvii^e siècle, ceux de trois capitaines de marine devenus pirates : Avery, que certains de ses biographes font vivre à Nosy Mangabe, au fond de la baie d'Antongil, avec la fille et les trésors du Grand Mogol; le provençal Misson, intellectuel révolté, qui fonda, avec ses compagnons Caraccioli et Tom Tew, la République internationale de Libertalia, très probablement dans la baie de Diego Suarez non utilisée jusque là; le capitaine Kid, qui fut pendu en 1701.

Au début du xviii^e siècle, les rades de Madagascar sont hantées par une foule de forbans dont seuls quelques noms nous sont parvenus : Burgess, Halsey, Thomas White, Howard. Ils fréquentaient Saint-Augustin et la côte nord-ouest (baie de Boina, de Mahajamba, de Bombetoka), mais surtout l'île Sainte Marie et la côte voisine : Ambanivolo (Fénérivero ou Foulpointe), la Pointe à Larrée (avec la rade de Tintingue), Rantabe, la baie d'Antongil. Les rapports avec les naturels n'étaient pas toujours pacifiques, les pirates étant rudes et étalant un peu trop imprudemment leurs richesses. Libertalia fut ainsi détruite et pillée par les malgaches. Mais d'ordinaire des échanges profitables s'établissaient; les pirates s'installaient souvent définitivement, avec des ménagères malgaches, faisant souche de métis et participant à la vie du pays. Le forban américain North conduisit une expédition de guerre des gens de la côte de Ghalembole jusqu'au Mangoro. L'Antillais James Plantain se proclamait « roi de Rantabe ». La piraterie s'installait peu à peu à terre, prenant sa retraite.

Mais, vers 1720, les derniers pirates des Antilles, chassés

de l'île de la Providence, se réfugièrent dans l'océan Indien. England, Taylor, Condent, le Français La Buse se livrèrent à quelques exploits trop éclatants. Les guerres européennes étaient finies et le roi d'Angleterre envoya, en 1721, l'escadre du commodore Matthews pour les poursuivre. Les forbans échappèrent, mais durent évacuer précipitamment Sainte-Marie et se le tinrent pour dit. Le gouverneur de Bourbon, en 1724, réussit à attirer certains d'entre eux avec des lettres de grâce. Dès lors les pirates ne firent plus guère parler d'eux. L'exécution de La Buse, pendu à Bourbon en 1730, leur fit apprécier leur vie paisible sur la côte malgache.

Il ne semble pas qu'ils fussent, en 1724, beaucoup plus de 200. Mais les imaginations en Europe en avaient fantastiquement grossi le nombre et plusieurs souverains : le Grand Turc, la reine de Suède, le tsar Pierre le Grand songeaient à s'assurer leur alliance, au moment même où ils avaient disparu.

2. A l'époque des pirates

Les pirates n'avaient pas entièrement écarté de Madagascar le trafic régulier; des navires américains avaient même fait de gros bénéfices en leur achetant leurs prises et en rapatriant certains d'entre eux. Des navires hollandais mouillèrent sur la Côte Ouest et à Fort-Dauphin. Les Anglais ont sans doute développé la traite des esclaves dans le nord à Masselage et dans le sud, peut-être avec l'aide de certains forbans. Mais la Compagnie française des Indes orientales, qui avait rejeté Madagascar, n'admettait pas que d'autres Français y trafiquassent.

L'aventure la plus connue de cette époque en dehors des pirates est celle de Robert *Drury*, matelot d'un navire anglais qui fit naufrage en 1702 sur la côte Antandroy. Ses compagnons furent noyés ou massacrés. Lui-même devint esclave d'un chef et participa à plusieurs expéditions guerrières. Il s'enfuit, devint prisonnier des Sakalava et finalement trouva un navire européen à la côte. Son séjour forcé avait duré seize ans et il avait oublié l'anglais. Il a laissé un récit de ses malheurs, avec un vocabulaire malgache doté d'une orthographe épouvantable.

IV. — LES MASCAREIGNES ET LA COTE MALGACHE (1724-1811)

1. Reprise des échanges

Avec l'abandon de Madagascar, l'effort français avait été reporté sur l'Inde, mais aussi sur l'île Bourbon, la future Réunion, qui avait reçu les derniers colons de Fort-Dauphin et des apports nouveaux, français et esclaves malgaches. En 1717 on comptait déjà plus de noirs que de blancs (1 100 noirs pour 900 blancs), en partie Cafres, mais en majorité Malgaches. Ceux qui s'évadaient donnèrent des noms malgaches aux montagnes de l'intérieur (Mafatte, Cilaos). L'île Maurice, abandonnée par les Hollandais en 1712, fut occupée par les colons de Bourbon en 1721, l'île Rodrigue fut peuplée plus tard. Ainsi les trois Mascareignes, puis les Seychelles, devinrent au XVIII^e siècle des îles françaises.

La population avait d'abord produit ses vivres, tant bien que mal. Mais, à partir de 1720 le café d'Arabie était introduit à Bourbon et en faisait bientôt la fortune. En 1727 l'île en expédiait déjà 100 000 livres. Pour se livrer à cette culture, il fallait un ravitaillement de vivres (riz, bœufs) et des esclaves. La Grande Ile, toute proche, était à tous égards, le fournisseur idéal. De là l'idée, lorsque la piraterie s'affaiblit, d'y reprendre le commerce. En 1724 un navire était officiellement envoyé à Fort-Dauphin, Matitana et Sainte-Marie et revint avec des résultats encourageants. Un trafic s'instaura dès lors avec la Côte Est et même avec Bombetoka. Une étude fut faite par l'ingénieur Cossigny, en 1733, pour la création d'un établissement à Antongil. En 1746, La Bourdonnais, ayant eu son escadre endommagée par un cyclone, relâcha à Antongil, répara ses navires grâce aux forêts des alentours et remonta la rivière.

Les principaux ports fréquentés par les navires français, d'avril à décembre, étaient Fort-Dauphin, la Matitana, mais surtout Foulpointe et Sainte-Marie. Pour garder les magasins, y accumuler les marchandises entre les passages des navires et éviter les rixes parfois meurtrières, le gouverneur de Bourbon, David, fit des ouvertures au grand roi des Betsimisaraka, Ratsimilaho, pour obtenir la possession de Sainte-Marie. Le roi était d'accord lorsqu'il mourut; la cession de Sainte-Marie à la France fut réalisée par sa fille, Bédi, accompagnée

de nombreux chefs, le 30 juillet 1750 (1). Mais cette même année l'agent français Gosse et ses compagnons y étaient massacrés. Une nouvelle prise de possession eut lieu en 1753; la mortalité étant forte, l'île cessa d'être occupée quatre ans plus tard.

Mais l'intérêt de la France pour Madagascar ne cessa pas pour autant. L'astronome Le Gentil y travailla de 1761 à 1763. En 1767 le traitant Glémet était envoyé par le gouverneur Dumas à Fort-Dauphin et à Foulpointe. La même année un officier de l'armée des Indes, Valgny, qui avait commandé à Sainte-Marie, proposait de fonder un établissement permanent à Antongil. La nécessité d'un commerce stable apparaissait d'autant plus que la population des Mascareignes augmentait et que la guerre de 7 ans avait rendu plus sensible les difficultés du ravitaillement.

2. Modave et Benyowski

C'est dans ces conditions que fut accepté le plan de colonisation présenté par le comte de *Modave*. Brillant officier de l'armée de l'Inde, devenu un gros propriétaire à l'île de France puis envoyé en mission à Paris, Modave fit approuver un projet, financièrement très modeste, d'établissement à Madagascar. Il s'agissait, non seulement de ravitailler les Mascareignes, mais d'ouvrir l'île aux produits manufacturés européens, que l'Inde n'absorbait pas. Philosophe, correspondant de Voltaire, Modave avait une très haute idée de la colonisation, « espèce de mission politique... portant les mœurs, les lois, les arts dans un pays qui le désire »; les colons doivent être des « Apôtres d'État » et il réclamait la suppression de la traite des noirs.

En septembre 1768 il débarque à Fort-Dauphin, bien accueilli par le petit chef local, Dian Mananzac, qui lui cède dix lieues carrées autour du fort. Il relève les bastions, constitue un

(1) L'histoire de *Béti*, (en réalité *Betia* : la bien aimée) a provoqué bien des récits romanesques. L'un la marie à Grenville de Forval, qu'elle aurait sauvé d'un massacre et qui l'aurait épousée et amenée à l'île de France (cf. Grant : *History of Mauritius*). Grant déclare qu'elle avait « les traits fins, l'air noble,... une conversation agréable et pleine de vivacité ». Une autre tradition associe son nom à celui du caporal Filet, dit La Bigorne, qui joua un rôle dans les querelles entre les chefs Betsimisaraka de 1752 à 1763 et dont les menées firent interdire quelque temps le commerce aux Français. Il revint à Madagascar en 1767. En tout cas, *Béti* a été amenée à l'île de France après les massacres, puis est retournée à Madagascar.

troupeau de bœufs, entre en relations avec le roi Maimbo, résidant à Fanjahira. Il rêve d'une politique indigène dont il a eu le modèle dans l'Inde :

Je compte leur laisser l'exercice paisible de leurs droits et de leur autorité sur leurs sujets. Je les tiendrai dans une dépendance dont ils ne s'apercevront pas... Je ne fais aucun doute que, si le gouvernement entre dans mes vues, j'embrasserai l'île dans la totalité d'un établissement général.

Illusions sans commune mesure avec l'immensité de l'île et la pauvreté de ses propres moyens. Il ne réussit même pas à créer un établissement à Manantenina. L'interdiction de la traite des noirs ne rendait pas l'établissement de Madagascar très populaire à l'île de France, et, faute de piastres, le commerce périlclitait. En 1770 une expédition sur Manantenina se termina par des massacres mutuels. Modave, oubliant ses principes, avait lui-même envoyé une centaine d'esclaves sur ses plantations de l'île de France. C'était la faillite de la philosophie. En février 1771, Fort-Dauphin fut à nouveau évacué. Modave alla mourir au service des princes de l'Inde.

L'année suivante arrivait à Versailles, après être passé à l'île de France, un étrange personnage, le baron *de Benyowski*, polono-hongrois, fait prisonnier par les Russes et évadé du Kamtchatka dans des conditions dont il exagérait le caractère romanesque. Son autorité, son charme slave et ses promesses firent merveille à une époque où triomphaient les impostures de Cagliostro et les escroqueries de Casanova. On lui confia imprudemment la mission de reprendre l'établissement de Madagascar, avec un corps de troupe dits « volontaires de Benyowski ». Dans l'esprit du ministre, il ne s'agissait que de créer un poste de traite, et les moyens devaient être fournis par les Mascareignes.

En février 1774 Benyowski s'installait au fond de la baie d'Antongil, sur une langue de sable aujourd'hui disparue à l'embouchure de la rivière, près du Maroantsetra actuel, il fit construire un village qu'il baptisa *Louisbourg*, puis occuper en amont dans la vallée un poste appelé « Plaine de la Santé; des petits postes furent réinstallés à Mananara, Foulpointe et Angontsi.

Mais l'imagination de Benyowski planait très haut au-dessus de ces modestes réalisations. Six mois après son arrivée il avait, à en croire ses lettres au ministre, subjugué l'île entière et ses 33 provinces qui lui fournissaient un tribut annuel; il

avait aussi ouvert une route avec la Côte Ouest et assuré à l'État « un bénéfice de 4 millions par an », ce qui ne l'empêchait pas de réclamer des secours. Il envoyait des plans mirifiques des villes et des bâtiments élevés par ses soins. Les administrateurs de l'île de France donnaient des versions moins brillantes.

Cependant, Benyowski ayant des appuis à la cour, c'est seulement en 1776 que deux commissaires furent envoyés pour enquêter sur l'œuvre du baron. Leurs constatations furent catastrophiques : le commerce à Tamatave et à Foulpointe avait cessé. Louisbourg, situé dans les marais, ne présentait, à l'intérieur d'une palissade pourrie, que quelques cases en bois vermoulues; la « Plaine de la Santé » était particulièrement malsaine; les magasins et écritures se trouvaient dans un désordre total; les guerres menées par le baron avaient fait fuir les malgaches. En dehors de ce faible rayon dévasté, il n'existait ni route, ni soumission d'aucune sorte. On avait perdu 300 hommes morts de fièvre, et près de 2 millions de livres. Benyowski, imperturbable, déclara que, soldat, il n'avait pas à s'occuper de ces détails. On le fit rentrer en France sans lui infliger aucune sanction.

Cette faiblesse permit au baron de déployer à nouveau ses dons d'escroc mondain. Il élaborait une histoire fantastique, racontant que l'ensemble des peuples malgaches l'avaient reconnu pour un descendant de Raminia et l'avaient, en conséquence, acclamé comme empereur (ampanzakabe) de Madagascar. Il tenta, sans succès, de faire valoir ce prétendu titre auprès de l'empereur d'Autriche, puis des Anglais. Il réussit enfin à séduire quelques particuliers, frêta un vaisseau en Amérique et mouilla à Madagascar près du cap Saint-Sébastien. Là, abandonnant navire et commanditaires, il se rendit par terre à Angontsi (cap est) où subsistait un petit poste français dont il s'empara, et essaya vainement de soulever tous les chefs de la côte contre les commerçants français. Un petit détachement fut envoyé de l'île de France. Le 24 mai 1786, au cours de l'assaut donné à un petit fortin qu'il avait créé dans l'intérieur, l'« empereur de Madagascar » fut tué.

Ainsi périt cet aventurier, mythomane et mégalomane, dont les impostures délirantes n'ont pas cessé d'exciter les imaginations. Son rôle véritable dans l'histoire générale de Madagascar apparaît assez mince. Cependant ses visions grandioses l'ont amené à envoyer des missions d'exploration et de contact dans diverses régions non reconnues jusqu'alors. C'est à lui

que l'on doit notamment les récits de Mayeur qui ont, pour la première fois, révélé l'Imerina, le pays Tsimihety et l'extrême nord et créé les premiers liens entre ces pays et le monde extérieur.

3. Les établissements commerciaux

Si, dans les années suivantes, quelques navires anglais, baleiniers ou négriers, fréquentent encore la Côte Ouest (les naufragés du *Winterton* durent, en 1792, passer sept mois à Saint-Augustin), c'est la France, par l'intermédiaire des Mascareignes, qui continue de détenir le trafic de la Côte Est. *Foulpointe* était devenu le centre de l'exportation des bœufs et du riz; un fort y avait été élevé. Le commissaire Lescallier, envoyé en 1791 par la Constituante y prêta, avec les Malgaches, un solennel serment d'amitié. Le roi porta dès lors une cocarde tricolore et le drapeau français était hissé dans les grandes occasions. Cossigny le fils, gouverneur de l'île de France, imaginait d'étendre à toute l'île les nouveaux principes : « Notre nouveau régime, qui a pour principe l'égalité, nous gagnera tous les peuples de l'île et unira sous le nom de Français une nombreuse population. »

La guerre avec l'Angleterre, malgré quelques épisodes fâcheux (notamment la destruction du fort de Foulpointe en 1796 par une escadre anglaise), obligea les Mascareignes, pour se ravitailler, à intensifier les échanges avec la côte malgache. Si Fort-Dauphin, Sainte-Luce, Foulpointe, Fénériver et Antongil furent maintenus comme postes secondaires, le centre du commerce se fixa à *Tamatave* où de nombreux créoles vivaient, certains rayonnant dans l'intérieur. L'un d'eux, Chardenaux, obtint en 1804 du général Decaen, gouverneur de l'île de France, l'envoi de 25 soldats, puis d'un agent commercial doté de pouvoirs administratifs. Celui-ci, *Sylvain Roux*, débarqua en 1807; c'était un créole mauricien qui avait longuement fréquenté la côte malgache. Il entra en rapport avec tous les chefs, empêcha leurs conflits, s'efforça d'attirer aux comptoirs français le trafic de l'intérieur (y compris l'Imerina) et, par le ravitaillement qu'il put envoyer, contribua à sauver les Mascareignes de la famine.

Mais, dès 1808, les Anglais bloquent la côte et détruisent les navires. En 1810 ils s'emparent de La Réunion, puis de l'île de France. Le 18 février 1811 les deux navires de guerre du commodore Lynne se présentent devant Tamatave. Sylvain

Roux dut se rendre. Les Anglais occupèrent le fort ainsi que les autres comptoirs.

V. — LES ACTIVITÉS EUROPÉENNES ET LEURS RÉSULTATS

1. Ports et commerce

Les petits navires et les barques en usage avant le XIX^e siècle pouvaient aisément mouiller dans un très grand nombre de rades ou d'embouchures. Les variations de l'alizé et des moussons étaient connues, mais, si l'on naviguait hors de la bonne saison, on se trouvait contraint parfois d'attendre le vent favorable pendant plusieurs mois. Les marchandages étaient longs et les denrées d'échange faisaient souvent défaut. Aussi le commerce s'était-il, au XVIII^e siècle, concentré sur certains ports où les chefs avaient l'habitude du trafic et où s'étaient parfois installés des européens, traitants ou interprètes, qui servaient d'intermédiaires. Sur la Côte Est, Foulpointe, Fénériver, Matitana, et, à la fin, Tamatave voyaient surtout les Français des Mascareignes. On y trouvait du riz, des bœufs, des volailles, du miel et de la cire, des fruits et des tubercules, du bois et des esclaves; on achetait du bétail à Fort-Dauphin et à Vohémar; à Antongil et Sainte-Marie, les navires pouvaient caréner et se réparer. La Côte Ouest restait fréquentée par diverses nations : Anglais, Français, Hollandais, Portugais, Arabes de la côte orientale d'Afrique et des Comores. C'était le pays des bœufs et des esclaves, mais on y trouvait aussi du riz, des haricots, des bananes, du santal, des rabanes, des volailles. Les principaux ports dans le nord-ouest étaient Nosy Be et la baie d'Ampasindava, le vieux Masselage (embouchure de la Mahajamba), la baie de Bombetoka (Majunga) et la Betsiboka jusqu'à Marovoay, le nouveau Masselage (baie de Boina), la baie de Baly. Dans l'ouest on fréquentait Maintirano, l'embouchure du Manambolo, Morondava. Dans le sud-ouest, Tuléar prenait peu à peu la place de Saint-Augustin.

À l'arrivée des bateaux, le capitaine allait rendre visite au roi ou au chef malgache local. Il devait lui faire des cadeaux ainsi qu'à ses conseillers pour obtenir des marchandises. Le taux des échanges était ensuite discuté, puis établi : l'alcool

importé jouait dans ces préliminaires un rôle capital. Sur la Côte Est les comptoirs français avaient des traitants à demeure avec des magasins, ce qui raccourcissait heureusement les opérations maritimes.

Les objets européens d'échange avaient d'abord été des outils et des perles de couleur, puis des barres d'étain, des bracelets de laiton et d'argent et des tissus. Les fusils et les piastres d'argent eurent à la fin la préférence. Le désir de faire cesser l'exigence des monnaies d'argent (à une époque où elles étaient rares aux Mascareignes) poussa les Français à installer des comptoirs qui développaient les besoins en marchandises. Les Antanosi et les Betsimisaraka, autour des comptoirs, prenaient l'habitude des chapeaux, des vêtements, des ustensiles européens.

Les prix et les exigences étaient variables. En 1639 les Hollandais, à Saint-Augustin, acquéraient 4 bœufs pour 40 rassades (colliers de perles de verre) et un bœuf pour un anneau de cuivre. En 1645 les gens d'Antongil, saturés de perles de verre, ne voulaient plus que des étoffes. En 1757 à la Côte Est on avait un bœuf pour un fusil, un chapon gras pour un couteau ou sept balles de fusil ou une paire de ciseaux, unealebasse de miel pour un couteau, une mesure de riz blanc de douze livres pour cinq onces de poudre.

2. Traite des esclaves

L'initiative de la traite des esclaves à Madagascar revient aux Arabes. « Les navires de Malindi et de Mombaz viennent acheter de ce pays des esclaves et des vivres » écrit Albuquerque de la côte nord-ouest en 1507. Un siècle plus tard Luis Mariano note, à la même place, des ventes aux Arabes d'esclaves Hova; c'est même la première mention historique de ce nom. En 1667 le R. P. Barreto estime que les Arabes enlèvent chaque année de Madagascar plus de 1 000 esclaves, qu'ils marquent au fer chaud sur le front; c'étaient surtout des enfants qu'on achetait 2 à 4 piastres pour les revendre quatre fois plus à Anjouan et 25 fois plus en mer Rouge. Ce trafic ne cessa jamais complètement, mais diminua au xviii^e siècle au profit des Européens.

Les enlèvements d'esclaves au xvi^e siècle par les Portugais et les Hollandais ne furent qu'épisodiques. C'est avec l'installation des Hollandais à Maurice, Batavia, puis au Cap que les esclaves leur devinrent utiles. Ils en achètent dans le sud-est et à la baie d'Antongil avant 1650, puis sur la Côte Ouest

où ils se trouvent en concurrence avec les Portugais, les arabes et les Anglais. Au XVIII^e siècle, avec les besoins des Antilles et des Mascareignes, les Anglais et surtout les Français vont dépasser les Hollandais. Bombetoka, Boina, Saint-Augustin, Tuléar, Fort-Dauphin, Matitana, Tamatave, Foulpointe, Antongil sont les principaux points de départ. Les guerres intérieures sont intensifiées par la nécessité de se procurer des captifs, principal objet de trafic. Les Sakalava font des razzias sur le plateau pour se procurer des esclaves merina et ils poussent des expéditions, par la vallée de la Sofia, jusqu'à Antongil. Les Sihanaka raflent aussi des captifs chez les Merina et les Betsimisaraka pour les vendre à la Côte Ouest. Jusqu'au jour où Andrianampoinimerina, conquérant à son tour, pourra vendre ses prisonniers de guerre pour se procurer des fusils.

Le commerce des esclaves se confondait avec celui des autres marchandises : discussions avec les chefs sur les prix, concurrence entre les acheteurs de diverses nations. En 1639, à la Mananivo, Cauche note les prix de 4 réaux pour un jeune esclave, 3 pour une fille, 5 pour une femme et son enfant; pour une pièce d'étoffe d'un peu plus de deux mètres, on pouvait choisir n'importe quel esclave. En 1741 à Saint-Augustin un esclave valait deux mousquets, 12 livres de poudre, 5 livres de plomb et 30 pierres à fusil. En 1767 Glénet, traitant délégué par l'île de France à Fort-Dauphin, achetait une femme pour 2 fusils, dix mesures de poudre et une bouteille d'alcool; un homme jeune pour 4 fusils, une brassé de toile, un miroir et une bouteille d'alcool.

Les navires historiquement connus qui ont fait la traite de 1506 à 1776 sont une centaine. En comptant une moyenne de 200 esclaves par navire, on obtient un total de 20 000 esclaves tirés de Madagascar en trois siècles par les européens (*DI, III, 205*). Le chiffre total des malgaches enlevés à leur patrie par la traite a été certainement plus élevé : de nombreux navires ne nous sont sans doute pas connus; la traite a continué après 1776; et surtout le commerce arabe, commencé bien avant le XVI^e siècle et toujours poursuivi, n'a pas fourni de statistiques.

Les esclaves, une fois achetés, étaient entassés à bord dans les conditions que l'on connaît. On a estimé qu'un quart mourait pendant la traversée et un tiers après le débarquement, et cela pour Le Cap, relativement proche. Les tentatives de rébellion, fréquentes de la part des malgaches, échouaient toujours; les plus mutins étaient décapités ou jetés à l'eau. Les principales destinations étaient : les Comores, la côte d'Afrique, la

mer Rouge, les Mascareignes, Le Cap, Java, les Antilles anglaises, le Brésil.

A l'arrivée les esclaves étaient nettoyés, marqués au fer rouge, puis vendus. Aux Mascareignes ils travaillaient à peu près du lever au coucher du soleil, nourris de maïs et de manioc. A la moindre faute ils étaient fouettés; les récidivistes se voyaient infliger un collier avec des pointes de fer intérieures. Le « Code Noir », qui limitait les châtimens et réglementait la nourriture, n'était pas observé. La seule distraction de ces malheureux, au travail desquels on devait la richesse des îles, était de danser, la nuit, comme autrefois dans leur village sous la lune. En 1717 il y avait à Bourbon un millier d'esclaves malgaches, en 1826 quatorze mille. Beaucoup se sauvaient dans l'intérieur, féroce ment pourchassés. Certains construisaient des canots pour regagner la Grande Ile; on prétend que plusieurs y sont parvenus.

Chose curieuse, Madagascar, source d'esclaves, importait d'autre part des esclaves de la côte d'Afrique (Makoa, Masombiki). Nous sommes très mal renseignés sur ce trafic, qui était aux mains des arabes. Il semble aussi que les razzias Betsimisaraka aux Comores à la fin du xviii^e siècle avaient pour but, entre autres, de se procurer des esclaves.

3. Démographie et occupations

La plupart des européens n'ont effectué à Madagascar que le commerce maritime. Les seules installations à terre, à part les tentatives manquées des Portugais ou des Anglais du xviii^e siècle et un essai fugitif de comptoir des Hollandais à Antongil au xvii^e siècle et des Danois à Bombetoka au début du xviii^e, furent les établissements français et les repaires des pirates. Ceux-ci, que certains rapports présentaient en Europe comme une armée formidable de 100 000 hommes, ne semblent pas avoir jamais dépassé 1 500 à leur plus grande époque. De 1638 à 1674 il était venu 4 000 Français à Fort-Dauphin mais, à certains moments, il n'en restait pas plus de 50. Quand les Français revinrent, au xviii^e siècle, les chiffres furent modestes : 150 hommes avec Modave, 220 avec Benyowski, 30 à Foulpointe en 1792, 60 à Tamatave en 1810.

La plupart de ces hommes étaient des commerçants ou des soldats. Nombre d'entre eux participèrent à des expéditions avec des chefs malgaches voisins contre leurs ennemis; ils en retiraient, non seulement les avantages de l'amitié, mais des

bœufs et des esclaves. Ceux qui étaient depuis longtemps dans le pays servaient d'interprètes et d'intermédiaires pour le commerce. Au début, à Fort-Dauphin, les Européens cultivaient eux-mêmes, surtout les plantes vivrières; par la suite les esclaves les remplacèrent; on tenta peu de cultures d'exportation, sauf le tabac quelque temps à Sainte-Marie.

Les Portugais, nous l'avons vu, échouèrent dans leur tentative d'évangéliser les Malgaches au début du xvii^e siècle. Les Français, à Fort-Dauphin, envoyèrent, sans plus de succès, 17 prêtres, presque tous lazaristes. En 1780-1781 M. Durocher, faisant fonction de Préfet apostolique pour Madagascar, séjourna à Antongil, Foulpointe et Fort-Dauphin. Il envoya à Rome quelques jeunes Malgaches dont l'un devint prêtre. Mais la Révolution interrompit toute activité missionnaire.

La mortalité, à cette époque où l'on ignorait tout traitement du paludisme, était considérable. On estime que, sur les 4 000 Français venus au xvii^e siècle, les deux tiers au moins sont morts sur place. Des 237 « volontaires de Benyowski » arrivés à Antongil en 1774, il restait 48 seulement en 1780.

Il faudrait mettre en regard les statistiques de natalité. Mais là nous manquons de tout renseignement. Sauf une tentative malheureuse pour amener des Françaises au xvii^e siècle à Fort-Dauphin, et le déplorable essai d'établissement des puritains anglais à Saint-Augustin avec leurs épouses, les Européens étaient tous des hommes et la plupart d'entre eux fréquentaient les femmes malgaches ou se mettaient en ménage avec elles. Il en résulta des métis qui se fondirent vite dans la masse malgache. Certains jouèrent un rôle historique, comme nous le verrons dans l'histoire des Betsimisarakas.

4. Connaissance de Madagascar

Si localisées et passagères qu'aient été les entreprises européennes, elles firent faire à la connaissance de la Grande Ile des pas de géant. Les Arabes n'avaient connu qu'empiriquement certains points des côtes et leurs récits mêlés de légendes étaient peu utilisables. La découverte de Diogo Dias fut au contraire suivie très vite d'un repérage des côtes par les Portugais. Dès 1517 la carte de *Pedro Reinel* donnait la forme générale de l'île et sa position exacte, avec l'indication des principales rades. On la reproduisit sans grand changement jusqu'à Flacourt. De 1613 à 1617 *Luis Mariano* explora les côtes de l'ouest et du sud et fournit sur les malgaches un grand nombre

d'observations exactes. En 1603 le Hollandais *Frédéric de Houtman* avait donné la première liste de mots malgaches, rapprochés des mots malais.

Mais c'est l'ouvrage d'*Étienne de Flacourt : Histoire de la Grande Ile de Madagascar* (1658) qui constitua la première description systématique de l'île et de ses ressources. Sans doute ne connut-il personnellement que l'Anosi et quelques rades de l'est, mais les expéditions des Français lui fournirent d'abondants renseignements. Sa carte en montre les limites. Elle n'apporte rien de nouveau sur le nord et le nord-ouest; le nord-est, comme dans la carte de Pedro Reinel, reste bizarrement déporté vers l'est. Toute la partie nord du Plateau, et notamment l'Imerina, lui reste inconnue. Mais tout le sud-est est exactement dessiné; le sud et la Côte Est sont constellés de noms nouveaux et de fleuves. Le livre donnait une description des diverses « provinces », une histoire des Zafi-Raminia, un exposé des mœurs malgaches (constatées en Anosi et sur la Côte Est) et le relevé des plantes, des animaux, des ressources diverses du pays accompagnés de planches. Un « dictionnaire de la langue de Madagascar » de plus de 3 500 mots y était joint. Cette œuvre considérable, aussi complète qu'elle pouvait être à cette époque, resta la base des connaissances scientifiques sur Madagascar pendant près de deux siècles, jusqu'aux travaux d'Alfred Grandidier.

Après Flacourt, les expéditions dans l'intérieur se poursuivent. Mais La Case, qui aurait pu beaucoup dire, n'a rien laissé, et François Martin n'a révélé que l'existence du lac Alaotra. Les progrès furent surtout ceux de la cartographie des côtes. L'hydrographe français d'*Après de Manneville*, dans sa carte de 1775, redressa la position de la Côte Est et celle des embouchures. De nombreux officiers de marine français et anglais contribuèrent par la suite à perfectionner son œuvre. En dehors des côtes, on se contentait des noms indiqués par Flacourt ou de la mention : « Tout cet intérieur ne nous est pas connu ». Modave croyait aux fables sur les pygmées de l'intérieur, les Kimosi, et projetait une expédition pour aller les chercher. Le naturaliste *Commerson*, qui séjourna à Fort-Dauphin à cette époque (1770), révéla de nombreuses plantes et des animaux. Il décrivit Madagascar comme « la terre de promesse » des naturalistes, le « sanctuaire particulier » de la nature. Intuition merveilleuse, car il ne connaissait guère du sanctuaire que la porte.

Pendant, à partir de Benyowski et sur son initiative, des

traitants français vont pénétrer ces contrées mystérieuses. Le plus grand fut *Nicolas Mayeur*. Venu à Madagascar à l'âge de quinze ans, il possédait une connaissance étendue de la langue et des coutumes malgaches; sa robustesse de marcheur intrépide fut un autre élément de son succès. Il parcourut par terre toute la Côte Est de Mahanorô à la région de Diego Suarez, poussant même jusqu'à Nossi Be, révélant notamment l'existence des Antankarana, des monuments anciens de Vohémar et recueillant des notes sur le royaume Betsimisaraka. Mais ses voyages les plus célèbres le conduisirent à la découverte de l'intérieur. En 1774 il quittait Maroantsetra, passait la falaise et suivait le cours de la Sofia jusqu'au pays des « Séclaves », près de Bombetoka; il ne put être reçu par le roi et dut revenir précipitamment par la même route. En 1777, partant de Mahanoro, il remontait la rivière Nosivolo, passait la falaise forestière avec mille difficultés et parvenait sur le plateau dans l'Andrantsay (Vakinankaratra). Bien reçu par le roi local, il y eut la visite incognito du roi de Tananarive, Andrianamboatsimarofy, qui l'emmena dans ses états. C'était la première fois qu'un Européen atteignait l'Ankova (Imerina). Mayeur recueillit de nombreux renseignements sur le pays, le commerce et les institutions politiques. Il admira la civilisation des « Amboalambo ».

Les Européens qui ont fréquenté l'île de Madagascar et qui liront ces Mémoires auront de la peine à se persuader qu'on trouve dans l'intérieur de cette grande île plus de lumières, plus d'industrie, une police plus active que sur les côtes dont les habitants sont en relation constante avec les étrangers.

Il demeura un mois auprès du roi et ils se quittèrent avec émotion. Mayeur promit d'établir des relations commerciales. Il regagna ensuite la Côte Est par le pays Bezanozano. Il revint en 1785, mais l'Imerina était en pleine guerre. Mayeur assista à un combat et prédit le succès de « Dianampoine » (Andrianampoinimerina). Il avait ouvert le chemin de l'Imerina, qui ne serait plus oublié. Malheureusement Mayeur n'était pas un homme de science et les géographes ignorèrent ses explorations. Il quitta Madagascar en 1790 et se retira à Maurice où il écrivit ses récits de voyages, connus seulement après sa mort, qui survint en 1813.

D'autres traitants accomplirent, à la même époque, des voyages étendus. *Dumaine* se rendit de Foulpointe à l'Ankay par l'Onibe (1790), et de l'Antsihanaka à Majunga (1792);

il a laissé des notes sur les Sakalava. *Lasale*, compagnon de Benyowski, parcourut la Côte Est jusqu'à Mananjary ainsi que l'extrême nord et l'Alaotra (1786-1788). *Hugon*, entre autres voyages, fit en 1808 celui d'Andevoranto à Tananarive. Il est le seul européen qui ait vu Andrianampoinimerina.

5. Autres conséquences

A part ces progrès dans la connaissance de l'île, les conséquences de la présence européenne sur les côtes malgaches peuvent paraître minces. Les ustensiles et vêtements européens disparaissaient vite dès que le commerce venait à cesser quelque temps. Le métissage n'a donné que des résultats très localisés et fugitifs. Le seul apport décisif fut celui des *armes à feu* qui facilita pour un certain nombre de chefs la soumission de leurs voisins et permit la création de royaumes étendus. L'ère des royaumes succéda à l'ère des clans. Le commerce européen fut ainsi, sans l'avoir voulu, un facteur de concentration et d'unité.

Une autre conséquence heureuse fut l'*introduction de plantes et d'animaux utiles*. Avec les Portugais, sans doute par la côte africaine, vinrent probablement le maïs, l'arachide, le cochon noir d'Indonésie, et diverses volailles, entre autres le dindon. Le manioc semble avoir pénétré au XVIII^e siècle, peut-être par la même voie. Flacourt, en bon Français, avait importé la vigne européenne.

Une œuvre exceptionnelle à cet égard fut celle du botaniste *Michaux*, membre associé de l'Institut de France, qui avait naturalisé en Europe nombre d'espèces rapportées de Perse et d'Amérique. Michaux, déjà âgé, voulut se rendre à Madagascar pour en étudier la flore. Il s'établit en 1802 à Isatrana, près de Tamatave où il établit un jardin. Il avait amené des Mascareignes de nombreuses espèces : manguier, goyavier, avocatier, letchi, néflier du Japon, caféier arabica, qu'il acclimata. Cet homme de bien mourut malheureusement au bout d'un an; son successeur, *Chapelier*, « voyageur de la République », qui succomba aussi aux fièvres, établit un répertoire des plantes malgaches.

En sens inverse, il semble bien que le navire américain venu commercer avec les pirates en 1699 rapporta de Madagascar du riz qu'on sema dans les marais de la Caroline et qui devint le « riz Caroline ». Madagascar a donc contribué à la prospérité américaine.

CHAPITRE IV

LES ROYAUMES MALGACHES

La période 1500-1810 voit une *nouvelle conception politique, celle des royaumes, se superposer aux clans malgaches primitifs en les groupant en unités plus larges et hiérarchisées*. Ce sont les dynasties provenant des nouvelles arrivées qui ont importé cette nouvelle idée de l'état; la tribu royale, placée au-dessus des autres, les gouverne suivant un système quasi féodal. Des procédés magiques nouveaux, le prestige religieux des rois et des tribus « nobles » ont réussi à en imposer aux naturels et à amener leur soumission. Il faut y ajouter des ruses de guerre nouvelles, une organisation plus souple et plus vaste, et, de plus en plus, les fusils procurés par la traite des produits et des esclaves, dont les rois s'étaient réservé le monopole ou le contrôle.

Le système politique des royaumes s'est étendu, de proche en proche, à la plus grande partie de l'île, mais non à sa totalité. Certains peuples (Tsimihety, Sahafatra) ne l'ont pas connu et ont conservé la structure clanique. D'autres (Antandroy) l'ont rejeté après quelque temps. La plupart des royaumes se sont morcelés. Dans tous les cas, clans et tribus subsistent sous la commune sujétion au roi. La fusion des tribus dans l'unité plus vaste du royaume, ne laissant subsister que le roi en présence du peuple, n'a été tentée que très tard et partiellement, dans le royaume Merina, par un roi génial. La période 1500-1810, bien que restant largement tribale et ne donnant naissance souvent qu'à des royaumes de faible étendue, n'en marque pas moins un stade important vers l'unité.

I. — SUD-EST ET SUD

1. Antemoro et Antambahoaka

Nous avons laissé (page 53) le royaume Antemoro de la Matitana divisé en quatre royaumes qui, au XVIII^e siècle, n'étaient

plus que trois : royaume *Anteoni* sur la basse Matitana, royaume *Antemahazo* sur le moyen fleuve, royaume *Antesambo* sur l'Ambahive (voir carte p. 110). Le roi Anteoni, qui siégeait à Ivato et portait le titre d'*Andrianoni* (seigneur du fleuve), avait une prééminence toute théorique; les Antalaotra formaient une caste à part dans ce royaume, avec leur principal centre à Vatomasina (*Vohipeno*). Les tribus malgaches étaient soumises aux rois Antemoro, qui avaient le privilège du *sombili*, c'est-à-dire d'abattre les bœufs selon les rites, moyennant des redevances.

Les guerres entre royaumes et entre prétendants au trône remplissent les chroniques des Sora-Be. La Case soumit les deux rois anteoni et antamahazo dont il se fit des alliés. Ce ne fut qu'un épisode. Mais le commerce avec les européens se faisait régulièrement à la Matitana. On échangeait des fusils, des munitions, des étoffes contre le miel, la cire, le bois d'ébène et les esclaves. Il en était de même chez les Antambahoaka à Mananjari.

Ceux-ci avaient d'abord dominé la plus grande partie du pays entre le Mananjari et la Matitana. Mais au xviii^e siècle des tribus roturières des royaumes antemoro et antesaka, cherchant de nouvelles terres à rizières, occupèrent les vallées du Faraoni et de la Namorona. L'anarchie sévissant entre les clans, elles firent appel à des princes anteoni. Des petits royaumes antemoro furent ainsi créés sur ces fleuves, ainsi que sur les rivières Manakara et Mananano (Ambila). Tous relevaient, plus ou moins effectivement, de l'Andrianoni anteoni d'Ivato.

Les Antambahoaka, n'ayant plus de sujets ni d'autorité centrale, se concentrèrent autour de Mananjari et vécurent désormais en paix. Entre eux et les Antemoro, dans la région de Marohita, s'interposaient les Ranomena, d'origine Betsimisaraka, et les Tanala, en guerres fréquentes pour des terrains de culture.

Vers 1800, dix Antemoro Anakara se rendirent en Imerina, appelés par Andriampoinimerina. Ils y reçurent des charges de devins et y firent connaître l'écriture arabe.

2. Antesaka et peuples de Farafangana

Au sud de la Matitana, la région de Farafangana fut occupée par les *Antefasi* (gens des sables), venus de l'ouest, et les *Zafisoro*, originaires du sud-ouest. Les deux peuples se disputaient les rizières des fleuves Manampatrana et Manambavana

et se mêlaient parfois aux luttes des rois antemoro. A côté d'eux s'établissaient les *Sahavoai*, venus du nord. La région forestière située au pied de la falaise servait de refuge à un grand nombre de tribus, d'origines diverses, qui prirent le nom général de *Sahafatra*, tout en gardant chacune son autonomie.

Le royaume *Antesaka* eut pour origine un prince Sakalava de la dynastie des Maroserana, *Andriamandresi*, frère ou oncle du grand Andriandahifotsi. N'ayant pas été élu roi, il quitta Bengi (sur le bas Mangoki) avec ses partisans et, franchissant le seuil d'Ihosi, atteignit la moyenne Mananara. La carte de Flacourt de 1661 indique la présence des « Ontaisaca » à cet endroit. Fizeha, fils d'Andriamandresi, eut plusieurs enfants. Les premiers fondèrent, au sud-ouest de Farafangana, les royaumes Zaramanampi et Zarafaniliha. Le dernier fils, Behava, descendit la Mananara et, sous le nom d'*Andriamarolo*, s'empara de *Vangaindrano*, position dominant les marais du bas fleuve, qui furent transformés en rizières. Ainsi put s'accroître la population du royaume *Rabehava*. Les rois étendirent alors leur domination jusqu'à la Masianaki. Les tribus antérieures se soumirent ou émigrèrent, notamment les Andrebakara dont une partie alla fonder, à côté des Antefasi, le village de *Farafangana* (appelé aussi Ambahi : la liane).

Diverses tribus conservèrent, entre les royaumes, une certaine indépendance, notamment les *Antevato*, venus du nord et dispersés parmi les Antemoro et les Antaisaka. A l'embouchure du fleuve *Masianaki* on trouvait, dans une île, la tribu de ce nom, venue avec les Zafi-Raminia.

Au sud, les vallées du Manambondro et de l'Isandra furent occupées, sans doute dès le xvii^e siècle par des chefs venus du pays tanala, les *Antemanambondro* qui créèrent là trois royaumes.

Toute la zone de la première falaise et des collines situées entre la côte et la haute vallée de l'Itomanpi était couverte de forêts et déserte.

Les négriers et traitants européens fréquentaient parfois les embouchures, mais le commerce était bien moins actif qu'à la Matitana. L'autorité, sauf dans le royaume Rabehava, y était aussi plus dispersée.

3. Antanosi

Nous avons vu (p. 49, 67 et ss.) l'origine des Zafi-Raminia de l'Anosi et leurs rapports avec les Européens. En dessous des

Zafi-Raminia, Flacourt place les Voajiri, sans doute aussi d'origine étrangère, les Lohavohitsi, malgaches libres, et enfin les Ondevo, prisonniers de guerre. Le roi principal était à Fanjahira ; une trentaine de chefs, fréquemment en guerre, se réunissaient en cas de danger général. On vendait des esclaves aux trafiquants européens. Les marchandises européennes avaient fait reculer les industries locales, notamment la poterie. La connaissance de l'écriture arabe ne se maintenait plus que faiblement chez quelques devins en relation avec la Matitana.

La région du nord (vallée d'Ambolo) était dominée par les Zafitamana, non parents des Zafi-Raminia, et abritait des tribus venues des régions voisines (Antesaka, Antemanambondro), d'où leur nom d'Antavaratri (gens du nord).

4. Antandroy et Mahafali

A l'ouest de l'Anosi s'étend la région sèche et épineuse de l'Androy (pays des ronces) dont les habitants portent le nom : *Antandroy*. Flacourt les appelait Ampatres. Il semble qu'au xvi^e siècle seule la partie sud, calcaire et sableuse, était habitée ; les *Karimbola* occupaient l'ouest du Manambovo, et les Mahandrovato l'est. Les chefs *Zafimanara*, venus de Fort-Dauphin, étendirent leur domination sur tout le pays. Au xviii^e siècle des tribus d'origines diverses (Sakalava, Bara, Antanosi, etc...) envahirent l'Androy, submergèrent les Mahandrovato, refoulèrent les Karimbola et mirent fin à la puissance des rois Zafimanara. Le peuple Antandroy resta ainsi constitué en tribus séparées, certaines s'unissant en confédérations guerrières. Le pays, très particulier, modela les hommes, avec les vols de bœufs et les razzias continuelles, les enceintes de pieux et d'épineux autour des villages. Vers l'époque de Modave, les Européens introduisirent le cactus épineux (raquette) qui envahit l'Androy, fournissant une protection aux villages et une nourriture aux bœufs. Tout le nord du pays, dans la région gneissique, restait désert, sauf les occupations saisonnières par les troupeaux transhumants.

L'ouest de la zone sèche du sud, au delà de la Menarandra, était soumise aux rois *Maroserana*, originaires de l'Anosi. Les tribus qu'ils avaient amenées avec eux s'étaient ajoutées aux autochtones pour former le peuple *Mahafali*. Les Maroserana Mahafali, vraisemblablement parents des Maroserana Sakalava, se donnent comme ancêtre Olombetsitoto, qui aurait vécu au xvi^e siècle. Au cours des deux siècles suivants,

le pays se divisa entre ses descendants, donnant naissance à quatre royaumes : Sakatovo (Ampanihi), Menarandra, Linta et Onilahi. Le fleuve Onilahi formait la limite nord, avec la rade de Soalara (baie de Saint-Augustin), fréquentée par les traitants européens, non sans risques de pillages. Les razzias étaient fréquentes entre chefs, ainsi que les guerres avec les voisins, Antandroy et Masikoro. Le pays Mahafali était réputé pour sa richesse en bétail.

Sur la côte, séparés des Mahafali par un plateau calcaire désertique, vivaient déjà deux populations à part, les *Vezo* pêcheurs et les *Tanalana*, agriculteurs primitifs, les uns et les autres plus ou moins soumis aux rois Mahafali de l'intérieur.

La falaise du sud était une côte à naufrages, redoutée des navigateurs. Les échouages étaient toujours suivis de pillages et souvent de massacres, comme celui dont Drury a laissé le témoignage.

5. Masikoro et Bara

Trois autres dynasties venues de l'Anosi, occupaient, nous l'avons vu, les uns la zone au nord de l'Androy (*Zafindravola*); les autres les hauts des vallées de l'Itomampi (*Andrevola*) et de l'Ionaivo (*Zafimaneli*). Les deux premiers donnèrent des rois aux Masikoro, le troisième aux Bara.

Le pays *Masikoro*, au xvii^e siècle, comprenait toute la région du nord de l'Androy. Le roi *Andriambalalina*, de la dynastie *Zafindravola*, dominait également le pays Mahafali. Ses enfants se firent la guerre et leur royaume finit par se restreindre à la tribu *Tsienimbalala* qui occupait alors la région de *Tsivori*. Les Mahafali reprirent leur indépendance, les *Zafimaneli* s'étendirent au nord. Le nom de *Masikoro* fut dès lors restreint à la région de *Betroki* et surtout à celle du *Fiherena*, située sur la Côte Ouest, entre l'*Onilahi* et le *Mangoki*, et qui était soumise aux rois *Andrevola*, venus de l'*Itomampi* vers 1620. Ces rois furent fréquemment en guerre avec leurs voisins *Sakalava* et *Mahafali*. Le royaume se divisa; les principaux chefs résidaient, à la fin du xviii^e siècle, à *Manombo* et à *Tuléar* où le trafic avec les Européens les fit sombrer dans l'ivrognerie.

Sur cette côte aussi on retrouvait les pêcheurs *Vezo*, soumis aux rois locaux.

L'histoire des *Bara* est plus obscure encore. Certaines traditions, que nous avons déjà signalées et que l'anthropologie physique confirme, les fait venir d'Afrique. Ils auraient été



Antandroy



Antaifasy



Bara



Antambahoaka



Andriantompokoindrindra : Merina de caste noble

chassés vers l'est, dans la région de l'Ionaivo, où la dynastie *Zafimanéli* les prit sous sa direction. De là ils s'étendirent vers le nord et l'ouest dans les régions d'Ivohibe (Bara Iantsantsa) et d'Ihosi (Bara Be). C'est seulement au début du XIX^e siècle qu'ils s'installèrent dans la vallée de Betroki. Une autre tribu, les *Antevondro*, occupa la vallée déserte de l'Itomampi, pratiquant la culture sur brûlis, alors que les tribus Bara vivant sur le plateau découvert étaient essentiellement des pasteurs semi-nomades.

II. — L'EXPANSION SAKALAVA ET LES PEUPLES DU NORD

1. La dynastie Maroserana

La plus grande incertitude règne sur les origines des Maroserana, fondateurs de la dynastie Sakalava. Ils semblent être venus de l'Anosi, comme les autres dynasties du sud, en passant, soit par l'Itomampi, soit par le pays Mahafali, dont les rois sont leurs parents. Une généalogie du Boina (*D 13*) leur donne comme ancêtre une princesse « arabe » Zaramina, déformation probable de Zafi-Raminia. Divers récits placent à l'origine Bararatavokake (*2, D 13*) ou Andrianalibe (*D 10*), tous deux étrangers; le second porte un nom musulman (Ali).

Un nom qui apparaît dans la plupart des généalogies (*D 8, D 9, D 10*) est Andriamandazoala (« le seigneur qui flétrit la forêt », sans doute parce qu'il pratiqua des tavy étendus). On est beaucoup moins d'accord sur ses successeurs, jusqu'à *Andriamisara* (son fils d'après les uns, son sixième successeur d'après les autres), qui semble avoir vécu vers la fin du XVII^e siècle ou au début du XVIII^e. Élu roi, grâce à un talisman, contre son frère Andriamandresi (origine probable des rois Antesaka), il établit sa capitale à *Bengi* (« la chèvre ») sur les bords de la rivière *Sakalava*, affluent du Mangoki, d'où le nom que prit son peuple (1).

(1) *Maroserana, Sakalava*. — L'étymologie classique de Maroserana (« beaucoup de ports ») est mise en doute aujourd'hui (notamment par Mellis *D II*). Quant à celle des Sakalava : « gens des longues plaines », « chats longs », ou même, comme le propose Granddier, « gens de l'Isaka qui se sont établis sur une grande étendue de pays », ce ne sont que des fantaisies compliquées. Le rapport avec la rivière Sakalava (« la longue vallée ») semble évident. Leur nom apparaît sous la forme « Sacoalauvors » dans le récit

2. Le royaume du Menabe

Le fils (d'autres disent le neveu) d'Andriamisara, *Andriandahifotsi* (« le seigneur mâle blanc »), est le fondateur de la grandeur Sakalava. Il semble avoir vécu, approximativement, de 1610 à 1685. En tout cas il était déjà un puissant souverain à l'époque de Flacourt (qui l'appelle « Lahaye Fouchi »). Auparavant la région de l'ouest était habitée par les tribus *Antanandro* et *Sakoambe*. Andriandahifotsi les aurait soumis grâce à un grand taureau rouge dont les meuglements les aurait effrayés, d'où le nom de *Menabe* (« grand rouge ») donné au pays. Une légende de taureau est aussi attachée à l'expansion des Zafi-Raminia. On peut y voir également une allusion aux fusils, que les Européens vendaient déjà à la côte et dont les Sakalava se seraient servi les premiers. Les Antanandro auraient été ainsi soumis par la force, et les Sakoambe par des liens matrimoniaux. Les uns et les autres, avec les nombreuses tribus amenées par les Maroserana, formèrent désormais le peuple Sakalava.

Andriandahifotsi aurait poussé ses expéditions jusqu'à Midongy, sur le plateau, et jusqu'à Manambolo au nord. Il établit sa capitale à Maneva, près de Mahabo et conclut une alliance avec les Masikoro. Son nom posthume est Andrianihananinarivo (le seigneur qui a abaissé mille).

C'est à lui que l'on a fait remonter généralement les institutions qui devaient marquer jusqu'au bout les royaumes Sakalava : caractère sacré des rois, culte de leurs reliques, nom posthume des rois commençant par Andria, et se terminant par... arivo (mille), répartition des pays conquis en fiefs accordés aux princes de la famille royale, division de ces princes en *Volamena* (dits aussi Zafinimena ou Zafimbolamena : « descendants de l'or », fils de sa première femme, de caste royale et *Volafotsi* (dits aussi Zafinifotsi ou Zafimbolafotsi : « descendants de l'argent », fils de ses autres femmes). Ce dernier

de Drury (début XVIII^e). Cependant nous trouvons une mention des « Suculambes » dans Luis Mariano, sur la côte du Menabe. Ferrand y voit un mot africain (cf. note 5).

Les généalogies des premiers rois Sakalava sont très variables. L'une d'elles fait venir l'ancêtre, Rabikobiko, du sud du Mangoki. Son fils, Andriamandazoala, se serait installé à Bengi. Il aurait eu deux fils, Andriamisara et Andriamandresy. Celui-ci aurait régné après son frère et serait le père d'Andriandahifotsi.

point est contesté (1), mais le prestige quasi divin des rois Sakalava a traversé les siècles.

Son fils Trimanongarivo, plus connu sous son nom posthume d'*Andriamanetriarivo* (« le seigneur qui abaisse mille ») chassa ses deux frères et s'empara du royaume. Sévère, il fit procéder à de nombreuses exécutions; Drury, qui l'a vu dans sa vieillesse, lui trouva un aspect terrible. Il n'en fut pas moins un souverain actif et habile, et nombre de tribus se placèrent sous sa protection. Il installa les Vazimba sur le Mania, créant ainsi une marche de l'Est. Il favorisa les marchands européens et l'introduction des armes. Grâce à lui, l'ouest, presque vide, commença à s'organiser et à se peupler. Il semble être mort vers 1718.

Après lui le royaume du Menabe se maintint, non sans luttes entre les princes. Le roi Ratriamolahi conclut une alliance avec les Betsileo. Son fils, Mikala résista à une expédition envoyée par Andriampoinimerina. Il mourut en 1807.

3. Le royaume du Boina

Le troisième fils d'Andriandahifotsi, Tsimanata ou *Andriamandisoarivo* (nom posthume : le seigneur qui a mis en faute des milliers ») chassé par son frère, avait pris la direction du nord, suivi par des tribus fidèles. Il passa le Manambolo, soumit au passage l'Ambongo, la baie de Bali et arriva dans la plaine de la Mananara (ancien nom de la Betsiboka), habitée par les Sandangoatsi et les Mananadabo, qui furent soumis ou refoulés. Les Antalaotes de Nosy Manja durent se soumettre, ainsi que ceux du Boina, dont le nouveau royaume prit le nom, la capitale, Tongay, ayant été fixée dans cette région.

Le fils du fondateur, Andrianamboniarivo, (1712?— 1722), poursuivit les conquêtes vers le nord, soumettant les régions

(1) *Volamena et Volafotsi*. — Voir notamment Mellis (*D 11*) et Laporte (*D 13*). On doit noter en effet le refus de certaines traditions de reconnaître comme Volamena Andriandahifotsi lui-même, voire toute la dynastie Maroserana. Noter aussi le nom des autres dynasties originaires du sud-est : Andrevola, Zafindravola, dont la racine est vola (lune, métal précieux). Cependant les Sakalava du Menabe semblent ignorer cette distinction.

Mellis semble croire à une parenté des castes royales de tous les peuples malgaches, ce dont j'admets la possibilité, non la certitude. Il paraît, peut-être, aller trop loin en essayant de répartir ces dynasties en Volamena et Volafotsi, et en faisant entrer les rois Merina dans cette deuxième catégorie. Il est curieux cependant, alors que le rouge est la couleur des Volamena et le blanc celle des Volafotsi, que le drapeau Merina ait été composé de ces deux couleurs, qui figurent maintenant (avec le vert) dans le drapeau de la République malgache.

d'Analalava, Maromandia, Anorontsangana. Son fils, *Andriamahatindriarivo* (1722-1742) établit sa résidence près de Marovoay; certains de ses frères fondèrent des royaumes vassaux en Ambongo; une de ses sœurs épousa le chef des Antalaotes. Une légende veut qu'elle ait été confiée, encore bébé, aux flots de la Betsiboka, par son grand-père Andriamandisoarivo, et que l'embarcation se soit arrêtée à l'emplacement de Majunga où le roi décida de créer une ville. En réalité la fondation de *Majunga* semble dater de son petit-fils; les Antalaotes furent transférés dans la nouvelle ville qui, bientôt, devint le principal centre commercial du Boina et, à la fin du siècle, faisait figure de capitale.

Un des frères d'Andriamahatindriarivo, Tsitavana, quelque peu tenu à l'écart, poussa vers le sud, conquiert les vallées de la Sofia et du Sambirano, débarqua à Nossy-Bé et s'empara de l'Ankarana, qu'il quitta plus tard pour devenir à son tour roi du Boina; son nom posthume est *Andrianiveniarivo*. Ce milieu du XVIII^e siècle fut le moment d'extension majeure du royaume Sakalava.

La petite nièce d'Andrianiveniarivo, *Ravahiny*, qui régna de 1770 (?) à 1808, fut le dernier grand souverain du Boina. Généreuse, et en même temps sévère, elle sut faire régner l'ordre dans ses états, mater des révoltes en Ambongo et dans le nord, et développer le commerce. Andrianampoinimerina eut grand soin d'entretenir avec elle des relations amicales qui contribuèrent à épargner à l'Imerina les incursions Sakalava et à lui ouvrir une voie commerciale. Ce règne vit aussi les Sakalava de Nossi-Bé participer aux expéditions Betsimisaraka contre les Comores.

4. Tsimihety et Antankara

Le peuple Tsimihety est originaire de la Côte Est, où il semble avoir pris naissance sur le plateau d'Ivongo, au nord de Fénéry, par la fusion d'éléments Sihanaka et Betsimisaraka, avec peut-être l'adjonction de quelques matelots étrangers. De là leur nom primitif d'Antevongo. Au XVII^e siècle ils se seraient avancés, par les vallées de la Mananara et de la Rantabe, vers la falaise forestière et auraient passé le seuil de l'Androna et occupé la plaine située à l'ouest, propice au pâturage de leur bétail. C'est la région de Mandritsara, appelée aussi *Androna*.

Leurs clans étaient et sont restés indépendants et très

mobiles. Au XVIII^e siècle ils pillaient les confins Sakalava; Mayeur les appelle « les Bédouins de Madagascar ». Ils accueillirent les princes Volafotsi, chassés par les rois du Boina, et s'allièrent à eux par des mariages, mais sans se soumettre à personne. D'où peut-être leur nom de *Tsimihety* : ceux qui ne se coupent pas les cheveux (sous-entendu : en signe de deuil à la mort d'un roi). Les Tsimihety sont toujours restés des hommes libres.

Leur nombre, à la fin du XVIII^e siècle, commençait à s'accroître et ils devenaient une menace permanente pour la vallée de la Sofia, soumise aux rois Sakalava, qui servait de voie de communication commerciale d'ouest en est, notamment pour le bétail.

L'extrême nord de Madagascar, isolé par le massif de Tsaratanana, semble être resté longtemps presque désert, sauf quelques établissements Antalaotes et Iharaniens sur les côtes. Luis Mariano, au début du XVII^e siècle, parle du roi Tingimaro, de la baie d'Ampasindava, dont le pouvoir s'étendait jusqu'au cap Nord. Bientôt arrivèrent des princes Sakalava Volafotsi, chassés par les Volamena. Leur chef, *Kozobe*, s'établit d'abord à Nossi-Bé, s'installa ensuite sur la Mahavavy, puis étendit son autorité sur la région du nord, où il trouva des tribus vivant dans des grottes, d'où le nom d'Ankara (aux rochers) donné au pays, et d'*Antankara* (gens des rochers) appliqué dès lors à son peuple.

Une autre branche Volafotsi (ou la même, les traditions diffèrent) s'était réfugiée chez les Tsimihety, dans l'Androna, d'où le nom d'*Antandrana* donné à la caste royale. Au début du XVIII^e siècle le royaume Antankara paraît s'être étendu à tout l'extrême nord, du Sambirano sur la Côte Ouest à la Mahanara sur la Côte Est. Les Anjoati de Vohémar, derniers Iharaniens, en auraient été vassaux.

Quelques années plus tard le prince sakalava Tsitavana, cherchant fortune, débarqua à Nossi-Bé avec deux canons, envahit le Sambirano, puis l'Ankara dont il se proclama souverain. Le roi *Andriantsirotsi*, petit-fils de Kozobe, s'enfuit à Maroantsetra. Lorsque Tsitavana partit s'emparer de la royauté du Boina, Andriantsirotsi revint et fixa la capitale à Mahavanona (Ambilobe). Pour obtenir la paix, il consentit à payer tribut au roi du Boina et à lui céder le Sambirano.

Son fils, *Lamboina*, qui régna dans la seconde moitié du siècle, conclut une alliance avec Benyowski, dans l'espoir sans doute de se libérer de la tutelle Sakalava. Son fils Tehimbola (mort en 1812), essaya à son tour de secouer la vassalité,

mais une invasion Sakalava l'y fit renoncer. C'est au moins la version Sakalava. Les Antankara disent que l'indépendance fut alors consacrée par un traité d'amitié. Il semble que le royaume Antankara ait été dès lors limité aux districts actuels d'Ambilobe et de Diego, et que les populations de Vohémar se soient considérées comme Sakalava.

5. Organisation des royaumes Sakalava

La conquête sakalava d'un tiers environ de Madagascar est la première tentative d'organisation étendue qu'ait connue la Grande Ile. L'incroyable facilité avec laquelle elle semble s'être opérée s'explique sans doute par le prestige des rois, soigneusement organisé, la croyance à leurs pouvoirs magiques, le culte des anciens rois, des conceptions politiques plus étendues, l'abondance de fusils et de munitions que procurait le commerce avec les européens, mais aussi par la division des tribus conquises, et surtout *l'extrême faiblesse du peuplement*. La vague sakalava a dû recouvrir un pays vide et submerger aisément, çà et là, quelques îlots de populations primitives et peu nombreuses. Il ne devait exister une certaine densité que dans les régions côtières, autour des ports, où l'on avait affaire à des commerçants plus qu'à des guerriers. Il est notable qu'Andriamandisoarivo ait longé la côte, raflant les ports et les possibilités de commerce. Après cela, la soumission de l'intérieur n'était qu'un jeu. Les limites furent atteintes là où existaient d'autres royaumes organisés : Sihanaka, Merina, Betsileo, Masikoro.

Tout le nord jusqu'au delà de Sambava, et tout l'ouest jusqu'au Mangoki formaient ainsi le domaine Sakalava. Il comprenait deux royaumes volamena, le Menabe et le Boina, et un royaume volafotsi vassal, l'Ankara. La limite des deux royaumes volamena avait été fixée à la rivière Honara (Ranobe); l'amitié avait été rétablie entre eux par les petits-fils d'Andriandahifotsi; elle était maintenue par la communauté des cultes royaux, la parenté dynastique et les intermariages. Les institutions étaient semblables.

Les Volamena formaient la caste supérieure, dominant les tribus d'hommes libres, la guerre fournissait les esclaves. La terre appartenait en principe au souverain qui remettait des fiefs (fahitra) à des princes ou princesses de sa famille, sous son autorité. Au sommet de cette féodalité, le roi apparaissait comme un personnage sacré, qu'on voyait peu. Il était choisi

fahitra

dans la famille royale par les chefs de certaines tribus roturières. Le degré de pureté de l'ascendance volamena était le criterium majeur. Quand c'était une reine, son époux n'avait aucune importance et elle en changeait fréquemment.

Le capitaine d'un navire hollandais négrier a donné (C 1, VI, 111) en 1741 la description de la capitale du Boina, près de Marovoay. Le village comprenait des milliers de maisons, on y trouvait « un palais plus grand que celui du gouverneur du Cap » entouré de cinq palissades, avec des magasins pleins de marchandises étrangères. Le roi, entouré de cent hommes armés de mousquets, recevait sur un trône laqué et doré d'origine chinoise; il portait une couronne d'or, des chaînes d'or, une ceinture d'or et faisait étaler, avant toute discussion sur le prix des esclaves, toutes les richesses que lui avaient offertes les précédents marchands européens.

Dumaine, qui y passa en 1792 (C 15), trouve Ravahiny entourée de grands chefs. Sa justice est sévère; les vols sont punis de mort et les têtes des coupables plantées sur des piquets; pour les crimes on procède à l'épreuve du tanguin. A Majunga vivent 6 000 Arabes et Indiens; on y construit des bateaux de 150 tonneaux et plus; deux navires de Surate s'y rendent tous les ans, portant des étoffes de soie et de toile. Les trois chefs arabes de la ville sont nommés par la reine.

Les bœufs sont alors, avec les esclaves, la principale monnaie d'échange. Certains chefs ont des troupeaux de plus de 10 000 têtes. La reine en possède dans tous les quartiers. Dumaine note les bonnes relations politiques et commerciales avec les Hova, et aussi que le pays est très faiblement peuplé.

Le culte des rois défunts était célébré dans les Mahabo (lieux élevés) où une petite maison entourée de deux enceintes, contenait les reliques sacrées (dady) : dents, cheveux, ongles et fragments d'os des rois contenus dans des cornes. Les rois morts étaient des intercesseurs puissants auprès de la divinité. Leurs noms étaient taboués et remplacés par des noms posthumes. Ils disposaient de serviteurs spéciaux et pouvaient entrer dans le corps de certains inspirés, les mettant en transe (tromba). Le roi vivant participait à ce prestige quasi divin, on se prosternait devant lui; on se servait, en parlant de lui, de mots spéciaux; il avait droit de vie et de mort.

Cette forte organisation, combinant la monarchie absolue, le caractère sacré du souverain, le culte dynastique, la féodalité et le commerce, n'en présentait pas moins certaines faiblesses : l'étendue immense du pays, des populations pastorales et

clairsemées ne pratiquant qu'une agriculture archaïque, la diversité de ces peuples (de plus en plus atténuée d'ailleurs), les rivalités des princes, les soulèvements des vassaux (notamment des Antankara), les progrès des voisins (accroissement des Tsimihety, organisation des Merina).

En 1810, malgré le prestige de Mikala et de Ravahiny, les royaumes sakalava avaient tendance à s'effriter. Les *Antemalaka*, au nord du Manambolo, s'étaient détachés du Menabe; l'*Ambongo*, de même, avait tendance à se séparer du Boina, avec des princes volamena autonomes. Au début du XIX^e siècle un oncle de Ravahiny, Boanamaka, avait fondé, à Nossi-Bé et au Sambirano, le royaume des *Bemazava*, distinct désormais de celui des volamena Bemihisatra du Boina. Entre féodaux les luttes et les razzias de troupeaux étaient monnaie courante. L'alcool, apporté par les commerçants européens, abrutissait un grand nombre de chefs. La grandeur Sakalava était encore une façade imposante, mais lézardée, qui ne résisterait pas à un assaut de voisins plus nombreux et modernisés.

III. — LES PEUPLES DE L'EST

1. Les Betsimisaraka

La Côte Est, très compartimentée avec ses petites vallées torrentielles, n'offrait pas, à l'établissement de grandes unités territoriales, les mêmes facilités que les grandes plaines de l'ouest quasi vides. Parmi les tribus qui y vivaient dans une indépendance totale, les navigateurs européens distinguaient surtout les Antanosi de Sainte-Marie qui chassaient la baleine en pirogue monoxyle, les *Antemaroa* de la baie d'Antongil, dont les chefs Filobe (Zafi-Rabe) portaient des coiffures hautes, les gens de la côte à l'ouest de Sainte-Marie parmi lesquels de nombreux blancs (Iharaniens?). Les guerres entre tribus et clans, favorisées par les marchands d'esclaves, ravageaient périodiquement le pays. Cependant sa richesse en riz et en miel était connue.

La population devait être relativement nombreuse sur les côtes, elle vivait en grande partie de pêche. Un capitaine hollandais, en 1598, déclara avoir vu des lumières tout autour de la baie d'Antongil et appelle l'île Marosy (Nosy Mangabe), au fond de cette baie, « la montagne des fruits », tant elle était riche en oranges, citrons, bananes, cannes à sucre. Au sud,

Flacourt décrit les rades fréquentées de Voloilo (Foulpointe), Ghalemboule (Fénérive), Port aux Prunes (Tamatave). Les tavy fournissaient en abondance le riz, les racines (ignames, taros) et les fruits. Les volailles étaient abondantes. Les tribus de l'intérieur, dites *Ambanivolo* (sous les bambous) apportaient le miel, la cire et les produits de la chasse. Tous s'habillaient de vêtements de nattes ou de raphia, bien adaptés à la chaleur humide du pays. Les villages, perchés sur des collines, s'entouraient de palissades. La poterie était pratiquée.

Les clans se gouvernaient librement. L'assemblée des chefs des clans (filohani) d'une même tribu se réunissait pour les cas importants, notamment la guerre. L'avis des femmes était demandé pour les échanges commerciaux.

Ceux-ci transformèrent peu à peu la vie politique, par l'introduction des armes à feu. Qui possédait les ports possédait la puissance. Vers le début du XVIII^e siècle un chef de la région de Vatamandry, Ramanano, rassembla les *Tsikoa* ou *Tsitambala* et les lança sur Tamatave et Fénérive dont il s'empara. Les habitants furent réduits en esclavage.

Mais cette côte avait longtemps servi d'abri aux pirates, qui y avaient fait souche d'une race de métis, les *Zana-Malata* (enfants mulâtres) qui avaient hérité de leur humeur guerrière. L'un d'eux, *Ratsimilaho*, fils du pirate anglais Thomas White et de la princesse Rahena (de la tribu *Zafindramisoa*, de Fénérive), avait été envoyé faire des études en Angleterre. A son retour il ne put supporter l'état de servitude où il trouvait ses compatriotes. Il réunit, dans la baie d'Antongil, les *Zana Malata* et les chefs de clans et fit décider la guerre. Les *Tsikoa*, surpris en train de piétiner les rizières, durent s'enfuir de Fénérive, encore couverts de boue. D'où le nom de *Betanimena* (beaucoup de terre rouge) qui leur est resté. *Ratsimilaho*, élu roi par acclamations, donna à son pays le nom de *Betsimisaraka* (nombreux inséparables). Il s'empara ensuite de Tamatave. Pour la première fois un royaume unissait toutes les tribus, de l'Ivondro jusqu'au nord d'Antongil, y compris Sainte-Marie.

Ratsimilaho avait pris le nom de *Ramaromanompo* (qui a beaucoup de sujets). Il épousa la fille du roi Sakalava du Boina, sans doute pour s'assurer l'appui d'un puissant souverain, mais aussi pour conférer le prestige des *Volamena* à sa dynastie récente. Il entretint de bonnes relations avec les Européens et favorisa le commerce.

Mais sa mort, en 1750, fut fatale au grand royaume. Seule

l'intelligence de Ramaromanompo, les vues exceptionnelles larges qu'il devait à sa formation, et aussi la force de son caractère et le prestige de ses victoires avaient pu maintenir l'unité. Après lui, les habitudes d'indépendance des tribus et les querelles entre Zana-Malata prirent le dessus. Son fils, *Zanahary* (Dieu) régna difficilement au milieu des guerres et fut tué en 1767. Son fils *Iavy* disposait encore cependant « de 60 lieues de côtes et 14 de profondeur » et pouvait mobiliser 25 000 guerriers. Les traitants se disputaient les esclaves qu'*Iavy* leur fournissait. Il mourut en 1791. Son fils *Zakavola*, une brute féroce, fut sagayé en 1803 par ses sujets. Le royaume ne comprenait plus alors que les environs de Fénériver. A la mort de *Zakavola*, ce fut l'anarchie complète. Deux frères métis, trafiquants d'esclaves, *Jean René* et *Fiche*, avec leur cousin *Coroller*, prirent de plus en plus d'importance dans la région de *Tamatave*; en 1811 *Jean René* en chassa les Zana Malata et s'en proclama le chef, s'appuyant sur les Français, puis, après l'occupation de *Tamatave*, sur les Anglais, avec le titre de *Panzakamena* (roi rouge).

Toute cette histoire de la côte est fortement marquée par la traite. Au xvii^e siècle, les *Sakalava* et *Sihanaka* venaient razzier les villages en bas de la falaise pour vendre les habitants à la Côte Ouest. Au xviii^e siècle la constitution du royaume *Betsimisaraka* eut pour conséquence d'arrêter ces incursions. Mais, après la mort du grand *Ratsimilaho*, les traitants eurent beau jeu d'attiser les querelles entre chefs pour se procurer des esclaves par la guerre, en échange d'armes, d'étoffes et d'alcool.

Au sud du royaume *Betsimisaraka*, les *Betanimena* vivaient en clans indépendants, parfois groupés sous un chef de guerre. Leur principale ville était *Andevoranto*. Dans la région de *Mahanoro*, le nom de *Betsimisakaraka du sud* fut peu à peu usité pour désigner aussi bien les clans indépendants de la côte que leurs adversaires traditionnels les *Vorimo* de l'intérieur (*Marolambo*), plus clairs de teint, très semblables aux *Tanala*. Au nord, les contrées de *Mananara* et de la baie d'*Antongil* avaient repris à peu près leur indépendance.

Aux mains des chefs *Zana-Malata*, descendants des pirates, la côte *Betsimisaraka* devint cependant, à la fin du siècle, le point de départ d'une des aventures les plus surprenantes de l'histoire malgache : les expéditions maritimes de pillage contre les *Comores* et la côte d'*Afrique*.

Surprenantes, ces expéditions le furent certainement par leur

conception et leur audace. L'instrument maritime était des plus médiocres : la simple pirogue monoxyle de la Côte Est, creusée dans un tronc de bois, sans quille, à peu près sans voile, avec un simple bordage de planches contre les vagues. Certaines pouvaient porter jusqu'à 50 pagayeurs. Les expéditions avaient lieu tous les ans, mais on en formait une grande tous les quatre ans. Elles partaient de Tamatave, se grossissaient le long de la côte jusqu'à Tintingue, puis retrouvaient à Vohémar les contingents de la baie d'Antongil. A Nossi-Bé des contingents sakalava s'y joignaient. Certaines années on trouvait ainsi groupés 500 pirogues et 18 000 guerriers.

A l'arrivée de cette flotte couvrant la mer, les Comoriens se réfugiaient dans les villes. Les villages étaient pillés, les habitants enlevés pour alimenter la traite; puis on faisait le siège des villes, où le butin était plus riche. Certaines expéditions se rendaient à la côte d'Afrique; la ville d'Ibo fut ainsi attaquée trois fois, l'île de Mafia fut prise. Dans les années creuses, où on laissait les Comoriens reconstituer leurs stocks, on allait parfois piller les côtes malgaches du sud-est.

Les expéditions semblent être devenues régulières à partir de 1785. Les malheureux Comoriens, vivant dans la terreur, faisaient appel à Zanzibar, à l'Angleterre, à la France... en vain, les puissances ayant alors d'autres soucis. C'est seulement en 1823 que l'occupation de la Côte Est par Radama mit fin aux exploits des Zana Malata et à la puissance maritime Betsimisaraka.

2. Sihanaka et Bezanozano

Les *Sihanaka* (ancien mot malgache signifiant mare, étang, lac) occupent les pourtours du lac Alaotra, sur le gradin. Un chef, *Raibenifananina* (le grand serpent) serait venu du sud avant 1600 et aurait soumis ou chassé les Vazimba. Puis des mélanges se seraient produits avec les Bezanozano et les Betsimisaraka. D'où l'aspect clair ou noir des habitants. L'occupation du pays se fit du sud au nord, débordant même sur le plateau, dans la région de la haute Betsiboka. François Martin qui, en 1667, conduisit une expédition jusqu'à l'Alaotra, trouva le pays « fort beau et découvert, la terre cultivée avec soin » avec des canaux d'irrigation, des villages en bois et en joncs avec de forts retranchements de pierres sur les collines, des orfèvres et des forgerons, des poteries abondantes, une grande quantité de bétail, et même un pont sur la rivière

Maningory, le seul qu'on ait vu à Madagascar. Les Sihanaka possédaient des mousquets, provenant de la vente d'esclaves Betsimisaraka en pays sakalava. Ils payèrent quelque temps, au début du xviii^e siècle, tribut au roi du Boïna, puis s'en affranchirent. La formation du royaume Betsimisaraka empêchant alors leurs razzias à l'est, ils se rejetèrent sur les pays Merina et Sakalava; ils en tirèrent tant d'esclaves que ceux-ci se révoltèrent et que les Sihanaka durent appeler le Français Labigorne en 1768 pour les aider à mater le soulèvement. En 1808 Andrianampoinimerina les chassa du plateau, les refoulant sur le gradin de l'Alaotra.

La région de Tsaratanana, inhabitée jusqu'au milieu du xviii^e siècle devint alors un lieu de refuge pour les esclaves des Sihanaka, des Merina et des Sakalava, qui commencèrent à constituer la population *Marofotsi*. De même la zone déserte du nord (Andilamena) vit se former le groupement *Tanosimboahangy* par le mélange d'éléments Sihanaka et Tsimihety. Sur le gradin du Mangoro (Ankay), au sud des Sihanaka, vivaient les *Bezanozano* (beaucoup de petites tresses?), dont les clans, d'abord indépendants, se groupèrent plus tard en trois royaumes. Forestiers, pauvres, mais riches en fer et en sagaies, ils profitèrent de l'anarchie merina du milieu du xviii^e siècle pour lancer des incursions sur le plateau où ils occupaient la région d'Anjozorobe et le village fortifié d'Ambatomanga. Leur menace sur l'Imerina, aussi bien que sur la route commerciale de la côte, amena Andrianampoinimerina à prendre Ambatomanga et Anjozorobe et à imposer à leur principal roi, Randrianjomoina le paiement d'un tribut. Dès lors les convois royaux et les commerçants purent passer sans trop de risques.

IV. — TANALA ET BETSILEO

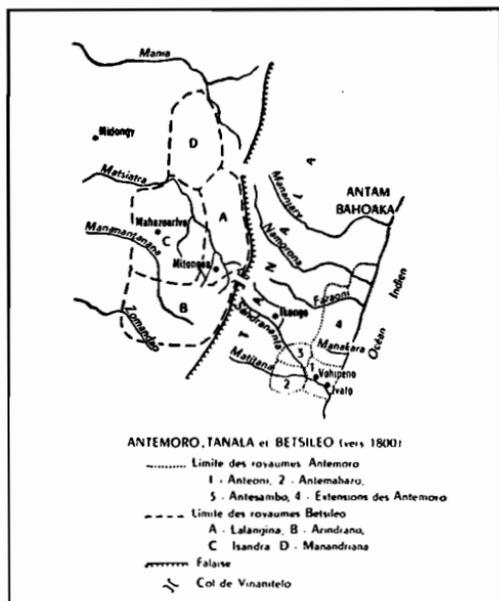
1. Tanala

Le terme de Tanala (« gens de la forêt ») est purement géographique. Il désigne les clans, d'origines diverses, qui se sont installés ou réfugiés dans la zone du gradin intermédiaire entre 20° 20' et 22° 30' Sud. Certains ont débordé dans la région côtière, d'autres sur le plateau. Le pays est couvert de forêts, très tourmenté, défendu par des falaises, des défilés, des torrents. C'est la zone classique de l'indépendance et de la révolte.

La partie la moins mal connue historiquement est celle du centre, appelée aujourd'hui *Ikongo*, du nom de la montagne qui fut plus tard le centre de la résistance. L'*Ikongo* (district actuel de Fort-Carnot) comprend les hautes vallées de la Matitana et de son affluent le Sandrananta (Ambahive) dont le cours inférieur est occupé par les Antemoro. Vers le xvi^e siècle un prince Antemoro, Rambo, se serait réfugié chez les Tanala. Ses descendants, les *Zaframbo*, se dispersèrent dans les villages, dont ils constituèrent l'aristocratie.

L'un d'eux, *Andriamatahitany*, grand interprète de Sorabe et savant astrologue, réussit à réunir toutes les tribus de l'*Ikongo* en un seul royaume. Son neveu, *Andriamamohotra*, conclut des alliances avec Andrianampoinimerina et les rois Betsileo, ce qui lui permit de diriger entièrement ses forces contre les Antemoro, ennemis héréditaires. Il réussit à les vaincre, poussant même jusqu'à Vohipeno.

Au nord de l'*Ikongo*, les tribus restaient indépendantes. Cependant la région d'Ambohimanga du sud était soumise à un même prince. Au sud la région forestière déserte, entre Matitana et Manambavana (poste actuel de Karianga) commençait à servir de refuge à des familles d'origines diverses.



2. Betsileo

Le nom Betsileo ou *Besilao* s'applique, depuis longtemps, semble-t-il (1), au peuple qui occupe la partie montagneuse du plateau située à l'ouest du gradin Tanala. Les traditions locales rapportent que le pays fut d'abord occupé par diverses tribus primitives : Fonoka, Lakoka, Gola, Taimbalaly, qui habitaient des cavernes, portaient des pagnes d'écorces, élevaient des bœufs et des poules, mais ignoraient le fer. Les *Vazimba* vinrent ensuite; pêcheurs et éleveurs, pratiquant le tavy, ils se débarrassèrent des précédents habitants en incendiant la forêt. Les *Vazimba* ont laissé un grand nombre de pierres levées et de tombeaux. Leurs rois, nombreux, se faisaient la guerre. Les nouvelles arrivées refoulèrent une partie des *Vazimba* dans l'ouest; mais il est probable que toutes ces tribus ont contribué dans une très large mesure à la constitution du peuple Betsileo.

Les nouvelles arrivées atteignirent le plateau par l'est, dans la région des sources de la Matsiatra, ce qui pourrait permettre d'attribuer l'origine des nobles Betsileo (appelés Hova) aux Zafi-Rambo du pays Tanala (2). Quoi qu'il en soit, de nombreuses petites royautés semblent s'être développées dans cette région dès le début du xvi^e siècle. C'est l'époque des Maroandriana (beaucoup de seigneurs). Au xvii^e siècle un premier roi, *Rahasananarivo*, fixa sa capitale à *Mitongoa*. C'est le début du royaume de Lalangina. Par la suite trois

(1) *Betsileo*. — On explique généralement ce nom (« les nombreux invincibles ») par leur résistance à l'invasion Sakalava en 1815. Or on le trouve, au xvii^e siècle, chez Souchu de Rennefort (*C 4*, petite édition d'Amsterdam, 326) sous la forme Betsilio, et dans François Martin (*C 1*, IX, 480 et 620) sous la forme Besilau. Cette forme, d'après Dubois (*D 16*, 27), serait la plus ancienne. Flacourt parle fréquemment des deux pays : Eringdranes (Arindrano) qui est le sud du Betsileo et Vohits Angombe (pays des bœufs, qui est au nord, d'après sa carte. La Case se rendit à plusieurs reprises dans ces pays.

(2) *Origine des chefs Betsileo*. — Dubois cite deux origines, suivant la tradition : A. - la princesse antemoro Ravelonandro, B. - le noble merina Rosamboninjato qui avait épousé une ondine. Le pays entre Imerina et Betsileo (Vakinankaratra et région d'Ambositra) étant déserts à cette époque, l'origine merina paraît douteuse en dehors même de son épisode fantastique. La localisation des premiers établissements aux sources de la Matsiatra rend au contraire l'origine Zafi-Rambo très vraisemblable. Un sentier très ancien unit cette région aux sources de la Sandrananta où les Zafi-Rambo étaient installés. Une tradition tanala fait mention d'un passage des ancêtres Zafi-Rambo par le Betsileo.

Au reste les origines ont pu être diverses, d'autant que les chefs étaient nombreux. Le grand mouvement des nouvelles arrivées a certainement pris divers chemins.

nouveaux royaumes se créèrent : Arindrano, Isandra, Manandriana. D'où quatre histoires distinctes :

A — *Lalangina* : Rahasamanarivo, devenu lépreux, fut chassé par ses sujets et remplacé par *Andriampianarana*, son frère (ou son fils). Celui-ci établit un code en sept articles, institua les impôts et les services de paix et de guerre. Les terres à riz étaient divisées entre les sujets. Son quatrième successeur, *Raonimanalina*, reçut des Vazaha (européens ou arabes) qui apportaient des fusils. Comme monnaie d'échange, le roi développa l'esclavage. Le fusil et l'institution d'inspecteurs itinérants permirent de réduire les prétentions des petits seigneurs féodaux. Le roi créa un corps de guerriers spécialisés : *lahim-basy* (hommes de fusil) et *lahim-defona* (hommes de la sagaie); des octrois de terres et de privilèges leur servaient de récompense. Son fils essaya d'abaisser encore les nobles, mais ceux-ci se soulevèrent et l'étranglèrent. Son successeur, *Andrianonindrinarivo*, eut un règne long et paisible; il développa la technique de la riziculture en faisant labourer et fumer la terre avant le piétinage et creuser des canaux collectifs. « Aucun ennemi, disait-il, n'est plus redoutable que la famine ». La population s'accrut rapidement.

Ramaharo, dit aussi *Raindratsara*, succéda à son père, après une période de troubles. Il institua des concours de travaux agricoles. Un Européen instruisit ses troupes. Les ambitions d'Andrianampoinimerina inquiétaient en effet *Ramaharo*. Le roi merina essaya de le gagner par des promesses, sans oser l'attaquer. Mais *Ramaharo* fut tué dans une guerre, laissant le royaume divisé entre ses enfants (1805?), qui, quelques années plus tard, se soumirent.

B — *Arindrano* — Au sud du Matsiatra, dans la région proche de la falaise, s'étaient formés des petits royaumes luttant entre eux. Au xvii^e siècle le roi lépreux *Rahasamanarivo*, chassé du *Lalangina*, fonda dans l'*Arindrano* une dynastie dont l'histoire est mal connue. Ce sont les gens d'*Arindrano* qui résistèrent le plus bravement à l'invasion de *Radama*.

C — *Isandra* — D'un des petits royaumes qui occupaient alors la vallée supérieure du Matsiatra partit, peut-être vers le début du xviii^e siècle, un fils de roi, *Ralambo* (dit aussi *Ralambovitaony*) qui se dirigea vers l'ouest et fonda un nouveau royaume dans la vallée de l'*Isandra*. Son petit-fils, *Andriamanalina* (« seigneur de 10 000 »), appelé aussi *Andria-*



Le « valolambo » (pierre-sanglier), dit éléphant de pierre



STEPHANUS DE FLACOURT BISET INDIARVM ORIENT. COLON.
GALL. PRÆFECTVS Natus Aurdine Duxit Præmiiis in Civitate Anno
Salutis 1686. Die Decima Junii Aetatis Suae 33.
Per mare per terram porque auras Æthiæ sociis
Elatus iudus lombus Astri tenet. P. Du. V. m. m.

Flacourt

manalim-betany et qui régna vers le milieu du siècle, est le plus célèbre des rois Betsileo.

Il résista aux rois de Lalangina qui voulaient le soumettre et sa renommée attira de nombreuses familles. Il put ainsi lancer des expéditions vers le nord jusqu'à la Mania, vers l'ouest au delà de Midongy, vers le sud dans l'Arindrano; partout il faisait planter des pierres levées pour témoigner de sa suzeraineté. Sa capitale, *Mahazoarivo*, regorgeait, dit-on, d'esclaves et de bœufs pris aux ennemis. En fait il s'agissait de pays presque vides où il était facile de s'étendre; la richesse de l'Isandra vint surtout de la mise en culture de sa vallée, du développement des troupeaux, de l'élevage des vers à soie, de la fabrication des étoffes et de l'ardeur au travail de ses habitants.

Seul peut-être parmi les grands conquérants, ce roi fut aussi un grand pacifiste. Des commerçants Vazaha avaient apporté, avec des assiettes, des couteaux, des bouteilles, d'autres innovations moins innocentes : canons et fusils. Andriamanalina refusa les fusils et chassa les Vahaza. Il ne conserva qu'un canon, qu'on tirait pour les grandes réjouissances. Il eut aussi, un siècle avant Pasteur, l'idée de détruire les mouches pour arrêter une épidémie.

Son fils, *Andriamanalina II* eut à faire face à des attaques extérieures et à des troubles. Lorsque son fils, *Andriamanalina III*, lui succéda, le royaume était très affaibli. Aussi lorsque les émissaires d'Andrianampoinimerina vinrent lui demander de se déclarer vassal du roi de Tananarive, il hésita. Une tradition veut qu'il ait consulté le sort d'une manière bizarre, en se tenant sur une jambe toute une nuit; au premier chant du coq, il dut reposer sa seconde jambe et décida alors, malgré les supplications de son peuple, de remettre son royaume au roi du Nord. Celui-ci le lui conserva sous sa suzeraineté.

D — *Manandriana* — Ce dernier royaume, marche lointaine et peu peuplée de l'Isandra, se constitua en royaume indépendant sous le règne d'Andriamanalina III. En lutte avec les gens de Midongy et en proie à des révoltes, il se soumit volontairement à Andrianampoinimerina.

Les royaumes Betsileo, morcelés par les montagnes, n'avaient donc pu réaliser leur unité et furent, dès le début du XIX^e siècle, placés sous la suzeraineté du royaume Merina. Celui-ci avait cependant connu aussi bien des vicissitudes. Sa chance fut de réaliser son unité, grâce à une volonté géniale, au moment où tous les autres royaumes connaissaient une phase de déclin.

V. — LE ROYAUME MERINA AVANT 1787

1. XVI^e siècle

Nous avons laissé (p. 55-57) les Hova installés, vers le xv^e siècle, dans les hautes vallées de l'Ikopa et de la Sisaony. Au début du xvi^e siècle, certains de leurs chefs Andriana poussent vers le nord et occupent *Ifandra* (ou Ampandrana), sur la rive gauche de la Sisaony. De là on aperçoit l'immensité marécageuse de la Betsimitatatra. Ces marais étaient alors occupés par les Vazimba, probablement venus de l'ouest. On les décrit comme des pêcheurs, possédant des bœufs sans bosse, cultivant des ignames, ignorant le riz et le fer. En fait ils avaient des couteaux de fer, mais se contentaient de sagaies de bois dur et de javelots de roseaux portant une pointe d'argile durcie. On peut supposer aussi qu'ils connaissaient, sinon les rizières organisées, au moins le riz des marais semé à la volée; la lutte qui va s'engager pour la possession des marais permet d'avancer cette hypothèse; il s'agissait évidemment d'une région vitale.

Le pays alentour était couvert de forêts. Les tavy les feront assez rapidement disparaître. La tourbe des marais aidera à l'incendie. Pendant un siècle les Hova vont rester là, au bord des marais, vivant surtout de tavy, n'osant avancer qu'à très petits pas. Vers le milieu du xvi^e siècle leur reine *Rafohy* (la courte) et sa fille (ou mère ou sœur) *Rangita* (la crépue, indication probable de mélange avec les Vazimba) règnent à *Imerimanjaka*, sur une colline voisine d'*Ifandra*, au nord-ouest, au bord d'un marais (*farihy*) qui rejoint l'Ikopa. Les deux reines y sont enterrées, mais leurs entrailles ont été immergées dans le marais, après avoir été placées dans deux petites pirogues dont l'une formait couvercle.

Andriamanelo, fils de *Rangita* et d'un étranger, apporta des innovations considérables. Il utilisa le fer pour fabriquer des sagaies et des haches. Ainsi put-on creuser des pirogues, alors qu'on n'avait jusque là utilisé que des radeaux de joncs. Il institua un rituel de circoncision. Il fit assassiner son frère qui devait lui succéder, de manière à assurer l'unité du royaume. On a suggéré que les nouvelles coutumes étaient dues à l'origine de son père, restée inconnue; on a même parlé de « dynastie javanaise » sans aucune preuve; la cérémonie de la circoncision évoquerait plutôt les Zafi-Raminia. Quant au

fer, la proximité des gîtes de la falaise peut expliquer son utilisation.

Quoi qu'il en soit, ces progrès techniques et politiques donnaient à la petite chefferie d'Andriamanelo une avance considérable sur ses voisines. Il transféra sa capitale à *Alasora*, où il construisit un parapet précédé de fossés, autre nouveauté, et chassa des environs les Vazimba qui s'enfuirent en criant « Andriamanelo a inventé le fer qui vole ». Il ne poussa pas cependant ses conquêtes au delà de l'Ikopa. Son « royaume » ne devait guère dépasser dix kilomètres de long. Mais on lui attribue de grands desseins : « Il faut que j'occupe tout ce pays qui est dans la lumière et que seul le soleil domine ». Il épousa la fille du roi d'Ambohitrabiby, manière pacifique de s'étendre. Puis, ayant régné trente ans, il mourut. Son tombeau, à *Alasora*, est un lieu de pèlerinage.

2. XVII^e siècle

Avec son fils *Ralambo* le royaume enjamba l'Ikopa pour s'étendre sur les collines à l'est des marais; Ambohitrabiby devint la capitale. Par là il était en contact, au nord, avec les Sihanaka et les Bezanozano, dont il repoussa les razzias, ainsi que les attaques des Vazimba. Les Tantara (*D 17, 140-144*) ne parlent que de victoires. Mais les assaillants venus de la Côte Ouest (et qui n'étaient pas encore des Sakalava) durent emmener de nombreux prisonniers. Luis Mariano, en 1613, (*C 1, 11, 12-13*) signale la vente, à Mazalagem (Nosy Manja) d'esclaves à peau claire amenés du royaume des Ouva (première mention européenne de ce nom); les uns avaient les cheveux lisses, d'autres crépus, ce qui indique déjà un métissage. Sauf cette exportation forcée, les échanges avec la côte hostile devaient être rares. Les Tantara signalent qu'un guerrier de *Ralambo* se servit d'un fusil, le premier qui ait pénétré en Imerina; cependant la tradition insiste surtout sur la puissance des amulettes du roi. La légende lui attribue aussi l'élevage du bœuf (1).

(1) *Ralambo*. — On raconte qu'il fut le premier à goûter du bœuf et qu'il en répandit l'usage, en se réservant la bosse et la croupe. Des traditions orales assurent pourtant (Savaron, Contribution, *D 20, 9*) que *Rafohy* participait à la dispute rituelle pour le partage des bœufs tués. Il se peut qu'on se soit contenté, jusqu'à *Ralambo*, de chasser les bœufs qu'auraient amenés des populations antérieures et qui seraient devenus sauvages. Il se peut aussi qu'il ait rompu un tabou propre à sa famille, peut-être influencée

Le plus grand titre de gloire de Ralambo est toutefois d'avoir donné au royaume grandissant sa première organisation. La plupart des autres chefs hova plus ou moins indépendants furent soumis; la caste des Andriana, parents du roi, fut établie au-dessus des Hova, avec des fiefs. Le roi, unique, était placé au-dessus, sans partage d'autorité, car, disait Ralambo, « il ne peut y avoir deux taureaux dans un parc ». Il donna au pays le nom d'« *Imerina ambaniandro* » (pays qu'on voit de loin (?) sous le jour). Ses habitants, dès lors, pris dans leur ensemble, sont désignés par les noms de *Merina*, *Ambaniandro* ou *Ambanilanitra* (sous le ciel). La fête du bain (*fandroana*) est instituée; les premiers talismans royaux (*sampy*) sont consacrés; la dignité royale est ainsi sacralisée. Ces traits, qui paraissent d'origine antemoro, marqueront la monarchie merina presque jusqu'à sa fin. Les *Tantara* (*D 17*, 179, 237) concluent justement: « Ralambo a fait l'unité de l'État » et « *il a inventé l'Imerina* ».

Ralambo régna longtemps et fut enseveli à *Ambohitrabiby*, après avoir choisi comme successeur son deuxième fils, *Andrianjaka*, (le seigneur qui gouverne), chef de guerre dont il avait apprécié le zèle et la valeur. Avec lui commence la grandeur merina.

D'abord il agrandit son fief personnel d'*Aambohimanga* jusqu'aux collines situées au nord et à l'ouest. Par là il pouvait recevoir de la Côte Ouest certaines marchandises, notamment de l'argent et des armes. Il posséda ainsi jusqu'à 50 fusils et trois barils de poudre. Les marais de l'ouest et la haute colline d'*Analamanga* (la forêt bleue) qui les gardait étaient encore occupés par les *Vazimba*. *Andrianjaka* vint avec de nombreux guerriers pour s'emparer d'*Analamanga*. Les *Vazimba*, dit-on, prirent peur et déguerpirent. Il est probable qu'une négociation dut précéder ce départ, car les chefs *Vazimba* se virent reconnaître des fiefs et des privilèges. Désormais il n'est plus question de *Vazimba*, mais d'un clan *Antehiroka*, installé dans le nord des marais et qui devint sujet d'*Andrianjaka*. Les derniers *Vazimba* insoumis furent refoulés dans le nord-ouest.

par les coutumes indiennes. Lambo, nom du sanglier en malgache, est, nous l'avons vu, celui du buffle indonésien. *Amboalambo* est le nom donné par les Sakalava aux Hova; il semble une simple transformation, à intention injurieuse, des mots *Valambo* ou *Balambo* qui désignaient autrefois ce peuple. Ferrand donne à ce mot (de même qu'à *Suculambo* : *Sakalava*) une origine africaine (*A 18*). Il y voit le nom des castes royales. *Mayeur* appelle les nobles *Merina* non pas *Andriana*, mais *Zafindralambo*. Nous savons qu'un autre Ralambo fonda le royaume *Betsileo* de l'*Isandra*. On pourrait même imaginer que le nom de *Rambo*, l'ancêtre des rois *tanala* et peut-être *Betsileo*, était aussi *Lambo*, l'r roulé malgache se rapprochant d'un l.

Andrianjaka monta, à travers la forêt, au sommet de la colline déserte et s'écria : « Ho arivo an-tanana ! » (Qu'il y ait mille hommes dans ce village), d'où le nom nouveau de la ville : *Tananarivo* (la ville des mille). Andrianjaka y fit élever un *Rova* (fortin palissadé) et y résida désormais. C'était le pas décisif. Par Tananarive les Merina s'assuraient la possession des marais qui, transformés en rizières, allaient leur permettre de se multiplier et de devenir la nation la plus nombreuse de l'île.

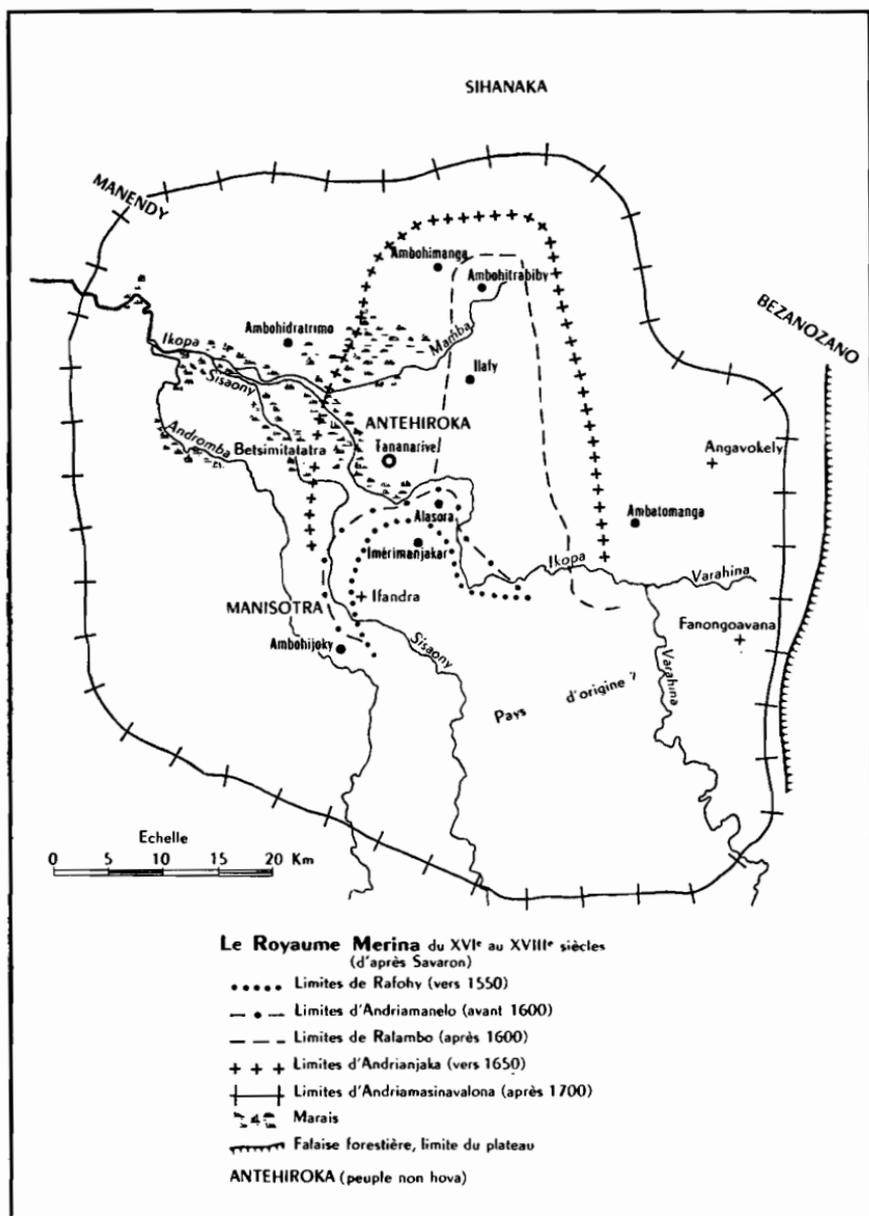
Andrianjaka, puis son fils et son petit-fils, *Andriantsitakalandriana* et *Andriantsimitoviaminandriandehibe* s'attachèrent à ce travail de digues et de mise en cultures. On donna désormais à la grande plaine marécageuse le nom de *Betsimitatatra* (« grand espace où il n'y a pas de canaux », l'eau y venant naturellement).

3. XVIII^e siècle (1)

Le dernier roi laissait deux fils. Le second, *Andriamasinavalona*, s'empara du trône, non sans avoir dû promettre au peuple de le consulter désormais : « Tsy adidiko Izaho irery, fa Izaho sy hianareo » (ce n'est pas moi qui décide seul, mais moi et vous). Il agrandit son royaume de tout côté, les petits seigneurs indépendants se déclarant, de gré ou de force, ses vassaux. A l'ouest, le roi de l'Imamo (Itasy) dut conclure alliance avec lui. L'organisation du royaume fut complétée : les clans (*foko*) furent répartis en quatre régions territoriales (*toko*) : Avaradrano au nord et à l'est, Marovatana à l'ouest, Ambodirano au sud-ouest, Vakinisisaony au sud. A la tête de chacune des régions était placé un des quatre fils du roi. Les autres membres de la famille royale (*andriana*) furent répartis en six groupes, hiérarchisés. Les plus importants avaient des fiefs héréditaires (*menakely*) dont les sujets devaient l'impôt, la corvée, la croupe du bœuf, perçus au nom du roi et, partiellement, pour son compte. C'était une forme d'administration commode, mais qui comportait des risques.

On s'en aperçut dès que le roi devint vieux. Il dut, malgré

(1) *Chronologie*. — Les *Tantara* ne donnent aucune chronologie. Malzac (*D 18*) a essayé d'en établir une d'après la longueur présumée des règnes. Cheffaud (*D 21*) a tenté de la rectifier, mais son système présente lui-même des difficultés, notamment un raccourcissement excessif des règnes des successeurs d'Andriamasinavalona. Je me contente donc d'une division par siècles, elle-même contestable. Des dates approximativement certaines n'apparaissent qu'avec les premières relations européennes sur l'Imerina, à partir de Mayeur.



ses conseillers, promettre à ses fils qu'ils conserveraient leurs commandements après sa mort sous forme de royaumes indépendants. L'un d'eux, le roi d'Ambohidratrimo, impatient, fit son père prisonnier et le garda pendant sept ans pour l'obliger à abdiquer. Andriamasinavalona fut finalement libéré. Mais, à sa mort, l'Imerina demeura divisé en quatre royaumes : nord (capitale Ambohimanga), est (Ambohitrabiby), ouest (Ambohidratrimo), sud (Tananarive).

Cette division ne pouvait qu'entraîner l'anarchie. Alors qu'auparavant les guerres étaient victorieuses et amenaient des esclaves, désormais les petits royaumes vont lutter les uns contre les autres, incapables de s'opposer aux razzias des Sakalava du Boina, parfois même les appelant à leur aide. Les fils et les petits-fils d'Andriamasinavalona usèrent leurs forces à ces jeux de décadence. Seul s'agrandit le royaume d'Ambohimanga qui s'empara de celui d'Ambohitrabiby.

Vers 1770 (?) son roi *Andriambelomasina* mourut en laissant le trône à son fils *Andrianjafy*, à condition qu'il aurait lui-même comme successeur *Ramboasalama* (le chien bien portant), fils de sa première fille. *Andrianjafy* se montra cruel et, ayant lui-même un fils, projeta de tuer son neveu qui s'enfuit. Une conjuration se noua et *Ramboasalama* fut acclamé roi d'Ambohimanga sous le nom d'*Andrianampoinimerina* (« le seigneur au cœur de l'Imerina ») ou « le seigneur désiré par l'Imerina », en abrégé *Nampoina* : le Désiré). *Andrianjafy* conserva quelque temps le village d'Ilafy, puis fut tué. Ces événements se passaient vers 1787. A en croire la légende, nombre de présages, de prédictions et de prodiges avaient depuis longtemps annoncé la venue de celui qui devait changer la destinée de l'Imerina et de l'île tout entière (1).

(1) *Tantara*. — Le R. P. Callet s'est borné à recueillir les traditions orales merina, ce qui était déjà une tâche gigantesque et admirable. La critique de ces textes reste à faire. Il est évident qu'entre l'époque à laquelle se rapportent les traditions et celle à laquelle le P. Callet les a recueillies, des modifications sont intervenues dans le sens des événements ultérieurs. On s'efforce, par exemple, de présenter *Andrianampoinimerina* comme entièrement étranger à son avènement. Ce que nous savons de son génie et de sa ruse contredit nettement cette version. Il y a, d'autre part, nombre d'anachronismes évidents : par exemple la mention d'invasions « Sakalava » dès le XVII^e siècle, alors que ceux-ci n'avaient pas encore gagné le Boina. De même, si l'on peut admettre le testament politique d'*Andrianampoinimerina* « la mer sera la limite de ma rizière », il y a un abus certain à prêter un propos du même genre à *Andriamasinavalona*. La tâche critique, faute d'autres sources, ne sera guère facile. Une collecte totale des traditions extra-imeriniennes pourrait sans doute donner des possibilités nouvelles de confrontation. Les traditions Betsileo recueillies par le P. Dubois relatent la conquête merina d'une manière assez différente des *Tantara*.

4. Imerina et pays voisins

A l'avènement de Nampoina au trône d'Ambohimanga, l'Imerina a encore ses dimensions du temps d'Andriamasi-navalona, c'est-à-dire approximativement un cercle d'une trentaine de kilomètres de rayon autour de Tananarive. Et ce petit territoire est divisé en trois royaumes fréquemment en guerre les uns contre les autres, subdivisés en fiefs dont les seigneurs sont parfois rétifs à toute obéissance et pillent pour leur compte. Nombre de tribus ou de clans ont gardé le sens d'une certaine indépendance et ne prêtent leur concours que volontairement. Les Sakalava alliés aux noirs Manendy, les Sihanaka et les Bezanozano, aident tantôt un roi, tantôt l'autre et font, pour leur compte, de fructueuses razzias de bœufs et d'esclaves. Les guerres empêchent l'extension des rizières et déclenchent des épidémies meurtrières de petite vérole qu'on ne sait soigner qu'en enterrant vivants les malades. Les famines sont fréquentes et dévastatrices.

Cependant, malgré tant d'insécurité et de calamités, la population a augmenté; les villages, perchés sur les collines et cernés de remparts, sont nombreux; les marchés se tiennent régulièrement: on y vend des produits de l'industrie locale: outils de fer, poteries, pagnes de soie et de coton. Les forêts ont disparu au profit de l'élevage; une bonne partie des marais a été mise en rizières; les rois favorisent le commerce étranger qui leur procure des armes en échange d'esclaves. « Le pays d'Hancove, dira Dumaine en 1790, est celui qui fournit le plus d'esclaves à nos îles ». Les guerres intestines alimentaient ce commerce. Mayeur estime à 20 000 guerriers la force militaire du seul roi de Tananarive. Il admire, par ailleurs, comme nous l'avons déjà rapporté, l'industrie et l'organisation de ce peuple, à qui il ne manquait plus que l'unité pour manifester sa puissance.

En dehors du cercle étroit du royaume, on trouvait plus loin, à l'ouest et au sud, des pays indépendants, beaucoup moins peuplés, dont les peuples et les chefs avaient des rapports de parenté avec les Merina. Tels les royaumes de l'*Imamo*, à l'est du lac Itasy. Le sud du lac était occupé par les *Marotanora*, mélange de Vazimba et de Hova en rupture de tribu. A l'ouest, c'était le désert, sauf quelques randonnées de pasteurs Sakalava.

La montagne de l'*Ankaratra*, couverte de forêts, était l'habitat d'un très petit groupe d'origine hova, venu sans doute à

l'époque ancienne où les Hova occupaient encore la falaise forestière; ils n'avaient pas de rizières et ne pratiquaient que le tavy ainsi que le brigandage. Aussi la route qui longeait la montagne n'était-elle fréquentée qu'en armes. La vallée de l'Onive dépendait théoriquement du roi de Tananarive, mais elle était déserte. A l'ouest de l'Ankaratra, la région de Faratsiho avait vu, dès le xvii^e siècle, deux clans hova venus de l'Ambodirano s'installer auprès des Vazimba.

Au sud, dans le Vakinankaratra, si la cuvette marécageuse d'Antsirabe, entourée de forêts, était encore quasi vide, un royaume indépendant s'était développé à l'ouest (district actuel de Betafo); c'était l'*Andrantsay*. Mayeur, qui y séjourna en 1777, y trouva plusieurs gros villages (Soavina, Fanaovana). un pays dénudé avec de nombreuses rizières, des mines de fer et un tissage d'étoffes actif. Le roi *Andrianony* voulait développer son commerce et acheter des fusils, aussi bien pour résister aux razzias bara et sakalava qu'aux prétentions des rois merina. La population se composait de Merina qui avaient quitté leur pays (c'était le cas de la famille royale) et de Vazimba réfugiés.

VI. — ANDRIANAMPOINIMERINA (1787-1810)

1. Unification de l'Imerina

Nampoina s'assura d'abord un répit. Un traité, renforcé d'alliances matrimoniales, fut conclu avec les deux autres rois. La paix dura sept ans et lui permit de donner à son petit royaume une forte cohésion. Les trois tribus hova qui l'avaient porté au pouvoir, Tsimahafotsy (Ambohimanga), Mandiavato (Ambohitrabiby), Tsimiamboholahy (Ilafy), furent associées intimement au gouvernement par la création de Conseils. Les féodaux, ses parents, reçurent des villages frontières à défendre et furent contrôlés de près. Toute une ligne de villages fortifiés fut élevée au nord, au sud et à l'ouest (notamment Imerimandroso : l'Imerina qui avance). Des fusils furent achetés en grand nombre. Nampoina excellait à récompenser par des octrois de terres et d'honneurs ceux qui le servaient bien, à s'assurer de la fidélité de tous directement à sa personne, et à distribuer une justice égale.

Quand tout fut prêt, il se mit à grignoter les frontières des rois voisins. Ceux-ci réagirent et se préparèrent à entrer en

campagne. Alors, en prenant bien garde de mettre le bon droit de son côté, Nampoina se lança en avant avec ses troupes et s'empara de Tananarive. Il en fut chassé deux fois, mais s'y installa définitivement la troisième, vers 1796. *Andrianamboatsimarofy*, le grand roi qui avait reçu Mayeur, mais que l'alcool avait abruti, dut s'enfuir.

Nampoina s'employa alors à conquérir le reste du royaume de Tananarive, notamment tout le pays du sud-est, le Vakinisisaony, dont les féodaux, nombreux, furent réduits par les promesses et par la force. Il se tourna ensuite contre le royaume d'Ambohidratrimo, dont il chassa le roi; il soumit les Antehiroka, mais eut plus de mal avec les *Manisotra*, anciens esclaves libérés qui occupaient l'Ambodirano (au sud-ouest, région de Féoarivo et Arivonimamo) et se montrèrent des guerriers intrépides. Quatre campagnes contre leur citadelle d'*Ambohijoky* échouèrent et Nampoina lui-même ne dut sa vie, dans une déroute, qu'au respect des *Manisotra* pour la personne sacrée du roi. Finalement il en vint à bout par la négociation, malgré l'obstination des femmes qui voulaient prolonger la résistance. Désormais l'Imerina avait retrouvé son unité dans ses frontières anciennes.

2. Expansion

Nous ignorons tout des raisons qui poussèrent Nampoina à déborder ce cadre traditionnel. Lui prêter, dès son avènement, comme le font les *Tantara* (*D 17*, I, 433), le dessein de conquérir l'île entière, constitue un anachronisme certain. Les ambitions de ce génie essentiellement réaliste ne se sont étendues sans doute qu'avec les nécessités de l'action. En fait, c'est à l'occasion de la reconquête de l'Imerina elle-même que l'on vit se manifester ses premières initiatives extérieures. C'est en soumettant pied à pied le Vakinisisaony qu'il se heurta aux *Bezanozano*. Ceux-ci avaient occupé *Ambatomanga*, position avancée sur le plateau, dont il s'empara. De même c'est pour lutter plus efficacement contre Ambohidratrimo qu'il sollicita l'appui du roi de l'*Imamo* occidental (Miarinarivo et le lac Itasy), Andriamary, qui se déclara son vassal. Les petits royaumes de l'Imamo oriental furent ensuite. Nampoina avait aussi encerclé Ambohidratrimo en recevant la soumission des *Manendy* du nord-ouest, redoutables alliés des Sakalava. Enfin, au nord-est de l'Imerina, la région d'Anjozorobe, d'où *Sihanaka* et *Bezanozano* avaient lancé tant de

razzias sur l'Imerina, fut conquise. Les nouveaux sujets Antehiroka et Manisotra prouvèrent leur loyalisme et leur valeur au siège d'Ambohibeloma. La limite de l'Imerina fut portée jusqu'à la falaise forestière où les Merina trouvèrent désormais en abondance le bois et le fer.

Sa puissance nouvelle et la sécurité retrouvée amenèrent alors le roi à porter ses regards vers le sud. Il y avait là des régions quasi vides, mais théoriquement merina, d'où étaient peut-être venus les ancêtres. Nampoina reçut l'hommage des clans demi-sauvages de l'*Ankaratra* et sans doute des colons merina installés à l'ouest de la montagne (Faratsiho). C'est par là que passaient alors les expéditions vers le sud, la région de l'Onive à l'est restant couverte de forêts et de marais.

Au sud de cette route se trouvait l'*Andrantsay* (Betafo), divisé alors en plusieurs royaumes, d'origine merina ou betsileo, dont la population était mêlée de réfugiés de divers pays. Suivant sa coutume, Nampoina envoya aux divers rois des conseillers beaux-parleurs pour les inciter à se déclarer les « enfants » du grand roi du Nord; s'ils acceptaient on leur laisserait leur royaume, sinon ils seraient inévitablement vaincus par des forces supérieures. Le principal souverain, Andriamanalinarivo, finit par accepter. D'autres résistèrent, notamment à Fandana et à Kirioka, qui furent prises d'assaut.

Les *Betsileo* du Manandriana, tout proche, s'étaient déjà soumis. Nampoina envoya des conseillers aux autres rois Betsileo. Nous avons vu comment le roi de l'Isandra prit la décision de se soumettre malgré l'avis de ses sujets. Au Lalangina, divisé en trois royaumes, un seul des rois, Raonimanalina, résista et fut tué. De même en Arindrano un des royaumes se soumit, l'autre, celui de Vohibato, resta indépendant.

Ainsi Nampoina ne se contentait plus de « balayer devant sa porte », mais partait à la conquête de l'île. Il essaya d'obtenir l'hommage du vieux Mikala, roi *Sakalava* du Menabe. Celui-ci se déroba. Il y eut des échanges de bœufs entre les rois, sans rien de décisif. Le Menabe était loin et Nampoina était patient. Avec Ravahiny, la puissante reine du Boïna, il se borna à des échanges d'amitiés et de cadeaux, en attendant sa mort.

Il entra, d'autre part, en relations avec les royaumes Antemoro et obtint l'envoi de quelques Anakara, qui apportèrent à Tananarive la science de l'écriture arabe et des formules magiques nouvelles; certains devinrent des personnages

importants à la cour et répandirent dans leur pays d'origine la renommée du grand roi.

3. Organisation

La conquête, quasi permanente, ne détourna pas Nampoina de l'organisation du royaume. Les deux s'appuyaient : l'armée et les butins lui fournissaient des moyens d'autorité; l'organisation, très solide, assurait la paix intérieure et permettait les conquêtes.

L'anarchie des royaumes multiples, des tribus et des clans avait amené l'Imerina au bord de la ruine. Nampoina restaura fortement le principe d'autorité en l'incarnant dans sa personne : le roi est le seul maître, sacré, Dieu visible, ayant seul droit au parasol rouge et au *Hasina* (« sacré », offrande d'une piastre en certaines circonstances). Les seigneurs des fiefs (tompomenakely) ne tiennent leur terre que de lui, il peut les leur reprendre s'ils se conduisent mal; il leur concède une part de certains impôts à titre de service public pour faire régner l'ordre et rendre la justice. De même les tribus, tout en conservant leurs chefs avec des droits de justice, perdent toute indépendance. Elles vont se fondre rapidement dans les six divisions territoriales (*enim-toko*) de l'Imerina : les quatre anciennes auxquelles on avait ajouté le Vonizongo et l'Imamo; le Valalafotsi (Manendy) et le Vakinankaratra (Betafo) s'y ajouteront ensuite. Dans les contrées conquises ou désertes, telle la région d'Anjozorobe dont on a chassé les habitants, on installe des *voanjo* (arachides), c'est-à-dire des colons merina qui assurent à la fois la protection et la mise en valeur. Les royaumes vassaux, comme ceux du Betsileo, conservent leur souverain, sous le contrôle intermittent des conseillers du grand roi, en payant un léger tribut.

Cette administration directe, rattachant le peuple au roi en effaçant plus ou moins les intermédiaires, reprenait en la perfectionnant la politique dessinée par Andriamasinalona au début de son règne. Il en fut de même de la démocratie (à certains égards purement formelle, mais utile et efficace) qu'avait inaugurée ce monarque. Nampoina associait le peuple à ses décisions en tenant fréquemment de grands *Kabary* (discours et réunions publiques destinées à les entendre) où il expliquait ses intentions et recueillait, par des cris, l'approbation générale qui ne faisait pas de doute. Ces kabary, puissamment imagés, sont des modèles de prose malgache;

il y abordait tout, depuis la guerre jusqu'aux lois civiles et aux conseils moraux. En outre il s'entourait de conseillers : conseil privé d'une douzaine de sages à la fidélité éprouvée (parmi lesquels ceux qui l'avaient aidé à prendre le pouvoir : Rabefiraisana, Hagamainty, Andriantsilavo); conseil plus vaste de 70 *vadin-tany* (époux du pays) pris dans toutes les castes et toutes les tribus. Ces *vadin-tany* étaient souvent en route, contrôlant pour le compte du roi ce qui se passait dans les provinces, jugeant en appel, s'assurant que l'impôt était perçu, la corvée appliquée, les cultures en bon état, et dénonçant les abus de pouvoir. A la base, les clans (*foko*, *fokon'olona*) étaient chargés de l'ordre public et de l'application des décisions royales. Ainsi, entre le roi et le peuple, le contact était toujours assuré.

L'armée était composée des hommes libres, mobilisés à la saison où, les labours une fois terminés, le reste du travail agricole pouvait être assuré par les femmes. On pouvait ainsi réunir, dit-on, jusqu'à 70 000 hommes. Les expéditions étaient fructueuses, car on répartissait le butin (bœufs et esclaves) entre le roi et les soldats.

La répression du désordre devint sévère. Étaient punis de mort non seulement les atteintes à la majesté royale et les crimes, mais le vol même. Nul, disait-on, n'aurait osé voler même une bouse de vache retournée pour servir de combustible. L'alcool, le tabac étaient interdits. Les dénonciateurs recevaient une prime.

A certains égards le régime d'Andriampoinimerina était un socialisme autoritaire. « Ahy ny tany » déclarait-il : la terre est à moi. Il la redistribuait à chaque famille en quantité suffisante « pour assurer la faim de son ventre »; chacun devait lui payer en échange trois *vata* de riz (30 kilos environ) par *hetra* (0 ha,80), d'où le nom de *hetra* ou *isam-pangady* (« chaque bêche ») donné à cet impôt. La forêt et la brousse n'étaient pas réparties, afin qu'elles pussent servir de ressources aux malheureux; il était défendu de brûler la forêt. Nampoina veillait à ce que chacun travaillât; les paresseux étaient battus. A qui venait lui demander un secours, il criait « Angady ! » (une bêche) et la lui donnait, en expliquant que c'était la source de toute prospérité. « La famine est mon ennemie », « le riz et moi nous ne sommes qu'un » étaient ses formules ordinaires. Il fit refaire et étendre le système de digues, ruiné par les guerres. La corvée (*fanompoana*) fut largement employée pour les travaux d'utilité publique. Il développa les concours

de corvées (*lokam-panompoana*), entre les collectivités; celle qui avait terminé le plus vite recevait une somme de celle qui avait été moins diligente. Les marchés étaient réglementés, avec des poids et mesures précis et un contrôle des prix.

Le royaume vivait en économie fermée, sauf pour les fusils et la poudre qu'apportaient les marchands antalaotes du Boina et, de plus en plus, les traitants français et créoles de la Côte Est. On leur vendait surtout, en échange, des esclaves. L'Imerina, grâce aux guerres, était devenu le plus gros fournisseur d'esclaves des Mascareignes, plus de 1 500 esclaves par an.

4. Dernières années

Se méfiant de l'influence des traitants, Nampoina les faisait s'arrêter à Ambatomanga. Cependant l'un d'eux, Hugon (*D 22*), le vit à Tananarive en 1808. Il le décrit comme de type malais accusé (1). Nampoina avait alors plus de 60 ans. Son œuvre était achevée. Intelligence hors de pair, volonté et sens de l'autorité sans défaut, il avait allié à ces qualités de grand chef des dons de patience, de persuasion, de ruse, un sens des possibilités du moment qui lui permirent d'unifier son territoire, de l'agrandir et d'organiser son peuple d'une manière durable. Ne devant rien à aucune influence extérieure, il fut un génie purement malgache, puissant et original.

Il avait pris soin, au surplus, d'assurer la continuité de son œuvre et son développement. Son fils, *Radama*, choisi et imposé comme unique successeur parmi ses 24 enfants légitimes ou adoptifs, fut, bien qu'il n'eût que 15 ans à peine, envoyé à la tête des armées contre Ambositra qui avait refusé de se soumettre, puis au Boina où Ravahiny venait de mourir. Ce ne furent pas des faits d'armes très glorieux. Les habitants d'Ambositra furent massacrés; les Sakalava firent le vide puis revinrent en force quand les Merina furent épuisés et les chassèrent. Ainsi du moins le jeune prince s'était-il habitué à cette existence guerrière qu'il devait mener jusqu'à la fin.

En 1810, Nampoina tomba malade. Il fit des recommandations à ses conseillers, leur confiant *Radama*, les appelant

(1) Ce témoignage contredit le type mixte attribué à Andrianampoinimerina par le tableau, maintes fois reproduit, qui figure au Palais de la Reine et qui le représente en lamba, brandissant une sagaie. Il s'agit d'une œuvre récente, de pure imagination. Nous ignorerons sans doute toujours le visage véritable du grand roi.

à l'union « car un seul arbre ne forme pas une forêt et un seul doigt ne peut saisir un pou ». Il fit venir Radama, lui remit la terre « qui nous a été donnée par Dieu » et, parmi de sages conseils, lui légua sa suprême pensée politique : « Ny riaka no valamparihiko » (« la mer est la limite de ma rizière », c'est-à-dire de mon royaume). Il fut ainsi le premier à concevoir l'unité de l'île, après avoir assuré les moyens de l'entreprendre. Puis, ayant accompli sa dernière tâche, le « taureau aux grands yeux » mourut.

Enroulé dans 80 lamba de soie, il fut conduit à sa ville natale, Ambohimanga, dans une pirogue d'argent. Il devait être ramené à Tananarive à la fin du siècle. A l'entrée du Rova, tout près des sépultures d'Andrianjaka et d'Andriamasinalona, se dresse son haut tombeau de pierre, qui est aussi celui de son fils. De là il domine les plaines et les collines de l'Imerina, comme il a dominé, de très haut, l'histoire de Madagascar.

CHAPITRE V

LA CIVILISATION DES ANCÊTRES

I. — VIE MATÉRIELLE

1. Peuplement

A la fin du XVIII^e siècle le peuplement de l'île a progressé, surtout dans la partie est du plateau. Mais les zones quasi vides sont encore les plus étendues : tout l'ouest du plateau et l'est de la plaine Sakalava, l'extrême nord et tout le Tsaratanana sauf la côte, la région au nord de l'Alaotra, la falaise forestière, l'est de l'Ankaratra, l'Horombe, le plateau Mahafali. Les zones habitées ne sont encore que des îlots, séparés par des immensités de brousse vides, où seules opèrent des razzias temporaires. Andrianampoinimerina et Radama relieront politiquement ces îles par des sentiers de piétons, premiers ponts de l'unité.

Alors que la plus grande partie de l'île reste inconnue, les évaluations de sa population ne peuvent être que fantaisistes. Benyowsky, à un an de distance, avancera les chiffres de 250 000 et de 1 500 000; Flacourt avait dit 800 000. De rares indications locales on pourrait déduire, par des extrapolations hasardeuses, un chiffre avoisinant 1 300 000 (1). Tananarive ne doit guère dépasser 10 000 habitants, Majunga 6 000;

(1) *Population*. — Au témoignage de Mayeur le roi de Tananarive aurait pu mobiliser 20 000 hommes. En supposant les deux autres royaumes merina aussi peuplés, on aurait 60 000 hommes. Si l'on estime que les hommes mobilisables représentaient 1/5 de la population totale, on obtiendrait pour l'Imerina 300 000 habitants. Mayeur donne d'autre part le chiffre de 25 000 combattants pour le royaume d'Iavy et 10 000 pour les Betanimena; en y ajoutant 15 000 pour les Betsimisaraka du sud on obtiendrait 40 000 pour l'ensemble des Betsimisaraka, soit 200 000 habitants. En rapportant ces chiffres aux chiffres actuels, on obtient, pour les Merina, le rapport $\frac{1\ 200\ 000}{300\ 000} = 4$ et pour les Betsimisaraka $\frac{700}{200} = 3,5$, soit une moyenne d'augmentation de 3,75, ce qui donne, en divisant par ce nombre les 5 millions de malgaches actuels, le chiffre de 1 330 000 environ pour l'île entière.

Tamatave n'est qu'un village d'un millier d'âmes (1). Ailleurs ce ne sont que des villages, plus gros dans les vallées rizicoles, plus faibles et demi nomades dans les zones de tavy du gradin ou les régions pastorales de l'ouest. Le paludisme sévit sur la côte, mais l'intérieur paraît encore indemne.

En effet on circule peu, sauf pour de brèves razzias de guerre; le commerce, rare, ne suit que quelques sentiers. Le nomadisme initial se poursuit dans certaines régions; les clans Sahafatra, Tandroy, Bara, Tsimihety occupent peu à peu des terres vierges. Quelques devins Antemoro vont vendre leur science à travers l'île. Nampoina commence la colonisation de l'Itasy; on y dessèche les marais et les colons merina s'y installent, refoulant les rares bergers Sakalava et Vazimba.

2. Ressources vivrières

La diversité géographique des ressources a provoqué des adaptations. La forêt de l'est, où la végétation repousse, a permis à la culture sur tavy (brûlis) de subsister, alors que le centre, dénudé, doit se livrer de plus en plus exclusivement à la riziculture; les régions sèches à hautes herbes de l'ouest, du sud et des deux extrémités du plateau ont fait de l'élevage l'activité essentielle des Sakalava, des Tsimihety, des Bara, des Antandroy. Mais ce ne sont que des variantes. Dans l'ensemble la culture alimentaire utilise les mêmes éléments en proportions diverses.

La *pêche*, qui a dû constituer au début la nourriture essentielle, tend à régresser, surtout dans l'intérieur, où les femmes la pratiquent cependant avec des paniers dans les petits cours d'eau. La pirogue à double balancier a disparu sur la côte est, aux vagues violentes; l'on n'y trouve plus que la pirogue monoxyle et, plus rare, la pirogue cousue. Sur la côte ouest règne la pirogue à balancier simple et à voile carrée tendue entre deux espars; les Vezo et certains Antankara sont uniquement pêcheurs. Seuls les insulaires de Sainte-Marie affrontent encore les jeunes cachalots. On pêche partout le dauphin, le dugong, la tortue de mer, les pieuvres et tous les poissons;

(1) *Villes*. — Hugon donne 25 000 habitants à Tananarive. Mais, vingt ans plus tard, les missionnaires protestants, qui avaient séjourné beaucoup plus longtemps, ne lui en attribuaient que 12 000. Le chiffre de Majunga est donné par Dumaine, celui de Tamatave par Leguevel de Lacombe. Majunga était d'ailleurs peuplée d'Antalaotes dont une grande partie émigra lors de l'occupation merina.

on utilise la ligne, le harpon, les filets, la senne, les nasses, les barrages de marée ou de rivières, et l'empoisonnement. Le poisson est fumé et vendu aux voisins.

La *chasse* a beaucoup moins d'importance alimentaire. Le sanglier est poursuivi à la sagaie, avec des meutes de chiens. La chasse aux bœufs sauvages (des bœufs sans bosse, peut-être introduits avant le zébu) est un sport. On prend au filet les chauves-souris et les oiseaux; la glu, la sarbacane, la fronde sont aussi utilisées. On mange également le tandraka (hérisson), les sauterelles, les chrysalides et le miel sauvage.

La *cueillette* est une ressource providentielle dans les périodes de soudure ou de famine. On utilise toutes sortes de fruits ou de racines sauvages : veveo, viha, tavolo, fruit du baobab, du tamarinier, du ravintsara, etc... Le sel est tiré de la mer, de certaines terres et de la cendre de certains végétaux.

L'*agriculture* est, dans l'ensemble, la ressource principale. Le tavy domine encore dans la zone forestière. Le riz est connu partout, sauf chez les Makoa de l'ouest et dans le sud sans eau où le mil, qui a régressé ou disparu ailleurs, reste la nourriture essentielle. Aux rizières de l'ouest, simplement piétinées par les bœufs, s'opposent celles de l'est et surtout des pays Betsileo, Merina, Sihanaka, de plus en plus savantes, avec digues, canaux, labourage, fumure et repiquage. La bêche étroite à long manche (angady), le couteau-faucille et la hache sont les principaux instruments. A côté des bananes, du taro, des ignames, des pastèques, des haricots, du voanjo, apparaissent de nouveaux venus, la patate, le maïs, le manioc. On utilise les « brèdes » (herbes-légumes), le piment, l'ail, l'échalote, l'orange, le citron, la canne à sucre dont on sait tirer du sucre. Le riz a un caractère quasi sacré, comportant des rites; les prémices en sont portés au roi et au chef.

L'*élevage* du bœuf zébu revêt une primauté du même ordre. Les soins se bornent à ramener le troupeau, à la nuit, dans un parc découvert, près du village. Le bœuf ne sert guère qu'au piétinage et, très secondairement, au lait. Mais il est, par excellence, l'animal des sacrifices religieux; on n'en mange que pour les fêtes; « on ne tue pas de bœuf sans motif », sauf en Imerina où il existe des boucheries sur le marché; la peau est mangée avec le reste. L'ouest et le sud sont les grandes régions; sur les plateaux et dans l'est il est plus rare; le trafic de bœufs d'ouest en est est alors le plus important, avec celui des esclaves. La richesse se mesure aux rizières, mais surtout au nombre

de bœufs possédés. Les vols de bœufs, surtout dans le sud, sont un sport apprécié.

Le mouton à grosse queue est alors commun sur le plateau et dans le sud, la chèvre dans le sud et l'ouest. Le porc asiatique noir, élevé sur le plateau, est fady (interdit) chez nombre de tribus côtières. Les poules existent partout en abondance. Les oies, les canards, et surtout les dindons, sont d'importation plus récente. Le chien et le chat se trouvent dans tous les villages. Dans les régions forestières, des troncs de bois évidés et couchés abritent des essaims d'abeilles.

La *cuisine* est assez rudimentaire; les mets sont bouillis dans la marmite, plus rarement grillés par les hommes dans la brousse. Le feu est obtenu par friction de deux bois secs ou bambous (translation simple ou rotation), ou par le briquet de silex et l'amadou. Le bois sur le plateau est rare et cher; on brûle de l'herbe ou des bouses séchées. La boisson essentielle est l'eau; on connaît aussi l'hydromel; on tire de la canne à sucre la betsabetsa peu alcoolisée, et le rhum, qui sert aux libations religieuses.

3. Techniques diverses

La *maison* malgache rectangulaire, avec un toit aigu à deux pans, a sa longueur dans le sens nord-sud, la porte principale à l'ouest. A ce plan uniforme, le climat et les matériaux apportent des variantes : cases végétales sur pilotis à l'est, à terre dans l'ouest. Sur le plateau les maisons nobles sont en bois et en planches, celles des pauvres en bambous ou en roseaux plaqués de terre, transition vers la case d'argile que le déboisement rendra plus fréquente. La maison n'a qu'une pièce, avec un foyer sur trois pierres; en Imerina on y loge aussi les petits animaux et les chefs couchent sur une étagère élevée, dans le coin nord-est. Des bois entrecroisés sur le toit signalent les grands personnages. Pas d'autre mobilier que des nattes et des ustensiles.

Le *vêtement* masculin est composé d'un pagne (salaka) et d'une toge (lamba); sur la côte est, on trouve un fourreau serré à la taille; les femmes portent une étoffe des seins aux genoux et, dans la région fraîche des plateaux, y ajoutent le lamba. Les matières sont végétales, depuis le pagne en écorce battue, les tressages de joncs, les tissages de fibres de bananier, de hafotra, de raphia, jusqu'aux étoffes de coton et de soie;

celles-ci sont réservées aux grands personnages ou aux morts. On va pieds nus, avec parfois des sandales de cuir. Pas de chapeaux, sauf sur la Côte Est où l'on trouve un bonnet carré en joncs. Par contre les cheveux sont artistement disposés, chez les deux sexes, en formes d'une diversité infinie : touffes, boules, tresses, etc... Le corps est épilé, les dents nettoyées, parfois noircies. Le tatouage est pratiqué dans le sud. Les bijoux sont innombrables : perles de verre, anneaux de cuivre, bagues, corail, coquillage frontal, dents de crocodile, rondelles de bois dans les oreilles, anneaux de cheville, colliers, bracelets. Dans les cérémonies on s'orne de colliers de fleurs et de feuillages. L'or est le privilège des grands.

L'or, l'argent d'origine européenne et le cuivre sont façonnés dans quelques régions. Mais la principale métallurgie est celle du *fer*. Le minerai, trouvé dans certaines poches latéritiques, est travaillé dans un four souterrain avec du charbon de bois, par des forgerons spécialisés; le métal est ensuite façonné avec un soufflet formé de deux troncs de bois où passent des pistons. On produit ainsi des bêches, des sagaies, des couteaux, des haches, des pinces, et même, en Imerina, des lampes, des limes, des balances, des fers à esclaves, des aiguilles.

Les femmes façonnent, sans tour, des *poteries* de toutes tailles : jarres, marmites, assiettes. On les vernit parfois avec du graphite. Cette technique, autrefois générale, tend à se restreindre au plateau; les côtiers utilisent de plus en plus les récipients végétaux, gourdes, bambous, feuilles tenant lieu d'assiettes, ainsi que les marmites de fonte vendues par les Européens. Les dalles de *Pierre* nécessaires aux tombeaux ou aux pierres levées sont détachées du rocher par le feu; en Imerina on fabrique des lampes et des mortiers de pierre.

Le travail du *bois* est une besogne d'hommes : boîtes, écuelles, cuillers, ruches, cercueils, pirogues, mortiers, maisons. On trouve partout d'habiles charpentiers. C'est souvent un métier de nobles; les motifs décoratifs sont fréquents.

Le *tissage* utilise des métiers horizontaux de faible largeur. On tisse les fibres de bananier, de raphia, de coton, de soie; celle-ci est fournie par un ver indigène, que l'on nourrit d'ambrevade. Le Betsileo est particulièrement réputé pour ses toges de diverses couleurs (*lambamena*) ornés de perles d'étain. Les tissages de raphia (*rabanes*) utilisent parfois aussi des couleurs variées). Avec le chanvre et diverses fibres on tresse des cordes et des filets.

Le *tressage* des nattes et des corbeilles est l'occupation des femmes aux heures creuses. Elles se servent de nombreuses espèces de joncs et d'herbes des marais, assouplis et colorés, qui forment, en se croisant, des dessins géométriques.

A ces techniques essentielles, il faut ajouter la poudre provenant du salpêtre, la cire (objet d'exportation), la gomme laque dont on calfate des pirogues, le cuir dont on fait des sandales et des frondes. Le tabac indigène est réduit en poudre et chiqué avec de la cendre. Certains fument le chanvre. Nampoina l'interdit, ainsi que l'alcool.

4. Commerce et transports

Le temps des ancêtres est celui de l'économie de subsistance. Chaque groupe familial produit tout ce qui lui est nécessaire : vivres, maison, ustensiles et même vêtements. Les quelques spécialistes, forgerons, potiers, tisserands, sont des agriculteurs comme les autres, qui se procurent ainsi quelques ressources supplémentaires. Pas de monnaie à l'origine, mais un simple échange de produits. Peu à peu ces échanges se développent et l'on voit apparaître, au Betsileo et surtout en Imerina, les premiers marchés réguliers. On y trouve, apportés des villages voisins, des outils, du sel, du sucre, des cocons de vers à soie, de la viande, des patates, du riz, des lamba, des nattes, des bijoux, du bois à brûler.

Certaines marchandises, notamment les bœufs et le sel, ont suscité depuis longtemps un commerce intérieur à longue distance. Dès le *xvii^e* siècle des Merina vont vendre au Boina les outils de fer et les lamba de soie et ramènent des bœufs et du raphia. Les Antalaotes remontent les rivières et poursuivent leur route comme colporteurs jusqu'au plateau et même jusqu'à la Côte Est. Ils rapportent les produits de l'extérieur : tissus, armes, perles, bijoux. Les traitants européens, à leur tour, se hasardent au *xviii^e* siècle dans l'intérieur; armes et esclaves font l'essentiel de ces échanges.

L'usage de la monnaie tend à se répandre. Succédant aux monnaies arabes, la piastre espagnole a pénétré dans l'intérieur. On la coupe en morceaux pour obtenir de la monnaie divisionnaire, ce qui oblige à des pesées minutieuses.

La roue et la route sont inconnues. Les sentiers, tracés par le passage des piétons et des bœufs, escaladent les montagnes, traversent les marais. On passe les rivières en pirogues, les

ruisseaux sur des troncs d'arbres couchés. Les porteurs (mpilanja, maromita) équilibrent leur charge sur l'épaule, ficelée à un bâton. Les grands personnages ont une chaise à porteurs (filanjana). Il faut compter deux ou trois semaines pour le voyage Tamatave-Tananarive. Ce chemin, en 1810, tend à être le plus fréquenté, mais il y en a beaucoup d'autres à travers l'île : tels les sentiers qui partent de Majunga vers Maroantsetra (par la Sofia), vers l'Alaotra et Fénérivero, vers l'Imerina; tels l'itinéraire de l'embouchure du Mangoro vers l'Andrantsay, que suivit Mayeur, celui qui mène du pays Antemororo au Betsileo, du Betsileo vers la Côte Ouest, et la route naturelle qui longe la Côte Est par le cordon littoral, entre les lagunes et la mer. En fait on peut passer presque partout en saison sèche, mais la fréquentation d'un chemin suppose des alliances politiques et des amitiés. L'hospitalité est très large, mais les bandits ne sont pas rares, surtout dans les régions quasi vides entre les grands peuples.

II. — VIE SPIRITUELLE

1. Religion

Le « sacré » (*hasina*), fluide immatériel qui donne la force et la vie, réside dans un grand nombre d'êtres : d'abord le Dieu créateur (Andriananahary, *Zanahary*), toujours invoqué le premier; puis, en certaines régions, des dieux secondaires, mâles et femelles, des « esprits » plus vagues, qui hantent les eaux, les arbres, les pierres, qui donnent la vie et qui peuvent « posséder » les vivants et les faire danser (*tromba*, *bilo*); des lutins, des ondines, divers animaux-parents ou tabous (certains lémuriens, certains serpents, certains crocodiles, etc... complètent cette mythologie.

Pendant le principal personnage de la religion malgache, qui se dégage de ce cosmomorphisme, est l'âme ou le double humain individualisé. Il se sépare du corps temporairement dans le rêve, définitivement à la mort. Dès lors il devient sacré (*masina*), avec une puissance très variable d'après son rang social. La séparation du mort sacré et des vivants donne lieu à des rites de passage qui sont les fêtes essentielles, avec alternance de pleurs et de réjouissances, sacrifices de bœufs et repas communautaires. Il en est ainsi non seulement des funérailles, mais des rites ultérieurs (fête des morts, retourne-

ment) qui ont pour but de satisfaire les ancêtres (*razana*), d'éviter leur colère, d'amener leurs bienfaits sur les vivants. Les morts vivent dans un tombeau, de famille ou de clan, qui est parfois une grotte, parfois un bois sacré, plus souvent un trou recouvert de pierres ou d'une maison; de cette demeure ils surveillent leurs descendants.

Le chef de famille ou de clan les invoque en leur offrant bœuf, poule ou alcool. Les lieux sacrés sont l'angle nord-est de la maison, la porte de l'est, un pieu pointu ou un tas de pierres au centre de la place du village. Le malgache mort au loin doit retourner au tombeau des ancêtres (les « 8 os » suffisent, voire même une pierre levée) sous peine d'errer éternellement insatisfait. Le groupe social se continue dans le tombeau et la rupture des tabous sociaux (*jady*) est soumise à la sanction des ancêtres : calamité, maladie, mort.

Religion, donc, essentiellement sociale, reposant sur les ancêtres, mais où la nature, au second plan, joue un certain rôle.

En 1810, cette religion traditionnelle, sans clergé, sans dogmes, mais adhérent au sol et à une société fortement structurée, règne encore sans partage. Les tentatives décousues des missionnaires chrétiens sur la Côte ont échoué. Seuls les Antalaotes des ports nord-ouest sont musulmans; l'islam antemoro, isolé depuis des siècles et limité à quelques clans, a dégénéré en formules magiques.

2. Magie

Le *hasina* est utilisable à des fins individuelles par des spécialistes de la magie noire, maléfique, ou de la magie blanche, curative.

Le jeteur de sorts (*mpamosavy*), qui opère souvent de nuit, est responsable des maladies et des morts. Il est redouté et, si sa culpabilité est prouvée par les ordales, massacré.

Le devin-guérisseur (*ombiasy*) vend sa science, dont une bonne partie est d'origine antemoro. Les ombiasy sont considérés comme les savants et les sages par excellence. « La divination est la source profonde qui a pour but le bien du pays, du souverain et du peuple » (Tantara, *D 17*, I, 21). Rien d'important ne se fait sans les consulter. Cette science repose avant tout sur deux éléments :

1° les sorts (*vintana*), qui sont les douze mois lunaires arabes correspondant au zodiaque et aux différents points du pourtour de la maison; les mêmes divisions s'appliquaient aux jours

et aux heures; il y a des sorts favorables ou défavorables pour telle ou telle entreprise; certains sont trop importants pour être supportés; les enfants nés sous le signe d'Alakaosy doivent être exposés au piétinement des bœufs.

2° la géomancie (*sikidy*) par le sable ou par les graines; la combinaison des figures et des emplacements indique l'avenir et la conduite à suivre, quel que soit l'objet : maladie, entreprise amoureuse, expédition de guerre, construction d'une maison, etc... Il existe des procédés secondaires, et peut-être antérieurs, de divination, par les oiseaux, les rêves, la possession. Certains nombres (3, 6, 7, 12) ont une vertu bénéfique, d'autres (8) maléfique.

Les prescriptions des ombiasy consistent en fady et en ody. Les *fady* (tabous) sont des interdictions plus ou moins longues de manger telle chose, de commettre telle action; certaines durent toute la vie; la multiplication des fady individuels, combinés avec les fady sociaux prescrits par les ancêtres, empêche la vie malgache d'inhibitions innombrables. Les *ody* (talismans) sont souvent des végétaux ou des poudres végétales, mais aussi des perles de verre, des dents d'animaux, etc...

L'ombiasy utilise également les « *fanafody* » (remèdes), telles des infusions de plantes, notamment contre la fièvre. Certains connaissent les ventouses scarifiées et savent réduire les fractures. Le varioleux, le lépreux sont isolés. Le pian, la syphilis, la blennorrhagie, qui existent au moins depuis le xvii^e siècle sur les côtes, sont traités par des tisanes.

3. Aspects culturels

Les notions d'espace et de temps sont assez imprécises. Les mesures de longueur se limitent au corps (pied, empan, brasses); le sens de l'orientation par rapport aux points cardinaux est, par contre, d'une précision étonnante. Les heures sont mesurées par la position du soleil à l'égard de la maison; les jours de la semaine ont des noms arabes; de même le nom des mois en Imerina; mais la plupart des peuples ont conservé le calendrier sanscrit, mieux adapté aux saisons; les années forment un cycle de sept ans dont chacun porte le nom d'un jour de la semaine; au delà les dates importantes sont rappelées par les règnes ou les grands événements.

La langue, malgré la diversité des dialectes, conserve alors

une grande uniformité, langue chantante, concrète, rustique, pleine de relief et de couleur. La seule *écriture* connue est l'arabico-malgache, limitée à quelques clans du sud-est. La *littérature* reste donc purement orale. Sa richesse est considérable, dotée par une imagination foisonnante qui peut broder indéfiniment; les comparaisons et les métaphores y tiennent généralement la place du raisonnement déductif; le malgache est naturellement poète, mais un solide empirisme paysan et le sens des conventions sociales l'empêchent de basculer dans l'irréel.

Les genres littéraires sont nombreux : *Proverbes*, utilisés dans toutes les circonstances; *Kabary* (discours), aux règles strictes, mais où l'improvisation brillante joue son rôle; légendes des dieux et des héros; contes d'animaux; fabliaux plaisants; histoire (tantara) basée sur les généalogies et conservée par des spécialistes (c'est le *lovan-tsofina* : l'héritage des oreilles); chansons, rythmées pour le chant, parfois d'un ton mélancolique ou guerrier; aux jeux d'esprit, tels les devinettes, s'ajoutent en Imerina les *hain-teny*, poésie de défi entre garçons et filles, dont la grâce subtile évoque celle des pantun malais.

Les cérémonies, les veillées, les nuits de pleine lune sont les occasions principales des manifestations littéraires, des *chansons*, des *danses*, généralement mêlées; les pieds et les mains battent, en mouvement étroit et rapide, rythmés par les tambours et les claquements de mains; les récits sont souvent accompagnés par les instruments à corde, valiha, jejolava; les chants comportent un coryphée et un chœur. Des chanteurs-danseurs professionnels (seri antesaka, mpilalao merina) sont convoqués dans les grandes occasions et miment des scènes quasi théâtrales.

On assiste aussi à des corridas avec les bœufs, à des combats de taureaux, de coqs, de caméléons, de grillons. Les Bara pratiquent la lutte et les Sakalava la boxe. Les *jeux* intellectuels sont le katra et le fanorona (sorte de jaquet); les Tanala connaissent les échecs.

Les *arts plastiques* consistent surtout en décoration géométrique (étoffes, nattes, rabanes, cuillers et assiettes en bois); la sculpture en ronde bosse a disparu autour du lac Alaotra, mais reste vivante dans le sud sur les poteaux funéraires (aloalo)

4. La sagesse malgache

Les Européens se sont fréquemment étonnés des contrastes qu'offre la psychologie malgache. Elle les doit sans doute à ses origines diverses : à l'Asie la ruse, le secret, la persévérance;

à l'Afrique la spontanéité, la sympathie, une certaine rudesse. On perçoit l'un et l'autre comportement chez les divers peuples de l'île. Mais les mélanges, les échanges, les influences ont recouvert le tout de conceptions d'ensemble qui donnent au peuple malgache les éléments d'une âme commune.

Mamy ny aina (la vie est douce); elle est la valeur première; le but de la vie est d'en jouir en paix et de la continuer par ses enfants. Un climat heureux, une île vaste, faiblement peuplée, ont facilité sans doute chez les malgaches, comme chez leurs lointains cousins de Polynésie, cette conception simple et aisée du bonheur. L'homme vit en harmonie avec le monde, il est un élément de la nature, elle-même sacrée; la morale ne naît pas d'un impératif catégorique, mais de la pratique même de la vie; elle est un empirisme, un sens du possible et du convenable, un art de vivre, dont les proverbes conservent la recette.

Tsihibelambana ny olona (les gens sont une seule grande natte); la solidarité sociale est la valeur seconde, complètement inséparable de la première, la société et le monde ne formant qu'un tout. Conscience de la famille, du clan, de la tribu, que Nampoina s'efforce d'étendre au peuple tout entier. La société comprend les vivants et les morts, ceux-ci devenus sacrés et dont les coutumes doivent être suivies; la hiérarchie des âges et des situations fait partie de l'ordre du monde; tout anti-conformisme serait sacrilège et puni par des sanctions mystiques. De là, la crainte d'encourir le blâme (*tsiny*, hakeo) pour la moindre action un peu osée, pour la moindre innovation, et la nécessité de conjurer la faute possible par la parole, en observant certaines formules. Il en résulte une prudence, une modération, un formalisme, un certain fatalisme. Mais le sens de la solidarité s'accompagne aussi du respect des autres (surtout des anciens, des aînés, des gens expérimentés), de dévouement, d'une politesse très poussée (allant jusqu'à ne jamais contredire), d'un amour de la terre des ancêtres, source d'un puissant patriotisme local.

Ainsi la conception malgache de la vie est-elle celle d'un *équilibre*. Le trépied (*toko*) qui équilibre la marmite est aussi le symbole de la nature, de la religion et de la société qui maintient l'homme à sa vraie place et lui donne sa sécurité et sa force. Une société et une morale héritées des ancêtres, moulées sur un monde stable, juste, durable, telles sont les bases de la sagesse des anciens malgaches.

III. — LA SOCIÉTÉ

1. Les groupes sociaux

La grande famille (*raza, karazana*) est formée des descendants du même ancêtre vivant qui en est le patriarche (*raibe, sojabe*). Le clan (*foko, troki*) comprend les familles ayant le même ancêtre historique. Les deux notions, clan et grande famille, sont d'ailleurs interchangeable et peu distinctes; une partie du groupe qui va vivre au loin forme un nouveau groupe, lié au premier par la parenté. Parfois on trouve des groupes plus étendus, les « tribus »; ce sont soit des clans qui ont proliféré, soit de simples agrégats politiques.

Les membres d'un même groupe se reconnaissent à des tabous communs, à la même généalogie, à des fêtes collectives, parfois à la marque des oreilles des bœufs. Ils sont tenus de s'assister dans les grandes circonstances (entr'aide agricole, construction d'un village, guerre, funérailles). Un tombeau unique réunit les membres de la *raza* ou du *foko*. Le chef est l'aîné de la génération la plus ancienne de la famille aînée. Si un clan est réparti entre plusieurs villages, il y a un chef dans chaque village et un chef général pour le clan. Le clan est une unité politique et économique; son chef est entouré d'un conseil de chefs de famille pour toutes les décisions essentielles (bon ordre, justice, défrichement, fêtes communes, etc...). Chez certains ce sens communautaire va loin: chez les Tsimihety certains repas sont pris en commun.

Le clan a son territoire, ses frontières; ses membres disposent des rizières qu'ils ont défrichées, mais la brousse et les pâturages sont communs. Toute atteinte à ce territoire est un acte de guerre. Le patriotisme de clan est le plus vif et, dans la plus grande partie de l'île à cette époque, encore le seul.

Le culte des ancêtres est le lien majeur du groupe. Le souci primordial est d'assurer sa continuité, donc d'avoir des enfants mâles, seuls qualifiés pour prononcer la prière et procéder au sacrifice. De nombreuses coutumes dérivent de cette nécessité: offrandes des femmes sans enfants aux pierres consacrées, liberté sexuelle des jeunes filles, polygamie; l'enfant n'est jamais abandonné; sa venue est toujours une joie.

L'ainesse donne droit au commandement et au respect. Il existe une hiérarchie d'ainesse entre les individus, les familles, les clans. Dans un même groupe, les termes de parenté sont

classificatoires, c'est-à-dire qu'ils ont pour but de déterminer, non la parenté exacte, mais l'ancienneté, donc l'attitude à laquelle ce titre donne droit. Ray, aba (père) désigne les gens de la génération précédente, à qui on doit le respect et qui vous doivent protection; frère ou sœur se traduira fréquemment par Zoki (aîné) ou Zandri (cadet).

La parenté s'établit en ligne paternelle. La femme mariée, à sa mort, retourne au tombeau paternel. Cependant la parenté maternelle est reconnue; l'oncle maternel a un droit de protection sur les enfants de sa sœur.

Le père de famille a une place à part dans la maison, à l'est ou au nord; il mange le premier; il a le droit de corriger ses enfants, de les rejeter de la famille dans les cas graves, de juger les contestations. Le chef de clan possède, à un niveau plus élevé, des droits semblables; il occupe dans les villages une grande maison utilisée pour les cérémonies, parfois il dispose d'une rizière spéciale entretenue par tous.

Dans un même peuple les clans sont répartis en *castes*. On distingue généralement deux catégories de castes : nobles et hommes libres; en dessous viennent les esclaves qui ne forment pas de clans.

Les nobles portent le nom général d'Andriana chez les Merina, de Hova chez les Betsileo et les Bara, mais le plus souvent ils ont seulement leur nom de clan. Par exemple, chez les Antemoro : Anteoni, Antemahazo, Antesambo (clans royaux), Anakara, Antalaotri (clans sacerdotaux). Chez les Sakalava on distingue les Volamena et Volafotsi (castes royales) et les Anakandriana (descendants des chefs antérieurs ou bâtards des rois). Les castes nobles merina sont au nombre de sept, divisées en trois catégories, minutieusement réglées par les rois pour éviter les compétitions au trône.

Les roturiers n'ont généralement qu'un nom de clan. Chez les Betsileo on les désigne, dans l'ensemble, par le mot olom-potsy (les blancs); chez les Merina on distingue les Hova (clairs) des Mainty (noirs) descendants des Vazimba ou des esclaves affranchis.

Les esclaves (andevo) sont des prisonniers de guerre, des descendants d'esclaves, ou des hommes libres déçus pour avoir commis des crimes. Les Betsileo les appellent : olom-bery (gens perdus) parce qu'ils ont perdu leur clan d'origine, qu'ils n'ont plus de place dans la société. Les esclaves vivent avec la famille de leur maître et sont le plus souvent bien traités; mais on peut les vendre au marché ou les exporter.

Les castes ne peuvent se marier entre elles, sauf quelques règles précises; la sanction est la déchéance. Les castes nobles ont en outre certains privilèges. Chez les Antemoro les nobles de castes royales avaient seuls le droit de sacrifier les bœufs (c'est le *sombili*), ils pouvaient aussi prendre des femmes du peuple, sans réciprocité. Les nobles ont des tabous particuliers.

Ces distinctions sociales ne sont guère apparentes. Les nobles, comme les hommes libres et les esclaves, cultivent leurs rizières et gardent leurs bœufs; tous ont des maisons semblables, des modes de vie identiques. *L'égalité des conditions matérielles* est quasi totale; l'influence n'est due qu'à l'aisance et à la caste. Seuls les rois et leur famille immédiate ont une situation particulière. A la fin du XVIII^e siècle le commerce extérieur, bœufs et surtout esclaves, commence à enrichir certaines personnes, surtout ceux qui entourent le prince; mais il n'y a pas encore de classes véritables. Égalité matérielle, entraide familiale, fraternité clanique, communauté des sentiments, limitation de l'individualisme font de la tradition malgache un socialisme pratique.

A côté des groupes à base familiale, il existe deux types d'*alliances* :

l'une, individuelle est la « fraternité du sang » (*fatidra, fanange*) conclue entre deux personnes quelconques pour créer entre elles un lien familial artificiel; les voyageurs, les marchands et même les souverains y ont souvent recours en pays étranger;

l'autre, collective, est la « parenté à plaisanterie » (*ziva, fanompa, soma*) conclue entre deux clans voisins, voire entre peuples éloignés; elle comporte l'interdiction pour les membres des deux groupes de se battre entre eux et même l'obligation de s'injurier sans réagir. Cette institution, combinée avec la parenté, est un facteur de paix et de circulation possible, transcendant la séparation des peuples.

2. L'existence individuelle

La naissance paraît toujours un événement heureux; la grossesse est entourée de tabous nombreux. L'infanticide est cependant pratiqué sur les enfants nés sous un mauvais sort et, chez certains peuples, sur les jumeaux. L'enfant ne devient un être humain qu'après la première coupe de cheveux. Il est laissé nu, sa mère le porte dans le dos.

La *circoncision* introduit les garçons dans le monde des hommes; elle se pratique de un à 12 ans suivant les peuples.

C'est une cérémonie collective, qui a lieu tous les sept ans. Elle comporte la recherche d'une eau lustrale, un simulacre de combat, des danses rituelles, une procession, un bain purificateur, des sacrifices et de nombreux tabous. L'acte lui-même a lieu dans la maison du chef, parfois entre les cornes d'un taureau.

Les garçons gardent les bœufs, chassent les petits animaux. Les filles aident les femmes dans les soins du ménage. Les vieillards leur enseignent, à la veillée, les traditions du clan. Les corrections sont rares; les enfants apprennent bien vite leur place et le respect des anciens.

Il n'existe pas de nom de famille. Le nom individuel varie au cours de l'existence; le père peut prendre le nom de son fils premier né, en s'appelant : père d'un tel.

Les deux sexes ont, sauf exceptions locales, la même liberté sexuelle jusqu'au mariage. Le célibat est un état anormal. Chez de nombreux peuples, le mariage est précédé d'un essai pré-nuptial. Mais la cérémonie est précédée d'une discussion quasi rituelle entre les familles, représentées par des délégués. La dot, versée par la famille du jeune homme, est peu élevée.

On doit se marier en principe en dehors de sa famille; la notion d'inceste s'étend jusqu'à des degrés de parenté éloignés et ne peut être effacée que par un sacrifice spécial (fafi, ala-fady). Par contre on ne se marie guère encore que dans son peuple, voire même dans sa tribu, et, en tout cas, seulement dans les castes autorisées. Le roi seul est délié de toutes ces règles.

La polygamie est alors générale : la vadi be (première femme) jouit d'une certaine prééminence. Les rois merina ont, rituellement, douze femmes légitimes, plus des concubines. Il convient, dans certaines régions, d'offrir une femme à certains hôtes de passage et à son frère de sang. Chez certains peuples existe un mariage temporaire. La répudiation légale ne peut venir que du mari, mais les séparations de fait sont fréquentes; la femme, étant considérée comme prêtée simplement par sa famille paternelle, la réintègre dès qu'elle est mécontente.

Le mariage comporte les devoirs d'assistance, de fidélité et, pour la femme, d'obéissance. La situation de la femme varie selon les peuples. Elle est consultée fréquemment, dirige la maison, sort librement; son influence, en Imerina, est parfois prépondérante, bien qu'elle doive le respect à son époux.

La division du travail est stricte entre les sexes. L'homme prépare la rizière, élève les bœufs, construit la maison, chasse, pêche à la ligne ou en pirogue, fait la guerre. La femme repique

le riz, s'occupe des cultures secondaires proches de la maison (patates, haricots), de la cueillette, de la pêche à la nasse; elle va chercher l'eau, cuisine, tresse les nattes.

La *filiation* est établie par le mariage; la femme peut avoir des enfants naturels; l'homme, chez la plupart des peuples, peut reconnaître un enfant. L'*adoption* est fréquente; elle concerne généralement des enfants appartenant à la famille étendue, mais chez les Betsileo et les Merina elle n'a pas de limites. Le *rejet* est, soit un acte individuel du père de famille à l'égard d'un de ses enfants, soit un acte collectif à l'égard d'un individu coupable d'un crime grave (surtout d'ordre religieux); le rejeté perd ses droits aux biens et au tombeau; il devient errant, parfois bandit.

Le vieillard impotent passe ses devoirs de patriarche. A sa mort il devient ancêtre. « Lasan' ko Andriamanitra », il est parti pour être dieu.

IV. — LES INSTITUTIONS POLITIQUES

1. Clans et royaumes

Le clan (*foko*), nous l'avons vu, est l'unité politique de base. Il a ses traditions, son territoire, sa conscience collective; il a ses dieux, les ancêtres, et son chef, le patriarche, assisté du conseil des chefs de familles. Ce sont les *ray-amandreny* (père et mère). Chez certains peuples et dans certaines circonstances, on réunit tous les habitants du village, le *fokon'olona* (groupe des gens), pour entériner les décisions du conseil. C'est une sorte de démocratie à deux degrés. Elle persiste intégralement chez les peuples (Tsimihety, Sahafatra, etc...) qui n'ont jamais eu de rois.

A cette organisation traditionnelle s'est, depuis les nouvelles arrivées, superposée dans la plus grande partie de l'île, celle des royaumes. Le roi réunit sous son commandement un certain nombre de clans, entre lesquels intervient une hiérarchie: en tête le clan royal, subdivisé lui-même en plusieurs clans d'après la proximité du roi actuel; puis les clans des compagnons de guerre du roi, ou de ses parents, ou des anciens chefs; puis les clans d'hommes libres, sujets des premiers, puis les serviteurs du roi; enfin les hommes hors-clan, les esclaves. C'est le système des castes.

Les clans conservent leur fonctionnement dans ce système;

ils y entrent seulement comme rouages autonomes, plus ou moins ajustés aux autres et surtout au roi par des obligations réciproques et des tâches communes. Le système politique malgache reste donc un compromis, plus ou moins instable, entre les clans et les royaumes. Chez certains, les clans l'emportent; chez les Antandroy la royauté Zafimanara disparaît au profit de puissantes confédérations guerrières de clans; chez les Betsimisaraka on a vu, en moins d'un siècle, apparaître et disparaître la royauté Zana-Malata. Chez d'autres peuples au contraire la royauté prend le dessus, en construisant une puissante hiérarchie et en se donnant un caractère sacré; c'est le cas des Sakalava et des Merina; chez ceux-ci, Andrianampoinimerina ira plus loin : il s'efforcera de souder les clans dans un ensemble territorial.

Dans tous les royaumes, le roi (*mpanjaka*, *pazaka*, *mpizaka* : celui qui commande, qui détient le *fanjakana* : le gouvernement, l'administration) est choisi dans la famille royale parmi les fils, ou parfois les frères, du roi défunt. Le choix est exercé, au moins en principe, par les chefs des clans roturiers, qui vont même, chez les Antemoro, jusqu'à pouvoir prononcer la déchéance d'un mauvais roi. La volonté du roi défunt est souvent prise en considération. Le roi est alors intronisé solennellement. Chez les Sakalava il porte à la main les reliques de ses prédécesseurs et l'on procède à un sacrifice. Chez les Merina il monte sur la pierre sainte d'Andohalo; le « hasina » (sacré : cadeau impliquant le respect et la soumission) lui est remis par les grands personnages et chefs de clans qui prêtent serment suivant trois formes rituelles; le roi fait connaître ses intentions par un *kabary*; une danse générale termine la cérémonie, le souverain dansant lui-même sur la pierre sainte.

Dès lors le roi est sacré (*masina*), dieu visible (*andriamanitra hita maso*); il continue son prédécesseur comme le soleil qui, couché à l'ouest, renaît à l'est. Cette puissance spirituelle est renouvelée chaque année par la cérémonie du bain : en Imerina le bain du roi (*fandroana*) est le début de l'année nouvelle, marquée de rites nombreux, publics et familiaux; chez les Sakalava ce sont les reliques des rois morts (*dady*) qui sont baignées. Le culte des *dady* chez les Sakalava est un élément d'unité du royaume. De même en Imerina le caractère sacré des douze rois et des douze collines, et la présence des talismans royaux (*sampy*, appelés plus tard « idoles » par les chrétiens). Ceux-ci, en général de simples morceaux de bois, étaient dotés d'une personnalité et censés protéger le royaume; les plus



Guerrier Bara, avec le « jela » frontal, le fusil de traite et la sagaie



célèbres (Kelimalaza, Ramahavaly, Rafantaka, Manjakatsiroa) étaient dotés de gardiens et comblés d'honneurs; ils marchaient à la tête des armées et figuraient dans les grandes cérémonies.

Il est interdit de tuer un roi sous peine des plus grands malheurs, de passer devant lui sans s'excuser sous peine de mort; on use, en parlant de lui, de mots spéciaux; chez les Sakalava on se prosterne devant lui en posant son pied sur la nuque et quand il meurt on sacrifie des serviteurs pour l'accompagner (1). Il a seul droit au parasol rouge et à un certain bonnet de même couleur.

Le roi merina, assimilé au soleil, ne peut être associé à l'idée de deuil; il n'assiste à aucune funéraille; il ne meurt pas, mais « tourne le dos »; on dit aussi que « le soleil se bouche ». Le peuple, alors, se rase la tête (il en est de même chez les Sakalava); nul ne doit plus se laver ni travailler pendant trois jours. Chez les Antemoro la mort du roi est tenue secrète; il est enterré de nuit; c'est seulement lorsque le nouveau roi a été choisi qu'on annonce, en même temps que son avènement, le décès de son prédécesseur.

Le roi habite dans le *lapa* (palais, en fait une grande case de bois), située dans le *rova* (citadelle, entourée d'un mur ou d'une palissade) où vit autour de lui toute une cour: femmes, ministres, conseillers, affranchis chargés de divers emplois, messagers, gardiens, esclaves. Ses sorties en public sont entourées d'un cérémonial, de rites et de chants spéciaux.

Le roi a théoriquement un pouvoir absolu et le droit de vie et de mort. En fait les conseillers placés auprès de lui représentent plus ou moins les castes et les clans principaux et rien ne peut être décidé avant d'avoir pris leur avis. Il en est de même des droits sur le sol; en principe ils appartiennent au souverain; en réalité il ne saurait toucher aux droits d'usage et aux territoires des clans, non plus qu'aux coutumes des ancêtres. Les exemples de rois déposés ou mis à mort ne sont pas rares, et les candidats à la succession ne manquent pas.

(1) *Sacrifices humains*. — Berthier signale aussi une mention d'anciens sacrifices humains dans un manuscrit arabico-malgache. On en connaît un cas dans l'histoire Betsileo et un dans l'histoire Merina (sous Andriamasinavalona); il s'agissait d'attirer la faveur divine sur le royaume et les victimes étaient volontaires; le volontaire merina, Trimofoloalina, fut du reste épargné. Ceci indique le caractère tout à fait exceptionnel des sacrifices humains dans la coutume malgache. Je pense qu'il en a été de même de la nécrophagie ancienne, que M. Molet considère comme un des éléments du fandroana et qui n'est attestée que par quelques rares traditions idolées (notamment Tantara, I, p. 268).

Le souverain a droit à des redevances; prémices de la récolte, taxes dans diverses circonstances de la vie (naissance, funérailles, construction de tombeau, adoption, vente immobilière, taxes de justice, etc...); parfois s'y ajoutent, comme en Imerina, des impôts réguliers (capitation, droit sur les animaux). Ces redevances, légères, servent à l'entretien de la cour et à des achats extérieurs. Le roi a droit aussi à des corvées pour les travaux publics (entretien des digues collectives, des bâtiments publics, etc...); obligation lourde qui, en Imerina, atteignait à certains moments, quatre jours par semaine. Enfin il peut, en cas de guerre, faire appel à tous les hommes valides.

En dehors de sa capitale, le roi faisait respecter son autorité par l'envoi de messagers, de fonctionnaires itinérants (appelés en Imerina, vadin-tany : époux de la terre, andriambaventy : gros noble, ayant des fonctions judiciaires), mais surtout par la présence permanente de membres de sa famille à qui il avait concédé un fief (vodivona, menakely) en partageant ses droits avec le détenteur. Cette féodalité finit par devenir un foyer de division et de troubles; Nampoina s'employa à restreindre les droits des féodaux et à entrer en contact direct avec le peuple.

2. Le droit

Dans l'organisation traditionnelle, limitée au clan, le droit est formé par l'ensemble des *fomban-drazana* (coutumes des ancêtres), qui fixent aussi bien les coutumes civiles que le droit pénal. Celui-ci est composé de tabous, dont la sanction est imposée par les ancêtres : mort subite, maladies, calamités. Pour y échapper et calmer les ancêtres irrités, un sacrifice est nécessaire; le chef de famille ou de clan, qui est en même temps le juge, doit donc exiger du coupable, si celui-ci ne l'a pas fourni lui-même, le nombre de bœufs convenable au sacrifice; en effet la colère des morts risque de frapper le groupe tout entier. On passe ainsi du monde des sanctions mystiques à un système d'amendes pénales. Il en est de même pour les contestations civiles, qui portent atteinte à l'ordre social; l'amende est une réparation à cet ordre en même temps qu'une compensation à la partie lésée.

Lorsque le royaume se superposa aux clans, formant des unités plus étendues avec des organismes nouveaux, il devint nécessaire de créer de nouvelles règles pour protéger ceux-ci (notamment le roi) et pour régir les nouveaux rapports établis entre

membres de groupes différents. A côté des fomban-drazana qui subsistent, naissent ainsi les lois royales (lalana, masindihy). Celles-ci, publiées par kabary du souverain, réglementent surtout les atteintes à l'autorité royale et aux obligations qu'elle impose; mais on y voit aussi figurer le crime, les vols et même certaines règles civiles. Avec des rois autoritaires et actifs comme Nampoina, le domaine de la loi s'étend peu à peu en empiétant sur la coutume. En même temps une organisation judiciaire nouvelle se crée; en Imerina les fokon'olona gardent le jugement des causes ordinaires; les fonctionnaires itinérants jugent en appel et en second degré; au roi vont les affaires les plus graves; lui seul peut condamner à mort.

Ce code pénal reste fondé sur l'idée de faute religieuse, de sacrilège, d'atteinte portée à l'ordre des choses fixé par Dieu et les ancêtres. Le moyen de preuve des crimes est l'ordalie, par laquelle ceux-ci sont censés désigner le coupable ou l'innocent : saisir une pierre brûlante, traverser une rivière pleine de crocodiles, etc... L'ordalie la plus répandue est l'ordalie par le *tanguin* (plante vénéneuse); celui qui a la chance de le vomir est proclamé innocent, ses accusateurs sont punis. Les sanctions sont plus ou moins sévères; le code d'Andrianampoinimerina énumère douze crimes entraînant la mort : neuf concernent la révolte contre le souverain ou l'autorité, le dixième le crime du jeteur de sorts, le onzième le meurtre, le douzième les vols importants. Les autres ne sont soumis qu'à une amende. Le coupable peut être sagayé, lapidé, précipité d'un lieu élevé. Ses biens sont confisqués, sa famille réduite en esclavage. Une prime est accordée au dénonciateur; celui qui a connu l'acte sans le dénoncer est traité en complice.

3. La guerre

L'état de division politique où se trouve l'île amène une insécurité quasi générale. Les clans s'opposent les uns aux autres, avec des alliances, des parentés, des confédérations plus ou moins durables; les féodaux et les rois luttent entre eux. Ce sont des razzias, un sport qui occupe les hommes à la saison sèche, entre les travaux agricoles. Les batailles rangées sont rares et peu meurtrières. On s'efforce plutôt de prendre par surprise les villages des ennemis. Après quoi on tue les défenseurs s'ils ne se sont pas enfuis, et on ramène ce qui reste de femmes, d'enfants et de bœufs. Aussi les villages sont-ils établis presque toujours sur une colline escarpée, entourés de plantes épineuses;

un seul sentier, malaisé, sinueux, y donne accès. Le village est entouré d'un fossé qui peut atteindre sept mètres de large et huit de profondeur; une ou plusieurs palissades lui font suite, parfois c'est une muraille d'argile ou de pierre, la porte est faite de lourds madriers ou d'un disque de pierre, qu'on peut faire rouler de l'intérieur et que surmonte un poste de guet.

L'armement consiste en une longue sagaie (lefo) pour le corps à corps, des javelots qui peuvent porter jusqu'à trente mètres, des coutelas, un bouclier de bois rond ou ovale recouvert de peau. Dans le sud on utilise la fronde; les assiégés font pleuvoir des blocs de pierres. Les mousquets, puis le fusil à pierre, apparaissent sur la côte au xvi^e siècle, mais ne pénètrent que lentement vers l'intérieur. Ralambo n'en possède qu'un, avec lequel il épouvanta les Vazimba. Le fusil, même au xviii^e siècle, reste lourd et lent à manier, parfois dangereux. « A un signal donné, dit une tradition Betsileo, les conjurés se précipitèrent sur leurs ennemis, qui n'étaient armés que de fusils, et ils les massacrèrent au couteau. » Les guerriers sont aussi munis de talismans qui doivent les protéger et leur donner la victoire.

Cependant le développement de la traite des esclaves amène l'achat de fusils; des spécialistes se sont formés pour les réparer. La guerre alimente la traite, les fusils favorisent l'extension des royaumes et l'absolutisme royal, qui à leur tour vont changer, dans certaines régions, le caractère de la guerre; celle-ci aura pour but, non seulement les razzias d'esclaves, mais l'extension politique; les ennemis qui se soumettent seront conservés comme sujets. De grands espaces se créent ainsi d'où les guerres locales sont bannies. La route de la pacification et de l'unité commence à s'ouvrir.

Troisième période

L'ÈRE NOUVELLE

(depuis 1810)

Première Partie

1810-1895

CHAPITRE VI

LE ROYAUME DE MADAGASCAR

I. — RADAMA I^{er}, NOVATEUR ET CONQUÉRANT (1810-1828)

1. Radama et Farquhar

A son avènement, *Radama* était encore un adolescent. Taille moyenne, visage clair, cheveux bouclés, beau, roi, adoré de son peuple comme un dieu, il est sans complexes et sans détours, « pétulant », « les yeux mobiles et pleins de feu » (Leguevel), gai, aimable, infatigable, passionné de vie et d'action. Sa vivacité, ses caprices, son exubérance sont les soubresauts d'un esprit brillant, avide de nouveautés, mais sagace, d'un bon sens aigu, d'une détermination inflexible. Sûr d'être le premier chez lui et résolu à le devenir dans l'île entière, comme le désirait son père, il avait écouté avidement les récits des traitants sur Napoléon, qui devint son modèle. Comprenant la supériorité des techniques européennes, avide de les acquérir dans l'intérêt de sa puissance, il sut les introduire sans aliéner sa liberté et sans perdre l'affection de ses sujets, en gardant le contrôle de tout. Son règne, court, extraordinairement rempli, marque un tournant et inaugure le xix^e siècle malgache avec les trois caractères qu'il gardera jusqu'au bout : rivalité franco-anglaise, conquête de la plus grande partie de l'île par les Merina, pénétration des influences européennes.

Au début du règne, Radama se contenta de consolider le royaume de son père. Les Bezanozano d'Ambatomanga, qui s'étaient révoltés, furent rejetés sur le gradin, au delà de la falaise. Ambositra, qui avait repris les armes, fut complètement détruite. Au sud du Betsileo, le Vohibato fut conquis ; les habitants d'Ifandana, assiégés sur leur piton à pic, se bandèrent les yeux, dit-on et se précipitèrent en dansant dans l'abîme plutôt que de se rendre. Mais il ne pouvait être question pour

Radama de se limiter à ce royaume intérieur. L'accès à la mer (aux deux mers) lui était nécessaire; faute de débouchés, la population merina, accrue, stagnait économiquement; le souverain absolu d'un peuple puissant et pauvre ne pouvait supporter longtemps d'être, pour son commerce et ses approvisionnements d'armes, à la merci des quelques marchands antalaotes à l'ouest, de quelques traitants européens à l'est et de quelques petits chefs Bezanozano prélevant des droits de passage.

A ce moment les intérêts de Radama rencontrèrent le dessein de *Farquhar*, et leur accord décida en quelques années du sort de l'île.

Par le traité de 1814, la France avait dû céder à l'Angleterre l'île Maurice « et ses dépendances, nommément Rodrigue et les Seychelles ». Il n'était pas question des comptoirs français de la côte malgache. Le gouverneur français de la Réunion les réclamait. Le gouverneur anglais de Maurice, sir Robert Farquhar les revendiquait et tentait même de créer un poste anglais à Port Louquez, dans la baie d'Antongil. Mais le gouvernement de Londres, ne voulant pas affaiblir le prestige de Louis XVIII et peu désireux d'engager des dépenses pour une colonie nouvelle, fit parvenir l'ordre de rendre les comptoirs. Farquhar, écossais tenace, ne se tint pas pour battu; désireux à la fois d'écarter la France de Madagascar et d'y établir l'influence britannique, il élabora une politique géniale.

Ancien résident anglais aux Moluques, il y avait appris à gouverner en se servant des souverains locaux. A Maurice il trouva des traitants qui connaissaient Madagascar. Il en fit dresser la carte et chargea un créole, Froberville, de réunir toutes les informations sur la Grande Ile. Il comprit ainsi rapidement que la puissance grandissante était celle du roi merina et décida de s'appuyer sur lui. Dès 1816 il envoyait à Radama un traitant, Chardenaux, pour l'assurer de son appui. Chardenaux revint à Maurice en ramenant deux frères du roi, dont les Anglais prirent en charge l'éducation. Aussitôt un autre Mauricien, Le Sage, fut envoyé à Tananarive en mission officielle. Il en rapporta un traité d'amitié et de commerce. Une troisième mission, en 1817, fut dirigée par *Hastie*; autre Écossais, ancien sergent de l'armée des Indes, habitué aux négociations avec les princes orientaux, homme ferme et adroit. Hastie n'eut pas de peine à convaincre le roi de l'intérêt des techniques européennes; il était déjà passionné d'uniformes et de chevaux. Mais la question difficile fut celle de la traite.

L'acte final du Congrès de Vienne avait aboli la traite des esclaves; l'opinion anglaise poussait fortement à rendre cette abolition effective et Farquhar, suspect de trop de complaisance avec les Mauriciens à cet égard, avait à cœur de se racheter en faisant supprimer la traite à sa source même, Madagascar. Radama hésita fortement; la traite était sa principale exportation. Comment, s'il l'abolissait, pourrait-il se procurer des armes? L'Angleterre, dit Hastie, les lui fournirait. Le traité signé le 23 octobre 1817 donnait à Radama le titre de *roi de Madagascar*. L'exportation d'esclaves était interdite (sous peine d'esclavage!). Le gouverneur de Maurice, en compensation s'engageait à payer annuellement mille dollars d'or, mille dollars d'argent, cent barils de poudre, 100 fusils et des uniformes.

Par malheur, Farquhar partit en congé à ce moment et son intérimaire refusa le paiement du subside. C'est seulement en 1820 que Farquhar revint et renvoya Hastie à Tananarive avec le titre de Résident. Il trouva le roi et ses conseillers nettement indignés de la volte-face britannique; on disait : « faux comme un Anglais ». Les traitants poussaient fortement à la reprise du trafic. Radama déclarait qu'il ne voulait pas subir le sort de Louis XVI. L'obstination d'Hastie, et son assurance que les vaisseaux anglais sauraient, de toute manière, empêcher la traite, finirent par l'emporter. Radama imposa un *nouveau traité*, qui fut signé le 11 octobre 1820. Il interdisait la traite; les Anglais prendraient à leur charge vingt jeunes malgaches pour faire leur éducation.

Une des premières conséquences du contrat avec les européens fut la *réforme des institutions militaires*. Elle fut entreprise par Radama, sur les conseils et par l'entremise de trois sergents : Hastie; un mulâtre jamaïquain appelé *Brady*, illettré mais bon instructeur; enfin un Français, déserteur de la Réunion, *Robin*, devenu secrétaire du roi. Promus généraux, ils assistèrent le roi dans ses conquêtes et conduisirent certaines expéditions.

Celles-ci, qui avaient lieu chaque année à la saison sèche, réunissaient tous les hommes valides, foule peu organisée, peu armée, non payée, vivant sur le pays, dont la mortalité était énorme, la discipline illusoire et le rendement faible. A partir de 1820 on recruta une armée limitée, prise dans les éléments aisés de la population qui pouvaient se procurer fusils et uniformes; un impôt était levé pour nourrir les soldats pendant les expéditions et entretenir leurs terres. Ils furent entraînés au tir, à l'obéissance et à des éléments de tactique. On décida que les déserteurs seraient brûlés vifs. Une hiérarchie fut établie,

celle des honneurs (voninahitra, « les fleurs d'herbes »), allant d'un honneur (simple soldat) à 10 honneurs (général). Une telle armée, portée peu à peu à 15 000 hommes, pourvue de bons fusils anglais des guerres napoléoniennes et même de canons légers, n'avait aucun équivalent dans les autres parties de l'île et était, sur le plan local, pratiquement invincible. Les ambitions de Radama avaient trouvé leur instrument.

2. Conquêtes à l'est (voir carte ci-contre)

La première expédition dépassant le plateau vers l'est eut lieu en 1817. Radama descendit à la tête de 5 000 soldats et reçut au passage la soumission des Bezanozano. Comme il approchait de Tamatave, Jean-René prit la fuite, mais l'agent anglais Pye s'entremet, et Jean-René se reconnut vassal. Il devait être, par la suite, un très utile agent du roi merina auprès des Européens et un chef d'expédition efficace. Son frère Fiche fut tué, mais son neveu Coroller devint ministre de Radama, puis gouverneur de Tamatave.

Ainsi la liaison du royaume avec l'extérieur était assurée et Farquhar pouvait espérer que la principale voie d'exportation des esclaves se trouvait close. Mais ce n'était pas assez pour son dessein : il fallait arrêter les pirateries des Betsimisaraka aux Comores dont le souverain avait obtenu la protection anglaise (Radama s'était engagé, par le traité de 1817, à mettre fin à ce pillage), et surtout couper court aux tentatives des Français sur la Côte Est.

Le gouvernement français, à vrai dire, s'était borné à renouveler ses prétentions théoriques, mais l'occupation de Tamatave le réveilla de sa torpeur. On envoya Sylvain Roux reconnaître les anciens établissements; puis, à Paris, les partisans de Fort-Dauphin s'opposèrent à ceux de Sainte-Marie. C'est seulement en 1821 que Sylvain Roux réoccupa Sainte-Marie avec une petite garnison, rapidement décimée par la fièvre. Roux fit jurer fidélité à la France aux gens de Tintingue et de la Pointe-à-Larrée. On envoya à Fort-Dauphin un lieutenant et quatre hommes. Autant de mesures ridicules si la France pensait à une colonisation effective, mais qui devaient apparaître comme autant de provocations à un souverain dont il eût été habile de conquérir l'amitié.

En 1823, libéré de ses guerres du Menabe, Radama descendit à Tamatave à la tête de 13 000 soldats. Il tint à Ivondro un grand kabary où furent convoqués les Betsimisaraka de toute

la côte; il affirma que tout ce pays était à lui et qu'il n'en céderait à personne « même un espace de terre large comme la main ». Puis il se rendit à Foulpointe et en fit arracher la « pierre de possession » autrefois érigée par les Français. Ses soldats ravagèrent la région de Tintingue. Transporté par une frégate anglaise à la baie d'Antongil, il occupa ensuite Vohémar, où il laissa une garnison, et parcourut le pays Antankara.

Son retour se fit en 1824 par la contrée des Tsimihety où il s'arrêta à Mandritsara et laissa un poste; les clans Tsimihety, habiles à conserver leur liberté dans toutes les circonstances, passèrent un traité avec lui; ils conservaient leur autonomie moyennant un tribut dérisoire. Il eut plus de mal avec les Sihanaka, retranchés dans une île du lac Alaotra et qui firent une belle résistance; des milliers de prisonniers furent ramenés à Tananarive.

Pendant qu'il conquérait le nord, Radama avait chargé Jean-René d'une expédition sur la côte au sud de Tamatave. Aux Betsimisaraka, commandés par Jean-René et le grec Nikolos, s'ajoutait le corps merina du prince Ratefy. Sauf dans deux villages, l'armée ne rencontra pas de résistance et parvint à Mananjary. On évita les Antemoro du Faraony, hostiles, en longeant la côte et l'on arriva à la Matitana; le grand roi antemoro, Ramahavaliarivo, conseillé par les anakara qui étaient à la cour de Tananarive, s'arrangea à l'amiable et conserva son royaume moyennant un tribut. L'expédition s'enfonça ensuite alors dans le sud-ouest, chez les Sahafatra, qui firent le vide. Elle revint alors à Tamatave. Nikolos fut nommé andriambaventy (chef avec droit de justice) à Mananjary.

En 1825 une armée, ayant à sa tête Ramananolona, prit d'assaut Fort-Dauphin, défendu par les cinq Français; par la suite les Antanosi se révoltèrent, attaquèrent le fort, et ne furent soumis que par l'arrivée d'une autre armée. Une attaque des Betsimisaraka de Tintingue contre le poste de Foulpointe échoua; les chefs Zana Malata furent emmenés prisonniers à Tananarive, où ils devaient être exécutés après la mort de Radama.

En 1827, une dernière expédition conduite par Brady et aidée par les Zafisoro, soumettait les Antefasi, après avoir vaincu les Antesaka dont le roi Bedoki fut massacré.

La France, faute de continuité et de sérieux dans l'action, avait donc perdu ses positions sur la Côte Est. Sylvain Roux était mort en 1822. Son successeur, Blévec, et ses compagnons, Albrand et Carayon, n'avaient pu conserver que Sainte-Marie.

Par sa tenacité et son intelligence de l'avenir, Farquhar avait largement mérité son triomphe.

3. Conquêtes à l'ouest

Si le dessein de conquérir la Côte Est devait quelque chose aux suggestions de Farquhar, la conquête de l'ouest était déjà dans les intentions de Nampoina. Les Sakalava étaient des adversaires de longue date et seuls leurs royaumes paraissaient encore assez puissants pour s'opposer à l'hégémonie merina sur l'île entière. On devait s'apercevoir bien vite que les mauvais fusils de traite vendus aux Sakalava par les Antalaotes ne pouvaient résister aux fusils anglais des Merina et à leurs feux de peloton. De plus les royaumes Sakalava étaient divisés et les compétitions de successeurs à chaque avènement amenaient certains candidats à réclamer la protection du roi de Tananarive.

C'est ce qui arriva au Menabe où *Ramitraho* venait de succéder à son père Mikala; un de ses frères demanda le secours de Radama. Deux expéditions conduisirent au Menabe d'immenses foules (c'était avant la réforme de l'armée). *Ramitraho* disparaissait et faisait le vide. Les Merina, affaiblis par les marches et les fièvres, mouraient de faim; la seconde expédition aurait, dit-on, perdu 25 000 hommes, plus du tiers de son effectif.

En 1822, avec une armée réduite (13 000 hommes), mais bien armée et instruite, Radama reprit le chemin du Menabe. A la limite du plateau, il s'empara de Midongy, qui résista bravement, puis, se dirigeant vers l'ouest, il établit des postes à Janjina, Malaimbandy, Bondrony et Mahabo. *Ramitraho* engagea alors des pourparlers et donna sa fille Rasalimo en mariage à Radama. Au retour Radama installa un poste à Tsiroanomandidy. La situation restait théoriquement indécise, *Ramitraho* se tenant pour indépendant alors que les Merina le croyaient vassal. En réalité tout l'ouest des plateaux et le sud du Menabe étaient effectivement occupés par les postes militaires Merina; le royaume Sakalava se bornait désormais à la basse Tsiribihina et aux régions situées au nord.

L'année suivante fut occupée par l'expédition de la Côte Est. Mais, dès 1824, Radama s'attaqua au Boina. Le roi *Andriantsoli*, petit-fils de Ravahini, s'était converti à l'Islam, ce qui lui valait le soutien des Antalaotes, mais écartait de lui nombre de ses sujets païens. Radama lui envoya un ultimatum, puis

poussa de l'avant. Andriantsoli s'enfuit et l'armée parvint sans encombre à Majunga dont le gouverneur antalaote, Houssein, refusa de se rendre et fut tué. La plupart des Sakalava de la Betsiboka se rallièrent; des éléments de l'armée parcoururent le pays à l'est et à l'ouest du fleuve. Andriantsoli finit par se soumettre; on lui garda le titre de roi et on lui construisit une nouvelle résidence près de Marovoay. Une garnison merina fut établie à Majunga, sous les ordres du prince *Ramanetaka*; c'était lui désormais le roi véritable du Boina.

Dès l'année précédente, lorsque Radama avait parcouru le nord, le roi Sakalava de la dynastie Bemazava, *Tsimandroha*, avait fait sa soumission; on l'avait nommé chef de Vohémar. Le roi des Antankara, *Tsialana*, avait d'abord résisté, puis reconnu Radama comme suzerain.

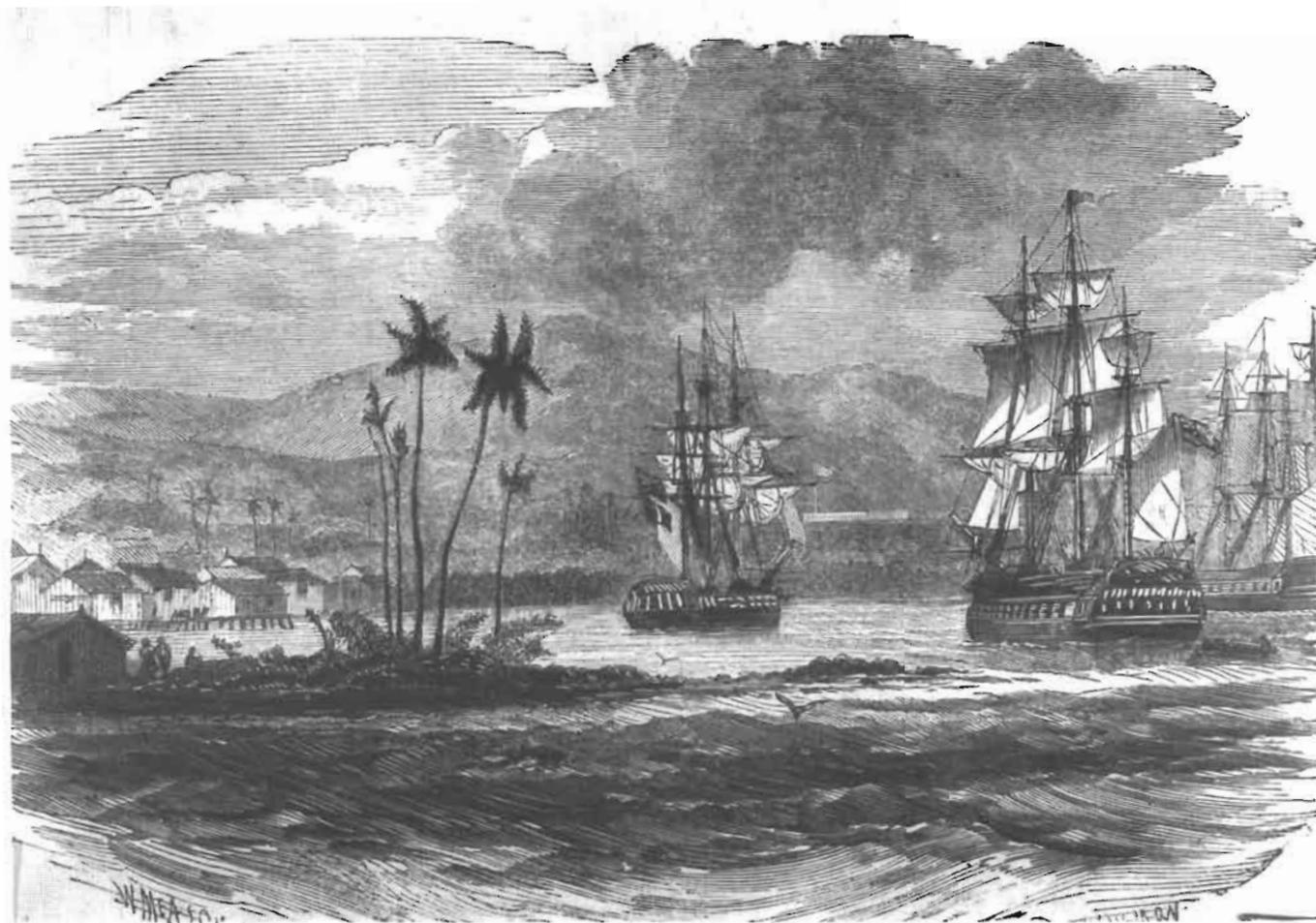
Tous les royaumes Sakalava paraissaient donc être tombés sous la domination merina. Mais celle-ci n'était effective qu'autour des postes occupés par l'armée. On s'en aperçut, en 1825, quand on voulut désarmer la population. Les Sakalava, qui ne circulaient jamais sans fusil ou sagaie, se soulevèrent. Andriantsoli s'empara d'un fort merina et massacra la garnison, mais il échoua devant la citadelle de Majunga; *Ramanetaka* fit une sortie et dispersa l'armée Sakalava. Andriantsoli s'enfuit vers le nord, sur la Mahajamba où il reconstitua ses forces et enleva un poste merina. Poursuivi à nouveau, il s'installa à Anorotsangana où, avec le concours des Antalaotes, il défit une armée merina. Mais en 1826, une attaque combinée par terre et par mer s'empara du village, qui fut incendié. Andriantsoli s'embarqua pour Zanzibar. De nombreux Antalaotes quittèrent alors le sol malgache pour les Comores ou la côte africaine. La sœur du roi, Oantitsi, réfugiée dans les bois avec les chefs Sakalava, fut intronisée reine et les Merina la laissèrent tranquille.

Le Menabe s'était révolté en même temps que le Boina. Ramitraho reprit la brousse. Les Merina le poursuivirent en vain. Finalement la situation antérieure fut restaurée.

Aux grandes expéditions de l'est et de l'ouest, il convient d'ajouter des opérations secondaires, telle la soumission du nord du pays Tanala (Ambohimanga du sud) où fut placé un chef obéissant, et un combat contre les Bara Be, qui se conclut par l'occupation d'Ihosy. Une reconnaissance fut même poussée en pays Mahafali, mais son aridité parut sans doute décourageante et on s'en tint au « Madagascar utile ». Les limites brillamment atteintes par Radama en quelques années ne



Ancien village betsileo en bois



Le port de Tamatave au début du XIX^e siècle

devaient guère être dépassées jusqu'à la fin de la monarchie merina.

4. L'ère nouvelle

Le régime de Radama n'est pas moins remarquable par les innovations que ce roi introduisit en Imerina, en y favorisant la venue et les initiatives des européens.

Les missionnaires britanniques y eurent une grande part. Dès 1818 le Révérend Jones, de la *London Missionary Society* (*L. M. S.*), se rendait à Tananarive. Il y revint définitivement en 1820, bientôt suivi d'un autre missionnaire, Griffiths. Une école fut ouverte le 3 décembre 1820, elle ne comptait que trois élèves. Malgré les encouragements de Radama, ses sujets se méfiaient et cachaient leurs enfants. Peu à peu cependant les élèves vinrent, surtout quand l'enseignement se fit en malgache. Radama, autre Charlemagne, visitait les écoles et distribuait les prix. En 1824 il y avait mille élèves, en 1828 : 2 300, dont un tiers de filles, et 23 écoles, dont 20 en Imerina.

Une réalisation capitale fut de créer la *langue écrite*. Jusquelà seuls quelques clans du sud-est écrivaient le malgache en caractères arabes, système mal commode et mal fixé. Les Anakara vivant à Tananarive avaient appris ce système d'écriture à Radama et à trois autres membres de sa famille. En 1819 Robin entreprit d'initier le roi aux caractères latins. Mais la venue des missionnaires anglais posa la question de l'orthographe, anglaise ou française. Il fut finalement décidé que la langue malgache utiliserait les consonnes anglaises et les voyelles françaises. Peu à peu les lettres inutiles s'éliminèrent, Radama ayant lui-même insisté pour qu'à chaque son correspondît toujours la même lettre.

Ainsi (quasi-miraculeusement puisqu'on parlait de deux langues, anglais et français, qui ont conservé des orthographes absurdement archaïques) le malgache se trouva doté, dès le début, d'un système de transcription phonétique, permettant aux écoliers des progrès rapides. Dès 1827 plus de 4 000 Malgaches savaient lire et écrire. Les lois nouvelles étaient affichées à la porte du palais. Les missionnaires commençaient la traduction en malgache de la Bible.

Le *christianisme* n'avait guère encore qu'un succès de curiosité. Les missionnaires utilisaient le goût et le talent des Malgaches pour les kabary et la musique. Il y avait peu de conversions réelles. Cependant certains individus, et Radama tout le

premier, se détachaient du culte des sampy, de l'observance des innombrables fady, de la croyance à l'infailibilité du tanguin. Le roi, sans être tenté par le christianisme, ne feignait plus que par politique de croire à sa propre divinité.

Il était surtout intéressé par les *progrès matériels* de son peuple. Dès les premières discussions avec les envoyés de Farquhar, nous le voyons soucieux de former des malgaches aux métiers européens. Une vingtaine de jeunes Malgaches furent envoyés, soit en Angleterre sous la conduite du prince Ratefy, soit à Maurice. Quelques ouvriers européens furent attirés à Tananarive. L'Écossais *Cameron*, missionnaire, apprit aux Malgaches à faire des briques crues, du savon, du soufre, à tanner, à utiliser de nouvelles techniques de forge; il forma des charpentiers et construisit des moulins. Un charpentier français, Louis Gros, construisit le palais de Soanierana, tout en bois comme les constructions de cette époque, mais avec des proportions beaucoup plus vastes, des ailes et une véranda intérieure qui excitèrent l'admiration. En 1828 on trouvait à Tananarive des travailleurs sur cuivre, des ferblantiers, des charpentiers, des maréchaux ferrants (on avait introduit les premiers chevaux), des forgerons à l'européenne, des scieurs de long, des tailleurs de pierre, des tanneurs, des filateurs, des éleveurs de vers à soie européens. L'habileté manuelle et l'intelligence des Merina rendirent cette adaptation très rapide.

Les *limites de ce progrès* intellectuel et matériel restaient néanmoins très étroites géographiquement. Elles ne dépassaient pas l'Imerina et même les alentours de la capitale.

Radama comprenait l'intérêt de cette promotion pour son peuple et encourageait les étrangers. Mais ceux-ci étaient encore en très petit nombre. Les voies d'accès étaient difficiles; les européens n'entreprenaient pas de voyage à la saison des pluies et beaucoup mouraient des fièvres. Radama gardait la méfiance de son père à l'égard d'une invasion possible de nations dont il avait reconnu les puissants moyens; aussi ne fit-il pas entreprendre de routes.

D'autres mesures, émanant de son initiative, attestent le prestige auprès de lui des coutumes européennes: suppression du tanguin sur les êtres humains, interdiction d'exposer les enfants nés sous un mauvais signe, fin des immunités pénales accordées à certaines familles. Radama donna l'ordre de nettoyer Tananarive; il fit briser les roches d'Ambatovinaky, permettant ainsi à la ville de s'étendre vers le bas. Chacun put

s'habiller à sa guise et le costume européen (parfois bizarre mélange de civil et de militaire) se répandit dans les classes riches. La mesure la plus difficile à imposer fut de faire couper les cheveux des soldats; les femmes protestèrent véhémentement, mais Radama tint bon.

5. Mort de Radama et conséquences de son œuvre

Radama mourut brusquement le 28 juillet 1828, ayant environ 35 ans. Aux fatigues des campagnes et de l'action incessante, il avait ajouté l'abus des plaisirs de toutes sortes et de l'alcool. Deux ans avant lui étaient morts Jean René et Hastie. Robin s'empressa de regagner la Réunion. Ainsi disparurent, presque ensemble, les principaux animateurs de l'entreprise de modernisation.

Sans doute avait-on dû aux initiatives de Farquhar et aux conseils d'Hastie une large part de cette rénovation. Le personnage de Radama I^{er} n'en reste pas moins essentiel. Il a ouvert son pays à l'extérieur; il a su à la fois diriger les initiatives européennes vers l'utile et en éviter les dangers; il a réalisé dans une très vaste mesure l'unité de l'île et s'est efforcé de la guider résolument vers le monde moderne. Son rôle pour Madagascar a été décisif. A bien des égards, y compris l'ardeur de la curiosité et l'autoritarisme des moyens, on peut le comparer à Pierre I^{er} de Russie. Comme lui, il mérite le nom de « Grand ».

Razafintsalama (F5) l'accuse d'avoir dévié vers le militarisme et la monarchie absolue le système, plus patriarcal et appuyé sur les conseils des notables, d'Andrianamasinavalona et de Nampoina. Le fait paraît certain. Mais le nouveau système correspondait à l'élargissement du royaume et aux nécessités de la conquête. Une hiérarchie était nécessaire pour tenir ensemble tant de peuples et de clans différents. Sans doute cette création a-t-elle favorisé la formation de classes privilégiées, détenant à la fois l'autorité, les esclaves et les moyens du commerce.

En fait, tant que Radama régnait en maître absolu, son prestige personnel, son contact par kabary avec tous les peuples, sa présence universelle, son don d'utiliser les élites de toutes provenances (Jean René, Nikolos, les sergents européens, les missionnaires, un Sihanaka comme Rafaralahy nommé gouverneur de Foulpointe, etc...), son intelligence, sa volonté d'innovation brisaient les obstacles et dominaient tout. Les inconvénients du nouveau système apparurent dès que le maître

fut mort : confiscation progressive du pouvoir par les privilégiés appartenant aux castes merina supérieures (andriana et hova provenant en majorité de l'ancien royaume d'Ambohimanga), affaiblissement systématique de la royauté, conservatisme. La monarchie, toujours absolue d'apparence, va devenir une oligarchie étroite, en proie aux luttes de clans.

Des progrès immenses ont été accomplis par deux grands hommes, Andrianampoinimerina et Radama. La mort prématurée de Radama, sans successeur digne de lui, fut, pour le royaume, une catastrophe durable.

II. — LA RÉACTION DE RANAVALONA I^{re}

1. Oligarchie, réaction et isolement

Ramavo (la jaune), première femme et cousine de Radama, fut portée au pouvoir par les chefs de l'armée et de la noblesse, désireux de gouverner à sa place. Elle prit le nom de *Ranavalona* (1), symbolique de cette mise à l'écart du monarque, comme une idole précieuse. En fait son règne dura trente-trois ans et elle n'en fut pas absente.

Les chrétiens, qu'elle persécuta, l'ont appelée « Néron », « Caligula », « Ogresse ». Pourtant, ni folle, ni sadique, c'était une petite femme grasse, très ordinaire, bonne mère, assez reconnaissante à ceux qui la servaient bien, mais ignorante, crédule, influençable. Entretienue par une adulation permanente dans la conviction de son caractère sacré, elle se montra résolue à n'y laisser porter aucune atteinte et à maintenir intact l'héritage des ancêtres.

Son règne eut pour marques

A : la prise de pouvoir par une oligarchie ploutocratique,

B : la rupture avec l'influence européenne,

(1) *Ranavalona*. — Celle qui a été pliée, mise en réserve (comme une étoffe précieuse, pour les grandes circonstances). Andrianampoinimerina avait prescrit que ses successeurs devraient être pris dans la descendance de sa grand-mère Rasohérina, femme d'Andriambelomasina. Ainsi il limitait le choix et évitait des troubles. Mais la phrase par laquelle il désignait Ramavo comme successeur de Radama (Tantara, p. 1056) pourrait bien avoir été ajoutée ultérieurement pour justifier l'avènement de celle-ci. Nampoina, autoritaire et sagace, si soucieux de la continuité de son œuvre, aurait-il voulu ruiner la monarchie en la confiant à une femme nullement préparée à cette tâche et d'ailleurs plus âgée que son mari? Une tradition recueillie par A. Grandidier (*D I*, I, p. 215, note 3) assure que Ramavo fut portée au pouvoir malgré elle.

C : l'organisation de l'isolement,
 D : la lutte contre le christianisme.

A — Les hommes qui avaient porté Ranavalona au trône commencèrent à se débarrasser des membres de la famille royale qui auraient pu leur faire concurrence : son neveu Rakotobe et son père le prince Ratefy, la mère de Radama, sa sœur, son cousin germain Ramananolona gouverneur de Fort-Dauphin, furent assassinés. Seul Ramanetaka réussit à se sauver à Mohéli, dont il devint roi.

Puis il s'agit de se partager le pouvoir. La reine, étant réputé roi, pouvait prendre des amants dans n'importe quelle caste. Devenir son amant était un moyen de régner, mais les compétitions étaient vives. Après Rainimahay, ce fut Andriamihaja, qui se crut, un peu trop tôt, le maître absolu. Il fut tué à son tour. Dès lors le pouvoir, avec les grâces de la reine, furent partagés entre *Rainiharo*, du clan Tsimiamboholahy (1) et *Rainijohary*, du clan Tsimahafotsy. C'étaient les deux principaux clans hova qui avaient assuré l'élévation au trône d'Andrianampoinimerina, et les principaux chefs de l'armée. Désormais les Andriana perdirent l'exclusivité du gouvernement. Une classe dirigeante se forma, composée de chefs militaires hova et d'andriana de la famille royale, les premiers dominant. Ainsi accéda au pouvoir une oligarchie fermée et héréditaire qui s'enrichit rapidement.

Les expéditions procuraient des esclaves et des bœufs ; les esclaves permettaient de cultiver les rizières, de garder de grands troupeaux, de pratiquer diverses industries lucratives et de construire des maisons. De plus le commerce extérieur fut concentré entre les mains des oligarques. L'autorité civile et militaire leur appartenait ; ils disposaient d'un grand nombre d'aides de camps (*deka*) qui les secondaient dans leurs affaires, et ils pouvaient au besoin se servir des hommes libres par la corvée. A la féodalité déclinante et au système de castes, qui au temps de Nampoina n'empêchaient pas la société merina d'être assez égalitaire, s'était substituée une ploutocratie autoritaire, comblée de faveurs et de richesses, alors que le peuple était de plus en plus assujéti et exploité.

(1) *Rainiharo*. — Il était le fils d'Andriantsilavo, un des conseillers d'Andrianampoinimerina. Commandant en chef et Premier Ministre, il fonda la dynastie des maires du palais connue sous le nom d'« Andafy avaratra » (le côté du Nord, parce que leur palais était au nord de celui de la reine). Raharo et Rainilaiarivony étaient ses fils.

B — Ces nouveaux maîtres furent naturellement hostiles à l'influence des européens, par crainte que ceux-ci n'occupent des places éminentes comme au temps de Radama et par souci de confisquer les bénéfices à leur profit. Les traitants, français et anglais, essayèrent de faire intervenir leurs gouvernements. D'où plusieurs conflits.

Il fallait d'abord rompre avec l'influence anglaise. Un résident, Lyall, avait été envoyé pour succéder à Hastie. On refusa de le reconnaître, tout en lui notifiant, à la fin de 1828, l'abolition du traité; la reine s'engageait unilatéralement à ne pas rétablir la traite. Puis, comme il s'obstinait à rester, on l'accusa d'une offense à l'idole Ramahavaly, on introduisit des serpents chez lui et on le fit partir, mourant et à moitié fou.

Du côté français, le gouvernement de Charles X, désireux de relever son prestige, envoya quelques navires, sous les ordres du commandant *Gourbeyre*, qui fit reconstruire Tintingue, occupa Tamatave avec ses troupes sénégalaises mais échoua devant Foulpointe (1829). Le gouvernement de Louis-Philippe, ne voulant pas de controverses avec les Anglais, fit évacuer l'année suivante.

La reine se crut invincible. Mais Rainiharo, mieux informé de la puissance réelle des Européens, envoya, en 1836, une ambassade à Paris, où elle ne fit qu'une visite de courtoisie, et à Londres où on discuta d'un nouveau traité. Palmerston réclama l'entière liberté de commerce, de navigation et d'établissement. Les Malgaches n'admirent qu'un trafic limité aux ports sous le contrôle des gouverneurs. Les choses en restèrent là. Le commerce resta confiné à quelques ports, surtout Tamatave, et les exportations de bœufs furent réservées à quelques membres de l'oligarchie. L'abolition de l'esclavage à Maurice, puis à la Réunion, amena des traitants à chercher des « engagés » sur les parties de la Côte Ouest demeurées indépendantes, en fournissant des armes à leurs chefs.

Le conflit d'intérêts avec les traitants atteignit un paroxysme en 1845. On les somma d'avoir à se soumettre aux lois malgaches (y compris le tanguin et la corvée) ou d'avoir à partir, ce qu'ils firent. Des navires anglais envoyés à Tamatave rencontrèrent des navires français. Sans instructions, le commandant *Kelly* et l'amiral *Romain-Desfossés* s'entendirent pour envoyer un ultimatum, bombarder la ville, puis attaquer les forts. Ceux-ci se défendirent et les Anglo-Français se retirèrent, laissant une vingtaine de cadavres, dont les têtes coupées furent empalées sur le rivage. La reine réclama une indemnité

pour cette agression. Palmerston et Guizot adoptèrent une attitude commune d'indifférence à l'égard de Madagascar, pour ne pas troubler l'entente franco-anglaise.

C — Si le gouvernement malgache avait pu résister aux puissances et se passer d'elles, c'est qu'il avait su organiser son isolement.

L'isolement a été une réaction de défense de divers pays d'outre-mer pour éviter l'invasion des produits et de l'influence européenne et tenter de sauvegarder leur indépendance et leur équilibre ancestral. Le Japon, la Chine, le Maroc en furent des exemples. L'originalité du système d'isolement malgache c'est qu'il fut une organisation étatique et qu'il utilisa, en les absorbant, quelques européens bien choisis.

Les besoins à satisfaire étaient, à vrai dire, faibles. Les peuples malgaches vivaient sur eux-mêmes, en économie fermée. Les importations n'intéressaient guère que le gouvernement merina et sa ploutocratie : d'abord les armes, puis certains produits européens dont l'aristocratie avait pris l'habitude : vêtements, sucre, alcool, etc...

Le principal agent du commerce extérieur fut Napoléon *de Lastelle*, un breton de Saint-Malo. Venu comme représentant de la maison Rontaunay, de la Réunion, il s'établit à son compte à Tamatave, acheta des plantations, installa à Mahela (au nord de Mananjary) une fabrique de sucre et de rhum; il servit d'intermédiaire aux dirigeants merina pour les ventes de bœufs et de riz et pour les achats à l'étranger; la reine et l'oligarchie partageaient avec lui les bénéfices. A Majunga l'américaine Max jouait le même rôle avec moins d'envergure.

L'industrie moderne fut créée, avec une ingéniosité stupéfiante, par *Jean Laborde*. Fils d'un forgeron d'Auch, émigré dans l'Inde, puis parti à la recherche d'un trésor, il fut jeté par un naufrage à la côte malgache et recueilli par Lastelle qui l'envoya, en 1832, à Tananarive où le gouvernement l'engagea pour faire des fusils. Travaillant d'abord à Ilafy, il s'installa ensuite à *Mantaoa*, dans la forêt, aux sources de la Varahina, où l'on trouvait à la fois des chutes d'eau, du bois et du minerai de fer. 20 000 corvéables furent mobilisés pour la construction; l'usine fonctionna ensuite avec un millier. De la forêt vierge et de cette main-d'œuvre sans salaire ni éducation technique (Laborde la nourrit et la forma), le génie du gascon, aidé par la lecture des « Manuels Roret » et de publications scientifiques, fit surgir une cité industrielle, avec

haut fourneau et machines, complétée par une ville résidentielle appelée Soatsimanampiovana (la belle qui ne peut changer). La reine et les grands personnages y venaient de temps à autre contempler le parc, le lac, le zoo et les fêtes que Laborde savait sans cesse renouveler, en y mêlant la musique et les combats de taureaux, dont Ranavalona raffolait.

La liste des créations de Laborde à Mantasoa comprend : les fusils, la poudre, les cartouches, les grenades, les mortiers, les sabres et les épées; le verre, la faïence, les poteries, les briques cuites, les tuiles; la chaux, le ciment, le charbon de bois, l'acide sulfurique, les couleurs, le savon, la potasse, la cire à cacheter, la soie, les rubans, les paratonnerres. En contrebas de la falaise, à Lohasaha, il créa un centre agricole, avec culture de la canne à sucre, usine de sucre et de rhum, et jardin d'essai pour les plantes tropicales, notamment la vanille et divers fruits de la Réunion. En bon gascon il cultiva la vigne. Il construisit pour la reine le grand palais actuel de Manjakamiadana, tout en bois, avec une colonne centrale de 39 mètres que 5 000 hommes amenèrent de la forêt; il conduisit l'eau, par aqueducs, au sommet de la colline. Il dressa des bœufs au transport et construisit les premières charrettes. Il introduisit les bœufs sans bosse, les moutons mérinos et inaugura la pisciculture. « Homo faber » universel, Robinsou dans l'île.

Lastelle et Laborde, devenus citoyens malgaches, étaient incorporés à l'oligarchie. Lastelle vivait avec la nièce de Jean René, la princesse Juliette Fiche. Laborde, 15 honneurs, se trouvait assimilé à la première catégorie de noblesse. Madagascar était devenu leur pays (ils y sont morts tous les deux); mais, n'ayant rien renié, ils favorisèrent l'influence française et la religion catholique qu'ils pensaient utiles à leur patrie d'adoption.

D — En 1830 on comptait à Tananarive environ 200 chrétiens convaincus, qui brûlaient de diffuser leur foi. C'est à ce moment, où les efforts des missionnaires protestants commencent à porter leurs fruits, que débutent les persécutions.

La reine et les gouvernants, restés fidèles à la foi des ancêtres et hostiles aux innovations européennes, ne pouvaient admettre la subversion des croyances et des coutumes qu'entraînait le christianisme, notamment la référence à un seul Dieu et à la fraternité humaine. C'était une menace pour la reine déifiée, pour les « idoles », pour l'édifice des castes et pour l'institution de l'esclavage, en somme pour l'ordre social existant.

En 1832 on refuse d'autoriser les baptêmes. Le christianisme, néanmoins, se répand et même s'affiche. En 1835, défense est faite aux malgaches de devenir chrétiens. L'année suivante tombaient les premiers martyrs, Rasalama et Rafaralahy, en même temps que les missionnaires étaient exilés. En 1840 dix chrétiens furent condamnés à mort, dix-huit en 1849. Les uns furent sagayés, d'autres brûlés vifs, d'autres précipités du haut de la colline. Ils restèrent fermes dans leur foi jusqu'au bout, s'encourageant, chantant des hymnes.

Les catholiques, de leur côté, avaient eu un martyr illustre. En 1829 le préfet apostolique de la Réunion, M^{gr} de Solages, avec toute l'impatience d'un saint zèle, tenta de gagner Tananarive sans attendre l'autorisation de la Reine. Privé de porteurs et de vivres, réfugié dans une pauvre case malsaine, il succomba à Andevorante. Par la suite M^{gr} Dalmond fonda une mission dans les petites îles françaises de Sainte-Marie et de Nossi-Bé. Les Pères essayèrent même, sans succès, de s'installer à Bali, en pays Sakalava indépendant.

En somme le christianisme semblait extirpé; il devait ou bien se cacher ou bien rôder dans l'attente, autour de la Grande Ile.

2. Les expéditions

La conquête de l'île par Radama avait été incomplète et, pour certaines régions, superficielle. Ranavalona s'efforça d'achever l'occupation et de rendre l'administration merina effective. Malgré de grands efforts elle n'y réussit que très partiellement. Elle ne sut pas en effet pratiquer la politique d'appriivoisement qui avait si souvent réussi à ses prédécesseurs. Or l'armée avait cessé d'être payée et était devenue un ramassis de pauvres gens faméliques, razziant les populations conquises. Quant aux officiers ou gouverneurs chargés de provinces, ils en étaient réduits à vivre sur le pays; certains le firent avec modération et adresse; d'autres, avides et durs, provoquèrent des soulèvements.

Les pays Betsileo et Betsimisaraka, les plus anciennement et solidement tenus, ne donnèrent guère de soucis. En 1831 la reine fonda la ville de *Fianarantsoa* (« bon enseignement »), copiée sur Tananarive avec sa colline et son lac. On puisa au Betsileo des hommes et des vivres pour les expéditions. Beaucoup se déroberent. En 1836 il fallut envoyer un général et une armée pour les ramener.

Du Betsileo partirent des expéditions merina complétées d'auxiliaires betsileo vers les pays voisins du sud. Quatre d'entre elles, de 1829 à 1832, tentèrent de soumettre les *Tanala de l'Ikongo*. Le pays fut ravagé, mais les chefs, réfugiés sur le pic Ikongo d'où ils faisaient pleuvoir des pierres sur les assiégeants, résistèrent à tous les assauts. Ils se soumirent cependant, mais, envoyés à Tananarive, furent mis à mort. D'où, à partir de 1850, une révolte générale conduite par le roi *Tsiandraofana*, contre lequel échouèrent trois armées. Plus tard Radama II obtint un tribut théorique, mais en fait l'Ikongo resta indépendant.

Des expéditions traversèrent les pays *Bara* et *Masikoro* et l'une d'elles, en 1835, parvint même à la baie de Saint-Augustin. Mais dans ces pays arides, où les indigènes faisaient le vide, les armées mouraient de faim et les survivants durent battre en retraite. Il en fut de même en *Androy* : des postes isolés furent établis en bordure du pays, à l'est, mais deux essais de pénétration, par mer et par terre, échouèrent.

Quant aux *Antanosi*, une moitié d'entre eux, s'estimant malmenée, émigra en 1845 sur le moyen Onilahi où les rois Mahafali leur concédèrent des terres. En 1852 le poste merina de Fort Dauphin fut attaqué. Un commerçant français, M. Lambert, mit un navire à la disposition de la reine pour transporter ses troupes de renfort qui en trois ans soumirent à nouveau l'Anosi; celui-ci resta d'ailleurs isolé.

La même année éclatait la révolte des *Antesaka* qui se fortifièrent dans la zone forestière de la falaise, sur le piton de Vohitravoha. Une armée, sous le commandement de *Raharo*, submergea le pays et massacra des milliers d'hommes. D'autres se sauvèrent dans la forêt et y moururent de faim. D'autres encore émigrèrent dans la région de Midongi du sud. Au retour *Raharo* fit subir le même traitement aux Antefasi. Il ramenait de longues files de femmes et d'enfants réduits en esclavage.

À l'ouest, Sakalava et Antankara restèrent fidèles à leur tactique de la dérobade et du harcèlement.

À la mort de Ramitraho, en 1834, Ranavalona tenta la conquête du *Menabe* qui fut submergé, mais ne se soumit pas. De nouveaux postes furent installés à la bordure. Mais les rois *Kelisambae*, puis son fils Tarane conservèrent leur indépendance sur la Tsiribihina.

Dans l'Ambongo, cinq expéditions ne purent venir à bout du roi *Tafikandro*, cousin d'Andriantsoli.

Celui-ci, dès la mort de Radama, était revenu à Anorontsan-

gana et parvint jusqu'aux portes de Majunga. Mais l'armée Sakalava, commandée par l'antalothe Rosy ben Osseny, fut battue par les Merina qui, en même temps, remontaient la côte par mer jusqu'à Nossi-Bé. Andriantsoli, après leur départ, revint à nouveau à Anorontsangana. Cependant ses sujets, épuisés par les guerres et les razzias, mécontents de la préférence donnée par le roi à l'islam et aux Antalaotes, le remplacèrent définitivement par sa sœur Oantitsi. En 1832, Andriantsoli s'embarqua pour Mayotte dont il devint roi et Oantitsi prêta hommage à Ranavalona. Elle ne possédait plus guère qu'Anorontsangana et sa région.

Au nord, le roi des Sakalava Bemazava, *Tsimandroha*, qui avait été envoyé par Radama à Vohémar, revint en 1836 et chassa les Merina du Sambirano. Il prit sous sa protection la jeune Tsiomeko, qui venait de succéder à Oantitsi. Mais les Merina revinrent en force et il se réfugia chez les Antankara.

Ceux-ci, avec le roi *Tsimiharo*, guerroyaient dans les rochers, d'où ils finirent par être délogés. Réfugiés dans les petites îles (*Nossi-Bé*, Nosy Faly, Nosy Mitsio) ces divers souverains, après avoir fait appel au sultan de Zanzibar qui leur promit des secours mais n'en envoya pas, s'adressèrent au commandant d'un navire français qui était sur rade (1839) et placèrent leur pays sous la protection de la France. L'amiral de Hell, gouverneur de la Réunion, ratifia la convention et, en 1841, le pavillon français fut hissé sur les îles. La grande terre était occupée par les Merina et, de ce côté-là, Ranavalona avait vraiment consolidé les conquêtes hâtives de Radama. Mais, par la suite, la France devait essayer de faire valoir les droits théoriques que lui avaient cédés les souverains locaux.

3. Les dernières années

En 1852 Rainiharo mourut, Laborde lui fit un tombeau monumental. Son fils *Raharo* (plus connu sous le nom de *Rainivoninahitrinony*) lui succéda. Ainsi arrivait aux affaires une nouvelle génération qui avait reçu autrefois des missionnaires une certaine instruction et pouvait être plus accessible aux nouveautés. Le principal représentant en était le fils de la reine, *Rakoto* (1), naturellement bon et généreux, qui,

(1) *Rakoto* (Monsieur le garçon) est le nom malgache le plus banal. Né 13 mois après la mort de Radama, il fut néanmoins considéré comme son fils et généralement appelé RakotondRadama (*Rakoto*, fils de Radama). Radama (M. Dama c'est-à-dire Adam) semble un nom d'origine antemoro.

sous l'influence de Laborde (il l'appelait « mon père ») avait des sympathies pour les chrétiens et les Européens, et désirait vivement moderniser le royaume. A cette tendance s'opposaient Rainijohary et les partisans du vieil ordre de choses, poussant au trône le neveu de la reine, Ramboasalama.

Le gouvernement, en 1853, rouvrit les ports, après paiement d'une indemnité de 15 000 piastres par les Mauriciens. Mais les Européens restaient confinés à la côte. Cependant, en 1855, la reine, sur l'intervention de Lastelle et de Laborde, autorisa la venue à Tananarive du Français *Lambert*, homme d'affaires aventureux qui l'avait aidée en transportant ses troupes. Le faste et la faconde de Lambert séduisirent tout le monde. Il poussa ses avantages en faisant signer par Rakoto un document secret par lequel il demandait le protectorat français et accordait à Lambert, qui devait former une compagnie pour la mise en valeur de Madagascar, des droits exorbitants (c'est la « Charte Lambert »). Rakoto pensait s'assurer ainsi l'appui d'une grande puissance pour arriver au trône et moderniser rapidement son pays.

Lambert espérait faire avaliser cette charte par Napoléon III. Mais celui-ci, en pleine guerre de Crimée, ne voulut pas se brouiller avec son alliée l'Angleterre et proposa au gouvernement anglais de participer à la Compagnie. Celui-ci ajourna la réponse, mais dépêcha à Tananarive le missionnaire *Ellis*, qui fit à Rakoto de violents reproches. Le secret transpira; le parti de Rainijohary agita auprès de la reine, vieillissante et sombrant dans la superstition, la crainte d'une intervention européenne et d'une trahison. En avril 1857 on invita les sorciers et autres criminels à se dénoncer; plus de 1 200 malgaches furent mis aux fers, 70 brûlés ou sagayés, leurs familles réduites en esclavage.

Le mois suivant Lambert revenait, avec la célèbre voyageuse autrichienne *Ida Pfeiffer*. Il fut reçu triomphalement, mais dut confesser à Rakoto son échec. Un complot se forma pour faire cesser immédiatement la tyrannie obscurantiste en plaçant Rakoto sur le trône. Le centre en était peut-être formé par les chrétiens secrets, appelés « Priants », mais Rakoto, Lambert et Laborde étaient complices. On comptait sur l'appui de *Raharo*, qui ajourna la tentative. Rainijohary fut mis au courant et avertit la reine. Tous les Européens furent chassés (y compris Laborde, dont les créations furent saccagées, et deux prêtres, les Pères *Finaz* et *Webber*, qui s'étaient fait passer pour aide-médecins); une centaine de chrétiens furent saisis, enchaînés, lapidés, empoisonnés au tanguin ou réduits en esclavage.

La reine, idole septuagénaire, malade et inquiète, passa ses trois dernières années en voyages, où elle traînait des foules immenses. Le 18 août 1861 elle expira après avoir désigné Rakoto comme successeur. Celui-ci, étant appuyé par le premier ministre Raharo et son frère Rainilaiarivony, commandant en chef, contre le parti réactionnaire de Rainijohary, monta sans difficulté sur le trône et prit le nom de *Radama II*.

III. — LA ROYAUTÉ ASSASSINÉE

1. L'utopie de Radama II

Radama II était un enfant gâté. L'adulation de sa mère, la vie oisive de la cour et l'absence de toute éducation véritable en avaient fait un jouisseur impulsif, incapable de travail suivi et sans aucun sens des réalités. Dans ces conditions, il aurait pu être un Néron, mais son immense bonté naturelle avait produit exactement l'inverse : un doux utopiste, désirant ardemment le bonheur de son peuple au point de s'oublier lui-même. La civilisation européenne, qu'il connaissait par Laborde et par la lecture de nombreux livres anglais, lui était apparue comme un paradis, qu'il suffirait d'étendre à Madagascar pour que tous les problèmes fussent résolus à jamais. Son ignorance des hommes, de leurs intérêts et de leurs préventions, sa méconnaissance des obstacles, son horreur pour la contrainte et même pour la force publique lui interdisaient toute efficacité. Né dans la toute-puissance, il n'avait pas su en mesurer les conditions ni les limites. Son court règne présente le spectacle étonnant d'une monarchie absolue confiée à un anarchiste.

L'espoir de tout un peuple l'accueillait. Jamais changement ne fut plus total. Radama refusa d'exécuter ceux qui avaient conspiré contre son avènement; il abolit le tanguin et la peine de mort; les condamnés antérieurs furent amnistiés, le service militaire réduit des trois quarts, les corvées supprimées, les douanes abolies. Il renonça aux expéditions lointaines et fit renvoyer chez eux nombre de captifs; les peuples côtiers, et notamment les Sakalava indépendants, furent touchés par ces procédés et envoyèrent des délégations remercier le roi. La liberté absolue des cultes fut proclamée; les chrétiens enchaînés furent libérés et restaurés dans leurs biens. Radama se tenait toujours prêt à écouter les plaintes et à redresser les torts.

Aux Européens, considérés comme agents de civilisation, Radama ouvrit toutes grandes les portes du royaume. Les missions catholiques (avec les Pères Webber et Finaz) et protestantes (avec Ellis) firent une rentrée massive. Laborde revint et, nommé consul de France, exerça de nouveau sur le roi et la cour son influence qui (avec la conviction d'agir pour le bien de Madagascar) favorisait naturellement les entreprises catholiques et françaises.

De ce nombre était la *Charte Lambert*. Celle-ci fut confirmée par le roi et contresignée par les ministres : La compagnie à former recevait le monopole des mines, le droit de construire des routes, de battre monnaie, d'acquérir les terrains qui lui plairaient, et de « faire tout ce qu'elle jugera convenable au bien du pays » ; le tout sans impôt ; la Compagnie promettait seulement au roi une redevance de 10 % sur les bénéfices.

Lambert lui-même fut envoyé en Europe comme ambassadeur malgache pour faire reconnaître Radama et mettre la compagnie sur pied. Un *traité*, passé en 1862, avec la France, reconnaissait Radama comme roi de Madagascar (le préambule réservant « les droits de la France ») ; il instituait une « paix constante et amitié perpétuelle » entre les deux pays, la liberté de circulation et d'établissement réciproque pour les nationaux, la liberté religieuse, le droit pour les Français d'acheter des terres et de n'être jugé que par leurs consuls. Les Anglais signèrent peu après un traité similaire et un de leurs nationaux, Caldwell, obtint une Charte (1). Le plénipotentiaire français, le capitaine de vaisseau Dupré, arracha en outre au roi, avec difficulté, un traité secret admettant « les droits particuliers de la France » sur ses anciens établissements ou sur les protectorats Sakalava et Antankara.

Cette politique d'un libéralisme sans limites à l'égard des étrangers, et favorisant tout particulièrement un groupe français, rencontra bien vite des oppositions : celle d'Ellis qui, conseiller écouté du roi, s'efforça de faire échouer les conventions avec la France ; celle des traitants, aussi bien français qu'anglais, qui avaient certes profité de la liberté douanière

(1) *Charte Caldwell*. — Ce document, signé le 23 août 1862, accordait à Caldwell et à ses compagnons la liberté de commercer et de prendre des terres partout à leur convenance. Caldwell indiquait son intention d'exporter des produits naturels, d'exploiter des mines et de commencer ses entreprises dans la région de Vohémar. 10 % des produits devaient revenir au roi. Ce document, dangereux par son imprécision, était cependant beaucoup moins extravagant que la Charte Lambert.

par des entrées massives de marchandises et surtout d'alcool, mais qui craignaient le monopole de la Compagnie Lambert; celle surtout de l'oligarchie merina dirigeante. La suppression des corvées, des douanes, des expéditions de guerre, et la réduction de l'armée, non seulement privaient l'état de tout moyen d'action, mais aussi enlevaient aux privilégiés leurs sources de gains essentielles. L'importance prise par les Européens et la prépondérance certaine de leur commerce en économie libérale étaient, pour cette ploutocratie locale, une menace d'avenir encore plus grave. Enfin Radama mit le comble à l'hostilité de l'oligarchie traditionnelle, issue des clans du royaume d'Ambohimanga, en réservant ses faveurs à ses compagnons de jeunesse, les *Menamaso* (yeux rouges), originaires des autres parties de l'Imerina. Dès lors Raharo, premier ministre, et son frère Rainilaiarivony, commandant en chef, se réconcilièrent avec le parti réactionnaire de Rainijohary et se préparèrent à ressaisir la plénitude du pouvoir. Ils étaient d'ailleurs les seuls armés et organisés.

2. Instauration de la dictature ministérielle

Le mécontentement fut semé dans le peuple contre les étrangers et les innovations; on lui fit craindre la colère des ancêtres. En mars 1863 éclata une curieuse épidémie dite *Ramananjana* (le raidissement); les malades, le cou et les membres raidis, dansaient en semblant porter de lourds fardeaux; le bruit se répandit que c'était l'escorte de Ranavalona 1^{re}, revenant du séjour des ombres pour sermonner son fils et rétablir les traditions. Le bon Radama, impressionné, ordonna qu'on ôtât son chapeau devant eux. A la faveur de ce trouble, l'anarchie grandissait, fournissant un prétexte à Raharo pour amener à Tananarive ses partisans armés et ses troupes.

Inconscient du danger, Radama, au début de mai 1863, mit le comble à ses inconséquences en décidant brusquement d'autoriser le duel, non seulement entre individus mais entre villages, en se réservant toutefois d'arrêter l'effusion de sang. On peut voir dans cette mesure étrange une velléité des Menamaso de s'armer contre l'oligarchie militaire. Raharo réagit aussitôt. Le 8 mai il se rendit au palais et supplia le roi de renoncer au duel. Celui-ci maintint sa décision. Raharo, alors, sortit avec son frère et ses hommes en proférant des paroles de menace. Une partie des Menamaso furent immédiatement

massacrés. Les autres étaient réfugiés chez le roi qui refusa de les livrer, puis les livra à condition qu'ils auraient la vie sauve, promesse qui ne fut pas tenue. Il ne restait plus qu'à se débarrasser de Radama lui-même, chose aisée puisqu'il n'avait plus ni garde, ni partisans armés. Le 11 mai 1863, comme le soir tombait, les complices de Raharo l'assommèrent, puis l'étranglèrent avec une étoffe de soie, car le sang d'un souverain ne devait pas être versé.

Ainsi périt la bonne volonté désarmée. « Je n'ai jamais dit, écrit Ellis, que Radama était un chef capable..., car il ne l'était pas ; mais jamais un chef plus humain n'a porté une couronne. »

Raharo craignait la popularité du roi dans le peuple ; c'est sans doute ce qui l'avait amené à le sacrifier. Il proclama reine *Rabodo*, la première femme et cousine de Radama, sous le nom de *Rasoherina* (la chrysalide). Nom quasi symbolique, car elle était sa prisonnière. Du moins il le crut après l'avoir épousée, et il abusa de son pouvoir absolu, jusqu'à vêtir lui-même le manteau royal. En fait, la royauté était morte avec Radama ; jamais la monarchie réelle ne fut rétablie aux mains du souverain ; jusqu'à la fin le système politique merina consista en une dictature du premier ministre.

La reine dut promettre de ne pas boire d'alcool, de ne pas prononcer de condamnation à mort sans le conseil des « chefs du peuple », de ne promulguer aucune loi nouvelle sans leur consentement, de ne pas licencier l'armée. C'était la consécration du pouvoir aux mains de l'oligarchie.

A l'égard des étrangers et des chrétiens, Raharo sentit la nécessité de rassurer. La liberté des cultes fut maintenue, de même que la suppression du tanguin. Cependant les traités passés par Radama furent déclarés abolis, ainsi que la Charte Lambert. Celui-ci avait passé la main à une « Compagnie de Madagascar » où deux grosses maisons capitalistes « Fould et Seillière » et les Messageries Impériales avaient la majorité des actions. Une importante mission de prospection voguait vers la Grande Ile. A l'annonce de l'abolition des traités, Dupré menaça d'un ultimatum, mais la Compagnie, plus réaliste, se contenta de réclamer une indemnité (du double de ses dépenses réelles, d'ailleurs) et le gouvernement français la suivit.

C'était là un grave souci pour Raharo. Il avait à faire face d'autre part à des troubles intérieurs. On chuchotait que Radama n'était pas mort et allait revenir. Des Sakalava en prirent prétexte pour attaquer l'ouest de l'Imerina, pendant

que le sud de l'Itasy s'agitait. Il fallut envoyer des troupes (1).

Mais le plus grave ennemi de Raharo était Raharo lui-même. Maître absolu, il laissa libre cours à sa brutalité naturelle, allant, dans ses heures d'ivresse, jusqu'à menacer de mort ses officiers et son frère, et jusqu'à insulter la reine. Celle-ci, intelligente et secrète, s'allia à Rainilaiarivony et, le 14 juillet 1864, celui-ci fut proclamé Premier ministre en remplacement de son frère. Raharo essaya d'intriguer et, sept mois plus tard, fut exilé à Antsirabe, sous bonne garde.

IV. — RAINILAIARIVONY ET LES RÉFORMES

1. Rainilaiarivony

Rainilaiarivony (« le père de celui qui a la fleur » ou « de celui qui a été créé comme une fleur »?) avait alors 36 ans. Né sous un mauvais sort (un sort « trop puissant »), on lui coupa le bout de deux doigts et on l'abandonna à lui-même précocement. Il réussit, encore enfant, à se constituer un petit commerce et à acquérir les rudiments de l'instruction primaire, à l'époque où Ranavalona I^{re} avait supprimé les écoles. Cette ténacité à triompher d'un destin contraire finit par toucher son père, le ministre Rainiharo, qui l'employa dans ses affaires privées, puis le fit nommer secrétaire royal. A 24 ans, il était 13 honneurs (maréchal); secrétaire particulier de la reine, il devint l'homme indispensable. Il se rangea néanmoins sous les ordres de son frère aîné, moins capable mais de caractère plus décidé, et fit avec lui l'expédition du sud-est. Il s'efforçait de compléter ce que sa formation intellectuelle avait d'élémentaire et d'étroit par des conversations avec les étrangers, surtout avec Laborde, dont il appuya la politique au début du règne de Radama II; puis il suivit son frère, jusqu'au jour où il se débarrassa de lui. Il arrivait donc au poste suprême avec une longue pratique des affaires.

Supérieurement doué, d'une intelligence brillante, habile,

(1) *Survie de Radama II.* — M. l'administrateur Delval, excellent malgachisant, qui prépare une thèse sur Radama II, défend l'hypothèse de la survie de ce roi qui serait mort quarante ans plus tard en pays Sakalava, dans la région de Morafenobe. Certaines tribus de l'Itasy et de Faratsiho restent convaincues que Radama a pu s'échapper pendant son transfert au tombeau et qu'il a vécu ensuite dans l'ouest.

éloquent, ambitieux, naturellement sensible et même prime-sautier (1), son enfance malheureuse, puis les intrigues de la Cour lui avaient appris de bonne heure à dissimuler, à se méfier, à se contraindre, à agir en sous-ordre. Dans ses débuts au pouvoir, il paraîtra timide, hésitant; mais très vite il prit l'habitude du commandement et donna la pleine mesure de son labeur, de sa persévérance inlassable, de son bon sens, de sa connaissance exacte de son pays, de ses compatriotes et de leur évolution, sachant adapter ses mesures à leurs possibilités.

Malheureusement Rainilaiarivony eut à faire face à des difficultés insurmontables : l'état primitif de son peuple et l'impérialisme européen, alors à son apogée. Il aurait fallu, comme au Japon, un empereur-dieu pour sauver l'indépendance en imposant un bouleversement total (le Japon était d'ailleurs techniquement plus avancé que Madagascar, et politiquement moins divisé). Outre ces raisons qui rendaient sa tâche surhumaine, il trouva en lui-même deux obstacles.

D'abord son autorité était imposée, il ne disposait pas du prestige divin d'un Nampoina ou d'un Radama I^{er}; il n'était qu'un roturier; constamment il aura contre lui, non seulement les nobles qu'il abaisse, mais de nombreux rivaux, dont beaucoup sont ses parents; il s'usera à déjouer les complots et à se maintenir au pouvoir.

D'autre part l'insuffisance de sa culture générale et de sa connaissance du monde extérieur ne pouvait lui permettre, malgré les informateurs qu'il entretenait en Europe, de saisir toute l'étendue de la situation internationale et de dresser des plans pour y faire face.

Grandi sous Ranavalona I^{re}, il accomplit hardiment, devenu le maître, les réformes dont les jeunes hommes de sa génération avaient senti l'utilité. Puis, vieilli, bousculé par les exigences françaises, il n'avança plus qu'avec réticence, temporisant, croyant arrêter la marche de l'Histoire en restant immobile, dépassé par l'envahissement d'un monde nouveau qu'il ne comprenait plus et qui aurait exigé une rénovation hardie. En même temps son autoritarisme ne connaissait plus de bornes et n'admettait plus de conseils. Ainsi, plus par omission que par action, ce grand chef et ce grand patriote commit

(1) *Rainilaiarivony*. — Ces derniers traits sont attestés par son attitude en captivité, à la fin de sa vie, quand il n'avait plus à se contraindre (cf. le journal de l'intendant Vassé) et aussi sa bonté excessive à l'égard de ses fils, dont certains furent d'horribles chenapans.

des erreurs fatales, faute de pouvoir dominer les problèmes. Bien d'autres dictateurs, par l'aveuglement qu'amène un long exercice du pouvoir, ont précipité comme lui leur pays vers la ruine, sans avoir ses excuses.

2. Consolidation du pouvoir et conversion

Rainilaiarivony, succédant à son frère comme Premier ministre et époux de la reine, veilla jalousement sur celle-ci. En mars 1868, Rasoherina étant mourante, un complot, auquel participait Raharo, se trama pour pousser un prince au trône et évincer le ministre. Rainilaiarivony réagit vivement, obligea la reine à se montrer au peuple et, en son nom, arrêta les conjurés. Tous les opposants furent exilés dans des contrées lointaines, y compris son frère et le vieux Rainijohary. Lorsque, le 2 avril, Rasoherina fut morte, Rainilaiarivony n'eut aucune peine à placer sur le trône Ramoma, cousine de la reine et deuxième épouse de Radama II, une grosse femme douce et malade, qui ne pouvait lui porter ombrage. Elle l'épousa et prit le nom de *Ranavalona II*.

Les difficultés extérieures furent adroitement résolues. En 1865 un traité fut signé avec l'Angleterre, maintenant la liberté du culte et l'interdiction de la traite; le droit de propriété, qui paraissait accordé aux étrangers dans le texte anglais, ne l'était pas dans le texte malgache. En 1867 un traité semblable fut signé avec les États-Unis. Avec la France, les négociations traînèrent. La Charte Lambert fut brûlée sur la plage de Tamatave en janvier 1866; la reine et les oligarques avaient tiré de leur trésor et remis en échange 1 200 000 francs en piastres, non sans avoir agité le peuple contre les prétentions françaises. Le premier négociateur français du traité, Louvières, froissa en outre l'orgueil du ministre par des insolences voulues. Laborde évita, à plusieurs reprises, la rupture, et un second plénipotentiaire, Garnier, finit par accepter, en 1868, un traité presque semblable au traité anglais. Mais les sentiments du Premier ministre, autrefois très francophile, et ceux du peuple merina avaient été décidément retournés contre la France. Tel fut l'effet final des ambitions démesurées de Lambert et de l'imprudence du gouvernement français à les soutenir.

Rainilaiarivony, qui avait veillé jusque-là à tenir la balance exacte entre protestants anglais et catholiques français, n'eut donc plus de scrupules à entrer dans la voie du protestantisme. Il y était poussé par plusieurs motifs: désir de plaire à la

nouvelle reine (ancienne élève des prêcheurs protestants), de s'assurer l'appui de l'Angleterre, de faire figure de civilisé vis-à-vis de l'Europe, mais surtout de consolider son pouvoir. Le déclin de la confiance aux « idoles » était en effet très net; leur pouvoir mythique au service de la monarchie devait être remplacé par un autre. Le nombre des protestants augmentait rapidement et ils constituaient un parti important dont le chef était *Rainimaharavo*, secrétaire d'État, cousin germain du Premier ministre et qui aspirait à prendre sa place. Confisquer le parti protestant à son profit, et donner à la monarchie un appui spirituel adapté aux temps nouveaux, tels semblent avoir été, pour *Rainilaiarivony*, les objectifs politiques de la conversion.

Au couronnement, le 3 septembre 1868, les idoles étaient remplacées par la Bible. Le 21 février 1869, la Reine et le Premier ministre reçurent le baptême et furent mariés chrétiennement (1). Le 8 septembre, la reine brûla les idoles. Ce changement radical se fit sans troubles, les esprits étant déjà préparés. En un an le nombre des protestants quadrupla. Le zèle des fonctionnaires subalternes provoqua de nombreux excès : obligation de construire des temples, de s'y tenir toute la journée du dimanche souvent sans rien comprendre au culte (c'était « la corvée du temple »), persécution des catholiques tenus pour des ennemis de la reine. Le Premier ministre modérait ces exagérations; sa nièce et belle-fille, *Victoire Rasoamanarivo*, fervente catholique, défendait d'ailleurs efficacement sa religion. Les catholiques n'en furent pas moins dépossédés d'une grande partie de la clientèle noble et bourgeoise et réduits souvent à évangéliser les esclaves, ce qui ramenait l'Église à ses origines. Le Premier ministre essaya, d'autre part, en créant une *Église du Palais*, de contrôler l'action des missions protestantes et de la diriger à son profit, non sans conflits avec les missionnaires.

3. Les réformes

La conversion prenait sa place dans le grand mouvement de réformes, amorcé par Radama I^{er}, arrêté par Ranavalona I^{re}, réamorcé maladroitement par Radama II, et que Rainilaia-

(1) *Mariages de Rainilaiarivony*. — Il avait pu, en épousant Rasoherina d'après la coutume malgache qui reconnaissait la polygamie, conserver sa femme, sa cousine Rasoanalina, dont il avait eu 19 enfants. Il dut la répudier pour épouser chrétiennement Ranavalona II. Les trois reines qu'il épousa successivement n'ont pas eu de descendance.

rivony reprit avec modération et réalisme, en les adaptant aux possibilités d'évolution de son peuple. Ce changement répondait sans doute dans son esprit à des buts multiples : consolider son pouvoir en organisant le gouvernement, l'administration et l'armée; abaisser la noblesse; transformer les lois pour tenir compte du changement des mœurs et de la conversion au christianisme; concilier l'évolution et la tradition; faire figure d'état civilisé face à l'Europe.

Dès 1868 parut le *Code des 101 articles*, puis, en 1881, le *Code des 305 articles*, législation novatrice, touchant à la fois le droit civil, le droit pénal, la procédure. Elle n'abolissait la coutume qu'en certains points : suppression de la polygamie, de la répudiation unilatérale (remplacé par le divorce judiciaire), de la responsabilité familiale. Le châtement contre les sorciers, la prohibition des mariages entre castes indiquent bien que la tradition est conservée et que le Code, contrairement à une opinion parfois soutenue, n'a pas été l'œuvre des missionnaires protestants, mais un travail malgache original.

En 1878 la justice fut confiée à trois tribunaux qui faisaient l'instruction, la décision appartenant au Premier ministre. La même année fut créée l'institution des *Sakaizambohitra* (« amis des villages »), anciens soldats répartis sur tout le territoire de l'Imerina pour faire observer les règlements, recevoir les plaintes, tenir les registres (les *Bokimpanjakana*, « livres du gouvernement ») où devaient être inscrits l'état civil et tous les actes. Ces fonctionnaires recevaient une rétribution modeste sur les actes enregistrés. Ils imposaient partout la présence du gouvernement et limitaient d'autant l'action des nobles féodaux, dont ils dénonçaient les abus. Malheureusement, illettrés pour la plupart, ils ne rendirent pas les services qu'on en attendait; on les réforma plus tard en les baptisant Antily (sentinelles); en 1889 on leur superposa des gouverneurs; une administration s'élaborait ainsi peu à peu. On essaya aussi, en 1884, de rendre vie aux *jokon'olona* (conseil de village) en favorisant leur autonomie (*fahaleovan-tena*); les villages étaient encouragés à conclure des conventions (*fanekena*) pour assurer la police, l'hygiène et l'assistance sociale. En 1885 un système d'amendes fut prévu pour sanctionner ces conventions. Ces institutions ne s'étendirent qu'à l'Imerina, où elles donnèrent des résultats utiles.

Rainilaiarivony, qui avait absorbé tous les pouvoirs, essaya également d'organiser le gouvernement en répartissant la besogne, sous son autorité, entre huit *ministres* ayant chacun

plusieurs adjoints (1881). En fait, la mesure ne donna pas les résultats escomptés et Rainilaiarivony reprocha fréquemment à ses ministres leur inaction ou leur servilité, dont son autoritarisme était sans doute en partie responsable.

L'armée, complètement désorganisée, fut un des soucis du Premier ministre (également Commandant en chef), qui craignit à plusieurs reprises des interventions françaises. On reprit l'exercice tous les quinze jours; un sous-officier anglais fut engagé; le nombre des « deka » (aides de camps employés à toutes les besognes par les officiers supérieurs) fut limité; on révisa les grades dont certains avaient été achetés. En 1879 la conscription fut décidée et chacune des six divisions de l'Imerina dut fournir 5 000 hommes; des contributions extraordinaires furent levées et on acheta quelques armes modernes; on fabriqua même localement, dans la meilleure tradition de Laborde, des fusils et une mitrailleuse.

Parmi les autres mesures prises par le Premier ministre, on cite justement l'*émancipation des esclaves « Mozambique »*, importés d'Afrique. Les protestations du consul britannique, Pakenham, contre cette forme de traite conduisirent à cette décision (1877); elle prévoyait fort humainement l'installation des anciens esclaves africains sur des terres qui leur seraient attribuées.

Le bilan des réformes opérées de 1868 à 1883 fait donc honneur à Rainilaiarivony, bien que ses intentions n'aient pas toujours été suivies d'effet et que cet effort soit demeuré en dessous de ce qu'eussent exigé les circonstances.

V. — LE PROTECTORAT FANTOME

1. Le conflit avec la France

Ces années, en effet, sont celles où l'expansion coloniale prend son essor. La supériorité technique européenne est alors invincible; les puissances, outre-mer, en sont à l'ère des partages, non encore à celle des disputes. La France, après 1870, a rapidement reconstitué ses forces; elle se lance dans l'expansion coloniale, que Bismark favorise pour l'écartier de l'Alsace-Lorraine. Leroy-Beaulieu, dans un livre à succès déclare : « La colonisation est pour la France une question de vie ou de mort. » Les opportunistes qui arrivent au pouvoir, avec Gambetta et Ferry, représentent les grosses affaires, favorables

à l'expansion; la gloire des conquêtes coloniales flatte le chauvinisme français qui se reprend à espérer.

Madagascar n'avait guère cessé d'être un des points que la France considérait comme son champ normal d'expansion. L'annexion prononcée sous Louis XIV subsistait théoriquement; les comptoirs du XVIII^e siècle et de la Restauration avaient été confisqués par Radama I^{er} sans qu'aucun règlement juridique n'intervint; les protectorats sakalava et antankara acquis sous Louis-Philippe, bien que limités en fait à de petites îles, conféraient en principe de nouveaux droits dans la Grande Ile. A vrai dire la France hésitait entre deux formules : annexion de certaines régions côtières ou protectorat de l'ensemble; la première n'avait jamais été sérieusement tentée; la seconde avait avorté avec la mort de Radama II. Le désir de maintenir l'amitié avec l'Angleterre, et d'autres soucis internationaux, avaient empêché toute intervention sérieuse.

La France aurait peut-être oublié ses prétentions séculaires sur la Grande Ile si deux groupes de pression ne l'en avaient empêchée : le parti catholique dénonçait les vexations que subissaient les missionnaires et les écoles du fait de l'Église d'État malgache et des « menées britanniques ». D'autre part les Réunionnais poussaient avec constance à l'annexion de la Grande Ile, leur voisine, où ils voyaient la source essentielle de ravitaillement et un champ d'expansion pour leur population croissante. Leur Conseil colonial, en 1845, avait envoyé à Louis-Philippe une adresse exposant longuement la question; ils concluaient : « Nous avons l'espérance fondée de créer à Madagascar une grande et importante colonie »; en 1847 ils récidivaient, en déclarant : « La route de Bombetock à Imerne est toute tracée »; ainsi se trouvait défini le plan de conquête et d'annexion qui devait être suivi une cinquantaine d'années plus tard. Entre temps, ni les Réunionnais, ni les catholiques ne laissèrent les Français oublier Madagascar. Les capitalistes commençaient, de leur côté, à y jeter les yeux. L'ouverture du canal de Suez en 1869, bien qu'éloignant Madagascar de la route des Indes, avait donné à l'océan Indien une importance nouvelle et montré la voie aux entreprises.

Rainilaiarivony ne mesura pas le danger que faisaient courir à l'indépendance de son pays les circonstances mondiales. Certains missionnaires britanniques semblent l'avoir entretenu dans l'idée fausse que la France était abattue par la défaite de 1870 et que l'Angleterre l'empêcherait toujours d'intervenir. « Les Français, aurait-il dit, sont comme des chiens qui aboient

toujours et ne mordent pas. » Toute l'histoire antérieure des entreprises françaises à Madagascar le confirmait ; mais les choses étaient changées ; l'expansion coloniale ne cherchait qu'un prétexte. Il s'en présenta deux.

D'abord la *succession Laborde* et le *droit de propriété* : Jean Laborde était mort à Tananarive en décembre 1878, grand personnage malgache, encore consul de France, respecté par la Reine et le Premier ministre comme un ancêtre, mais peu écouté ; il laissait des immeubles que le gouvernement malgache refusa à ses neveux, conformément au principe que la terre appartient à la Reine. Le consul français protesta en vertu du traité de 1868 ; on lui opposa les lois malgaches de 1881, dont il ne reconnut pas la validité internationale.

D'autre part deux missionnaires britanniques, Parrett et Pickersgill, en tournée sur la côte du Sambirano, convainquirent les chefs Sakalava d'arborer le pavillon merina. Le consul français réclama, arguant des protectorats acquis sous Louis-Philippe. Rainilaiarivony rétorqua que toute l'île appartenait à la Reine. Dialogue sans sincérité : la France ressuscitait, pour les besoins de la cause, les « droits historiques » qu'elle ne s'était pas souciée de rendre effectifs ni à l'est ni à l'ouest ; le gouvernement merina refusait de céder « même la largeur d'un grain de riz » de la Grande Ile dont une vaste partie des côtes lui échappait. Les prétentions théoriques étaient de part et d'autre maintenues avec d'autant plus d'intransigeance que l'on ne pouvait se prévaloir des réalités.

Le consul Baudais, homme peu patient, quitta Tananarive en mai 1882 et réclama un navire de guerre. En juin, le capitaine de vaisseau le Timbre faisait enlever les drapeaux merina de la baie d'Ampasindava, en face de Nossi-Bé. Les Français croyaient alors à l'existence d'un immense gisement houiller dans cette région (1) et certains pensaient qu'on pourrait se borner à occuper le nord de l'île.

(1) *Richesses de Madagascar*. — On les exagérait, suivant la tradition du xvii^e siècle qu'avait continuée un guadeloupéen, ancien fonctionnaire du ministère de la Marine et des Colonies, Henry d'Escamps, qui d'ailleurs ne connaissait Madagascar que sur le papier. Son livre (*F 20*), après une longue histoire des tentatives françaises sur Madagascar, en décrit les richesses (p. 400-404) : le bassin houiller du nord-ouest égal à la surface totale des bassins houillers français ; toutes les plantes tropicales, plus le blé et la vigne, rendant au centuple sans effort ; les bœufs, les arbres précieux, le fer, les diamants, l'or, le cuivre, etc..., enfin les ports, et « l'admirable position militaire et maritime... unique au monde ». Une telle merveille, sur laquelle nous avions tous les droits, ne devait pas être confisquée par une nation étrangère. Tels furent les arguments qui poussèrent à la conquête.

Rainilaiarivony cependant envoyait en Europe, pour sonder les dispositions des puissances et tâcher d'obtenir un règlement, une *ambassade* dirigée par le ministre des Affaires étrangères *Ravoninahitriniarivo* (son neveu) qui, de novembre 1882 à août 1883 se rendit à Paris, à Londres, à New-York et à Berlin. Ses résultats furent intéressants : outre des traités de commerce, elle obtint que l'Angleterre renonçât, pour ses nationaux, au droit de propriété, remplacé par des baux dont la durée serait fixée au gré des parties. Avec la France on fut bien près d'un arrangement, les ambassadeurs admettant de retirer les pavillons et garnisons merina de la baie d'Ampâsindava et acceptant des baux emphytéotiques pour les étrangers; tout échoua sur la durée des baux et sur la réserve que la France entendait exprimer de ses droits traditionnels. Les ambassadeurs avaient pourtant signalé à Rainilaiarivony qu'il ne devait pas compter sur l'appui de l'Angleterre, celle-ci ayant besoin du désistement de la France dans l'affaire égyptienne. Cette information capitale aurait dû amener le Premier ministre à désarmer la France en traitant, puisque la conciliation était en vue sur les deux points essentiels. Il ne le comprit pas et maintint une intransigeance aveugle.

Ainsi l'occasion passa. Le ministre Duclerc, qui avait négocié, tomba. Dans un ministère éphémère, la marine échut au député de la Réunion, *François de Mahy*, qui envoya à Madagascar une petite force navale commandée par l'*amiral Pierre* (mars 1883). Suivant ses instructions, confirmées par le cabinet Jules Ferry qui prit la suite, Pierre détruisit les postes merina de la Côte Ouest, occupa Majunga (16 mai), puis adressa un ultimatum demandant :

- 1° la cession de Madagascar au nord du 16^e parallèle,
- 2° le droit de propriété pour les Français,
- 3° une indemnité d'un million pour les héritiers Laborde.

Le Premier ministre repoussa l'ultimatum (non sans avoir, dans un grand kabary, soulevé l'indignation du peuple contre les Français) et Pierre occupa Tamatave le 11 juin après l'avoir bombardé.

Sur ces entrefaites Ranavalona II mourut (13 juillet 1883). Rainilaiarivony se choisit, dans une branche de la famille royale jusque-là écartée comme maléfique (parce qu'ayant eu des jumeaux), une épouse et reine de 22 ans, bonne élève des missions protestantes, qui devint *Ranavalona III*. Le couronnement donna lieu à de grandes manifestations patriotiques.

Les Français avaient été évacués à la côte; les missions furent laissées aux catholiques malgaches qui, grâce à l'autorité de Victoire Rasoamanarivo, maintinrent l'œuvre admirablement.

La guerre se prolongeait. Les Français, en petit nombre, ne pouvaient opérer que sur les côtes. Ils s'emparèrent ainsi de la baie d'Ampasindava, de Diégo-Suarez et, avec l'aide des Antankara, de Vohémar où le gouverneur merina Rainimarosahanina, une fois ses troupes vaincues et débandées, refusa de se rendre et se fit tuer héroïquement. Les Antanosi massacraient les Merina de Fort-Dauphin, mais, faute de soutien français, étaient soumis à nouveau. Au sud de Tamatave, les retranchements de *Farafate*, organisés par le colonel anglais *Willoughby* (passé au service du gouvernement malgache) et défendus par le gouverneur *Rainandriamampandry*, résistèrent à plusieurs assauts. Aucune solution militaire n'étant possible avec les forces engagées, les deux gouvernements en vinrent à souhaiter une paix de compromis. En France Jules Ferry était tombé (30 mars 1885) sur l'affaire du Tonkin, et on se préoccupait de liquider les expéditions coloniales en cours. Le Premier ministre de son côté se trouvait dans une situation critique : difficulté de se procurer de nouvelles recrues, manque d'argent, marasme du commerce par suite du blocus; le mécontentement grandissait, menaçant son autorité.

2. Dix ans d'équivoque

Dans ces conditions, les négociations engagées à Tamatave entre les plénipotentiaires français (l'amiral Miot et le consul Patrimonio) et malgaches (Willoughby et un fils du Premier ministre, Rainizanamanga) aboutirent rapidement au *traité du 17 décembre 1885* qui donnait des satisfactions aux deux parties : La France obtenait une sorte de protectorat sans le dire; elle « représentera Madagascar dans toutes les relations extérieures »; un Résident français « présidera aux relations extérieures de Madagascar et résidera à Tananarive avec une escorte militaire »; la France pourrait occuper Diégo-Suarez; une indemnité de 10 millions de francs sera payée par le gouvernement de la reine. Par contre celle-ci continuera à « présider à l'administration intérieure de toute l'île » (c'était l'abandon des prétentions françaises sur les côtes) et les Français pourront obtenir des baux emphytéotiques de durée non définie (abandon du droit de propriété).

Cette transaction aurait pu servir de point de départ à une

collaboration fructueuse pour la réforme des institutions et la mise en valeur de l'île. En fait elle conduisit à une période de guerre froide, la France espérant transformer sa vague protection en un protectorat réel, le Premier ministre ne songeant qu'à conserver la situation antérieure. Le travail positif fut ainsi abandonné pour d'aigres discussions sur les textes, qui, pour ne chagriner personne, étaient restés volontairement nuageux.

Rainilaiarivony avait obtenu, avant de ratifier le traité, une *lettre* d'explication de *Miot-Patrimonio*, définissant le pouvoir du Résident (« le droit de s'ingérer dans les affaires ayant un caractère politique extérieur »), son escorte militaire (limitée à 50 hommes), la durée des baux (99 ans renouvelables), le territoire de Diégo-Suarez (1 mille et demi au sud de la baie). Le gouvernement français refusa de reconnaître la lettre. De plus la version malgache du traité traduisait relations « extérieures » par « any ivelany », c'est-à-dire « à l'extérieur »; de là une querelle sur l'*exequatur* des consuls étrangers, que le Résident et le Premier ministre se déclaraient également seuls aptes à délivrer. La délimitation de Diégo-Suarez souleva de telles difficultés qu'on ne la régla jamais; les militaires français avancèrent à 20 milles de la baie. Les résidents français successifs, *Le Myre de Vilers*, ancien gouverneur de Cochinchine, puis Bompard et Larrouy, s'usèrent à ces arguties.

Quelques rares mesures positives aboutirent cependant. Le Premier ministre, pour régler l'indemnité, avait emprunté de l'argent à l'Anglais Kingdom en lui affermant les douanes; Le Myre de Vilers obtint la rupture du contrat Kingdom et la réalisation de l'emprunt par le Comptoir d'Escompte qui s'installa à Madagascar. Une ligne télégraphique fut établie entre Tananarive et Tamatave. Une douzaine de jeunes malgaches furent envoyés en France pour faire des études supérieures. En janvier 1890 une armée ayant à sa tête le prince *Ramahatra* (neveu de Rasoherina) fut débarquée par des navires français à *Tuléar* dont elle s'empara; Ramahatra réussit même, par son habileté et son courage, à obtenir la soumission du principal chef local; c'était la première conquête depuis Ranavalona I^{re}.

Des vice-résidents français furent installés à Majunga, Tamatave, Mananjary, Fianarantsoa (le résident Besson), Nossi-ve (puis Tuléar), avec inauguration d'un service postal. Parmi les jeunes fonctionnaires de la Résidence se formèrent trois grands malgachisants : Gabriel Ferrand, Hugues Berthier,

Gustave Julien. Des concessions furent accordées à certains Français. En fait les résultats furent maigres. Les initiatives des résidents français étaient bridées; les concessions trop vastes et rarement accordées à bon escient, restaient inefficaces; après le départ de Ramahatra les Vezo et Masikoro reprirent les hostilités; les jeunes gens revenant de France, suspects en raison de leur éducation supérieure, furent laissés inoccupés ou tenus dans des emplois subalternes.

Rainilaiarivony devenait de plus en plus jaloux d'une autorité qu'il sentait menacée par les jeunes générations, encouragées peut-être par la reine qui supportait mal la tyrannie de son vieil époux. En 1887, Ravoninahitriniarivo fut exilé pour avoir pris la tête d'un complot.

Le 5 août 1890 était signée une *convention franco-anglaise* par laquelle l'Angleterre reconnaissait, en échange de l'acceptation par la France du protectorat anglais sur Zanzibar, « le protectorat français sur Madagascar avec ses conséquences ». C'était l'affirmation solennelle au Premier ministre qu'il n'avait plus à compter sur aucun appui. Il n'en tint pas compte, figé dans son attitude négative, cramponné à un pouvoir dont la réalité s'effondrait peu à peu, régnant sur la délation et la crainte en Imerina, pendant que, dans les provinces extérieures, l'anarchie s'installait : raids des Bara et des Sakalava, meurtres d'européens, révolutions en chaîne dans le sud-est. L'insécurité gagnait même les environs de Tananarive. « Le gouvernement semble hébété, il ne sait guère quoi faire et ainsi ne fait rien », écrivait un des missionnaires anglais, dont certains en étaient arrivés à appeler de leurs vœux l'intervention française (1).

A Paris, le 22 juin 1894, la Chambre des Députés, sur la proposition de Louis Brunet, député de la Réunion, s'affirma, à l'unanimité, « résolue à soutenir le gouvernement dans ce qu'il entreprendra pour maintenir notre situation et nos droits

(1) *Opinion d'un missionnaire anglais.* — Lettre du Révérend Brockway à Thompson (L. M. S. de Londres), 8 octobre 1894 : « Le cri des gens réduits en esclavage, des opprimés et de ceux qu'on laisse sans protection doit atteindre le ciel et provoquer l'intervention miséricordieuse de Dieu. Ceux qui vivent dans la capitale l'ignorent, mais nous qui vivons dans les provinces nous savons la misère que fait régner l'hégémonie Hova, et encore nous en cachet-on beaucoup. Il n'y aura pas de cri amer contre les Français pourvu qu'ils arrivent en force. » Ce souhait était loin d'être isolé. Cependant les missionnaires britanniques refusèrent l'offre de Le Myre de Vilers de les évacuer avec les Français, preuve qu'ils ne se sentaient pas menacés. C'est seulement dans les derniers jours de l'avance française qu'ils jugèrent nécessaire de se réfugier chez le Consul, qui était un des leurs.

à Madagascar, rétablir l'ordre, protéger nos nationaux, faire respecter le drapeau ». Le consul Larrouy proposait d'évacuer les Français dont il estimait la sécurité menacée. Auparavant Hanotaux, ministre des Affaires étrangères, tenta une dernière démarche

Le 14 octobre Le Myre de Vilers revint à Madagascar comme envoyé extraordinaire, porteur d'un projet de traité établissant le protectorat réel : interdiction des rapports avec les gouvernements étrangers, droit pour la France d'entretenir à Madagascar des forces illimitées, possibilité d'entreprendre des travaux publics. Ce texte était rude, mais pouvait être discuté. Rainilairanivony ne répondant pas dans le délai fixé, Le Myre envoya un ultimatum. Le Premier ministre lui adressa alors un contre-projet, touffu et inactuel, qui revenait en deçà du traité de 1885. « Enfermé dans son orgueil de vieux diplomate, dit Razafintsalama,... le Premier ministre, complètement désespéré, offrait aux Français une excellente occasion de liquider la question malgache. » Le 27 octobre 1894, à 5 heures du matin, Le Myre amenait le pavillon de la Résidence et tous les Français évacuaient Tananarive.

CHAPITRE VII

MADAGASCAR AVANT 1895

I. — HISTOIRE RÉGIONALE

1. Le centre

L'histoire de l'*Imerina* se confond avec celle du royaume. Dominant les autres régions, elle s'est enrichie, notamment par le travail des esclaves. Les rizières se sont multipliées, la capitale a considérablement grandi, le peuplement s'est étendu.

Tananarive, en 1870, était encore couronnée par la masse sombre des grandes constructions en bois, aux toits en bardeaux ou en roseaux. En 1894 il n'en reste plus guère, dans le Rova, que quelques pavillons historiques (Tranovola, Manampisoa). Le palais en bois de la Reine a été recouvert d'une carapace de pierre avec des tourelles à clochetons; au nord s'élève le palais du Premier ministre, bâti sur le même modèle, mais plus clair. Les maisons sont en argile rouge ou blanche ou en briques, couvertes en chaume ou en tuiles. L'éloignement de la forêt et la fréquence des incendies ont amené cette révolution. La ville y gagne en gaieté et on commence à y voir pousser des arbres à fleurs : lilas de perse et bougainvilliers. Elle a dépassé la place d'Andohalo et s'est répandue sur les deux collines du nord; Faravohitra, avec le grand édifice en pierre des missions entouré de beaux jardins, est le quartier européen; au nord-ouest un sentier mène à la Résidence de France, récemment élevée par l'architecte Jully. Entre les deux collines, le zoma (marché) est le centre de l'animation; on y trouve des nattes, des meubles, des matériaux de construction, du combustible, des fruits, du riz, des épices, des tissus de fabrication locale ou d'importation, des objets de fer, de la friperie, des bœufs, des volailles, des esclaves.

Les rues sont étroites, sinueuses, rabotées et deviennent, en temps de pluie, des torrents. Dans la plaine les rizières s'étendent jusqu'au bord du Zoma; Mahamasina sert de champ de

manœuvre; le lac Anosy a été créé pour fournir de l'eau aux moulins à poudre, mais la ville ne descend pas au delà du pied des collines.

La vieille division de l'Imerina en quatre districts (toko) subsiste : Avaradrano (nord-est), Marovatana (nord-ouest), Vakinisisaony (sud-est), Ambodirano (sud-ouest). Mais la population a grandi (les « Voromahery », les faucons, premiers habitants de Tananarive, qui relevaient de l'Avaradrano, n'y sont plus qu'une minorité) et d'autres districts ont été ajoutés : Vonizongo (au nord-ouest), Vakinankaratra (au sud). C'est l'« Imerina enim-toko » (l'Imerina des six districts); l'expansion à l'ouest y a fait joindre ensuite l'Imamo (région du lac Itasy) et le Valalafotsy (à l'ouest du Vonizongo).

La conquête merina et la natalité forte ont eu pour résultat diverses migrations. Ce sont, dans toutes les régions soumises, des postes militaires où s'installent des fonctionnaires et des commerçants, puis des colons merina (appelés voanjo : arachides); nombre de paysans pauvres ont été chassés par la concurrence de la main-d'œuvre servile. On en trouvait surtout autour du lac Alaotra et sur la Betsiboka dont les marais vont être transformés en rizières, autour de Tamatave et de Mandritsara, dans toute la partie nord du Betsileo. L'ouest de l'Imerina, autrefois quasi vide, se peuple, refoulant quelques pasteurs Sakalava en se mêlant à eux; une zone de rizières se crée ainsi autour du lac Itasy; dans les savanes désertes du nord-ouest, autour des postes de Tsiroanomandidy, d'Ankazobe, de Tsaratanana, les riches propriétaires merina envoient leurs troupeaux de bœufs, gardés par des esclaves ou des affranchis. Mais ces confins occidentaux sont fréquemment parcourus par des razzias sakalava.

Le Vakinankaratra s'est peuplé en partie de réfugiés, fuyant la justice, la corvée, le recrutement. La montagne de l'Ankaratra reste un centre de fahavalo (réfractaires, bandits) qui profitent de toutes les occasions de trouble. Cependant les plaines ont reçu des colons plus pacifiques. Antsirabe, campement créé sous Ranavalona II pour exploiter la chaux, devient une petite ville; en 1878 on y découvre la première source.

Le *Betsileo* est parfaitement soumis. Les souverains ne sont plus que de petits féodaux, contrôlés par les gouverneurs merina. Les seuls qui aient encore de l'importance sont le roi de l'Isandra, Rajaokarivony II, puis sa sœur Ramavo, qui s'habille et vit en homme. Les cultures se sont étendues. Ambositra, chef-lieu du Vakinankaratra Antanandro (9^e district

de l'Imerina) groupe plus de deux cents maisons. Fianarantsoa, fondée en 1830, visitée par la reine en 1873 et devenue capitale du Betsileo, compte 5 000 habitants et, avec sa colline, ses églises, son lac Anosy et son marché, figure une menue réplique de Tananarive.

Laissant leur protection aux merina pour se consacrer à l'agriculture, les Betsileo voient leurs confins, à l'ouest et au sud, de plus en plus fréquemment dévastés par des razzias Bara et Sakalava. Au sud de Fianarantsoa on ne voyage que sous escorte. En 1811 le fort d'Ikalamavony est pris par les Bara. De nombreux Betsileo sont emmenés comme esclaves et commencent à peupler ainsi les plaines de l'ouest. Lors de l'expédition de Tuléar, les généraux merina essayèrent de recruter des soldats betsileo qui, pour la plupart, désertèrent. La soumission a été acceptée pour la paix, non pour la guerre.

2. L'est et le nord

Les *Bezanzano* et les *Sihanaka* restèrent soumis après Rada-ma 1^{er} et répartis en deux provinces dont les chefs-lieux, Moramanga et Ambatondrazaka devinrent des petites villes d'un millier d'habitants; de nombreux colons merina s'y établirent, surtout autour du lac Alaotra. L'impôt consistait surtout en livraisons de bois et de poissons secs. Certains gouverneurs merina pressurèrent les habitants; l'un d'eux, à Anosibe, en 1891, fit massacrer une délégation qui était allée à Tananarive se plaindre de lui; le Premier ministre, averti, le fit exécuter.

Les *Sihanaka* avaient alors évacué le nord de l'Imerina, mais commençaient à s'étendre à l'ouest dans les pâturages de Tsaratanana.

Les *Betsimisaraka*, depuis la fin des Zana Malata, avaient été, eux aussi, soumis sans discussion. La princesse Juliette, fille de Fiche et amie de Lastelle, vécut longtemps en bons termes avec les reines et avec les commerçants créoles. La multiplication des provinces merina dans cette région, au nombre de douze, ne correspondait pas à des nécessités de pacification, mais à celles de la douane et d'une administration quasi directe. Seuls les Vorimo de la forêt, au sud de Mangoro, avaient gardé des rois locaux.

La principale province était celle de Tamatave. La ville, premier port de Madagascar, n'avait ni quai, ni wharf; les chalands s'échouaient sur le sable. Deux avenues, dans le sable, bordées de maisons en bois, formaient la ville européenne,



Radama 1^{er} peint par Coppalle



Ranavalona 1^{re}

surtout créole, près de la pointe Hastie. Au delà s'étendaient les villages habités par une population flottante; on y trouvait de nombreux bourjanes (porteurs) assurant le trafic de l'intérieur. En tout 8 000 habitants.

Des Merina commerçants, fonctionnaires, colons s'étaient installés dans les villes. Au nord d'Antalaha, les régions jadis quasi désertes se peuplaient lentement de Betsimisaraka, jusqu'à Vohémar.

Les *Tsimihety*, à la natalité forte, grands chercheurs de terres libres, s'étendaient rapidement hors de l'Androna, dans les pays vides du nord-ouest, jusqu'à l'Ankaizinana. Les postes de Befandriana et Bealanana étaient occupés par de petits postes merina, avec un gouverneur et de nombreux commerçants merina à Mandritsara. Les Tsimihety n'avaient accepté que le paiement d'un léger tribut et, en 1895, ils se prévaudront de leur accord limité avec Radama pour refuser d'envoyer des contingents contre les Français; le chef, Bosy, fut arrêté à ce propos; mais une manifestation du peuple empêcha le gouverneur de le châtier et les Tsimihety ne participèrent pas à la guerre.

Au delà des massifs déserts du Tsaratanana, l'extrême-nord *antankara*, faiblement peuplé, avait une existence agitée. Le roi Tsialana, après avoir résisté à Radama I^{er}, avait dû se soumettre. Son fils *Tsimiharo* (1825-1882), reprit la lutte en 1837. Vaincu, réfugié à Nosi Mitsio, il plaça, en 1840, ses états sous le protectorat de la France, dont il espérait une aide armée; déçu, il se convertit à l'Islam en 1843 ainsi que ses principaux chefs, et s'établit un repaire au sein de la falaise calcaire de l'Ankarana, dans des grottes inaccessibles d'où il sortait pour des razzias et qu'on appelait « le trou de Tsimiharo ». Les Merina ne tenaient que la côte, sans grande sécurité; en 1867 un de leurs alliés, Tsimatahotra, qui commandait la vallée de la Mahavavy, fut vaincu et tué par Tsimiharo. En 1883 *Tsialana II* succédant à son père Tsimiharo, aida les troupes françaises dans les opérations qui aboutirent à la prise de Vohémar et de Diego.

En vertu du traité de 1895 la rade de Diego-Suarez était occupée par les Français; la ville, nouvellement créée, comptait déjà 4 000 habitants, créoles et malgaches de diverses provenances. Le gouverneur merina continuait de résider à Ambohimananina. Les Antankara de l'intérieur restaient en fait indépendants.

3. L'ouest Sakalava

Nossi-Bé et les îles voisines, devenues colonies françaises en 1841, comptaient, en 1890, dix mille habitants, dont trois mille salariés africains et comoriens travaillant sur les plantations de sucre. L'abolition de l'esclavage, en 1849, provoqua une insurrection à laquelle le roi Tsimandroha, de la dynastie Bemazava, prit part, et qui fut réprimée. Son descendant, Tsiresy, et la reine Binao, de la dynastie Bemihisatra, s'installaient sur la grande terre l'un à Ankify (Sambirano), l'autre à la pointe d'Ampasimena, en face de Nossi-Bé. Ce sont leurs territoires qui, disputés entre Merina et Français, furent un des occasions du conflit de 1883.

La province merina du *Boina* s'étendait à tout le pays à l'est de la Betsiboka-Ikopa avec de nombreux postes militaires le long du fleuve et des côtes, notamment Marovoay, Maevatanana, Anorontsangana. Dans l'intérieur certains postes étaient tenus par des chefs sakalava pour le compte de la reine; ailleurs régnaient une foule de chefs sakalava, plus ou moins vassaux. La sécurité, en dehors des lignes de postes, était douteuse; le naturaliste Müller, en 1892, fut assassiné au sud de la baie de la Mahajamba; il fallait composer avec les bandits pour obtenir le passage.

Marovoay, l'ancienne capitale sakalava, était encore une ville de 4 000 habitants, mais Majunga, où résidait le gouverneur Merina, commençait à la dépasser. Au centre s'élevaient les maisons de pierre des arabes et des indiens commerçants, avec un petit peuplement comorien, des villages sakalava et des immigrés merina.

À l'ouest de la Betsiboka-Ikopa et dans toute la région de contact du plateau et des plaines (Bemarahà et Bongolova) s'étendait, jusqu'au delà de la Tsiribihina, une zone à peu près vide, parcourue, par des pillards sakalava et jalonnée par quelques forts merina (Ankavandra, Miandrivazo).

Toute la zone côtière de l'*Ambongo* et du *Menabe*, de la baie de Bombetoka au sud de la Tsiribihina était occupée par des royaumes indépendants, avec une population sakalava mêlée de Makoa. L'*Ambongo* était divisé entre de nombreux rois.

Le *Menabe* était gouverné par le roi *Toera*, avec l'assistance de son frère Ingereza et de divers vassaux. Sa capitale était à Ambiki, sur la Tsiribihina; par cette rivière et par Maintirano, il recevait armes et munitions des marchands indiens; ses 10.000 guerriers, très mobiles, lançaient des razzias dans les

pays occupés par les Merina. En 1873 une armée merina de 1 000 hommes, se dirigeant vers Manja, fut anéantie. Une expédition de représailles, envoyée la même année, sous le commandement de Rainimaharavo, perdit la plupart de ses hommes sans résultat.

Sous réserve de ces incursions (Sakalava au nord, Bara au sud), le sud du Menabe était soumis aux Merina. Deux sentiers le pénétraient, jalonnés de postes : l'un, par Malaimbandy, atteignait Mahabo (la capitale de la province) et le port de Morondava; l'autre, par Midongy de l'ouest et Mandabe aboutissait à Manja.

L'ouest demeure, en 1895, une prairie faiblement occupée par les pasteurs sakalava dans une zone de 60 à 120 km en profondeur le long de la côte, un désert quasi total dans l'intérieur. Mais déjà ce Far-West voit arriver les premiers pionniers : au nord-ouest, ce ne sont encore que des razzias tsimihety, qui volent des bœufs, mais reconnaissent en même temps des terres à occuper; sur la Betsiboka, autour de Marovoay et de Maevatavana des colons merina, et même quelques Betsileo, commencent à transformer les marais en rizières; sur la Tsi-ribihina le roi Toera fait cultiver ses pois par ses prisonniers betsileo et il héberge des sorciers antesaka, éclaireurs de la colonisation future; d'autres antesaka se sont installés sur le bas Mangoki, pays d'origine de leurs rois. Ces premiers agriculteurs préfacent la transformation économique de l'ouest.

4. Le Sud

En pays *Bara*, les Merina avaient un poste à Ihosy, où des colons Betsileo venaient s'installer. Les Bara Be, de Ranohira, étaient pour eux des alliés intermittents. Les autres royaumes Bara étaient indépendants : les Antevondro, à l'est, pénétrés par les premières migrations antesaka dans la vallée de l'Itomanpi et de l'Ionaivo, avaient occupé sur le plateau la vallée supérieure de l'Onilahi et fondé le village de Betroki, qui n'avait encore qu'une cinquantaine de cases dans une enceinte de cactus. Au sud, dans la région de Tsivory, Bara et Antanosi émigrés entrecroisaient leurs villages, après avoir chassé les Tsienimbalala, qui s'étaient réfugiés sur le Fiheranana. Dans la zone d'Ivohibe les Bara Iantsantsa luttèrent avec les Hovalahin'ny Antara, venus du pays tanala. Au sud-ouest les Bara Vinda s'étaient installés sur le moyen Onilahi où ils entraient en conflit avec les Antanosi émigrés.

L'avance Bara la plus spectaculaire eut lieu cependant au nord-ouest, en direction du moyen Mangoki. Les Masikoro, qui occupaient faiblement cette région, en furent repoussés par *Ratsimivili*, un prince des Bara Iantsantsa, émigré avec une partie de son peuple et qui fonda le royaume des Bara Imamono, dont la capitale, en 1838, devint le village d'Ankazoabo. Le fils de Ratsimivili, Lehimanjaka, poursuivit l'expansion et lança des razzias vers le Menabe du sud soumis aux Merina. En 1873 une armée merina de répression envahit le royaume; les Bara firent le vide; mais le général merina Ravoninahitri-iony réussit à prendre contact avec les chefs, qui reconnurent la suzeraineté de la reine. En fait Lehimanjaka, puis son fils, *Impoinimerina*, conservèrent leur indépendance tout en entretenant avec les Merina des relations d'amitié. Au nord du Mangoki les Bara Sahamasy s'étendaient peu à peu dans une région pastorale vide.

L'expansion des Bara, pasteurs, voleurs de bœufs et guerriers, progressait ainsi aisément. Chaque fils de roi (Lehimanjaka en eut 17, Impoinimerina 29) installait un petit fief dans une contrée nouvelle; en cas de guerre tous se groupaient sous le commandement du roi. Les clans restaient d'ailleurs très indépendants et les souverains ne régnaient que par leur popularité.

L'avance Bara avait limité à la zone côtière les *Masikoro* (appelés aussi Antifiherenana, du nom de la principale rivière), divisés en trois royaumes, de la baie de Saint-Augustin à l'embouchure du Mangoki. Au-dessus du peuple pasteur et agriculteur se tenait une aristocratie guerrière turbulente, descendant des Andrevola, qui dominait les ports et pillait de temps à autre les commerçants et navires européens; les pêcheurs Vezo eux-mêmes, pour éviter les pillages, fuyaient parfois sur les îlots coraliens; l'un d'eux, Nosy Ve, devint un refuge pour les boutiques européennes. Là s'établit, après 1885, le vice-résident français Campan, qui ne cessa de se plaindre de l'insécurité de la côte.

Lemyre de Vilers poussa alors le gouvernement de la reine à occuper la région. Une première expédition, en 1888, perdit, par désertion, les deux tiers de ses hommes (des Betsileo recrutés de force) et se rembarqua dès que le roi Tompomana parut avec ses guerriers. En janvier 1890 une seconde expédition, sous les ordres du prince Ramahatra, fut transportée par un bateau français et mit le roi en fuite. Ramahatra obtint sa soumission et installa son gouvernement à Tuléar avec plusieurs postes le long de la côte. Après son départ, l'intérieur se révolta;

les Merina ne se maintinrent qu'à Tuléar, avec un poste à Manombo.

Les *Mahafaly*, refoulés du moyen Onilahy par les Tanosi émigrés et par les Bara, formaient trois royaumes. Le plus connu occupait le sud du bas Onilahy et la baie de Saint-Augustin. Son roi, Refiahi avait signé des traités de commerce avec les Français. Son petit fils Refotaka reconnut la suzeraineté merina lors de l'occupation de Tuléar, mais redevint pratiquement indépendant lorsque le fort merina de Soalara fut supprimé. Les deux autres royaumes, celui de Tsiverenga sur la Linta, et celui de Tsiampondi sur la Manarandra étaient indépendants et impénétrés. Les pillages de commerçants et de navires étaient fréquents sur cette côte.

Le pays *Antandroy*, protégé par son aridité, les barrières de cactus de ses villages et les habitudes guerrières de ses tribus, restait aussi complètement à l'écart. On y distinguait cinq « états » sur la côte et plusieurs confédérations de tribus à l'intérieur. La guerre, les razzias, les vols de bœufs et de femmes étaient les sports favoris des Antandroy. A Faux-Cap s'étaient installés trois factoreries françaises fréquemment pillées.

Au sud-est, les *Antanosi*, soumis par Radama I^{er} et Ranavalona I^{re} s'étaient scindés en deux groupes en 1845. Les uns avaient émigré dans la vallée du moyen Onilahi, se taillant un territoire par la guerre sur les Bara et les Mahafaly. Les autres, demeurés au pays, restèrent aussi turbulents à l'égard des Merina qu'ils l'avaient été, au xvii^e siècle, à l'égard des Français. En 1883 une révolte éclata; le gouverneur se fit sauter au moment où Fort-Dauphin était pris. En 1884 une expédition reprit le fort et les chefs tanosi se soumirent, sauf ceux de la vallée d'Ambolo. En 1885 un croiseur français bombardra Fort-Dauphin que les Merina évacuèrent; ils revinrent à la paix, mais leur autorité resta précaire en dehors des trois rades où les droits de douane étaient perçus. Un vice-résident français s'installa. Depuis l'abolition de l'esclavage, nombre de bateaux français venaient chercher des engagés à Fort-Dauphin pour les plantations de la Réunion.

5. Le sud-est

Au nord de Fort-Dauphin on rencontrait, le long de la piste côtière, une multitude de petits royaumes indépendants, Antavaratri et *Antemanambondro*, jusqu'à la rivière Masianaki où commençait le royaume *Antesaka* soumis aux Merina,

avec un gouverneur et une garnison à Vangaindrano; puis on passait au pays *Antefasi* et *Zafisoro*, dominé par la citadelle merina de Mahamanina; enfin on traversait le pays *Antemoro* dont les royaumes ressortissaient du gouverneur merina de Vohipeno; puis, après de nombreux passages de fleuves en pirogue, on atteignait Mananjary et son fleuve, commandé par le fort de Tsiatosika. Les souverains locaux, étroitement surveillés, conservaient leurs prérogatives religieuses et judiciaires; mais les décisions supérieures appartenaient aux gouverneurs merina; certains de ceux-ci abusèrent de la corvée et pressurèrent leurs administrés; d'autres furent plus politiques et mieux admis. Dans l'ensemble les Antemoro supportaient assez bien les Merina. Les Zafisoro semblent avoir gagné leur appui et réussirent ainsi, par une série de massacres, à chasser les Antefasi des meilleures zones de rizières de la Manampatrana. Antefasi et Antesaka, décimés par la répression de 1852, restaient soumis par force.

L'unification relative créée par les Merina facilita les voyages à longue distance à travers l'île; les gens du sud-est en avaient besoin pour se procurer les bœufs nécessaires aux fêtes des morts; la cohésion sociale et l'importance du Kibori (tombeau) du clan faisaient de cette recherche une obligation absolue, le bétail se conservant mal dans les régions humides de l'est. Les ombiasi (devins) antemoro parcouraient depuis longtemps l'île, échangeant talismans et oracles contre des bœufs. Puis suivirent des travailleurs sur les plantations de la Côte Est et sur les rizières des Sakalava dans l'ouest; le gain se convertissait en bétail qu'on ramenait au pays, chaque clan déléguant un certain nombre de travailleurs. Le mouvement prit surtout une grande ampleur en pays antesaka.

En 1894, profitant de ces ressources nouvelles et de l'affaiblissement de l'autorité merina, les clans roturiers déclenchèrent, d'un bout à l'autre du sud-est, un vaste *mouvement révolutionnaire* contre les clans nobles. Ceux-ci s'enfuirent, dans la falaise ou vers le nord, ou ne durent de rester dans le pays qu'à l'action des gouverneurs merina; leurs privilèges furent abolis. Les clans roturiers formèrent de puissantes confédérations (*Zafimananga* et *Zafimahavali* chez les Antesaka, *Ampanabaka* chez les Antemoro) qui désormais se gouvernèrent elles-mêmes. Au-dessus de ces haines tribales, dans un pays en agitation constante, l'administration merina ne se maintenait plus que par des prodiges d'habileté et la présence du canon.

Elle ne dépassait d'ailleurs nulle part une quarantaine de

kilomètres en profondeur. Les Safahatra et plus encore les Bara Antevondro mélangés de réfugiés Antesaka dans la falaise étaient indépendants. Entre les Antemoro et les Betsileo, les *Tanala de l'Ikongo* avaient vaillamment repoussé les armées de Ranavalona I^{re}; Radama II le pacifique avait rétabli les relations amicales avec le roi *Tsiandraofana*, le héros de l'indépendance, qui continuait néanmoins à se tenir sur ses gardes.

Les *Tanala du nord* s'étaient au contraire soumis volontairement à Radama lors de sa conquête d'Ambositra. En faveur de leur chef, Rainilaivola, le pays fut érigé en Menabe (fief); sa capitale prit le nom d'Ambohimanga du Sud. Sa fille *Iovana* régna près de trente ans avec une énergie virile, en accord permanent avec la reine de Tananarive qui lui laissait une large initiative et n'exigeait guère que des fournitures de bois pour son palais.

II. — INSTITUTIONS POLITIQUES DU ROYAUME

1. Les zones politiques de l'île

L'histoire régionale nous a montré la diversité des régimes. On peut distinguer, en 1894, six catégories de pays (1) :

1^o *l'Imerina*;

2^o *les pays d'administration quasi directe* : des chefs locaux ont été laissés en place, mais ne sont plus que des petits féodaux, subordonnés administratifs des gouverneurs et des chefs de poste merina; des colons merina s'y répandent, la souveraineté de la reine y est totale. Appartiennent à ce groupe les Betsileo, le gradin Sihanaka et Bezanozano, la côte Betsimisaraka, la rive droite de la Betsiboka-Ikopa;

3^o *les pays d'occupation et de suzeraineté effective* : les rois et chefs locaux y gardent influence et ressources; les gouverneurs merina, installés dans des forts, sont des arbitres et des chefs militaires dont l'autorité est variable suivant les époques et les personnes; les coutumes locales subsistent. Appartiennent à

(1) *Zones politiques*. — Cette distinction n'était nullement officielle; nous ne l'adoptons ici que pour la clarté de l'exposé. D'une catégorie à l'autre, et à l'intérieur de la même catégorie, il existait d'innombrables nuances, correspondant à la situation locale. D'autre part les limites étaient sans netteté. Des troupes merina pénétraient parfois chez les peuples indépendants et, en revanche, ceux-ci razziaient les confins protégés par les Merina, (voir la carte p. 199).

cette catégorie la chefferie tanala d'Ambohimanga, les Vorimo, les royaumes et confédérations du sud-est (Antemoro, Zafisoro, Antefasi, Antesaka, Antanosi), les Bara d'Ihosi, Tuléar et son district, le Menabe du sud, les Sakalava du nord-ouest, les Tsimihety;

4° *les pays de suzeraineté théorique*: ils n'ont pas d'occupation militaire; leurs rois, théoriquement sujets ou « alliés » de la Reine, sont en fait indépendants : Bara de Ranohira, Bara Imamono, Antankara;

5° *les peuples indépendants* : Sakalava de l'Ambongo et du Menabe nord, Masikoro et Vezo en majorité, Bara du sud et Antevondro, partie des Antesaka et des Tanosi, Antemanambondro, Tanala de l'Ikongo, Sahafatra, Tanosi émigrés, Mahafali Antandroy. L'autorité, sauf au Menabe, y est émiettée entre une foule de petits rois ou chefs, en état de guerres fréquentes entre eux et avec les postes merina voisins;

6° *les pays occupés par la France* : colonie de Sainte-Marie, protectorat de Nossi-Be, occupation de Diégo-Suarez. Un gouverneur siégeant à Diégo-Suarez dirige cet ensemble. Les Sainte-Mariens sont citoyens français.

Le Royaume de Madagascar, que les traités font coïncider avec l'île, n'étend, en fait, son autorité qu'aux trois premières catégories, c'est-à-dire à un peu plus des deux tiers de l'île. Mais ce sont de beaucoup les parties les plus importantes et les plus peuplées.

2. Le gouvernement

La Reine est un drapeau précieux, soigneusement plié (sens de « Ranavalona ») qu'on ne sort que dans les grands jours de Kabary solennel. On parle en son nom; elle garde encore le prestige quasi divin de ses ancêtres, le droit exclusif au parasol rouge, à la couronne à sept branches évoquant des fers de sagaïe. A son passage tous doivent reculer et s'incliner, puis l'acclamer et entonner un chant spécial (« Tsara Andriana e!... »). En lui faisant visite on doit lui présenter le « hasina » (sacré : une pièce de cinq francs); elle accomplit les rites annuels du fandroana (bain) qui est la fête nationale. A la mort d'une reine, tous les sujets prennent le deuil. Lorsqu'elle se déplace (comme Rasohérina à Andevorante en 1867, Ranavalona II à Fianarantsoa en 1873) toute la cour et des dizaines de milliers de sujets l'accom-

pagnent. Le christianisme fait évoluer cette ferveur religieuse vers un loyalisme plus calme. La reine reste la légitimité, la source théorique du pouvoir; elle n'en a effectivement aucun.

Le peuple en a moins encore. On le convoque pour les Kabary, en foules immenses. On lui lit les lois qui sont censées émaner de la reine. De temps à autre les hérauts poussent le cri : « Est-ce bien cela, ô peuple? ». Et le peuple crie « C'est cela! » Démocratie purement formelle, de style totalitaire. Aussi bien les espions sont partout et les dénonciations encouragées.

Le pouvoir réel appartient à *l'oligarchie* qui s'en est emparé sous Ranavalona 1^{re} et qui a assassiné Radama II pour le conserver. Oligarchie formée surtout des hova descendants des compagnons de Nampoina, auxquels se sont agrégés certains andriana, voire même quelques affranchis. C'est le petit monde qui gravite autour du palais. A lui toutes les places, civiles et militaires. Et, par les places, la facilité de s'enrichir par le commerce, les expéditions, les corvées, la concussion, les esclaves. Certes ces mœurs n'excluent pas le souci du bien public. Mais ces fonctionnaires, ne recevant aucun traitement, doivent vivre de leurs charges et de leurs biens. Il en était ainsi au temps des premiers rois de France, jusqu'au XVIII^e siècle. L'idée de traitement public n'a pas encore germé. D'où le grouillement des intrigues secrètes pour les places et la richesse, qui se conditionnent réciproquement.

Dominant le tout, le *Premier ministre*. Son habitude de l'autorité et un système de renseignements efficace lui ont permis de déjouer les complots et de garder la plénitude du gouvernement. Mais il est vieux, de plus en plus prudent et lent; il ne peut plus s'adapter aux circonstances nouvelles (puissance de l'Europe, désordre croissant autour de lui), ni en tirer les conséquences. Cependant toutes les affaires convergent vers lui; lui seul décide pour tout un peuple et nul ne se risquerait à le contredire.

Il a bien créé, en 1881, afin de se décharger d'une partie de sa tâche, huit *ministères* : Intérieur, Affaires étrangères, Guerre, Justice, Lois, Commerce et industrie, Finance et trésor, Instruction publique. Certains de ces ministères ont plusieurs titulaires; chacun comporte plusieurs divisions, aux attributions méticuleusement définies. En fait, la plupart ne fonctionnent que pour les petites affaires. Au Conseil, qui réunit certains ministres, certains nobles et quelques hauts

fonctionnaires, on cherche, avant de parler, à savoir ce que désire le Premier ministre.

Au service direct de ce dictateur déclinant, trois secrétaires : le premier *Rasanjy*, intelligent, prudent, soutient Rainilaiarivony contre les intrigues; le second, Marc Rabibisoa, est un remarquable interprète de français. Ce sont seulement des commis. Le gouvernement ne tient qu'à un fil : la volonté de ce petit vieillard proche de la mort.

3. Administration et législation

A — *L'IMERINA* — L'autoritarisme de Rainilaiarivony, qui l'a empêché de créer un vrai gouvernement, l'a amené, par contre, à installer un système administratif, rudimentaire encore, mais bien adapté au pays, appliquant en Imerina une législation évolutive. Les anciennes structures coexistent avec l'administration étatique, rendant l'ensemble à la fois complexe, souple et efficace.

Les *clans*, réalité profonde, n'ont pas cessé d'exister, bien qu'affaiblis. Leurs notables sont qualifiés « chefs du peuple »; les castes nobles ont aussi des « chefs de la noblesse ». Ç'aurait pu être là, dans un régime plus ouvert aux conseils, une forme utile de représentation. Les féodaux (*tompomenakely*) membres de la famille royale pourvus d'un fief, n'ont plus sur leurs sujets que des droits étroitement limités par la loi : ils recouvrent les impôts pour la Reine et en gardent une partie, ils ont droit au « hasina » lors des adoptions; ils peuvent user de la corvée pour faire repiquer leur riz ou réparer leur palais; mais toute mesure oppressive les expose à la confiscation de leurs fiefs. Aussi cette noblesse, turbulente autrefois, vaincue aujourd'hui, se tient-elle tranquille dans ses villages, en regrettant le passé.

A ces autorités anciennes se substitue le système nouveau des *fonctionnaires* gouvernementaux, esquissé par Nampoina avec les *vadin'tany*, complété sous Radama I^{er} par les *andriambaventy*, multiplié sans frein en 1878 (il y avait 6 500 *Sakazambohitra*), réformé en 1881 (les *Antily*), puis en 1883 et 1889 (les gouverneurs). L'Imerina était divisé en sept gouvernements, plus trois circonscriptions régies directement. Le gouverneur est le chef unique dans son commandement et rend la justice au premier degré. Il est secondé par trois catégories de fonctionnaires : *andriambaventy* (chargés des enquêtes judiciaires et administratives, assesseurs au tribunal), *vadin'tany* (agents de renseignement et exécuteurs des ordres; ils

portent la sagaie d'argent, symbole de l'autorité), gouverneurs madinika (petits) répartis dans les cantons où ils sont chargés de la police et de l'état civil. Ces agents ne perçoivent que de faibles remises sur les impôts.

En dessous, sont désignés dans le peuple des « chefs de 1 000 » et « chefs de 100 », qui assurent la perception des impôts, l'exécution des corvées, le recrutement des soldats. A la tête de chaque fokon'olona (village ou portion de clan habitant un village) est désigné de même un mpiadidy (commandant), qui en constitue le pouvoir exécutif.

Les fokon'olona ont été encouragés par Rainilaiarivony à élaborer des chartes qui en font des aides du gouvernement pour l'application des lois, le maintien de l'ordre, l'arrestation des délinquants, l'entretien des sentiers, la dénonciation de tout fait suspect. Ils servent aussi de société de secours aux indigents. Tous les membres du fokon'olona assistent en principe aux assemblées des notables, proposent et, généralement, décident. Le fokon'olona peut révoquer le mpiadidy et imposer des amendes à ses membres. L'application fut inégale. Mais il y avait là l'amorce d'une démocratie à la base et une ébauche de responsabilité communale, héritée d'ailleurs des anciennes institutions des clans.

La législation promulguée par le Code des 101 articles, puis des 305 articles, représentait un effort d'évolution. Elle laissait subsister les coutumes qu'elle n'abolissait pas, mais édictait des nouveautés : suppression de la polygamie, consentement des époux au mariage, divorce remplaçant la répudiation unilatérale, enregistrement de l'état civil et des actes, etc... On y trouvait aussi des règles de procédure, de propriété, de poids et mesures, des lois scolaires et surtout, comme dans les codes royaux précédents, un grand nombre de dispositions pénales. Seuls étaient désormais passibles de mort la révolte contre l'État et l'homicide; les autres délits étaient punis de prison (en réalité de chaînes très lourdes reliant le cou, les mains et les pieds) ou d'amendes (calculées en bœufs ou en piastres). On peut noter parmi ces dispositions les peines de plus de dix ans de fers contre la traite des esclaves, les sortilèges, le viol des tombeaux; les amendes contre les paroles ou écrits incitant au désordre, contre la concussion, les incendies de forêts, la culture du pavot, la fabrication ou la vente de l'alcool.

Cent ans de vie commune, d'autorité, de réglementation, d'extension des cultures, de domination des autres pays de

l'île ont créé en Imerina des sentiments d'unité, de fierté, de patriotisme qui transcendent les anciens clans, et même les différences de races et de classes. La nation merina a conscience d'exister et le manifestera par la suite à diverses reprises.

B — *LES PROVINCES* — Les Pays non merina (*tanindrana*) sont divisés en 27 provinces. Chacune est dirigée par un *gouverneur* (*goverinora*) ou un gouverneur général, certains gouverneurs généraux ayant un droit de regard sur les provinces voisines. Ces provinces diffèrent d'importance et d'étendue. Les gouverneurs du Betsileo, de Tamatave, du Boina font figure de véritables vice-rois. Ceux de Fort-Dauphin, de Tuléar, d'Ihoso sont réduits à un fort et à ses environs, menacés par des tribus hostiles; ce sont des lieux d'exil. Au contraire les titulaires des grands gouvernements sont bien en cour et ils ont parfois acheté leur charge de cadeaux considérables. Non payés, ils subsistent grâce aux prélèvements sur les impôts, aux corvées, aux cadeaux imposés. Ils s'enrichissent s'ils restent longtemps à leur poste, et c'est un cas très fréquent.

Le gouverneur a sous ses ordres un adjoint, qui le surveille, et des commandants (*komandy*) ou sous-gouverneurs placés dans des localités (*zana-bohitra* : village-enfant) qui, comme le chef-lieu de province (*reni-vohitra* : village-mère) possède une citadelle (*rova*) abritant, avec le chef, quelques soldats et parfois des canons. Certains de ces postes, notamment ceux qui bordent le Menabe, sont des marches militaires sans cesse sur le qui-vive. Gouverneurs et sous-gouverneurs appartiennent à l'aristocratie merina (*hova* et *andriana*); cependant dans certains postes de brousse quelques indigènes (1) ont reçu des fonctions de chef de poste et un grade dans la hiérarchie des honneurs.

En dessous de ces fonctionnaires viennent des *chefs indigènes* : gros notables (*andriambaventy*) qui servent d'assesseurs au tribunal; chefs de cantons (chefs de tribus ou notables choisis, portant des noms divers, par exemple celui de *komandy borizano* : chef du peuple), puis les chefs de villages, de clans, de famille. Ces chefs sont responsables de l'ordre public et de l'exécution des obligations envers le gouvernement. Celles-ci

(1) J'emploie « indigène » dans son vrai sens : gens du pays (en malgache : *zanatany*). Un Sakalava est indigène en pays Sakalava, un Merina en Imerina, de même que je suis moi-même indigène en Saintonge, etc.,

sont différentes d'un pays à l'autre; en principe elles sont moins fortes qu'en Imerina, surtout pour l'impôt; mais certains gouverneurs exploitent durement leurs administrés, moins bien placés qu'eux pour se défendre à la Cour.

Le gouverneur représente la Reine dans tous les domaines : administration, justice (avec assesseurs), perception des taxes, exécution des corvées, commandement militaire. Dans les pays simplement vassaux (de suzeraineté effective), les rois locaux ont conservé des droits assez larges d'administration et de justice, mais les affaires importantes vont au gouverneur. Il préfère souvent arbitrer que juger, afin de ne s'aliéner aucune partie de la population; la Reine a prescrit d'ailleurs de réduire de moitié dans ces pays les peines prévues par le code « afin de les apprivoiser ». Dans les dernières années les gouverneurs auront souvent à se dépenser pour sauvegarder le commandement merina et empêcher le banditisme de sévir. Dans le sud-est, ils joueront habilement des divisions entre les clans.

Les Merina n'ont pas diffusé leur code dans les pays Tanindrana. Les Betsileo, en 1873, ont reçu de la Reine un code spécial, en 118 articles, et apparaissent comme la population la plus intégrée, quoique son évolution soit plus lente. Ailleurs les *coutumes* anciennes ont été respectées; on n'a aboli ni les structures sociales, ni parfois les structures politiques anciennes auxquelles les Merina se sont seulement surimposés.

C'est en somme *un système colonial*, bien agencé et d'une souplesse suffisante pour tenir compte de la diversité des situations. Dans l'ensemble cette administration est acceptée ou supportée comme le sera plus tard, après une période de trouble, le régime français qui s'y substituera.

Contrairement aux contacts qu'avaient su établir Nampoina, Radama I^{er} et Radama II, Rainilaiarivony n'a pas cherché à passer d'un système de domination à un système d'intégration. Il n'a essayé ni d'assimiler les peuples provinciaux, ni de les associer au gouvernement, ni de forger le sentiment d'une patrie. Il a dormi politiquement sur le matelas confortable du statu-quo qui assurait la prépondérance merina. Ainsi feront plus tard des gouverneurs généraux français. Le résultat, en 1895, fut, en contraste avec les sentiments merina, l'indifférence des autres peuples devant le conflit. *L'unité formelle s'arrête aux deux tiers de l'île; l'unité affective ne dépasse guère l'Imerina.*

4. L'armée

Les difficultés avec la France avaient inspiré au Premier ministre le désir de moderniser l'armée. En 1879 fut introduite la conscription. Chaque district de l'Imerina devait fournir un contingent d'hommes de 18 ans qui, après sélection, étaient inscrits comme soldats pour cinq ans. Mais les nobles et les esclaves ne devaient pas le service; les riches s'en faisaient exempter par des pots de vin. La charge en retombait donc entièrement sur les hova pauvres. Il est vrai que, sauf les 4 000 hommes de la garde du Palais et ceux qu'on envoyait dans les postes lointains, les soldats n'étaient pas incorporés, l'État ne pouvant leur fournir ni logement, ni paiement, ni nourriture. Ils vivaient donc de leur métier et venaient seulement pour l'exercice, et encore pas toujours. Cet exercice, sans tir et parfois sans fusils, s'apparentait plus à un ballet qu'à une formation militaire sérieuse. Les centurions (amboninjato) et les chefs de mille (tomponarivo) étaient tout à fait ignorants de la guerre moderne, et les généraux n'en savaient, pour la plupart, pas beaucoup plus. Les seuls vraiment utilisables étaient une centaine de cadets d'artillerie formés par les officiers anglais Shervington et Graves.

Ceux-ci avaient servi d'intermédiaires pour l'achat d'armes modernes en Angleterre. On comptait environ 300 canons, parmi lesquels une cinquantaine d'excellents Hotchkiss, mais d'autres très vieux, et 20 000 fusils Snyders et Remington, souvent mal entretenus.

Seuls les Merina étaient mobilisés. On essaya à diverses reprises de recruter les Betsileo, sans grand succès. Dans les postes de province la garnison merina était complétée par des miliciens indigènes. Au total on pouvait théoriquement tirer de l'Imerina 45 000 soldats.

En fait une telle armée n'était redoutable qu'à l'égard des autres peuples de l'île, armés surtout de sagaies et de fusils à pierre. Encore n'avait-elle pas réussi à soumettre une partie d'entre eux. Faute surtout de ravitaillement, les expéditions voyaient rapidement disparaître leurs hommes. Quant à une guerre moderne, une telle armée n'était pas préparée à l'affronter. Elle créait « une fausse impression de sécurité... Il aurait mieux valu ne pas jouer au soldat » (*F I.*, 312, 316).

Le coût des armements constituait en effet une charge lourde pour un État très pauvre. Le recrutement, avec les exercices et les envois dans les provinces, contrariait des paysans

attachés à leurs rizières. Cette armée, quasi-illusoire, avait ainsi contribué à accroître le poids des impôts et l'impopularité du gouvernement.

5. Finances et corvée

Le système d'*impôts*, archaïque et vicié dans son application, n'aurait pu soutenir un état moderne.

A la capitation (20 centimes or) et à l'impôt foncier (« isam-pangady », 3 mesures de riz), le Premier ministre avait ajouté depuis deux ans, surtout pour faire face aux achats d'armes, l'impôt de la piastre (5 francs or), très impopulaire parce que sa perception donnait lieu à des abus et à des inégalités. On percevait en outre des droits sur l'enregistrement des actes, sur les marchés, sur le transport des marchandises, et aussi les amendes judiciaires et le « hasina » remis à la reine ou à ses représentants dans certaines circonstances.

Dans les provinces les impôts variaient suivant les conventions anciennes, les habitudes, les ressources locales. Par exemple les Sihanaka payaient, outre l'isam-pangady, une taxe d'abatage sur les bœufs, et devaient livrer certaines quantités de bois de chauffage et de poisson sec. Les Betsileo livraient des nattes; leurs princes conservaient la moitié de l'impôt foncier. L'impôt de la piastre s'appliquait aussi, en principe, dans les provinces, mais sur une base plus modique : le nombre d'esclaves possédés.

Le revenu le plus important était, autrefois, celui des *douanes*. Depuis le traité de 1885 il était absorbé par le service de l'emprunt. On n'aurait pu trouver de plus sûr moyen d'affaiblir le gouvernement et de le réduire à l'impuissance. Les droits étaient de 10 % *ad valorem* à l'importation et à l'exportation. Dans les six ports principaux (Tamatave, Fénérive, Vohémar, Mananjari, Vatomandry et Majunga) les recettes étaient perçues par des capitaines de douanes qui s'arrangeaient avec les commerçants; ailleurs les gouverneurs faisaient de même. Les 800 000 francs or qu'on en retirait étaient ainsi bien loin de rendre compte du mouvement commercial réel.

Pour les autres ressources fiscales, les gouverneurs et autres percepteurs prélevaient souvent des sommes beaucoup plus élevées que le dû réel. De sorte que, malgré la légèreté relative des impôts, la charge en paraissait parfois intolérable. Au total on a estimé que l'État n'encaissait pas plus de 400 000 francs or (environ 1 500 000 nouveaux francs 1960). *Trésor misérable*;

Jean Laborde



*Le haut fourneau de
Jean Laborde à Mantasoa*





Radama II et Rasoherina

mais les fonctionnaires n'étant pas payés et la corvée assurant les Travaux publics, il suffisait pour les seules dépenses à pourvoir : les achats d'armes et l'entretien de la Cour.

Le principe de la *corvée*, dont Andrianampoinimerina avait fait un excellent usage, était bien adapté aux possibilités d'un peuple où l'argent était rare ou inexistant. Les digues, les chemins, les bâtiments publics pouvaient être ainsi créés ou entretenus. Mais ce système avait dégénéré en exploitation au profit de l'oligarchie et des fonctionnaires. Mainte révolte, en province, eut pour origine les corvées abusives imposées par les gouverneurs. En Imerina, la présence de la Cour et des grands personnages rendait la corvée très lourde. A chaque instant les paysans pouvaient être mobilisés pour construire une résidence ou effectuer un transport. C'était au point que les esclaves, non assujettis à la corvée, préféraient renoncer à leur affranchissement. Des artisans, réquisitionnés parfois en permanence, en venaient à cacher leurs talents. Il n'y avait aucune limitation de durée. La réquisition, que les riches évitaient en payant les chefs, pesait sur la partie pauvre de la nation. Pour échapper à la corvée, certains préféraient fuir et devenir fahavalo.

L'absence d'un système de finances bien organisées et de prestations limitées aux travaux d'intérêt général était la principale faiblesse du gouvernement. Elle lui enlevait toute possibilité d'assurer le progrès du pays.

III. — L'ÉCONOMIE

1. Production

Dans l'ensemble de l'île la production reste celle des ancêtres ; chaque groupe assure sa propre consommation ; les ressources locales suffisent à l'alimentation, à la construction, au vêtement. Les rizières et les pâturages ont gagné sur les zones vides grâce à l'unification relative et aux migrations débutantes. Le riz est encore inconnu dans le sud-ouest et l'extrême-sud ; le mil y constitue la nourriture de base et on le cultive encore dans l'ouest jusqu'au Sambirano ; le manioc et le maïs se répandent partout.

Cependant les Européens ont acclimaté quelques *cultures nouvelles*, dont certaines représentent l'amorce d'une économie d'échanges. Les Jésuites cultivent, dans leur jardin d'Ambohipo,

les légumes et les fruits d'Europe qui vont se répandre sur les plateaux autour des villes. Sous Ranavalona I^{re} ont été introduits les pommes de terre dans la région de Betafo et le pois du Cap sur la Côte Ouest. Les colonies françaises produisent : Sainte-Marie 70 tonnes de girofle, Nossi-Be du sucre et de la vanille. De La Réunion est venue la raquette (cactus) qui envahit tout l'extrême-sud. Les colons créoles de la Côte Est répandent les fruits tropicaux (mangue, papaye, letchi, pomme cannelle, etc...) et développent la canne à sucre autour de quelques usines. Ils cultivent la *vanille*, dont on compte 300 000 pieds autour de Mahanoro, et le café arabica. En 1840, Arnoux et de Lastelle possédaient, près de Mananjary 75 000 pieds de café; en 1875 la seule région de Vatomandry en comptait 2 millions de pieds et en exportait 200 tonnes. Mais en 1881 apparut l'*Hemileia* qui dévasta les plantations. En 1895 le café avait pratiquement disparu.

Ces *colons* créoles agriculteurs constituaient leur plantation, de faibles dimensions le plus souvent, en louant des terres aux malgaches de la côte, souvent en vivant avec une femme indigène qui achetait à son nom (le droit de propriété étant refusé aux étrangers). Les *concessions* au contraire n'étaient accordées que par le gouvernement, après des négociations longues et difficiles où les cadeaux avaient leur part. Généralement très vastes (un carré de 60 kilomètres de côté par exemple), elles avaient pour but des entreprises diverses, surtout l'exploitation des bois et les recherches minières. Le gouvernement malgache était intéressé; parfois même il fournissait des corvéables. Sauf à Tananarive et Tamatave on trouvait encore, en effet, *peu de salariés*; le salaire était de 12,50 F par mois et le riz valait de 0,1 à 0,2 F le kilo (francs or); les colons installés dans le pays et dans la vie locale, ayant des alliés et habitués à l'irrégularité des travailleurs, se procuraient plus aisément de la main-d'œuvre; au besoin ils savaient se concilier les gouverneurs et les notables. Sur les grandes concessions les choses étaient plus difficiles et les moyens matériels et financiers le plus souvent insuffisants. On en comptait en tout une trentaine; leur rendement était faible ou nul.

La *forêt* appartenait à l'État. Le déboisement était interdit, pour des raisons, semble-t-il, de sécurité extérieure, les bois passant, avec la fièvre, pour les grands défenseurs de l'Imerina. Mesure heureuse, car déjà la forêt ne couvrait plus guère qu'un dixième de l'île, mais sans application réelle, les tavy continuant comme par le passé. Quelques grandes concessions

forestières avaient été accordées, notamment à la *Madagascar Forest Society*, au nord de la baie d'Antongil. Dès Ranavalona 1^{re} on avait commencé à exploiter les nombreuses espèces d'essences à caoutchouc.

Le troupeau de *zébus* se multipliait dans la solitude de l'ouest et sur le plateau. En 1890 était créée à Diégo la première usine de conserves de viande. On comptait déjà d'assez nombreux bœufs européens et métis, et, en Imerina, 200 chevaux. Le ver à soie européen et le mûrier avaient acquis droit de cité.

La création de grandes industries n'avait pas survécu à la politique d'isolement et de contrainte de Ranavalona 1^{re}. Mais l'exemple de Laborde, de Cameron et autres maîtres-ouvriers avait donné naissance, en Imerina, à un *artisanat* assez actif. L'habitude de manger le cuir avec la viande disparaissait et l'on trouvait des cordonniers merina. Il existait des corporations de briquetiers et de forgerons de précision. L'école industrielle de la L. M. S. avait formé des menuisiers et des ferblantiers; les sœurs catholiques apprenaient à leurs élèves la couture, la broderie, la dentelle. La fabrication des chapeaux de paille, lancée par Laborde en Imerina (on ne la connaissait auparavant que sur la Côte Est), y avait acquis une ampleur et une finesse incomparables. Il avait appris aussi aux Merina à faire des chandelles. Un industriel, Iribe (franc-maçon célèbre par sa dispute avec les Jésuites), avait ouvert une faïencerie.

L'or avait toujours été, dans toute l'île, le privilège des princes et son exploitation se limitait à quelques bijoux. En 1889, le gouvernement, à court d'argent, créa une ébauche de législation minière. Une grande concession (la superficie de cinq départements français) fut accordée pour la recherche de l'or à un Français, Suberbie, qui créa l'agglomération de Suberbieville, près de Maevatanana. En Imerina sud et au Betsileo nord, le Premier ministre encouragea les recherches par les gens des villages qui auraient désormais la liberté d'extraire l'or à condition de le vendre au gouvernement à un prix imposé. Comme il y avait peu de volontaires, Rainilaiarivony imposa la *corvée de l'or*; le principal résultat fut de faire fuir les habitants et d'accroître le nombre des fahavalo de l'Ankaratra. La production de l'or resta faible : moins de cent kilos par an.

2. Commerce

Le *commerce intérieur*, sauf pour le sel, le bois, les poissons secs, ne comporte pas de transport à longues distances. Les marchés se développent en Imerina et au Betsileo, on y trouve non seulement des produits indigènes, mais des marchandises d'importation.

La part des *échanges extérieurs* dans l'économie générale malgache est encore faible. En Imerina, la classe riche adopte des habitudes européennes et fait venir à grands frais, et parfois sans grand discernement, meubles, colifichets, vêtements, alcools de marque. L'alcool ordinaire atteint le peuple, surtout sur la côte; à Tamatave, à la porte de chaque case, on trouve un baril de rhum et un gobelet, tout habitant devenant bistrot. L'usage de la quincaillerie et de la faïence d'importation est déjà très répandu; les marmites de fonte ont remplacé les poteries locales. Mais ce sont surtout les toiles blanches bon marché (soga à 0,50 F le mètre), en majorité américaines, qui se substituent partout au tissage indigène, plus solide mais plus lourd et qui exige des mois de travail. On importe également des indiennes à couleurs vives et, dans le sud, des toiles bleues (guinée).

En 1888 les *importations* des trois principaux ports, Tamatave, Mananjary et Majunga montent (officiellement, mais un tiers au moins des importations réelles n'est pas déclaré) à 4 millions de francs or, dont 2 300 000 pour les toiles et indiennes (dont 4/5 de toile blanche), 460 pour l'alcool (300 de rhum, 122 de vin, 10 d'absinthe, 14 de bière), 257 pour la quincaillerie, 81 pour le sel.

Les *exportations* consistent en bœufs vivants ou salés, destinés surtout aux Mascareignes, en cuirs salés (300 000 par an), en caoutchouc (257 tonnes en 1888), cire, raphia (dont l'usage se répand en Europe pour attacher la vigne), gomme, coprah, pois du Cap (2 000 tonnes en 1890), écaïlle (3 000 kilos); la vanille et le girofle débutent; des sacs vides en jonc sont expédiés à Maurice, du trévang en Chine, des cauris à Zanzibar. Le commerce de l'orseille (lichen tinctorial) récolté dans le sud se meurt. On vend parfois du riz aux Mascareignes, mais, dans les mauvaises années, on en importe de l'Inde; ce sont de petites quantités; l'île, et chaque groupe dans l'île, assure sa propre alimentation.

En 1888 les exportations des trois principaux ports montaient officiellement (la fraude étant sans doute moindre que pour

les importations) à 4 119 000 francs, dont 1 366 000 pour le caoutchouc, 1 000 000 pour les cuirs de bœufs, 750 000 pour les peaux de moutons, 400 000 pour le raphia, 280 pour la cire, 244 000 pour les bœufs. C'est donc avant tout l'exploitation des ressources naturelles qui alimente le commerce; l'agriculture n'est pas encore orientée notablement vers les produits d'échange.

Les estimations du *commerce total* varient singulièrement. On pourrait l'estimer aux environs de 20 millions de francs or, dont trois cinquièmes pour les importations (1). La part des divers pays dans ce commerce est mal connue : l'Angleterre, la France, les États-Unis, puis l'Allemagne se la partageaient presque entièrement (2).

Le commerce importation-exportation était entre les mains de *maisons* américaines, anglaises (et mauriciennes), françaises (moins importantes que les précédentes), allemandes (Oswald et Deutsch Ostafrikanische Gesellschaft). Des indiens dans le nord-ouest, des créoles de Bourbon et de Maurice sur la Côte Est participaient aussi au trafic. Les relations maritimes étaient assurées par les Messageries Maritimes (deux touchées mensuelles à Tamatave), la Castle Line, la Havraise Péninsulaire, des navires américains et allemands, un danois; les ports secondaires étaient desservis par de petits navires (3 à 30 tonnes) de diverses nationalités, par un petit navire malgache, l'*Ambohimanga*, par des goélettes et des boutres. En 1893 les marchandises de Tamatave avaient voyagé pour 2,9 millions de francs sous pavillon anglais, 1,8 sous pavillon français, 1 sous pavillon américain, 0,8 sous pavillon allemand. Tamatave était de beaucoup le principal *port* absorbant les deux tiers du trafic. Ensuite venaient Mananjary (cire, caoutchouc, riz, sacs), Majunga (cuirs, peaux, caoutchouc, raphia), Nossi-Be (sucre, vanille), Vohémar (bœufs), Fort-Dauphin (caoutchouc),

(1) *Commerce extérieur*. — Pour l'année 1894 Grandidier (2, IV, 284) donne le chiffre de 10 668 000 francs or (6 930 000 pour les importations, 3 737 pour les exportations). Martineau (*G I*, 425) avance 30 millions, « d'après des évaluations vraisemblables ». Il est probable que Grandidier fournit le chiffre officiel pour les ports contrôlés et que Martineau le grossit de la fraude et du trafic des ports secondaires, estimés semble-t-il d'une manière excessive. Il est vrai qu'il faut y ajouter les ports français (Nossi-Be, Diégo).

(2) *Fournisseurs et clients*. — Martineau (*G I*) avance les proportions suivantes : Angleterre et colonies (Inde, Maurice, Zanzibar) 40 %, France et Réunion 24 %, États-Unis 20 %, Allemagne 13 %, autres pays 3 %. Grandidier (*ibid.*) donne pour 1894 :

1° importations : de France et colonies 3 352, des autres pays 3 578;

2° exportations : vers France et colonies 1 214, vers autres pays 2 523.

Diégo, puis venaient les rades foraines de Maintirano, Morondava, Tuléar, Nossi-Be, et celles de la Côte Est, notamment Mahanoro et Vatomandry. Il n'y avait nulle part d'installation portuaire et tout le transbordement se faisait par chalands ou par grandes pirogues.

Dans l'intérieur, ni routes, ni ponts, sans doute par crainte de l'invasion. Radama II avait fait construire des ponts en Imerina, mais ils avaient disparu. Les *transports* sont donc assurés entièrement par porteurs, esclaves ou salariés. Le sentier Tamatave—Andevorante—Tananarive est le plus fréquenté, environ 150 porteurs partent chaque jour des deux extrémités; la charge moyenne est de 40 kilos; soit un trafic annuel de 2 200 tonnes dans chaque sens; le voyage dure ordinairement six jours en saison sèche et se paie 3 piastres par porteur, plus des cadeaux en route; la tonne revient à 375 francs, soit environ un franc-or le kilomètre. C'est dans ces transports et le commerce intérieur que l'oligarchie puise une bonne part de ses ressources.

Les *courriers royaux*, allégés de bagages, relayés dans les villages et attendus pour la traversée des rivières, vont deux fois plus vite : trois jours de Tananarive à Tamatave, quatre à Majunga, trois à Fianarantsoa. Les Européens avaient aussi créé à leur usage un service postal intérieur. En 1887 une ligne télégraphique était posée entre Tamatave et la capitale.

La piastre (autrefois espagnole ou mexicaine, remplacée par la pièce française de cinq francs) et ses fractions (exigeant plusieurs pesées pour chaque achat) étaient les seules *monnaies* en vigueur. Mais dans le Menabe et le sud, des échanges avaient encore lieu en nature. Les maisons de commerce disposaient de leur propre trésorerie. Le Comptoir d'Escompte s'était installé à la faveur de l'emprunt. Entre malgaches le taux légal d'emprunt était de 20 % par mois, mais en fait l'intérêt mensuel dépassait souvent le capital.

L'économie de l'île est donc encore essentiellement fermée et traditionnelle. Mais les échanges extérieurs s'amplifient, fondés sur une exploitation des ressources naturelles et sur de nouvelles habitudes, surtout vestimentaires. L'économie monétaire entre dans les mœurs, sans avoir encore provoqué la création de produits d'échange, ni de transports, ni de moyens de crédits. Économie primitive donc, mais dont la transformation s'amorce. Les lignes maritimes et les compétitions commerciales étrangères sont en place; *il ne reste plus qu'à ouvrir le pays pour que l'économie d'échange s'y épanouisse.*

IV. — LES HOMMES

1. Population

La *population de l'île* a certainement grandi depuis le xviii^e siècle; l'unité, même partielle, a diminué les guerres intestines et les grandes endémies restent limitées à la variole et au paludisme; la mortalité infantile, sans doute forte, ne suffit pas à arrêter la croissance. L'expansion vers l'ouest, en Imerina, est le signe d'un progrès certain. Mais il faut compter, dans l'accroissement de la population merina, la présence de 2 à 300 000 esclaves, issus pour la plupart de prisonniers de guerre; elle était donc compensée par le dépeuplement d'autres régions. L'Imerina, selon une estimation de Coroller, faite à la fin du règne de Radama 1^{er} d'après le nombre des maisons, aurait compté 750 000 habitants. Une estimation des officiers français en 1896 donne 871 000. Le recensement de 1900, après les troubles de l'insurrection et une émigration intense (65 000 émigrés), donne 782 000. Pour les autres provinces, aucune évaluation sérieuse n'a jamais été faite. Les chiffres avancés pour l'ensemble de l'île et qui vont de 2 millions (Roux 1818, Mullens 1875) à 7 millions (Catat, 1890) sont donc de simples hypothèses (1). Le premier « recensement » (à vrai dire, encore une estimation, mais fondée sur le nombre des contribuables), celui de 1900, donnera 2 550 000 habitants.

L'extrême nord, sauf la côte et quelques basses vallées, est encore presque désert; on peut traverser l'île d'Anorontsangana à Vohémar sans rencontrer un village. De même l'ouest entre la côte Sakalava et le lac Itasy, le sud entre Bara et Mahafali, la falaise forestière de l'est, et en général toutes les régions frontières entre les peuples. Par contre l'Imerina centrale et les basses vallées du sud-est comptent plus de 50 habitants au kilomètre carré. Quelques migrations massives, comme celle des Tanosi, quelques expansions comme celles des Merina,

(1) *Population*. — Ellis (*F* 9, I, 113) rapporte l'estimation de Coroller : 750 000 Hova, 1 200 000 Sakalava, Bezanozano et Sihanaka, 1 800 000 Betsileo, 1 000 000 Betsimisaraka. Total : 4 450 000. Ces chiffres étaient probablement obtenus en supposant aux pays côtiers la même densité que l'Imerina, ce qui est faux. L'annuaire de Madagascar pour 1890 donne le chiffre de 5 millions, sans justification. L'illusion d'une île peuplée peut avoir été entretenue à la fois par le gouvernement de Tananarive pour donner à l'Europe une impression de puissance et par les partisans français de la conquête pour faire de Madagascar une proie tentante.

des Bara et des Tsimihety vers l'ouest montrent que la population s'accroît peu à peu, que l'île, progressivement, se peuple et que l'immensité des pays vides tend à se restreindre. L'élevage semble jouer alors, dans cette marche vers l'ouest, le rôle essentiel.

Le mouvement vers les *villes* est encore faible. Tamatave n'a que 8 000 habitants, Diégo 6 000, Majunga 4 000, Tuléar et Mananjary moins de 3 000. Et ce sont là des ports en croissance, où commence à se développer un quartier européen aux cases en planches, le long d'avenues où la marche est pénible dans le sable ou les fondrières; plus loin s'étend le village de paillettes; à part s'élève le Rova (citadelle), ceint d'un retranchement, qui abrite le gouverneur et la garnison. Parmi les autres centres, seule Fianarantsoa fait figure de ville avec ses 6 000 habitants. Marovoay, Farafangana, Vangaindrano, Ambositra sont des ensembles de gros villages, réunissant de 3 à 4 000 habitants. Morondava, Antsirabe, Hellville, Vohipeno, Vatomandry ne dépassent guère 2 000, Vohémar et Fort-Dauphin à peine 1 000.

La seule ville véritable est la capitale du royaume. Tananarive, résidence de la Cour et de l'oligarchie, centre du commerce de l'Imerina, a grandi à pas de géant. Ellis, en 1838, lui attribue 20 000 habitants. Davidson, en 1870, compte 19 000 maisons et estime le nombre des habitants à 75 000; d'autres avanceront même des chiffres plus forts. Les deux tiers, au dire de Laborde, sont des esclaves, dont l'émancipation, en 1896, videra la ville; en 1897 on ne comptera plus que 48 000 habitants.

Le nombre des *étrangers* s'accroît. Il est difficile d'apprécier le nombre des indiens, qui fréquentent Madagascar depuis des siècles et sont commerçants dans les centres de l'ouest, voire même dans les ports de l'est et sur le plateau. Certains les estiment à plusieurs milliers. Majunga compte 600 antalaotes (d'installation ancienne), 150 indiens et 30 comoriens; on y trouve tout un quartier de maisons arabes en pierre, aux fenêtres étroites, comme à Zanzibar. Le premier chinois est arrivé à Tamatave en 1862; en 1894 on en compte plusieurs, dont deux à Tananarive.

L'essor du commerce a attiré les traitants européens; d'autre part des créoles des Mascareignes (La Réunion et Maurice) déjà à l'étroit dans leurs îles et ayant perdu la main-d'œuvre esclave, viennent créer des plantations dans la Grande Ile. Au total les européens et créoles sont 200 sur la Côte Ouest

(commerçants et chercheurs d'or), 800 sur la Côte Est (plan-teurs et commerçants, dont 300 à Tamatave, la plupart des autres vers Vatoman-dry et Mahanoro), 350 dans les pays d'occu-pation française (200 à Diego, 100 à Nossi Bé, 35 à Sainte-Marie), 250 sur le plateau (dont 175 missionnaires, la plupart des autres commerçants). Soit en tout 1 800, dont deux tiers de créoles d'origine française; l'autre tiers se compose pour les trois quarts de Français; le reste est anglais, norvégiens, américains et allemands. De plus 600 soldats français à Diego et une centaine pour l'escorte du Résident général. La prépon-dérance française est donc considérable. La présence des euro-péens et leurs intérêts sont souvent une source de difficultés. Lorsqu'ils sont molestés ou assassinés, les puissances risquent d'in-tervenir. Par contre les influences et les initiatives européennes ont contribué, pour une très large part, à la connaissance de Madagascar et à la formation intellectuelle des malgaches.

2. Connaissance de Madagascar

La cartographie des côtes fait des progrès décisifs au début du siècle avec la carte d'*Owen* (1827), rectifiée par *Guillain* (1841); celui-ci donne en outre une excellente étude d'ensemble du pays Sakalava. Mais l'intérieur reste largement inconnu; sur la carte du voyageur Leguevel de Lacombe, en 1840, une grande chaîne de montagnes serpente au hasard, entre des rivières fantaisistes.

C'est à *Alfred Grandidier* que revint le mérite de révéler la structure véritable de l'île avec son plateau intérieur. Riche voyageur et savant polyvalent, géographe, naturaliste, ethno-graphe, historien, il parcourut, de 1864 à 1870, plus de vingt itinéraires, à travers presque toutes les régions de l'île, y compris les pays indépendants. Ses cartes de reconnaissance et sa trian-gulation de l'Imerina lui permirent d'établir, en 1871, la première carte d'ensemble de l'île. Rentré en France, Grandidier voua le reste de sa vie à la publication des nombreux tomes de son *Histoire physique, naturelle et politique de Madagascar*, monument incomparable élevé à la Grande Ile par son grand explorateur.

Catat et Maistre parcoururent, en 1889-90 quelques nouveaux itinéraires. Les botanistes Bojer, Rutenberg, Scott Elliot complétèrent les renseignements de Grandidier.

Plusieurs missionnaires catholiques accomplirent des travaux scientifiques. Le *P. Roblet* publia la première carte scientifique

de l'Imerina, du Betsileo et une carte de l'île au 1 000 000^e (1885). Le P. Colin, astronome, installa en 1890 l'Observatoire de Tananarive, les P.P. Dalmond, Webber, Abinal et Malzac réalisèrent des dictionnaires malgaches. Aux P. Malzac et de la Vaissière on doit des histoires de Madagascar. Le P. Callet recueillit sous le titre *Tantaran'ny Andriana eto Imerina* (Histoire des rois d'Imerina) un ensemble précieux de traditions orales.

Parmi les missionnaires protestants, un grand nombre ont laissé des œuvres intéressantes. Citons notamment : Ellis (Histoire et Voyages), William Cousins (traduction de la Bible en malgache, folklore), Richardson (Dictionnaire, une exploration dans le Sud), Baron (botaniste et géologue), et James Sibree, architecte, naturaliste, directeur de la Revue *Antananarivo annual* (depuis 1875), première revue scientifique consacrée à Madagascar.

Une première génération d'intellectuels malgaches de formation occidentale commença à écrire. Le gouverneur, futur ministre, Rainandriamampandry publie « *Tantara sy fombandrazana* » (Histoire et Coutumes); le P. Basilide Rahidy rédige des principes de langue malgache, et traduit des fables; le Dr Rasamimanana présente, en 1891, une thèse sur le tanguin. De nombreux écrivains, notamment Rabe et le Dr Rajaonah collaborent à des revues locales éditées par les missions : Teny Soa (L. M. S., depuis 1866), Resaka (catholique, 1874), Isankeritaona (F. F. M. A., 1877), Mpanolo-tsaina (L. M. S., 1877). Le gouvernement fait paraître des journaux : *Ny Gazety Malagasy* (journal officiel, depuis 1883), *Madagascar Times* et *Madagascar News*.

3. Les missions chrétiennes et l'enseignement

L'activité scientifique ne constitue qu'une minime partie de l'œuvre des missions chrétiennes, qui est en voie de transformer l'Imerina et commence à se répandre dans certaines autres provinces.

Lorsqu'en 1862 la liberté de croyance fut rétablie, les protestants de la L. M. S. retrouvèrent un petit noyau de fidèles qui, sous l'action d'Ellis, se développa rapidement. En 1867 on comptait déjà 27 000 chrétiens. « Presque tous les jeunes hommes intelligents étaient plus ou moins sous l'influence chrétienne ». Les missionnaires, en nombre restreint, décidèrent de concentrer leurs efforts sur la capitale et en Imerina,

d'où ils « prenaient virtuellement la possession morale de l'île entière ». La conversion de la Reine et du Premier ministre provoqua en un an 16 000 conversions, dont celles de tous les fonctionnaires supérieurs, y compris le chef des gardiens des idoles et l'astrologue de la Reine. Les pasteurs en vinrent à craindre une main-mise du gouvernement sur la religion et la naissance d'un « christianisme mondain et formaliste » (G 6, 498 à 508). Il leur fallut une grande énergie et beaucoup d'activité pour éviter, en partie, ces inconvénients et maintenir leurs principes congrégationalistes de liberté et de démocratie dans l'église.

En 1864 les anglicans envoyèrent à leur tour des missionnaires, puis en 1866 les luthériens de Norvège, en 1867 les Quakers (F. F. M. A.). Leur établissement en Imerina n'alla pas sans conflit avec Ellis. La pénétration au Vakinankaratra commença en 1866, au Betsileo en 1870. Il existait aussi des fidèles en divers centres de la Côte Est. Dans l'extrême sud, les luthériens d'Amérique tentaient une pénétration difficile.

En 1895 on compte 74 pasteurs européens, 1 313 catéchistes malgaches et 455 000 protestants en Imerina; les classes nobles et hova sont, en forte majorité, protestants.

La mission *catholique* des Pères Jésuites ne s'implanta que sous Radama II et la conversion de la Reine au protestantisme rendit leur action difficile, surtout dans les hautes classes de la capitale. Aussi ne tardèrent-ils pas à se diriger vers les campagnes de l'Imerina, puis, à partir de 1871, vers le Betsileo où une lutte sérieuse d'influence se déroula avec les protestants. Des Pères s'installèrent aussi à Tamatave et Mananjary. En 1872 un évêque, M^{gr} Cazet, était placé à la tête de la mission.

En 1895 les missions catholiques emploient 89 Français (Pères, Frères de la Doctrine chrétienne, Sœurs de Saint-Joseph de Cluny) et comptent 136 000 fidèles, pour la plupart en Imerina et au Betsileo.

Outre la conversion et la vie des églises, les missions chrétiennes ont travaillé sur un grand nombre de plans : connaissance scientifique, comme nous l'avons vu, bâtiments en brique et en pierre, jardinage, artisanat, imprimerie. Elles ont eu en toutes ces matières un rôle essentiel d'initiation.

Il en est de même de la *médecine*. Le Premier ministre, en 1861, fonda un dispensaire, puis, en 1864, un hôpital de trente lits, que dirigea le docteur Davidson, de la L. M. S. Les catholiques, les quakers créèrent à leur tour des dispensaires.

En 1880 les deux premiers docteurs malgaches, Andrianaly et *Rajaonah* rentraient d'Europe; le second fut chef du service de l'Assistance médicale. En 1886 les protestants créaient une Académie médicale, formant des médecins, des dentistes et des infirmiers. Plusieurs médecins français dont le Dr Villette, furent appelés par le Résident français. Mais la charge principale des dispensaires incombait aux missions. Plusieurs furent créés en Imerina, dans le Betsileo, en pays Sihanaka. En 1895 on ne comptait encore que six docteurs, et un plus grand nombre de médecins malgaches sortis de l'Académie locale après cinq ans d'études. Dès 1884 la vaccination contre la variole était rendue obligatoire.

Parmi les œuvres des missions, les *écoles* furent une réussite étonnante. En 1835, au moment de leur suppression, les écoles de la L. M. S. comptaient 4 000 élèves. En 1862 elles reprurent lentement, mais la conversion de la Reine et les encouragements du Premier ministre firent bondir les effectifs : 2 000 élèves en 1868, 20 000 en 1871, 40 000 en 1879. L'année suivante le Premier ministre institua l'*obligation scolaire* pour tous les enfants de sept ans sous peine d'amende. Des surveillants (*masoivoho*) étaient désignés par le gouvernement auprès de chaque école. Mais la charge de l'enseignement reposait entièrement sur les missions et leurs fidèles. En 1886 on comptait 95 000 élèves dans les écoles protestantes, en 1894 : 137 000.

Les missions catholiques, après la conversion de la Reine, eurent du mal à recruter des élèves et durent en prendre surtout parmi les esclaves et les castes noires. Sur 47 hauts fonctionnaires et 95 gouverneurs, 4 seulement étaient catholiques. Le Premier ministre avait interdit aux enfants de passer d'une école dans l'autre, ce qui défavorisait les catholiques, arrivés plus tard. En 1894 ils n'avaient que 27 000 élèves.

Au total on comptait donc, en 1894, 164 000 élèves des classes primaires, dont les deux tiers, au moins, en Imerina, le reste au Betsileo et sur la Côte Est, peu de choses ailleurs (400 élèves à Majunga, 750 à Anorontsangana). L'Imerina avait donc une proportion très honorable d'enfants scolarisés comparable à celle des pays d'Europe occidentale à la même époque. C'était là l'effet de l'obligation, du christianisme et d'une grande avidité de s'instruire. L'enseignement portait sur la lecture, l'écriture, le calcul jusqu'à la règle de trois et la religion. Les enfants ne pouvaient, en principe, quitter l'école qu'après un examen.

La L. M. S. créa en 1862 une École normale pour la formation des instituteurs et des pasteurs, et en 1869 un Collège pour les études secondaires. Les catholiques fondèrent le collège Saint-Michel en 1888. Une élite malgache d'une centaine d'élèves était ainsi formée chaque année, avec des connaissances de français ou d'anglais suffisantes pour permettre à certains de ces élèves de suivre les cours des Universités en Europe.

C'est essentiellement sur l'Imerina qu'avait porté l'effort de conversion et d'enseignement. Dans la plus grande partie de l'île, la religion traditionnelle et l'ignorance subsistent alors sans changement. Le fossé, né de la domination politique, paraît se creuser encore, entre Merina et autres Malgaches, du fait des différences religieuses et culturelles. En fait l'insurrection de 1896 montrera bientôt en Imerina que, dans les campagnes au moins, le paganisme a encore gardé de nombreux partisans et que les tombeaux des ancêtres continuent à dominer l'horizon des âmes.

4. La société et l'évolution

Ce décalage entre l'Imerina (surtout l'oligarchie) qui s'occidentalise, et le peuple des provinces inchangé se retrouve si l'on considère l'évolution matérielle et sociale.

A — Les *vêtements* européens étaient parvenus à la Cour sous Radama I^{er}, mais ils restèrent le privilège d'un cercle étroit jusqu'à Radama II où le flot des friperies européennes (robes démodées, vieux uniformes) commença à pénétrer. A la Cour le costume d'apparat à l'anglaise fut imposé à partir de 1873; les hautes classes merina jugèrent indispensable de s'emprisonner dans la panoplie complète de l'européen à cette époque : col, plastron, gants, chapeau haut de forme, corset à baleine, jupons et souliers vernis à bouts pointus. Il fallait beaucoup d'argent pour ces instruments de torture, d'où la nécessité accrue de s'enrichir par tous les moyens. Les gens les moins fortunés se contentaient d'un pantalon et d'une chemise, (d'une robe pour les femmes) par dessus lesquels ils se drapaient dans le lamba national. A la Côte, c'est seulement à Tamatave et dans quelques rares centres peuplés d'Européens que ceux-ci étaient imités. Les costumes traditionnels subsistaient partout ailleurs, mais l'importation des toiles européennes bon marché rendait le lamba plus accessible et contribuait à sa diffusion.

Les quelques chefs Sakalava et Antankara convertis à l'islam avaient adopté la chéchia et la grande chemise blanche.

De nouveaux types de *maisons* s'élèvent à Tananarive, depuis 1867 où la liberté des matériaux a été accordée. Ce sont surtout des cases à un étage, en briques, avec véranda extérieure, couloir médian et quatre pièces par étage. La tuile commence à remplacer le chaume. Les grands personnages font construire des maisons de ce type, avec colonnes de pierre, parquet de bois précieux, fausses cheminées sculptées et vitres. Le mobilier d'importation européenne, souvent copié par la fabrication locale en palissandre ou en ébène, remplit ces belles demeures. Les bois de lit sont ornés de bas reliefs originaux. Sans atteindre ce degré, la maison à étage se répand peu à peu dans certains gros villages d'Imerina et même du Betsileo. Ailleurs la case traditionnelle subsiste partout.

Les *techniques* agricoles restent inchangées; seules certaines formes d'artisanat se sont développées en Imerina. Le support matériel du progrès reste faible.

L'économie monétaire, nous l'avons vu, n'affecte encore que les villes et certaines régions environnantes, notamment en Imerina; l'économie de subsistance reste la règle presque partout.

B — Cette économie repose sur les *structures sociales* traditionnelles, grande famille et clan, chaque groupe satisfaisant tous ses besoins et pratiquant l'entraide. C'est encore la règle générale.

Cependant, en Imerina, l'autonomie des clans a singulièrement décliné avec l'autorité du royaume, la création (aux xvi^e et xvii^e siècles) d'une féodalité d'origine royale, puis (avec Andrianampoinimerina et ses successeurs) de fonctionnaires royaux. Les rois se sont efforcés de fondre les clans (*foko*) dans les unités territoriales (*toko*). Ils y ont partiellement réussi. Le mouvement des *fokon'olona*, encouragés par Rainilaiarivony est une résurrection des groupes claniques, mais fractionnés et sur une base territoriale. Les clans merina gardent leur conscience et leur valeur sentimentale; ils ont perdu leur organisation et leur puissance. Une reconstruction sociologique se forme en même temps sur la base des Communautés chrétiennes, temples et églises.

Néanmoins, avec l'économie monétaire l'individualisme a fait des progrès; des artisans se sont dégagés de la masse; on a même vu apparaître pour les travaux agricoles, malgré

l'existence d'une grande masse d'esclaves, des travailleurs salariés (mpikarama) pour les gros travaux (labourage, piétinage, repiquage). Enfin une oligarchie s'est constituée grâce aux fonctions publiques qui lui ont permis de s'enrichir et d'acquérir des esclaves; cette oligarchie se recrute à la fois chez les bourgeois (Hova), les nobles (Andriana) et même quelques affranchis royaux (Tsiarondahy); les castes n'en subsistent pas moins, avec les interdictions matrimoniales; nombre de petits féodaux nobles vivent à la campagne comme des paysans, ou à la ville de métiers divers, ne participent pas à l'oligarchie et entretiennent le regret du passé. Quant aux pauvres gens, c'est-à-dire la majorité, ils souffrent de la corvée et des abus des grands. La société merina est hiérarchisée non seulement en castes comme autrefois, mais en classes sociales nées de la richesse et du pouvoir.

Cette évolution ne se produit pas chez les autres peuples. C'est à peine si le christianisme au Betsileo, le contact avec les européens en quelques points de la Côte Est favorisent une ébauche d'individualisme. Ailleurs la royauté connaît une crise (décadence chez les Sakalava, révolutions dans le sud-est) et les clans reprennent pratiquement leur autonomie.

C — Malgré le christianisme, *l'esclavage* subsiste. Il est même impossible de parler de son abolition; les missionnaires Standing et Houlder, qui l'ont tenté prudemment, se sont fait huer par leurs paroissiens. Quelques jeunes gens seulement commencent à en envisager la possibilité. On compte généralement (simple hypothèse) qu'il y a 500 000 esclaves (andevo), dont la moitié en Imerina, grâce surtout aux conquêtes. L'enfant d'une mère esclave naît esclave. De plus certains condamnés sont réduits en esclavage (zaza hova).

La condition des esclaves est très variable. Les esclaves du palais (tandapa) ont des situations privilégiées : certains (les Tsiarondahy) peuvent recevoir des emplois publics, d'autres (tsimandoa) portent les courriers royaux, d'autres (borizano) assurent les transports à dos d'homme; ils ont, en dehors de leurs fonctions, une grande liberté. Il en est ainsi, d'ailleurs, de beaucoup d'esclaves appartenant à des particuliers; ils sont traités comme des membres de la famille et peuvent même effectuer des gains particuliers; certains bornent leurs obligations à un cadeau annuel à leur maître. Beaucoup, pour éviter la corvée et l'impôt, qui pèsent sur les seuls hommes libres, refusent l'affranchissement. Il en est par contre, surtout à la campagne,

dont la situation est plus dure. L'esclave est juridiquement incapable; son maître peut le frapper, non le tuer. Le Code de 1881 a interdit de séparer les enfants des parents, de faire commerce d'esclaves, de les exporter vers la Côte. Mais les propriétaires continuent à vendre leurs esclaves sur les marchés : 125 piastres pour un enfant, 250 pour un adulte; la femme a une valeur double.

La traite est restée abolie depuis Radama I^{er}. Mais, si l'on n'exporte plus guère d'esclaves malgaches, les Malgaches enrichis font venir des esclaves africains (Makoa, Masombiki). Les Indiens et les Arabes de la côte d'Afrique amenaient ainsi, à Maintirano de cinq à vingt boutres portant chacun de 50 à 300 noirs, dont un tiers mourait pendant la traversée. Les prix étaient très bas : 25 à 35 piastres. En 1877 le Premier ministre affranchit les esclaves africains; le trafic fut ralenti, mais subsista néanmoins en pays Sakalava.

D — *L'évolution des conceptions et des sentiments* est liée aux progrès du christianisme, de l'instruction, de l'enrichissement, c'est-à-dire qu'elle est sensible en Imerina, peu ou pas du tout ailleurs.

La langue s'est complétée d'un grand nombre de mots anglais et français malgachisés. La musique traditionnelle, en Imerina, décline au profit d'une musique métisse, inspirée des cantiques; l'harmonium et surtout l'accordéon se répandent. Le discours religieux devient un genre littéraire, alors que la littérature populaire perd sa force de création.

Le christianisme a eu une action déterminante sur la législation : lois contre l'alcool, la polygamie, adoucissement relatif du traitement des criminels, etc... L'action sur les mœurs est plus lente et reste limitée aux régions christianisées, c'est-à-dire une minorité. La croissance en flèche du christianisme après 1869 rend sa solidité encore douteuse chez beaucoup de convertis. La tradition, la vénération des ancêtres, la croyance aux talismans sont restés vivaces chez eux, surtout dans les campagnes.

La crainte du bouleversement des coutumes et des croyances, les imprudences de certains étrangers ont développé une xénophobie qui atteint son maximum sous Ranavalona I^{er}, mais qui a fortement repris en Imerina depuis les conflits avec la France. On voit même naître dans le peuple une nouvelle croyance : celle aux européens mpaka-fo (preneurs de cœurs). Cette xénophobie est un des éléments du patriotisme merina

qui jouera un rôle dans les événements à venir. Il est l'expression d'une société déstructurée, bouleversée, inquiète, mais qui se sent effectivement regroupée en un ensemble politique et a conscience de former un peuple.

Presque partout ailleurs persiste le monde des ancêtres à peu près inchangé.

Deuxième partie

1895-1958

CHAPITRE VIII

DU RÉGIME FRANÇAIS A LA RÉPUBLIQUE MALGACHE

I. — L'ESSAI DE PROTECTORAT RÉEL (1895-1896)

1. L'expédition

Dès que fut connu l'échec de la mission Le Myre de Vilers, Hanotaux proposa à la Chambre un crédit de 65 millions pour l'expédition de Madagascar. Il fut voté, malgré l'opposition des socialistes et des radicaux, par 377 voix contre 143. Le 12 décembre 1894, Tamatave était occupé; en février 1895 les troupes de Nossi-Bé débarquaient à la baie d'Ampasindava, et celles de Diego-Suarez, qui comprenaient un bataillon réunionnais, s'emparaient du poste merina d'Ambohimanarina. On n'alla pas plus loin, toute l'action réelle devant partir de Majunga, qui fut occupé dès le 15 janvier.

Les bureaux de Paris avaient préparé l'expédition avec un soin si jaloux qu'elle faillit en périr. Les campagnes coloniales incombaient d'ordinaire à la Marine. Celle-ci fut appelée à fournir des troupes (infanterie et artillerie de marine, plus un bataillon haoussa et un bataillon sakalava qui se battirent admirablement). Mais le ministère de la Guerre, voulant sa part de gloire, exigea l'adjonction de ses hommes : régiment d'Algérie (dont un bataillon de Légion Étrangère), bataillon de chasseurs, et un régiment métropolitain improvisé, le 200^e, recruté par tirage au sort dans toutes les garnisons de France, afin que toutes pussent participer à une tâche nationale. On amassa ainsi, sans nécessité, une armée de 15 000 hommes, exigeant des convois considérables; il fallut recruter 7 000 convoyeurs algériens et somalis pour 6 600 mulets et 5 000 voitures Lefebvre. Ces voitures avaient rendu des services dans les plaines du Soudan où elles pouvaient rouler partout; à Madagascar, pays bosselé et coupé de fondrières, elles exigèrent

la construction d'une route. Les soldats durent donc peiner sur des terrassements, dans les marais longeant la Betsiboka, région la plus malsaine de l'île. La fièvre et la dysenterie firent des ravages effroyables. Alors que 25 hommes seulement furent tués au combat, il y eut 5 756 morts de maladie (dont 1 039 pour le malheureux 200^e, près de la moitié de son effectif); les rapatriements des malades exigèrent douze paquebots. Madagascar en a gardé longtemps en France une terrible réputation d'insalubrité.

Heureusement pour les Français, le gouvernement de Tananarive se révéla incapable d'assurer la défense. Le patriotisme du peuple merina aurait pu être utilisé, soit par un bon encadrement, soit par une guérilla sur les flancs et les arrières de l'interminable colonne, empêtrée par ses convois et ses moribonds. Rainilaiarivony commença par disperser ses troupes entre les ports; puis il envoya au-devant des Français des contingents successifs d'environ 5 000 hommes, qui élevèrent des retranchements sur toutes les positions défendables et les évacuèrent dès qu'elles étaient bombardées ou tournées. Les soldats merina, faute d'une formation militaire sérieuse, n'étaient pas préparés à une guerre véritable. La plupart des officiers n'avaient aucune notion de stratégie ni même de tactique. Les officiers anglais, Shervington et Graves, qui avaient entrepris de les former, se voyant jaloués et même suspectés, quittèrent l'île. Les malheureux soldats, mal encadrés, rarement nourris, non soignés, quittaient les armées qui fondaient rapidement. Les artilleurs, seuls entraînés et commandés, montrèrent ce qu'on aurait pu attendre d'une défense organisée; à plusieurs reprises ils résistèrent efficacement et, lors du dernier combat, certains se firent tuer sur leurs pièces.

Dès l'arrivée de la saison sèche, en mars et avril 1895, l'avant-garde française, sous la direction du général Metzinger, occupa l'estuaire de la Betsiboka. Le gouverneur Ramasombazaha évacua sans grande résistance, sauf un combat à Marovoay. Le 9 juin, les Français, qu'avaient rejoint le reste des troupes avec le général Voyron, occupaient Maevatanana où, ravitaillée par la route et par le fleuve, allait se constituer la vraie base de départ. Le 29 juin, une nouvelle armée merina, commandée par *Rainianjalahy* (le seul général qui montra un esprit offensif), attaqua les positions françaises avancées à *Tsarasaotra*, mais fut finalement repoussée et battit en retraite jusqu'à *Andriba*, d'où elle fut délogée le 22 août.

Les Français arrivèrent ainsi à la bordure du plateau. Mais

la construction de la route les avait retardés et il devenait évident que, si on la poursuivait, Tananarive ne serait pas atteinte avant la saison des pluies. Le général en chef *Duchesne*, vieux soldat d'Algérie et du Tonkin, prit alors l'initiative, le 14 septembre, de constituer une *colonne légère*, formée de 4 000 combattants, avec 1 500 conducteurs et 3 000 mulets, emportant vingt-deux jours de vivres. La forte position des grands *Ambohimena* fut tournée par le bataillon sakalava. L'Imerina était ouverte à l'invasion.

Le désarroi de Rainilaiarivony se traduisit par des mesures incohérentes : nomination de nouveaux généraux, discours enflammés (« Ne craignez rien, ô Reine!... »), mobilisation des écoliers, fabrication de sagaies, supplice d'un déserteur qui fut brûlé vif, destruction de l'Observatoire des Jésuites. Pendant ce temps l'armée française tournait Tananarive par le nord, pour éviter les marais. Le 29, Duchesne installait son camp près d'Ilafy.

Le 30 septembre 1895 s'engageait la *bataille de Tananarive*. Une attaque de Rainianjalahy sur les arrières fut repoussée. Les hauteurs flanquant la ville à l'est furent, après un combat assez vif, occupées par deux colonnes. A trois heures une batterie amenée à l'Observatoire envoyait cinq obus sur le Palais de la Reine dont les canons avaient ouvert le feu et où se pressait une foule dense, qui fut décimée. A 3 h 30, la Reine donnait ordre d'amener son pavillon et de hisser le drapeau blanc, évitant ainsi un désastre, car le Palais était bourré de poudre. Des parlementaires furent envoyés à Duchesne qui fit arrêter le mouvement des six colonnes d'assaut. Le soir même, les troupes françaises, harassées, entraient dans la ville. Une discipline sévère évita tout pillage; de nombreux habitants, qui s'étaient enfuis, revinrent les jours suivants.

2. Les insurrections

Sur le plan politique également la modération française (à vrai dire, un simple manque d'imagination constructive) surprit les dirigeants merina qui s'attendaient à un changement radical. Le *traité*, dont Duchesne était porteur, et que les représentants de la Reine signèrent le 1^{er} octobre 1895 ne différait que dans la forme des propositions de Le Myre de Vilers. La Reine « accepte le protectorat de la France avec toutes ses conséquences ». « Le Résident Général sera chargé des rapports avec les agents des puissances étrangères ». La France main-

tiendra des « forces militaires suffisantes ». « Le Résident Général contrôlera l'organisation intérieure »; la Reine « s'engage à procéder aux réformes que le gouvernement français jugera utiles ». La Reine subsistait avec sa cour; on éloignait Rainilaiarivony qui représentait la seule autorité véritable (1); la désignation comme Premier ministre de Rainitsimbazafy (fils de Rainijohary, l'ancien chef du parti réactionnaire), et la constitution de son ministère, où se retrouvaient Rainandriamampandry et Rasanjy, laissaient au pouvoir le même personnel politique, divisé d'ailleurs et composé de vieillards dont les possibilités d'adaptation aux temps nouveaux semblaient au moins problématiques.

L'attitude du gouvernement français s'expliquait par la vogue que connaissait encore à cette époque, depuis son application en Tunisie, le système du *Protectorat*. On y voyait le moyen de diriger un pays aux moindres frais, en utilisant l'armature politique et administrative indigène, plus malléable d'ailleurs aux yeux des capitalistes pour obtenir des concessions et une liberté d'action plus étendue. Le gros commerce et la banque préconisaient cette formule à laquelle se ralliaient, par respect de la civilisation malgache, les missions catholiques et les malgachisants. Le centre actif de cette opinion était le « *Comité de Madagascar* » où, à côté de Grandidier et du P. Colin, on trouvait des banquiers et des gros concessionnaires; le secrétaire général, Martineau, bien qu'il eût tout récemment écrit un livre sévère sur le gouvernement royal, s'appliquait maintenant à vanter son habileté organisatrice et le parti qu'on pouvait en tirer.

Les instructions données par Hanotaux étaient « d'éviter autant que possible, de porter atteinte à l'état des choses » et de se tenir « sur la plus grande réserve » à l'égard des peuples non merina. Duchesne obéit exactement. Le calme semblant régner, il rapatria la majorité de ses troupes et répartit le reste entre les garnisons de Tananarive, Fianarantsoa, Tamatave et Majunga, les seules qu'on eût jugé utile de tenir.

Cependant le désarmement des populations, qu'il avait

(1) *Fin de Rainilaiarivony*. — Interné dans sa propriété de Tsarasaotra, puis exilé à Alger, il y vécut à la « Villa des Fleurs » du 16 mars au 17 juillet 1896, date de sa mort. Il y était devenu une figure populaire. Ses propos, consignés par l'intendant Vassé dans un gros manuscrit (actuellement à l'I R S M) sont vivants et curieux. A côté de grandes protestations d'amitié envers la France, on y trouve des réflexions sur M. Laroche « dont on trompe la bonne foi et qui ne sait pas se faire obéir ». « Le peuple malgache, déclarait le vieil autocrate, a besoin d'une main de fer pour le guider ».

prescrit, était loin d'être réalisé; des masses d'armes et de munitions restaient cachées dans la brousse, alors que le trouble des esprits grandissait en silence. La défaite d'un gouvernement converti au christianisme apparaissait sans doute pour beaucoup d'esprits traditionnalistes comme le signe de la colère des ancêtres, qu'il fallait apaiser en détruisant les novateurs et les innovations.

Le 22 novembre, dans l'ouest de l'Imerina, une bande de 2 000 hommes ayant à sa tête le chef de village Rainizafivoavy s'emparait d'Arivonimamo et assassinait le gouverneur merina, ainsi qu'un missionnaire anglais et sa famille; les insurgés réclamaient la suppression du culte chrétien, des écoles, du service militaire et de la corvée. En décembre éclatait en pays Betsimisaraka, d'abord chez les Vorimo du bas Mangoro, puis dans la région d'Andevorante et de Beforona, un soulèvement contre les Merina qui furent massacrés et jetés à l'eau. Ces insurrections avaient un caractère populaire; elles traduisaient le désir de mettre à profit la perte de prestige du gouvernement royal pour restaurer le monde des ancêtres et pour abolir, en Imerina les abus, ailleurs la domination merina. Les chefs français auraient pu, une fois les assassins châtiés, essayer de dissiper la xénophobie, prendre contact avec le peuple et tenir compte de ce que ses réclamations, en partie réactionnaires et inadmissibles, pouvaient avoir de juste, afin d'orienter une nouvelle politique. Duchesne, honnête soldat, et son adjoint politique Ranchot, bon diplomate, ne se départirent pas de leurs instructions anachroniques et se bornèrent à soutenir de toutes leurs forces une oligarchie visiblement dépassée. A part une intervention pacifique du docteur Besson (résident à Fianarantsoa et excellent malgachisant), qui apaisa les Vorimo, les deux insurrections furent réprimées durement par l'armée française. C'était un moyen infaillible de détourner sur elle les ressentiments.

Cependant, à Paris, se dressaient contre le protectorat les partisans de l'annexion : les Réunionnais qui n'avaient cessé de voir en Madagascar leur champ d'expansion naturel, les industriels du textile désirant des tarifs protecteurs pour supplanter les toiles anglo-américaines, les compagnies maritimes qui aspiraient au monopole. Un ministère nouveau essaya un compromis : en décembre Madagascar passait de la tutelle du ministère des Affaires étrangères à celle du ministère des Colonies; *Laroche*, nommé Résident général, faisait signer à la Reine, le 18 janvier 1896, un nouveau traité où elle

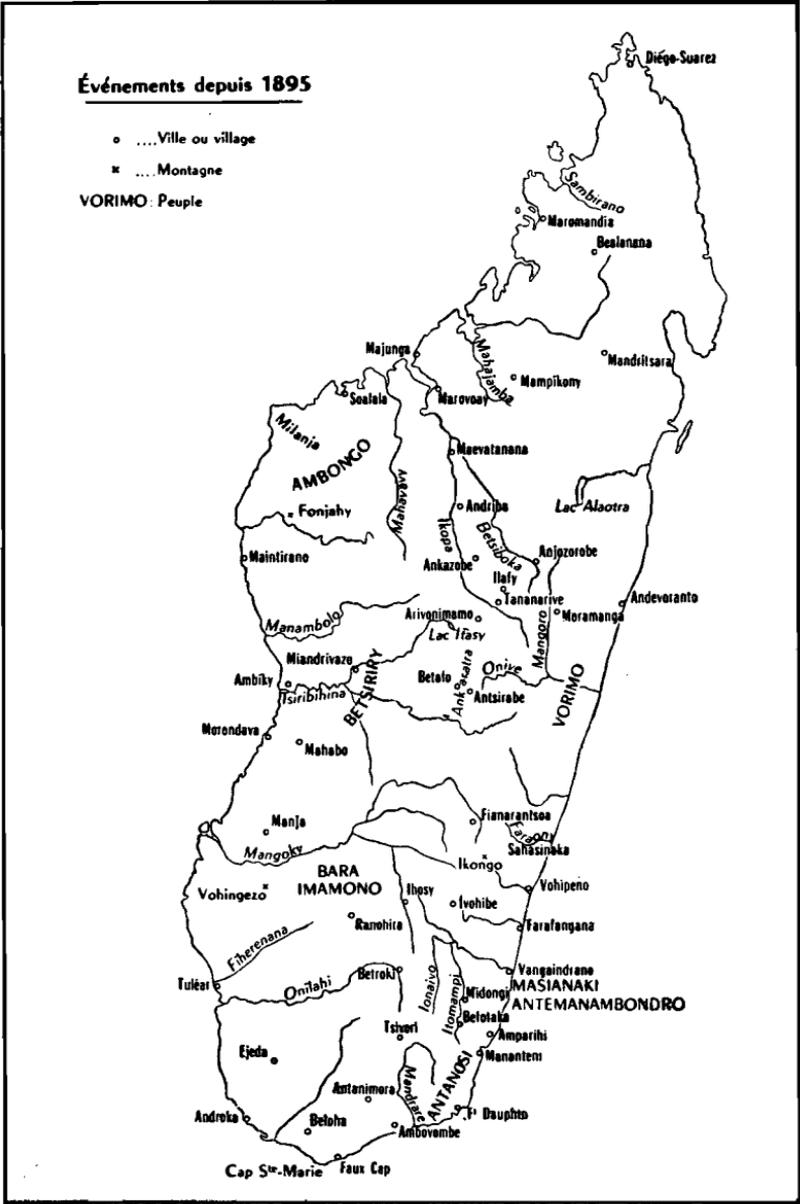
reconnaissait la *prise de possession* par la France; le mot « protectorat » disparaissait, mais non la chose. Les instructions données au nouveau Résident lui prescrivait d' « éviter avec soin tout acte de nature à affaiblir sans nécessité l'autorité de la reine auprès des populations qui lui sont soumises ».

Laroche, ancien préfet, ami de Félix Faure, protestant libéral, honnête homme, gros travailleur, nullement préparé à commander un pays tropical, s'efforça de gagner l'amitié de la Reine et s'usa à essayer d'appliquer en conscience des instructions qui ne correspondaient plus ni à la situation locale, ni à l'état d'esprit de la Métropole.

En mars 1896, à la fin de la saison des pluies, l'insurrection renaissait dans les solitudes des franges nord et sud de l'Imerina, refuge classique des fahavalo, ennemis de l'autorité. Au nord, deux gouverneurs, *Rabezavana* et *Rabozaka*, prenaient la direction des rebelles et toute la zone au nord d'Anjozorobe, de la Betsiboka au lac Alaotra, entraînait en dissidence; au sud, dans l'Ankaratra, le fahavalo *Rainibetsimisaraka* assassinait des Français et coupait les communications; le 25 mai, il attaquait Antsirabe où les Européens n'échappèrent que de justesse au massacre. L'insurrection conservait son caractère de xénophobie et de retour aux anciennes croyances. Ses soldats, les *Menalamba* (toge rouge), portaient au front le felana (coquillage rond) des guerriers d'autrefois.

Mais au mouvement populaire se mêlait un élément nouveau : la collaboration d'agents de l'autorité agissant par patriotisme sincère, pour prendre une revanche sur la défaite et chasser les Français. Il paraît probable que certains personnages du ministère et de la Cour encourageaient en secret les chefs insurgés et organisaient leur coopération. Leur apparence de docilité empressée trompait aisément Laroche, et même son très subtil directeur de l'Intérieur, E.-F. Gautier. Certains éléments de cette oligarchie gouvernementale, si usée aux yeux du peuple par ses abus et sa défaite, avaient trouvé ainsi les voies d'une réhabilitation. Ce n'était là d'ailleurs sans doute qu'une minorité et, dans la coulisse, les luttes des clans étaient vives. Des grands personnages merina comme Rainijaonary, gouverneur de Betafo, s'appliquèrent activement à maintenir la paix; nombre d'autres furent victimes des fahavalo. La Reine, envoyée dans les campagnes, prodiguait les paroles d'apaisement sans résultat.

L'insurrection s'emparait d'Ankazobe et de Manjakandriana, unissant les groupes du nord à ceux du sud. Elle se rapprochait



à quinze kilomètres de la capitale. La décomposition de l'autorité gagnait toute l'île de proche en proche; on voyait se constituer des bandes armées, non seulement chez les Sakalava de l'ouest du plateau, habitués au pillage, mais chez les Sihanaka et les Bezanozano de la forêt. Les communications avec Tamatave et Majunga ne pouvaient plus se faire que sous escorte. Laroche s'efforçait de constituer des milices, qui protégèrent efficacement les environs de Tananarive. De son côté, le général Voyron, commandant des troupes, indépendant du Résident, lançait des colonnes massives qui battaient le pays, fusillaient au hasard, brûlaient des villages et détruisaient leurs rizières; les insurgés revenaient ensuite, grossis des malheureux habitants affamés et sans abri.

Contre Laroche, rendu responsable, se dressait la coalition quasi unanime des Français menacés dans leur vie, des catholiques qui auraient voulu un soutien actif, des colons qui ne pouvaient s'établir et des partisans de l'annexion. Ces derniers l'avaient finalement emporté en France et rallié les partisans du protectorat; d'une part en effet le protectorat n'avait abouti qu'à l'insurrection; d'autre part le Foreign Office avait refusé d'admettre que la « prise de possession » suffit à abolir les traités de commerce. La loi du 6 août 1896 déclara donc « colonie française l'île de Madagascar avec les îles qui en dépendent ». Son vote avait été acquis le 20 juin à la Chambre par 329 voix contre 82. Aussitôt, dans la même séance, se posa la question de l'esclavage; depuis 1848 aucune terre française ne pouvait porter d'esclaves; le ministre des Colonies, André Lebon, et le rapporteur, Le Myre de Vilers, tentèrent de subordonner l'application à des règlements préalables; Denys Cochin au nom des catholiques et Jaurès au nom des socialistes firent entendre de telles protestations que la Chambre vota unanimement « l'émancipation immédiate ». Laroche promulga le 26 septembre l'abolition de l'esclavage, première grande mesure digne de la France.

Deux jours après, il remettait les pouvoirs au général Gallieni, envoyé à la hâte par André Lebon pour prendre à la fois le commandement militaire et civil.

II. — GALLIENI (1896-1905)

1. Fin du royaume

Au changement de personnel correspondait un changement de politique. Les instructions données le 6 août par Lebon s'exprimaient ainsi :

Madagascar est devenue colonie française, et le système qui consistait à gouverner l'île en exerçant simplement une action protectrice sur la peuplade dominante doit être écartée. L'octroi de la puissance souveraine doit maintenant se faire sentir directement par l'intermédiaire des chefs de chaque peuplade distincte.

C'était, en d'autres termes, « la suppression de l'hégémonie *hova* ». Lebon prescrivait en même temps le recrutement de troupes chez les différents peuples de l'île et la nécessité d'éviter, dans la pacification, des excès tels que l'incendie des villages et les exécutions en masse. Il approuvait « à l'avance la politique ferme que vous ne manquerez pas de suivre à l'égard de certains personnages de la cour d'Emyrne (Imerina) », mais comptait sur sa « modération à l'égard des classes inférieures » de manière à « se concilier les sympathies des races autochtones » (*H* 8 57-60).

La fin de la domination merina satisfaisait aux vœux, déjà anciens, des partisans de l'annexion, notamment des Réunionnais. Mais dans l'ensemble ces instructions correspondaient trop bien à l'expérience soudanaise et indochinoise de Gallieni, à sa « politique des races » et à sa grande prudence dans l'action militaire pour qu'il ait été étranger à leur préparation. Aussi les appliqua-t-il exactement, sans jamais s'en laisser paralyser dans le détail. Esprit supérieur, broussard de longue date, habitué à la méditation personnelle et à la responsabilité, « homme constructif » (1), n'acceptant de leçons que des faits, il prit en main la Grande Ile. Pendant neuf ans il la gouverna en souverain et la transforma.

Républicain de tradition familiale et de conviction, Gallieni avait pensé immédiatement à déposer la Reine; il la conserva quelque temps cependant pour utiliser ce qui pouvait lui rester de prestige, en restreignant son autorité théorique à l'Imerina et en la confinant le plus souvent dans son palais, ce qui ne la

(1) Appréciation du député Raseta (Assemblée nationale, 6 mai 1947).

changeait guère. L'oligarchie fut réduite brutalement à l'obéissance. Le 15 octobre, le prince *Ratsimamanga*, oncle de la Reine, et le ministre *Rainandriamampandry*, condamnés à mort par un Conseil de guerre pour complicité avec les rebelles, étaient exécutés (1). D'autres personnages de la Cour étaient exilés. Le 27 février 1897, ayant reconnu que Ranavalona III, loin de servir à la pacification, restait le drapeau des insurgés, il l'exila à la Réunion (2). Par arrêté du 28 février, il abolissait la royauté et la fonction de Premier ministre. *Rasanjy* était nommé Gouverneur général de l'Imerina. Ces mesures, que le gouvernement de Paris n'avait pas autorisées, firent l'objet d'une interpellation, mais furent approuvées par les Chambres à l'unanimité et Gallieni nommé Gouverneur général. Le 15 mars les dépouilles des rois furent ramenées d'Ambohimanga à Tananarive. La fête du bain fut remplacée par le 14 juillet. Enfin, le 17 avril, la féodalité était abolie.

2. Fin des insurrections

La méthode de pacification de Gallieni, mûrie dans ses précédents commandements a été définie par lui à diverses reprises; elle peut se résumer en trois points :

1^o action politique : connaître le pays, amener des ralliements; les opérations militaires (« l'action vive ») interviennent seulement si elles s'avèrent indispensables;

2^o la « tache d'huile » : « Tout mouvement de troupes en

(1) *Rainandriamampandry*. — Carol (*H 7*, 273) parle de « sentence arbitraire ». Selon lui, seule la raison d'état l'aurait inspirée : il fallait un andriana et un hova; on aurait choisi Ratsimamanga parce que généralement détesté, et Rainandriamampandry parce qu'incorruptible. Carol, brillant journaliste, était un ennemi de Gallieni. Celui-ci, dans une lettre privée du 11 octobre, annonçait la découverte de documents accusant Rainandriamampandry (*H 10*, 185). E. F. Gautier, qui a bien connu celui-ci, lui a consacré une étude pittoresque (*H 6*) où, à une certaine ironie attendrie, se mêle l'admiration. Pour lui il aurait été vraiment, sous le nom de « Ratiatanindrazana » (M. le Patriote) le grand chef secret de l'insurrection. A défaut de preuves historiques, encore manquantes, on doit s'en tenir à ces probabilités.

(2) *Ranavalona III*. — Deux ans plus tard elle fut transférée à Alger où elle occupa une belle villa sur la colline dominant la ville; elle fit plusieurs visites à Paris. E. F. Gautier (*H 6*, 123) témoigne d'une disparition des sceaux de l'État, au temps de Laroche, dans laquelle la Reine paraît bien compromise; on pourrait donc supposer qu'elle a permis d'envoyer des ordres aux chefs insurgés avec la marque royale. Ce fait, s'il était établi, donnerait un certain relief à la figure mélancolique et un peu effacée que fut la dernière reine de Madagascar. Elle mourut en 1917; son corps fut ramené à Tananarive, au tombeau des reines, en 1939. Sa nièce, la princesse Marie-Louise, née à la Réunion, mariée à un Français, est morte à Versailles en 1948.

avant doit avoir pour sanction l'occupation effective des pays conquis ». Donc plus de « colonnes en coup de lance » destructrices et inefficaces, une frontière de postes, déplacés à mesure de l'avance des troupes et que les insurgés ne pourront traverser; en arrière de cette frontière on organise le territoire en protégeant et rassurant les populations; on établit à cet effet un réseau de petits postes intérieurs reliés par des routes; on arme des partisans dans les villages; cette armature militaire et administrative est complétée par la remise en état économique, l'ouverture de dispensaires et d'écoles; Gallieni donne à ses subordonnés ce précepte magnifique : « Faites que vos administrés ne tremblent qu'à la pensée de votre départ »;

3^o unité de commandement : un seul chef à tous les échelons, territoire, secteurs et postes; chacun incarne la totalité des pouvoirs, militaires et civils; il assume toute la responsabilité vis-à-vis de son chef hiérarchique, le sommet de cette pyramide étant le Gouverneur général; récompenses ou sanctions suivent les résultats. Système fécond reposant sur l'émulation et la confiance.

Gallieni disposait de 7 000 hommes, ayant refusé tout supplément de troupes sauf un bataillon de la Légion et deux nouveaux bataillons malgaches qu'il organisa sur la Côte Est et au Betsileo. La plus grande partie fut concentrée en Imerina dont il forma un territoire militaire sous le commandement du colonel Combes. Une route unit Tananarive au lac Alaotra, séparant Rab zavana de Rabozaka. Le 9 mars 1897 Mampidongy, camp de Rabozaka en plaine falaise, fut enlevé. Le 17 avril, Rab zavana était repoussé de Vohilena dans les solitudes au nord de l'Imerina. Il se rendit le 31 mai au commandant Lyautey. Rabozaka, pourchassé dans la forêt, ne se soumit que l'année suivante.

Au sud-ouest de la capitale, la ligne des postes fut portée d'abord au lac Itasy, puis au-delà, refoulant les Sakalava du plateau; la montagne de l'Ankaratra, encerclée puis occupée par des postes, cessa définitivement d'être un repaire de fahavalo. Dans la région difficile longeant la grande falaise forestière, les troupes de Rainibetsimisaraka se ravitaillaient dans les hautes vallées de la Varahina (haute Ikopa), de l'Onive, du Mangoro et rendaient incertaines les communications sur la route de l'est qui dominait leur citadelle d'Ankeramadinika. Celle-ci fut occupée, puis des postes installés dans les hautes vallées. Désormais sans ressources, Rainibetsimisaraka se rendit le 8 juin 1897.

L'insurrection en Imerina étant terminée, Gallieni n'avait plus besoin de se poser en « général masiaka » (méchant), comme il l'avait fait au début. Les trois chefs de l'insurrection furent simplement exilés, puis amnistiés, leurs lieutenants immédiatement libérés.

Au Betsileo le résident *Besson* continuait d'administrer pacifiquement et aidait à la soumission des Tanala du nord. A la Côte Est les chefs français avaient remplacé les chefs merina sans difficulté; dans le sud-est, encore convulsé par les luttes entre nobles et roturiers, les officiers français durent parfois imposer par la force le règlement des conflits.

Dans le nord, toute la côte fut occupée. Parti de Maroantsetra le résident *Pradon* occupa Mandritsara le 18 décembre 1896, avec l'appui du chef Tsimihety *Bosy*. Mais, dans tout le nord-ouest, des insurgés merina agitaient les populations locales habituées à une quasi indépendance. Mandritsara, attaqué, fut dégagé par le capitaine Clavel, venu de l'est, qui occupa Befandriana le 1^{er} mars et parvint à la Côte Ouest. Le capitaine Toquenne, commandant du cercle d'Analalava dispersa les bandes de Rakotovaomoramanga. Plus au sud, *Rainitavy* avait réuni 1 200 hommes dans la région quasi-désertique au nord de l'Imerina et dans les vallées de la Mahajamba et du Bemarivo, parcourues par des gardiens de bœufs d'origine merina (marofotsy) et des guerriers sakalava; le poste de Tsaratanana fut créé; le capitaine de Bouvié enleva Mampikony, puis, après un premier échec, la position de Masokoamena. Rainitavy se rendit en novembre 1897. On donna au chef-lieu du nouveau cercle le nom de Port-Bergé, pour honorer un lieutenant tué dans l'action.

Ainsi à la fin de 1897 tout l'ancien royaume était occupé et administré, y compris la région du nord-ouest qui ne l'était auparavant que d'une manière théorique. C'est encore dans cette contrée qu'eut lieu le dernier sursaut. En octobre 1898, à la suite d'excès de certains colons, le prince sakalava *Andrian-jalahy* souleva la région de Maromandia et le Sambirano; l'insurrection se propagea dans l'ouest du pays tsimihety où le chef de poste de Bealanana fut massacré. Avec l'aide de *Bosy*, trois colonnes françaises convergèrent sur Bealanana et parcoururent le pays; les insurgés se dispersèrent.

Dans l'extrême-nord le roi des Antankara, *Tsialana II*, vieil allié des Français, régna paisiblement de 1883 à 1924. La base navale de Diego-Suarez fut mise en défense par le colonel *Joffre*.



*Le filanzane de Rasoherina devant une case d'Andrianampoinimerina.
Au fond, temple protestant élevé sous le règne des deux dernières reines*



Binao reine sakalava

3. Achèvement de l'unité

Pendant que se terminaient les insurrections dans l'ancien royaume, Gallieni avait déjà entrepris d'achever la tâche commencée par Andrianampoinimerina et Radama 1^{er}, celle de l'unification de l'île sous une même autorité politique par la soumission des peuples indépendants. Cette tâche se révéla plus longue et plus difficile, car on avait affaire à des peuples guerriers, n'ayant jamais connu l'obéissance ni la paix, rompus aux razzias et aux embuscades, dans des pays quasi déserts et inconnus, coupés de marais, de forêts et de montagnes qui n'offraient aucun ravitaillement aux troupes, et où l'action politique, faute de chefs disposant d'une autorité étendue, ne pouvait s'exercer que sur des fractions minimes, souvent reprises ensuite par leurs habitudes belliqueuses et anarchiques. De plus ces théâtres d'opération étaient loin, les ordres y parvenaient lentement et Gallieni ne pouvait contrôler suffisamment ses subordonnés, dont certains étaient plus tentés par la gloire des armes que par l'apprivoisement pacifique; il y eut des erreurs aux conséquences lourdes.

Dès le mois de mai 1897, Gallieni effectuait en bateau le tour de l'île, s'arrêtant dans tous les ports, y prenant connaissance de la situation politique et donnant des instructions pour la pénétration. En fait la précarité des ressources sur la côte rendit nécessaire, presque partout, une action partant du plateau. En raison du climat on employa surtout les troupes sénégalaises, complétées peu à peu de formations malgaches, les unes et les autres ayant un encadrement français.

A — *Ambongo*. — De Soalala et de Maintirano les troupes convergèrent vers le Milanja; l'intérieur fut ensuite occupé, notamment la haute Mahavavy et le massif de Fonjahy, sous la direction du commandant Lyautey, en 1898; les nombreux petits rois locaux se soumirent un à un.

B — *Menabe*. — Un premier poste fut établi à Miandrivazo, qui permit de pacifier le Betsiriry et constitua une base de départ. En août une colonne de 600 hommes, dirigés par le commandant Gérard, descendit en combattant le long de la Tsiribihina; le 30 elle encerclait le village royal d'Ambiki, où les guerriers se trouvaient rassemblés autour du roi *Toera*, et les massacrait ainsi que le roi. Gérard, pensant avoir obtenu ainsi d'un seul coup la soumission des Sakalava, dispersa ses troupes entre un grand nombre de petits postes. Fin

septembre, les Sakalava prirent l'offensive, attaquèrent les postes et enlevèrent celui d'Ankalalobe dont la garnison fut massacrée (1).

Dans le sud, Morondava et Mahabo servirent, avec Miandrizazo, de point de départ pour les opérations de 1898 qui aboutirent à l'occupation du sud de la Tsiribihina, où commandait *Ingereza*, le frère de Toera, et de la rive nord, dirigée par son lieutenant Ozoc.

En 1899 la pénétration du sud fut poussée jusqu'à Manja. Au nord les opérations portèrent sur la région forestière et désertique située entre la Tsiribihina et le Manambolo, où s'était réfugié *Havana*, tuteur du jeune Kamamy, fils de Toera. Les chefs Sakalava étaient réduits à vivre en fugitifs.

Le général *Pennequin*, qui assurait alors l'intérim de Gallieni parti en congé en France, envoya, en mars 1900, le colonel Prudhomme promettre le pardon contre la remise des armes. Tous les chefs se soumirent, sauf *Ingereza*, qui ne se rendit qu'en 1904. Il remit alors les reliques royales qu'il détenait, et Kamamy fut sacré.

C — *Fiherenana*. — Le résident Estèbe, installé à Tuléar, ne pouvant obtenir la soumission du roi *Tompomana*, introduisit à sa place son frère Bereta. Le capitaine Génin poursuivit *Tompomana* et soumit les tribus de la vallée du Fiherenana, puis celles de l'Onilahy en 1897. Les Antanosi émigrés acceptèrent la tutelle française sans difficulté. *Tompomana* se soumit en août 1898.

(1) *Affaire d'Ambiki*. — Le député radical Vigné d'Octon, dans une interpellation (séances des 23 novembre, 30 novembre et 7 décembre 1900) et dans son livre *La gloire du sabre* a fourni une version pathétique des événements : le colon Samat ayant annoncé à Gérard que Toera lui préparait « une réception triomphale », Gérard aurait passé outre et préparé délibérément la tuerie. « Enivrés de l'odeur du sang, les Sénégalais n'épargnèrent pas une femme, pas un enfant... Un petit brouillard s'éleva : c'était le sang des cinq mille victimes, l'ombre de la ville, qui s'évaporait au soleil couchant » — Nous avons vu que rares alors étaient à Madagascar les villes de 5 000 habitants; or *Ambiki* n'était qu'un gros village; Vigné a donc exagéré, sinon les faits, au moins les chiffres.

D'après le capitaine Condamy (*H 17*, 60-62) M. Samat aurait déclaré à Gérard que Toera, tout en protestant de ses bonnes intentions, était en train d'organiser la lutte. Les pertes Sakalava, d'après Gérard, s'élevèrent à 97 morts, 150 blessés, 500 prisonniers; les assaillants n'avaient eu que deux tirailleurs blessés. Ce dernier chiffre confirme qu'il n'y a pas eu lutte, mais massacre.

Gallieni, dans une lettre privée (*H 10*, 260-261), écrit : « Ce fut, suivant moi, un tort de faire tuer le roi Toera qui voulait se rendre ».

D — *Bara*. — D'Ihoso et Ivohibe, occupés dès le début de 1897, des communications furent ouvertes la même année avec Farafangana, et avec Fort-Dauphin par Betroki et Tsivori, puis, au début de 1898, avec Tuléar par Ranohira. Lehitafika, roi des Bara Be, avait été exécuté. Isambo, roi des Bara Iantsantsa, s'était soumis. *Impoinimerina*, roi des Bara Imamono, avait aidé les Français; son royaume fut érigé en protectorat autonome. La résistance ne se prolongea qu'à l'ouest, sur la rive sud du moyen Mangoki; le roi Bara Be *Inapaka* s'y était retranché dans la région semi-désertique du *Vohingezo*, qui servit d'asile aux derniers résistants Bara, Masikoro et Sakalava; une première attaque en 1898, fut repoussée avec pertes; en juin 1899 le commandant *Toquenne*, chef du cercle de Tuléar, s'empara du *Vohingezo*; quelques bandes se réfugièrent au nord du fleuve et furent dispersées l'année suivante.

E — *Extrême sud*. — Une résidence avait été créée à Fort-Dauphin dès mars 1896, mais les *Antanosi* restaient hostiles. Le capitaine Brulard s'employa à les ramener pacifiquement; les Zafi-Raminia furent remplacés, dans nombre de villages, par des chefs roturiers. En 1899 le pays était calme jusqu'au Mandrare.

Des postes avaient été installés à l'est et au nord de l'*Androy*: Ampasipolaka, Behara, Ifotaka; l'encerclement de la région cactée se poursuivit en 1900 par les postes d'Imanombo, Bekitro, Antanimora, Faux-Cap. Le 20 juillet 1900 Ambovombe était occupé sans combat; en 1901 étaient créés les postes d'Ambondro et Tsihombe, en 1902 celui de Beloha. La brousse épineuse et les haies de cactus entourant les villages rendaient les opérations difficiles. Mais la prise de possession des points d'eau amenait les tribus à la paix; le bétail saisi était rendu à la soumission. En 1903 les Karimbola du cap Sainte-Marie se soulevèrent, mais furent pacifiés en trois mois. Un soulèvement à Ambovombe en 1904 dura moins encore. Ainsi l'*Androy*, qui n'avait jamais pu être pénétré, fut-il pacifié par une action lente, en grande partie politique; les officiers français se firent « frères de sang » avec les chefs et réussirent à se faire remettre 12 000 fusils. La difficulté fut ensuite de faire cesser les guerres entre tribus et les vols de bœufs, les deux sports nationaux. Le dernier épisode des guerres intestines eut lieu en 1932 (Antandroy contre Mahafali); les vols de bœufs ne cessèrent qu'avec le développement de l'émigration, vers 1950.

Les *Mahafali* présentaient plus de cohérence politique, avec trois royaumes. C'est seulement après la soumission des Sakalava que furent entreprises les opérations. On commença, en 1900, par occuper le nord, avec Bekily et Ejeda, et la côte, notamment Androka. Le roi le plus important, *Tsiampondi*, voisin de ce poste, fut peu à peu gagné à la cause française et l'aïda de son influence auprès des autres chefs, Emahazo et Refotaka. Celui-ci, qui occupait le plateau calcaire au sud du bas Onilahy, se soumit en 1902.

F. — *Sud-est*. — La pacification du sud-est, comme celle de l'extrême sud, fut hâtée par la création, de 1900 à 1902 du « Commandement supérieur du Sud », comprenant un tiers de l'île, avec capitale à Fianarantsoa; ce grand commandement temporaire avait été confié au colonel *Lyautey*, le futur organisateur du Maroc. Mais les opérations du sud-est débordèrent de beaucoup cette période.

Chez les *Tanala* de l'Ikongo, le vieux roi Tsiandraofana, héros de la résistance aux Merina, accueillit les Français. Mais de nombreux guerriers reprirent son ancienne tactique en se retranchant au sommet du mont Ikongo. En octobre 1897 le commandant Cléret investit le massif; le 10, le Résident Besson l'escalada par la face nord, réputée inaccessible, et les défenseurs se dispersèrent. Le calme semblait revenu, mais, en 1899, le fils de Tsiandraofana, *Andriampanoha*, déclencha la révolte; le poste de Sahasinaka fut pris, celui de Fort Carnot attaqué. L'administrateur Vergnes réprima le soulèvement, mais *Andriampanoha* tint la forêt jusqu'en 1901.

Chez les *Tanala* de Karianga et leurs voisins, les Hovalahy ny Antara des opérations durent être menées en 1898.

Au sud, les *Sahafatra* se soumirent sans difficulté, ainsi que les Antefasi et les Zafisoro. Une piste put être établie entre Ivohibe et Farafangana. Les Antesaka de Vangaindrano, convulsés par leurs luttes entre tribus, ne s'opposèrent pas à l'installation des Français qui purent même établir, par la zone littorale, une ligne de communications avec Fort-Dauphin, à travers le pays des *Antemanambondro*, traditionnellement insoumis.

La situation était toute différente sur le *gradin de Midongi*, région montueuse et couverte de forêts, habitée de Bara et d'Antesaka émigrés, habitués à une indépendance totale.

En 1899-1900 la plus grande partie des vallées de l'Itomampi et de l'Ionaivo était occupée; les postes d'Iakora, de Ranotsara et de Midongi étaient créés. Mais les falaises forestières entre les fleuves restaient occupées par les irréductibles, notamment les Andrabe à l'est de Befotaki. Lyautey s'occupa personnellement des opérations dans ce secteur. En 1903, tout paraissait fini; les troupes furent retirées.

En réalité les tribus traditionnellement indépendantes n'avaient cédé qu'à la présence de la force. Les troupes avaient été remplacées par des miliciens recrutés dans le pays. Certains chefs européens commirent des abus. L'interdiction des tavy (feux de forêts), dans cette région sans autres ressources, parut d'autant plus insupportable qu'elle s'accompagnait d'une augmentation d'impôts. Alors éclata la *révolte de 1904* (1).

Le 18 novembre 1904 le sergent Vinay, chef de poste d'*Amparihi*, était tué pendant son sommeil. Ce fut le signal d'une révolte générale, soigneusement préparée, dans tout le pays Antemamambondro et le gradin de Midongi. Elle gagna, vers le nord, les Masianaki et, vers le sud, la région de Mananteni et tout l'ouest du pays Antanosi. Partout les Français étaient massacrés.

L'extension de la révolte fut arrêtée par le refus des Antesaka de Vangaindrano et des Antandroy d'y participer, et aussi par la rapidité d'envoi des troupes par Gallieni et ses instructions de « pacifier, non exterminer ». Dès le mois de décembre le commandant Vache récupérait le pays Antemanambondro. Les opérations sur le gradin furent plus longues. Le chef Bara Befanoha fut traqué de repaire en repaire. Le caporal *Kotavi*, antemanambondro, premier acteur de la révolte, résista à plusieurs assauts dans la falaise à l'est de Befotaki et ne fut capturé que le 1^{er} septembre 1905. De nombreux habitants, qui s'étaient enfuis dans la forêt, y étaient morts de faim.

Ce fut la dernière grande insurrection. Lorsque Gallieni quitta Madagascar, cette même année, l'unification de l'île était achevée et les peuples autrefois indépendants des Merina prenaient à leur tour l'habitude de l'administration et de la fin de leurs guerres locales.

(1) *Révolte de 1904*. — Augagneur (*H 18*) a donné un récit des opérations militaires, qu'il accompagne de réflexions personnelles parfois injustifiées. J'ai fait (*D 5*, 178-182) une mise au point de l'histoire de la révolte d'après les archives des postes et les traditions locales.

4. Administration et politique

En même temps qu'à l'action militaire, Gallieni se consacrait à l'organisation du pays. Sa méthode s'inspira de ses expériences au Soudan et au Tonkin, et aussi de sa philosophie générale, notamment de l'évolutionnisme de Spencer. Il l'a résumée dans ses grandes instructions de 1898 (*H 10*, 237) en ces deux principes :

1° « L'organisation administrative d'un pays doit être parfaitement en rapport avec la *nature de ce pays*, de ses habitants et le but que l'on se propose. »

2° « Toute organisation administrative doit *suivre le pays dans son développement naturel* ».

Empirisme et évolutionnisme l'empêchent de se figer dans un point de vue ou un cadre; il a horreur de l'immobilisme et de la routine. A cette intelligence souple s'ajoutent un solide fonds provincial avec le goût des études sérieuses, des responsabilités, de l'économie, un patriotisme français très ardent (celui de la génération qui a connu la défaite de 1870 et veut la réparer), une croyance à l'humanité et au progrès qui est celle des positivistes du XIX^e siècle; le développement de Madagascar et sa francisation lui apparaissent comme inséparables.

Son premier principe suppose une bonne connaissance du pays. Gallieni y pousse sans cesse. Il prescrit à ses chefs de postes de dresser des monographies du pays portant sur les dynasties, l'histoire, l'ethnographie, les ressources. Il édite les *Notes, Reconnaissances et Explorations*. En 1902 il fonde l'*Académie Malgache*. Il crée des cours de langue malgache et fait éditer des méthodes.

La *politique des races* répond au double désir de supprimer l'hégémonie merina et de rendre le commandement français plus acceptable et plus efficace en le faisant reposer directement sur les chefs traditionnels de chaque peuple. La hiérarchie des fonctionnaires créée par Rainilaiarivony fut conservée avec ses gouverneurs et ses sous-gouverneurs, complétée par des écrivains-interprètes. Mais les gouverneurs merina furent, en principe, limités à l'Imerina et on s'efforça dans les autres pays, de confier ces fonctions aux anciennes familles régnantes ou à des notables.

Gallieni se rendit vite compte de la ruine déjà avancée des structures anciennes en Imerina et en pays Betsimisaraka; le système dut prendre là une allure plus administrative.

Dans le sud-est, où la révolution était récente, il fallut séparer les commandements des tribus nobles et des tribus roturières. Dans l'ouest et le sud-ouest, où subsistaient des royaumes plus étendus, on essaya une formule de *protectorats intérieurs*, dont le type fut le royaume des Bara Imamono. La difficulté était le manque d'instruction de ces cadres. Gallieni voulut y remédier, au moins pour l'avenir, en créant trois « sections administratives » dans les Écoles régionales : à Tananarive, à Mahanoro et à Analalava ; elles devaient être, dans sa pensée, les pépinières des fonctionnaires destinés respectivement au Plateau, à la Côte Est et à la Côte Ouest. Ainsi tous les peuples auraient désormais des chances égales.

Les sentiments de Gallieni à l'égard des Merina évoluèrent d'ailleurs assez vite. Il reconnut leur aptitude au progrès et à l'adaptation.

« Quand ces Hova seront dix fois plus nombreux..., ils se répandront vers les régions côtières, le long de nos grandes voies de communications... ils parviendront sûrement à faire de Madagascar une colonie digne de ce nom. » (H 10, 336).

Il consacra leur dialecte comme langue officielle à côté du français (H 10, 343) en créant un *Vaovao*, journal officiel en malgache. Il prévoyait même leur évolution ultérieure vers l'assimilation : « Dans un certain nombre d'années, nous pourrions naturaliser en grand les Hovas, leur donner le droit de vote... » (H 10, 302). Ici aussi aucune opinion préconçue, et toujours le souci de l'évolution mûrie par le temps.

Aux « cadres indigènes » (baptisés plus tard « cadres spéciaux », cadres administratifs et cadres techniques) se superposèrent les cadres européens : officiers d'abord, puis administrateurs, et cadres techniques dans un certain nombre de services. Les cercles militaires firent place peu à peu à des *provinces* civiles, subdivisées en *districts* (les anciens « secteurs militaires »). Ces provinces, au nombre d'une vingtaine, étaient calquées sur les divisions ethnographiques, mais avec un certain souci de faire des commandements d'égale importance : les peuples les plus nombreux (Merina, Betsileo, Betsimisaraka, Sakalava) étaient divisés en plusieurs provinces. Ailleurs des petits peuples étaient réunis en une seule province, l'unité ethnographique étant alors le district (cas de la province de Farafangana avec Vohipeno district antemoro, Fort Carnot district tanala, Vangaindrano, district antesaka, etc...). Les chefs de districts devaient, dans la conception de Gallieni, avoir surtout un rôle de contrôle et de conseil des gouverneurs malgaches et

autorités traditionnelles; essentiellement itinérants ils étaient en somme une variante européenne des vadin-tany merina. En fait, succédant aux officiers, ils devinrent très vite l'autorité essentielle, les « rois de la brousse ».

Les districts étaient subdivisés en *cantons*, chacun ayant à sa tête un fonctionnaire malgache, percepteur d'impôts, détenteur des registres, lui aussi cheville ouvrière de l'administration. Au-dessous subsistaient les *clans* et, en Imerina, les *fokon'olona*; ceux-ci furent réorganisés en 1902, mais leurs pouvoirs judiciaires étaient réduits et leur efficacité ne cessa de décroître.

La justice, en développant un système proche des « capitulations » qui était né pendant le protectorat, fut scindée en deux : *justice européenne* pour les Européens et « assimilés » (c'est-à-dire les asiatiques, et aussi les Sainte-Mariens, Français depuis 1750, ce qui ne fut pas reconnu sans débats juridiques (1); *justice indigène* pour les malgaches. Les lois françaises pouvaient être appliquées à Madagascar après promulgation et le Code Civil fut ainsi promulgué; mais les Malgaches restaient jugés d'après leurs coutumes (et les lois de la Reine, du moins en Imerina). Ils étaient non pas citoyens, mais *sujets français*, et sans droits politiques (les Français à Madagascar n'en avaient d'ailleurs guère plus). Ils étaient soumis à l'*indigénat*, c'est-à-dire qu'ils pouvaient être condamnés par l'administration sans jugement à 15 jours de prison (réduits plus tard à 5 jours) ou à une amende comme sanction de certaines fautes (non-assistance en cas de danger, cultures insuffisantes, et surtout non-paiement des impôts ou non-accomplissement des prestations). La « justice indigène » elle-même était rendue par les administrateurs avec l'assistance (consultative) de deux assessseurs malgaches.

Les lois pénales antérieures furent conservées, concurremment avec le Code pénal français, sauf sur certains points : on abolit notamment la peine des fers en la remplaçant par celle de la prison. Une *garde indigène* fut constituée et placée, dans chaque district, à la disposition de l'administrateur.

Le faible chiffre de la population malgache autant que son mauvais état sanitaire avaient frappé Gallieni qui organisa l'*assistance médicale* indigène. Chaque province eut, à son chef-

(1) *Sainte Mariens*. — Le Sainte Marien *Firinga*, consacra de nombreuses années à cette réclamation. Un arrêté du 22 juillet 1922 de la Cour de Cassation reconnut qu'en vertu de la loi du 24 avril 1833 promulguée à la Réunion (dont Sainte Marie était alors une dépendance), « toute personne libre jouit des droits civils et politiques ». En conséquence les Sainte Mariens étaient citoyens français.

lieu, un hôpital et dans la brousse des postes médicaux où les malades pouvaient recevoir des soins gratuits moyennant le paiement d'une taxe spéciale additionnelle. Aux médecins européens militaires s'ajoutèrent bientôt un *cadre de médecins malgaches* formés à l'École de Médecine, créée en 1897, et un cadre de sages-femmes malgaches. Ce système simple de *médecine d'État* (alors qu'il n'existait rien de semblable en France) fut appliqué d'abord en Imerina, puis à d'autres provinces. Au départ de Gallieni les fonds de l'AMI montaient à 1 220 000 francs or; on avait ouvert 38 hôpitaux, 56 postes médicaux, 35 maternités, 11 léproseries. La vaccination pour la variole devenait effective. La peste, venue de l'Inde, fit son apparition à Tamatave en 1898 et à Majunga en 1902; le sérum de Yersin donna de bons résultats et l'on put croire le fléau arrêté.

Le rôle des *Missions*, en matière médicale, devint très secondaire. Il maintint son importance au point de vue scolaire. La situation religieuse, en 1896, était tendue. Nombre de Malgaches devenus protestants par obéissance à la Reine, avaient tendance à passer au catholicisme, qu'ils pensaient être la religion du vainqueur. Gallieni, de formation voltairienne, maintint la politique de neutralité religieuse inaugurée par le protestant Laroche. Il se borna à avertir les missionnaires britanniques et norvégiens que toute attitude anti-française leur vaudrait l'expulsion, à leur imposer l'enseignement du français, à leur réquisitionner quelques grands immeubles et à favoriser leur remplacement progressif par la *Mission protestante française*. Assez réticent, du moins au début, à l'égard des Jésuites, il vit avec plaisir cesser leur monopole avec l'installation des *Pères du Saint-Esprit* dans le nord de l'île et des *Pères Lazaristes* dans le sud.

D'autre part il tint compte résolument, quoique avec modération, de l'anticléricisme alors régnant en France et, sans porter atteinte à l'enseignement des missions, il institua, avec le concours de son directeur de l'Enseignement, P. Deschamps, des *écoles officielles laïques*, avec un cadre d'instituteurs malgaches formés dans des écoles régionales. En 1905 on comptait 23 500 élèves dans les écoles officielles (dont 15 000 en Imerina) et 16 000 dans les écoles privées (dont 12 000 en Imerina). Ces chiffres excluaient les « écoles d'églises » tenues par des instituteurs non pourvus du certificat d'aptitude à l'enseignement, écoles qui figuraient auparavant dans les statistiques. En les y réintégrant, on s'aperçoit que l'enseignement

des missions n'avait fait que croître, puisqu'il atteignait 209 000 élèves (127 000 protestants et 82 000 catholiques). L'enseignement primaire était orienté dans un sens pratique, avec l'adjonction de jardins scolaires et d'ateliers. Les écoles supérieures étaient limitées à la formation des fonctionnaires et des médecins.

5. Économie

Patriote français, délégué de la France, Gallieni aura pour but à son arrivée, d'ouvrir Madagascar au commerce français et à la colonisation française; ceci l'amène à développer l'économie générale du pays pour offrir plus de débouchés et de produits, à se préoccuper de l'accroissement et de la formation de la main-d'œuvre, à créer l'infrastructure. Il croit aux bienfaits du libéralisme économique, mais interviendra constamment pour accélérer et orienter. Finalement, sans abandonner ses buts français, il en viendra de plus en plus à considérer la colonie en elle-même comme une entreprise dont il est le chef.

A — La conquête de Madagascar avait été, pour l'industrie française, une occasion de développer ses débouchés au détriment des concurrents étrangers, grâce à des tarifs prohibitifs. Madagascar devint une *colonie assimilée*, c'est-à-dire que les marchandises françaises y entrèrent en franchise. La balle de soga (toile grossière) de 170 kg valait 357 francs en France, 250 aux États-Unis. En 1897, malgré un droit de douane de 62 francs par 100 kg, les étoffes américaines restaient à parité de prix; il fallut, pour les éliminer, porter les droits à 77 francs, ce qui fut fait l'année suivante. Le coût des importations s'accrut ainsi d'une manière stable, tandis que le prix des produits vivriers baissait constamment du fait de l'accroissement de la production. A Tananarive une balle de 100 kg de soga valait 500 francs en 1897, 480 en 1904; le riz rouge passait, dans le même temps, de 31,50 F les 100 kg à 17,85 F; un bœuf gras de 125 à 85 francs; un mouton de 15 à 7 francs. Il fallait donc de plus en plus de travail au paysan malgache pour se procurer des produits d'importation.

Cependant l'accroissement du commerce général fut massif, du fait des travaux publics, de la venue de nombreux européens, du développement des communications, de l'activité générale et de la mise en place des circuits commerciaux (c'est l'époque où s'installaient les grandes compagnies françaises d'import-

export : la Lyonnaise en 1897; la Marseillaise l'année suivante). Les chiffres suivants, en milliers de francs or, indiquent à la fois le gonflement des totaux, et le renversement de la proportion des échanges au profit de la France.

	Importations			Exportations		
	de France et des colonies françaises	de l'étranger	Total	vers France et colonies	vers l'étranger	Total
1896 .	5 524	8 473	13 987	1 056	2 549	3 005
1905 .	27 897	3 299	31 198	16 078	6 771	22 850

Le retrait de la monnaie coupée, remplacée par les pièces divisionnaires françaises, l'introduction du système français des poids et mesures, la paix intérieure et la multiplication des marchés favorisèrent d'autre part le commerce intérieur.

B — Une des conséquences de l'assimilation douanière était de priver la colonie du profit des droits de douane, alors qu'il fallait faire face à un *budget* considérablement accru par la création de l'infrastructure et celle des services officiels, dont les fonctionnaires étaient désormais payés. Le Parlement français avait, en 1900, adopté le principe que les colonies devaient subvenir à leur propres dépenses, alors qu'elles étaient misérables et que le démarrage de leur économie eût exigé des investissements massifs.

Gallieni n'emprunta à la métropole que pour financer le chemin de fer. Pour tout le reste il fit appel à l'*impôt direct* et il dut l'augmenter à plusieurs reprises. Au début il avait pensé pouvoir recourir à l'impôt en nature, grâce au système des *prestations*, dérivées de la corvée royale : chaque homme adulte devait 50 jours de prestations, réduits ensuite à 30, avec possibilité de rachat et exemption pour les travailleurs des entreprises privées; mais les abus de celles-ci devinrent telles que Gallieni, en 1901, supprima les prestations et les remplaça par une majoration de l'impôt.

Celui-ci devint donc de plus en plus lourd, bien qu'on eut veillé à le diversifier selon les ressources des différentes régions. En 1903 la « *taxe proportionnelle* » (impôt personnel) fournissait au budget 12 millions de francs or, la taxe sur les rizières 1,6,

la taxe sur les animaux 0,6, les droits sur les marchés 0,9. Alors que les douanes et contributions indirectes (malgré l'accroissement des importations d'alcool, passées de 2,9 millions à 5,6) n'en n'apportaient que 2,8. Tous ces impôts représentaient pour chaque contribuable (c'est-à-dire les hommes de 16 à 60 ans) une charge de 25 F 67, très sensible pour des gens qui ne disposaient guère de produits à vendre et chez qui l'argent était rare.

Gallieni fit de nécessité vertu, en considérant que l'impôt était un moyen d'obliger les Malgaches à sortir de leur économie de pure subsistance pour s'employer comme salariés ou développer les produits d'exportation. Il exalta « ce rôle économique et social, *ce caractère éducateur de l'impôt* » (H 10, 364) qui devait être effectivement, mais surtout plus tard, une des causes des migrations de travailleurs et de l'extension des cultures riches.

C — La production lui sembla tout d'abord devoir reposer sur la colonisation européenne. Il déclarait, à son arrivée : « Les colonies sont faites pour les colons français » (H 10, 182). Il s'employa à faciliter leur installation par une réglementation foncière. Une loi de la Reine du 9 mars 1896 consacrait le droit éminent de l'État sur le sol (principe proclamé déjà par Nampoina), en laissant la jouissance aux détenteurs des parcelles cultivées ou bâties qui pourraient prouver leur légitime et durable occupation. Ainsi l'État pouvait disposer d'immenses étendues de terres qui, bien que considérées par les clans comme faisant partie de leur territoire, n'étaient pas, en fait, régulièrement occupées ni cultivées. L'élevage extensif et la pratique des longues jachères rendaient d'ailleurs cette détermination assez arbitraire.

Ces terres purent être accordées en *concessions* à des colons, sous conditions de mise en valeur. Plus de 150 000 hectares furent ainsi concédés à des petits colons, surtout réunionnais, dont 60 000 sur la Côte Est et 45 000 dans le nord-ouest. D'énormes concessions, dans le style des grandes compagnies congolaises, furent accordées à de grosses sociétés : 110 000 hectares à « La Grande Ile », 100 000 à la Cie Suberbie, 200 000 à la C^{ie} franco-malgache, 350 000 à Delhorbe, 40 000 à la C^{ie} du Sambirano, 30 000 à la C^{ie} Coloniale. On escomptait sans doute d'énormes investissements, aidant au développement de la colonie; ces espoirs furent en grande partie déçus et certaines de ces concessions gigantesques furent plus tard réduites ou résiliées.

Pour la constatation et l'enregistrement des propriétés, Gallieni institua l'*immatriculation*, inspirée de l'« Act Torrens » australien, système simple, comportant des mesures précises et la purge des droits non révélés. Plus de 200 000 hectares furent ainsi immatriculés, dont 155 000 au nom de Français et 15 000 seulement au nom de Malgaches; le nouveau système ayant l'inconvénient de coûter cher, les Malgaches, sauf quelques riches, se contentèrent du maintien de leurs droits traditionnels garantis par la loi de 1896. Un service des Domaines et un service topographique furent créés.

La *population non malgache* s'accrut par l'arrivée de colons, de commerçants, de fonctionnaires et de soldats. On comptait, en 1905, 16 500 non malgaches, dont 7 800 Français (pour un peu plus de moitié Réunionnais), 1 900 étrangers (dont 1 000 Mauriciens), 2 800 Indiens, 450 Chinois, 67 Arabes et 3 500 Africains.

Un service d'*agriculture* fut créé, avec distribution de plants par des jardins d'essais. Les cultures riches, vanille et café, étaient encore presque uniquement européennes. De même furent créés deux services de l'élevage et des *forêts*. Ce dernier commença à assurer la protection des forêts et introduisit l'eucalyptus. Mais des concessions furent accordées, portant sur 174 000 hectares; les bois précieux (ébène, palissandre, bois de rose) furent exploités avec excès. Pour les *mines* une législation fut édictée. Les cours supérieurs des rivières de la Côte Est furent prospectés par les chercheurs d'or.

L'or devint le premier des *produits d'exportation*: pour 7,6 millions de francs or en 1904; ensuite venaient le caoutchouc, 3,8; les peaux, 2,3; le raphia, 1; puis les bœufs, la cire, les bois. *L'économie d'échange restait donc fondée sur les ressources naturelles*; c'est plus tard seulement que l'agriculture prendra une place, qui deviendra peu à peu la première.

D — L'outillage moderne de l'île était entièrement à créer, des phares furent élevés aux principaux caps et aux abords des *ports*; trois wharfs furent construits à Majunga, Tamatave et Diego. La *poste* fut assurée de Tananarive à Tamatave par voitures attelées (3 jours), puis, à partir de 1903, par automobiles (2 jours); le téléphone fut installé à Tananarive; à la ligne télégraphique Tananarive-Tamatave s'en ajoutèrent d'autres reliant la capitale à Majunga, Analava, Diego, Fort-Dauphin, Mananjary, Farafangana, Tuléar.

Un service des *Travaux publics*, aidé au début par le Génie

militaire, assura désormais la construction des bâtiments civils et la création de voies de communications, *routes* et ponts. La route Tananarive-Tamatave, achevée en 1900, permit un abaissement de 75 % de frais de transports. Ensuite furent construites les routes Tananarive-Maevatanana (continué par navigation sur la Betsiboka jusqu'à Majunga), et Fianarantsoa-Mananjary. La route Tananarive-Fianarantsoa était fortement avancée.

Un tracé de *chemin de fer* Tananarive-Côte Est fut étudié en 1897-1899 par le Génie sous la direction du colonel *Roques*. Un emprunt de 60 millions fut contracté en 1900 et les travaux commencèrent. On utilisa d'abord des coolies chinois et indiens, importés à grands frais, puis des travailleurs antemoro, antesaka et betsimisaraka. En 1905 le premier tronçon, de Brickaville à Fanaovana (102 kilomètres) était achevé.

E — Le 13 mai 1905 Gallieni quittait définitivement Madagascar. A son génie organisateur, à sa souplesse d'esprit, à son activité féconde, mais aussi aux circonstances politiques et sociales de son époque, l'île devait son nouveau visage, marqué de lumières et d'ombres. Lui-même y avait acquis une nouvelle expérience et corrigé certaines positions. Il avait contraint les échanges à se faire vers la France, mais il comprenait que ç'avait été, pour un pays pauvre et qui devait créer son outillage, un lourd sacrifice. Il avait encouragé la colonisation sans restrictions, mais il concluait dans son rapport final : « Madagascar n'est pas une colonie de peuplement » (*H 10*, 359).

Il avait cru, comme les bourgeois de sa génération, à la vertu de l'économie libérale, et il en avait constaté les déficiences et les abus. Il avait, pour les besoins de la conquête et de l'administration, pratiqué contre les Hova la « politique des races » ; mais il avait été le plus grand unificateur de l'île depuis Radama I^{er} ; il en était arrivé à voir dans les Hova le levain futur de l'économie insulaire (sous-estimant ainsi exagérément, comme l'avenir devait le montrer, les possibilités des populations côtières).

Et peu avant son départ, inaugurant le premier tronçon du chemin de fer, il définissait ainsi le résultat attendu : « renverser les barrières qui séparaient les différentes peuplades de l'île, provoquer la fusion des races et l'association des intérêts, favoriser enfin ces échanges de produits et d'idées qui, à la longue permettront de réaliser l'unité politique et administrative de notre jeune colonie ». (g. p., 357).

III. — LE TEMPS DES SUCESSEURS (1905-1939)

1. L'œuvre administrative

Pendant les 35 années qui vont suivre, les Gouverneurs généraux, successeurs de Gallieni, hommes intelligents, laborieux, doués d'autorité, rompus à la pratique des affaires, s'appliqueront aux problèmes du moment et leur apporteront des solutions souvent heureuses. Aucun ne saura, comme lui, méditer sur l'évolution de la Grande Ile avec une large perspective historique; aussi conserveront-ils, dans l'ensemble, les cadres laissés par ce briseur de cadres. Leur œuvre, considérable dans l'ordre administratif et économique, manquera de vues politiques et sociologiques. Ils seront les hauts fonctionnaires, les « grands commis » des gouvernements français de cette période, qui ont été, presque tous, singulièrement myopes à l'égard d'un monde tropical en transformation.

A — Victor *Augagneur* (novembre 1905-juillet 1910), médecin, député, ancien maire de Lyon, homme autoritaire, d'une vitalité débordante, s'attacha à liquider le régime militaire dont il dénonça bruyamment les abus. Il développa les administrations civiles, multipliant les contrôles et les papiers, tout en interdisant l'inflation budgétaire. Cette politique l'obligea à des compressions de dépenses, dont certaines fâcheuses, notamment la suppression des écoles normales provinciales; les fonctionnaires malgaches furent tous formés à la seule École Le Myre de Vilers à Tananarive, ce qui retarda la promotion des côtiers, déjà défavorisés par une scolarisation très faible.

La lutte contre l'enseignement des missions fut menée activement. Les « écoles d'églises » durent disparaître. Elles furent reprises plus tard sous forme de « garderies » dont le nombre fut limité, et qui cessèrent de figurer aux statistiques, d'où une chute considérable d'effectifs scolaires. Des milliers d'enfants se trouvèrent ainsi privés de tout enseignement. Augagneur interdit aussi l'« Union chrétienne de jeunes gens » dirigée par le pasteur Ravelojaona, et favorisa des conférences anti-religieuses.

C'était là le côté négatif de son appartenance à la gauche du Parlement. L'aspect positif se traduisit par le décret du 3 mars 1909 prévoyant la possibilité pour les Malgaches parlant le

français et remplissant certaines conditions de demander l'accession aux droits des citoyens français. Les prestations, supprimées par Gallieni et remplacées en fait par des travaux de fokon'olona, furent rétablies officiellement en 1907, mais limitées à dix jours. L'indigénat fut régleménté ainsi que la justice indigène.

Le chemin de fer fut ouvert, en 1909, de Brickaville à Tamatave, des routes atteignirent Antsirabe et Miarinarivo.

B — Picquié (octobre 1910-octobre 1914), inspecteur général des colonies, continua à installer l'administration et à veiller sur le budget. Un décret du 11 mars 1913 régla la question des cultes dans le sens de la loi de séparation des églises et de l'État. L'ouverture des édifices religieux était soumise à autorisation après enquête, et chaque confession n'avait droit qu'à un nombre limité d'édifices dans un certain périmètre. Ce décret avait l'avantage de mettre fin à l'arbitraire et de faciliter l'apaisement.

Le chemin de fer atteint Tamatave le 1^{er} mars 1913. La route du sud parvint à Fianarantsoa. Picquié aimait Antsirabe, dont il fit entreprendre l'aménagement comme ville d'eaux. A Tananarive, sur les marais d'Analakely, qui furent comblés, on traça l'avenue Fallières et la gare.

En 1912 les Comores étaient rattachées à Madagascar.

C — Garbit, polytechnicien, ancien officier, esprit ingénieux, secrétaire général sous Picquié, exerça les fonctions de Gouverneur général de 1914 à 1923; mobilisé de 1917 à 1919 il fut remplacé pendant ce temps par *Merlin*, puis par *Schrameck*, un préfet.

Madagascar participa à la guerre de 1914. On compta plus de 45 000 engagés volontaires, dont 41 000 combattants. 4 000 furent tués. Le 12^e bataillon de chasseurs malgaches reçut, dans l'offensive victorieuse de 1918, trois citations et fut qualifié par le général Mangin de « bataillon magnifique ». Les souscriptions pour les œuvres de guerre recueillirent cinq millions de francs or. Les commandes de l'armée stimulèrent la production de produits agricoles, de viandes, de graphite et suscitèrent un début d'industrialisation.

En janvier 1919 Schrameck réunit en *Conférence économique* des délégués des Chambres de commerce et d'agriculture. Des vœux furent présentés pour un programme d'équipement à financer par l'emprunt. La colonisation européenne affirma son désir de participer à l'administration. Garbit, dans un



Rainilaiarivony, Premier ministre



Ranavalona III

congrès d'août 1920, lui associa des délégués malgaches et limita leur activité à l'approbation du programme économique qui fut, l'année suivante, incorporé au plan Sarraut de « mise en valeur des colonies », avec une concentration sur certains projets essentiels.

Sans attendre les crédits d'emprunt, Garbit mena à bien, sur les ressources du territoire, le chemin de fer du lac Alaotra (1922) et celui d'Antsirabe (1923). A Tananarive étaient aménagés le quartier d'Ambohidahy et le tunnel Garbit. Les deux collèges devenaient des lycées; une École des Beaux-Arts était créée. En 1920 Garbit obtenait l'envoi d'une mission métropolitaine des tabacs qui allait organiser la culture du maryland.

En 1923 les Terres australes étaient rattachées à Madagascar.

D — Marcel *Olivier* (1924-1929), ancien gouverneur du Soudan, doté de solides appuis politiques et de relations dans les milieux d'affaires, entouré d'une bonne équipe (notamment Léon Geissmar, esprit brillant et inventif, excellent connaisseur des colonisations étrangères), apporta à Madagascar un certain nombre de formules inédites dans l'ordre administratif et économique.

Un décret du 28 septembre 1926 réglementa les domaines. La possession des terres demeurait aux occupants, mais ne pouvait plus être prouvée par le seul témoignage. On espérait ainsi arriver à délimiter les réserves indigènes et les périmètres de colonisation. Olivier s'efforçait en effet d'attirer à Madagascar de grandes sociétés munies de capitaux importants. Il y eut des échecs et des abus.

Un autre décret, en 1929, institua un cadastre indigène, mais, faute de moyens suffisants, ne fut mis en œuvre systématiquement qu'en quelques cantons des plateaux.

Une banque d'émission, la Banque de Madagascar, fut créée, ainsi qu'un organisme de Crédit agricole. La situation économique, correspondant à une prospérité mondiale des affaires, était florissante; les cultures riches prenaient leur essor et les exportations atteignaient un maximum.

Pour les grands travaux, et notamment le chemin de fer Fianarantsoa-Côte Est (F. C. E.), entrepris en 1928, Olivier eut l'idée d'utiliser la deuxième portion du contingent. Tous les Malgaches passaient en effet le conseil de révision, mais une partie seulement des hommes reconnus aptes effectuait son service dans l'armée. Désormais les autres furent incorporés

pour les travaux publics dans le « Service de la main-d'œuvre des travaux d'intérêt général » (*Smotig*). Encadrés, habillés, bien nourris, entraînés au travail, ces « pionniers », dont le nombre atteignait 12 000 en 1930, permirent la réalisation du chemin de fer et des ports dans les meilleures conditions de contrôle, d'économie et de rendement (1).

La route du sud parvint à Tuléar et Fort-Dauphin et des liaisons automobiles régulières firent sortir ces régions de leur isolement. En outre, Olivier décida que les prestations, employées auparavant en menus travaux près des villages, seraient concentrées sur les routes. Il dotait en même temps les administrateurs d'automobiles. En quelques années un réseau de pistes automobiles fut ainsi créé, sans dépenses budgétaires, entre la plupart des districts.

Ces communications améliorées permirent un allègement de la structure administrative. En 1928 les 20 provinces et les 75 districts hérités de Gallieni furent remplacés par six régions et 44 provinces. Celles-ci devenaient les rouages administratifs essentiels, les chefs de région n'ayant guère que des pouvoirs de coordination et de contrôle.

Dans l'ordre politique on se contenta, par le décret du 7 mai 1924, de créer, dans la ligne tracée par Garbit, des *Délégations économiques et financières*, purement consultatives, réunies une fois par an et comprenant deux sections, européenne et indigène, élue la première par les Chambres de Commerce, la seconde par les Conseils des Notables des districts.

Le 3 mars 1927 un cyclone d'une violence exceptionnelle, accompagné d'un raz de marée, détruisait Tamatave. En 1929, au moment où Olivier quittait Madagascar, la grande crise mondiale allait menacer l'économie. Un trouble politique se manifestait.

E — Léon *Cayla* (1930-1939), d'origine algérienne française, avait été secrétaire général à Madagascar, puis gouverneur du Grand Liban. Homme actif, énergique, il fit face à la crise économique en obtenant de la métropole un système de *primes*

(1) *Smotig*. — Le *Smotig* a été combattu, avec des arguments souvent inexacts. Mon appréciation résulte d'un témoignage personnel. J'ai participé en 1928, comme adjoint du chef de Province (l'administrateur Liurette) à la création de Manakara; puis j'ai commandé, en 1929-1930, le district de Sahasinaka, au centre des travaux du F. C. E. Mon jugement ne porte donc que sur une application particulière, pendant une courte période et dans un cadre limité, du travail obligatoire, dont le principe même reste contestable et qui prête à de nombreux abus, surtout lorsqu'il est employé au profit d'intérêts particuliers.

payées aux produits de Madagascar à leur entrée en France et dont le montant était perçu sur l'entrée des produits similaires étrangers. Il sauva ainsi les exportations qui étaient fortement tombées. En 1934 la balance commerciale était redevenue favorable.

En même temps les dépenses budgétaires avaient été réduites de plus du quart. Grâce à un emprunt en France, les grands travaux avaient été poursuivis. L'année 1936 voyait l'inauguration du F. C. E., du port de Tamatave, du port de Diego, (tous deux avec des bassins à quai) et des réalisations d'*urbanisme* auxquelles Cayla avait porté une attention particulière : le vieux Tamatave en bois, détruit par le cyclone, avait fait place à une ville nouvelle; à Tananarive l'avenue Fallières se construisait, avec l'Hôtel de ville, formant un ensemble architectural auquel s'ajoutaient la reconstruction du marché d'Analakely, la création d'un centre administratif autour du Gouvernement, l'aménagement de Mahamasina, le creusement d'un tunnel sous la colline de l'est. Fianarantsoa, Majunga, Tuléar prenaient également une allure moderne. Les routes passaient de 12 000 à 25 000 kilomètres, la production de café de 6 000 à 41 000 tonnes.

Une autre originalité de Cayla est l'intérêt qu'il portait à *l'aviation*. Il pilotait lui-même son avion de tournée. Il attira à Madagascar les deux as Lefèvre et Assolant qui contribuèrent à établir la ligne avec la France et les lignes intérieures. Une ère nouvelle s'ouvrait pour l'unité de la Grande Ile et la fin de son isolement.

Le nombre des régions fut porté à huit avec une décentralisation plus marquée; les provinces étaient supprimées et les districts rétablis. Politiquement Cayla commença par se débarrasser des nationalistes en plaçant leurs chefs en résidence fixe et en faisant créer, par un décret de 1930, le délit d'opinion. Après la victoire en France du Front populaire, en 1936, il orienta son action en conséquence : les nationalistes furent élargis, la liberté de la presse restaurée, le Smotig supprimé, le droit syndical reconnu aux Malgaches; un décret du 7 avril 1938 élargit les conditions d'accession aux droits de citoyen français, mais par la voie judiciaire et automatiquement pour les Malgaches possédant un diplôme du 3^e degré, ayant appartenu à des Assemblées ou obtenu certaines distinctions honorifiques.

En juin 1939, Cayla remplaçait en A. O. F. *Marcel de Coppet*. Protestant, socialiste, ami des grands intellectuels

de l'époque, celui-ci prenait le commandement de Madagascar. Deux mois après éclatait la seconde guerre mondiale.

2. Débuts du mouvement politique malgache

A — Dans l'ordre politique la domination française s'était traduite par la sujétion des Malgaches, leur soumission aux impôts, aux prestations, à l'indigénat, à l'interdiction de se déplacer sans autorisation. C'était une nouveauté pour les peuples jadis indépendants; mais, une fois la force française éprouvée, ils s'y étaient résignés. Pour les peuples jadis soumis aux Merina, ils n'avaient fait que changer de maîtres. Le respect traditionnel des chefs, conçus comme protecteurs, comme « ray amandreny » (père et mère) se reportait maintenant sur les administrateurs français.

La situation était toute différente chez les castes Merina (Hova et Andriana) autrefois dirigeantes, et surtout chez les membres de l'ancienne oligarchie. Ils avaient perdu leurs commandements, leurs esclaves, leurs privilèges; ils se voyaient ravalés à un rang subordonné et refoulés dans leur province d'origine. Avec patience et résignation ils s'adaptèrent, montrèrent beaucoup de soumission et s'efforcèrent de tirer le meilleur parti des temps nouveaux en entrant dans la fonction publique, en employant des métayers sur leurs terres, en se livrant au commerce. Néanmoins ils ne pouvaient se défendre de regretter le passé et de souffrir de leur situation diminuée. Chez certains jeunes, plus impatientes, ces sentiments prirent une forme active, qui se manifesta d'une manière asiatique, cachée, imprévue.

En pleine guerre, dans les derniers mois de 1915, une société secrète, la V. V. S. (Vy Vato Sakelika : Fer Pierre Ramification) réunissait environ 300 membres, étudiants en médecine, instituteurs libres, membres des missions, etc... Il semble que le mouvement ait pris naissance sur l'initiative d'un certain Robin Joseph, après la publication par le pasteur *Ravelojaona* d'une série d'articles faisant l'éloge du Japon.

L'initiation comportait un serment sur des objets sacrés (notamment le sang d'un coq et une croix) et l'engagement de lutter pour la patrie et d'obéir aux chefs. L'organisation comprenait des petits groupes indépendants. Partie de Tananarive, elle s'étendait parmi les Merina du Betsileo. On assurait qu'un mouvement était prévu pour janvier 1916, mais les conjurés n'avaient ni armes ni appuis populaires. Il ne s'agissait

probablement que d'une parlote d'étudiants jouant aux conspirateurs.

L'opinion européenne n'en fut pas moins affolée; on parlait d'un complot à direction allemande, de tonneaux de poison et de poudre découverts pour tuer tous les Européens. On réclamait l'état de siège et des sanctions exemplaires. 41 inculpés furent déférés au tribunal qui prononça 8 condamnations aux travaux forcés à perpétuité, 26 de 15 à 20 ans, et 7 acquittements. De plus 247 personnes furent placées en résidence fixe. Parmi les condamnés à perpétuité figuraient Robin et un étudiant en médecine, Ravoahangy. Le pasteur Ravelojaona, également condamné à perpétuité, fut ensuite acquitté. Les internés furent libérés en 1918. En 1921 était prononcée une amnistie générale.

Cette répression sans commune mesure avec les actes ne s'expliquait que par une atmosphère de passion, dans les circonstances de la guerre. Elle laissa des traces. La part de culture générale fut réduite dans les écoles supérieures et toutes les réunions furent soumises à autorisation. Quant aux condamnés, leurs sentiments à l'égard de l'autorité française n'en furent pas améliorés.

B — Ces faits auraient dû ouvrir les yeux du gouvernement sur l'existence d'une opinion malgache et la nécessité d'une orientation politique. Il n'en fut rien.

Gallieni avait indiqué deux directions possibles : 1 — la « politique des races » et des protectorats intérieurs, au moins dans un premier stade; 2 — la politique d'assimilation pour l'avenir, au moins pour les Merina. La première tomba rapidement en ruines : la centralisation, manie française, fit de Tananarive le centre unique de la vie administrative; les vieux rois locaux, illettrés, ne pouvaient s'adapter au régime du papier; faute d'écoles normales sur les côtes on ne leur forma guère de successeurs parmi leurs peuples; les fonctionnaires merina furent donc envoyés à la côte en plus grand nombre qu'au temps de la reine; l'administration directe s'instaura partout.

Quant à l'assimilation, il ne fut fait de pas en ce sens que par la reconnaissance de la citoyenneté aux Saintes-Mariens (voir note 1, page 248) et par les deux décrets, l'un au temps d'Augagneur, l'autre de Cayla, qui prévoyaient la possibilité d'accession des Malgaches aux droits de citoyens sur demande individuelle et après enquête. En 1939 il y avait moins

de 8 000 citoyens français d'origine malgache. Ce n'était pas une solution à l'échelle d'un peuple.

Ainsi, faute d'imagination et de sens de l'évolution, on ferma les yeux au changement qui se produisait dans la société malgache : effritement des structures sociales anciennes, naissance de l'individualisme, transformation de la mentalité ancienne par l'action missionnaire et scolaire, influence des modes de vie et de pensée européens. On refusa le mouvement, on s'ancre dans le statu quo, en professant une « politique d'association » qui n'était qu'un refus de l'assimilation et une simple apparence.

Les « Conseils de notables » des districts, réunis un jour ou deux par an, étaient totalement inefficaces. Quant aux « Délégations Économiques et Financières » la section malgache, réunie dans un modeste bureau du Secrétariat général, n'était qu'un contrepoids fictif à la section européenne, dont seuls les débats étaient publics; les Délégations furent surtout un moyen pour les colons et commerçants européens d'influer sur l'administration et d'assurer leur prépondérance. Les Malgaches restaient placés, en bloc, à un niveau inférieur; leur enseignement était séparé des écoles européennes, leur aboutissement suprême ne dépassait guère le primaire supérieur; on n'en admettait qu'assez peu au lycée et après enquête, de peur de « former des déclassés », c'est-à-dire par crainte d'avoir à leur donner des places. Ce conservatisme étroit, ce manque de considération porté à l'évolution et à la dignité malgaches engendrèrent, par réaction, le mouvement d'émancipation dont la V. V. S. n'avait été qu'un faible prologue.

L'initiateur fut un instituteur betsileo, Jean *Ralaimongo*, qui, engagé en 1914, avait fait la guerre en France et s'y était fait démobiliser. Entré en contact avec diverses organisations politiques de gauche, il fonda la *Ligue française pour l'accession des indigènes de Madagascar aux droits de citoyens français* qui obtint, entre autres patronages, ceux de Charles Gide et d'Anatole France. Rentré à Madagascar en 1922, il commença une action ouverte, à la manière des partis de la métropole. Réclamant la transformation de Madagascar en département français, il dénonçait les abus de certains administrateurs et colons, l'expropriation des Malgaches au profit des grandes concessions (notamment à Andapa et à Nosy Varika), l'envoi des troupes malgaches en Syrie. Son journal, *L'Opinion* (en français, la presse malgache étant soumise à la censure) fut condamné à diverses reprises. Les masses malgaches n'étaient guère touchées. Mais un petit noyau s'agrégeait autour de

lui, entre autres *Ravoahangy* qui devint son lieutenant, le colon créole Dussac, les deux ouvriers communistes Planque et Vittori, les publicistes Jules Ranaivo et Abraham Razafy.

Le 19 mai 1929, une réunion publique organisée par le groupe ayant été interdite, une manifestation se déroula devant le Gouvernement. Planque et Vittori furent arrêtés. Après l'arrivée de Cayla, Ralaimongo et Ravoahongy furent mis en résidence fixe.

C — L'effet de simples mesures répressives ne pouvait être que provisoire et, à long terme, dangereux. On avait repoussé, sans vouloir l'entendre, la demande d'assimilation présentée par Ralaimongo. Sous l'influence de Dussac, communistant, et de Ravoahangy, ancien de la V. V. S., le mouvement se dirigea alors vers le nationalisme; le mot d'indépendance était prononcé. *L'Aurore malgache* de Dussac hésita quelque temps entre les deux voies. En 1934 elle était remplacée par *La Patrie malgache*, puis par *La Nation malgache*, « organe de défense des aspirations du peuple malgache ».

Après l'arrivée au pouvoir du Front populaire à direction socialiste, la propagande devint plus aisée et les condamnés sortirent de prison. Des manifestations de gauche, Européens et Malgaches mêlés, provoquèrent des contre-manifestations d'Européens de droite. Le nationalisme était encore hésitant; Ravoahangy avait adhéré au parti socialiste, plutôt assimilateur. Les groupements de gauche locaux réclamaient la suppression de l'indigénat, l'application intégrale des lois françaises, l'accession de tous aux droits de citoyens.

Quelques mesures de détail furent adoptées; mais le gouvernement de Front populaire tomba avant qu'aucune grande décision d'ensemble n'orientât l'avenir. A vrai dire les masses paysannes, sauf dans certaines régions de colonisation agitées par Ralaimongo, étaient encore peu sensibles; mais dans les villes, bien des éléments, bourgeois et ouvriers, commençaient à espérer une libération politique dont les voies semblaient encore coupées.

En 1939 avait lieu cependant la première élection, celle d'un délégué malgache au Conseil supérieur des Colonies. Le pasteur Ravelojaona, rescapé de la V. V. S., obtint 11 000 voix sur 14 000. Bien qu'il s'agît d'un Conseil sans pouvoir et d'un électorat restreint, ce premier vote avait éveillé la conscience politique malgache et lui avait donné le courage de s'affirmer.

IV. — VERS LA NATION MALGACHE (1940-1960)

1. La guerre, l'éveil politique et la rébellion (1940-1958)

A — La guerre apporta la preuve que les « nationalistes » gardaient à la France un certain attachement; ils arrêterent toute propagande. Ralaimongo devait mourir en 1942.

La défaite et l'armistice de juin 1940 provoquèrent chez les Français des sentiments de douleur et de révolte. De Coppet, comme la plupart de ses collègues d'Afrique, songea d'abord à poursuivre la lutte aux côtés des Anglais, puis y renonça après l'agression anglaise de Mers el Kebir. Il fut néanmoins, dès juillet 1940, remplacé par *Cayla*, puis, en avril 1941 par *Annet*. Celui-ci trouva, écrit-il, « une population calme et qui ne paraissait pas divisée ». (*H* 24, 82). Haut fonctionnaire honnête et sans passion politique, il s'efforça de calmer les excès des extrémistes.

Les communications maritimes étaient arrêtées, sauf quelques convois vers la France et des envois de vanille et de graphite aux États-Unis. Le pays vivait sur lui-même, non sans difficultés du fait de l'arrêt des importations et du manque d'essence pour les communications intérieures. Deux circonstances le sauvèrent de l'asphyxie totale : 1° les avances sur les stocks de produits d'exportation consenties par les banques avec garantie de l'État; 2° la survivance des habitudes d'économie traditionnelle dans la population paysanne; chaque famille recommença ou continua à fabriquer ses habits et ses ustensiles et à produire son alimentation.

Le 5 mai 1942, à l'aube, *une attaque britannique* se déclenchait, sans aucun ultimatum préalable. Des forces anglaises terrestres, navales et aériennes considérables, occupèrent Diego Suarez. Les navires français sur rade étaient coulés, les avions français, rares et désuets, étaient abattus (l'as Assolant, entre autres, y trouva la mort). Le prétexte de cette agression était une imaginaire présence de sous-marins japonais dans les eaux malgaches; en réalité, alors que les troupes des Japonais avançaient sur l'Inde et que leur flotte dominait une partie de l'océan Indien, les Anglais désiraient s'assurer une base avancée pour la défense de l'Afrique. Une frontière de fait s'établit au sud de Diego; on pensait que les Anglais n'iraient pas plus loin.

Mais le 14 septembre un nouveau débarquement se produisit

à Majunga, avec le dessein d'occuper toute l'île. Il se peut que l'opération ait été déclenchée sur la demande du maréchal Smuts, chef de l'Union sud-africaine, qui rêvait à cette époque d'un « régionalisme africain » quelque peu impérialiste. L'armée française, restreinte et dépourvue de moyens, n'en fit pas moins, fidèle aux ordres du gouvernement, une résistance échelonnée, plus théorique qu'efficace. Tananarive, déclarée ville ouverte, fut occupée le 23. Annet, retiré à Ihosy et menacé d'encercllement par un commando venu de Tuléar, signa le 6 novembre à Ambalavao, un armistice stipulant le maintien de la souveraineté française. Churchill fit alors remettre Madagascar à la France Libre : en janvier 1943 le général *Legentilhomme* prenait le gouvernement; il fut remplacé en mai par le Gouverneur général de *Saint Mart*.

B — La France Libre héritait d'une situation difficile du fait de l'arrêt des échanges, de la division des esprits chez les Français, de l'occupation britannique et sud-africaine (dont les derniers éléments ne quittèrent l'île qu'en 1946), et aussi de l'impression que la défaite des Français en Europe et à Madagascar avait produite sur l'opinion malgache qui, depuis 1895 et 1918, les croyait invincibles. A ces conditions peu favorables s'ajoutèrent des difficultés provenant des intentions du nouveau gouvernement : 1° de poursuivre la guerre contre l'Allemagne jusqu'à la victoire, 2° d'inaugurer, à l'égard des peuples coloniaux une politique de coopération effective.

1° Pour restaurer l'infrastructure, remettre Madagascar au travail et la faire contribuer à l'effort de guerre, les prestations furent augmentées, la main-d'œuvre recrutée pour les plantations, la cueillette du caoutchouc prescrite. Le souci de maintenir le niveau de vie se traduisit par la création d'un *Office du riz*, appuyé de réquisitions. Autant de sujets de mécontentement pour les malgaches. L'arrivée des marchandises d'importation, en nombre insuffisant, s'accompagna de spéculations et de marché noir, déconsidérant un certain nombre d'européens.

2° En décembre 1943 le commissaire aux colonies Pleven annonçait à Tananarive une politique nouvelle. Une « Commission mixte franco-malgache » composée de personnalités désignées fut réunie pour débattre de l'avenir politique de l'île. Ravelojaona y réclama une charte. En fait l'idée d'une « table ronde » ne fut qu'esquissée.

La Conférence de Brazzaville, tenue au début de 1944, prévoyait une représentation autochtone au Parlement français, mais écartait « toute idée d'autonomie ». En mars 1945 fut créé un *Conseil représentatif*, composé de 30 membres français désignés par diverses organisations (notamment les chambres de commerce) et de 30 membres malgaches élus par un corps de 75 000 notables. Cette Assemblée disposait de certains pouvoirs propres, notamment du vote du budget.

C — Dans l'Assemblée Constituante de la IV^e République française, Madagascar recevait quatre députés (outre un pour les Comores, qui furent constituées en territoire distinct en 1946) : deux élus par les citoyens français, deux par les malgaches possédant certaines qualifications (diplômes ou fonctions). Aux élections du 18 novembre 1945, *Ravoahangy* l'emporta dans le centre et l'est par 15 878 voix sur 28 506 votants; *Raseta*, autre médecin nationaliste, obtenait, sur la Côte Ouest 5 476 voix sur 13 920 votants et était finalement élu. Il y avait eu un grand nombre d'abstentions.

Ce succès, obtenu de justesse, fut le point de départ du mouvement nationaliste, de sa diffusion dans les masses et de son organisation. Désormais les députés apparaissaient comme de nouveaux « père et mère », défenseurs du peuple, appelés à remplacer l'administration, dont le prestige baissait d'autant. A Paris, ils rencontrèrent des intellectuels malgaches depuis longtemps en France, Albert Rakoto Ratsimamanga, Raymond W-Rabemamanjara et *Jacques Rabemamanjara* qui les aidèrent à s'orienter.

Le 22 février 1946, par le rapprochement des vieux lutteurs et des « jeunes turcs » fut créé le *M. D. R. M.* (Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache) qui se proposait un triple but : national, culturel et social. La propagande fut menée et des sections créées dans toutes les parties de l'île (J. Rabemamanjara était lui-même un betsimisaraka) au nom de la patrie malgache. Ce fait, ainsi que la présence des députés, assuraient la supériorité du *M. D. R. M.* sur les autres partis politiques, représentés surtout dans la bourgeoisie merina, tel le *P. D. M.* (Parti Démocratique Malgache) de Ravelojaona (protestant), le *M. S. M.* (Mouvement Social Malgache) catholique et autres.

La seule concurrence dangereuse risquait d'être celle du *P. A. D. E. S. M.* (Parti des Déshérités de Madagascar),

fondé au printemps de 1946 et qui se proposait de réunir, contre une éventualité de reprise de pouvoir par l'oligarchie hova-andriana, les anciens esclaves et les peuples côtiers; son but était d'élever le niveau culturel et social des « déshérités » pour les mettre à même de participer au pouvoir; le P. A. D. E. S. M. réussit à constituer, dans plusieurs régions, des sections actives, sans atteindre l'ampleur de diffusion du M. D. R. M.

Cependant les députés malgaches se montraient actifs. Le 21 mars 1946 ils déposaient une proposition de loi en deux articles : la loi d'annexion serait abolie; Madagascar deviendrait un « État libre, ayant son gouvernement, son parlement, son armée, ses finances au sein de l'Union française ».

Ils proposaient même, en juillet, une organisation de celle-ci avec une « Assemblée générale souveraine », un secrétariat, des organes spéciaux pour la coordination militaire, économique, intellectuelle et juridique. Le 17 septembre, dans une conférence de presse tenue à Paris, à l'hôtel Lutetia, Ravoahangy affirmait : « Madagascar a la volonté d'être associée à la France dans l'Union française... Nous avons, avec la France et les peuples de l'Union Française, des affinités particulières, créées et fortifiées par un demi-siècle de vie commune ». Un « Comité franco-malgache » était créé.

La première Constituante se sépara après l'échec du referendum sur sa constitution; la proposition sur « l'état libre » malgache avait été « renvoyée à la commission », c'est-à-dire enterrée. Les mêmes députés furent envoyés à la 2^e Constituante, sans y trouver plus d'audience.

Le trouble était dans les esprits. 10 000 anciens combattants, aigris par les délais de rapatriement, regagnèrent l'île. Les journaux foisonnaient, véhéments. L'incertitude de la politique française et de la situation internationale ajoutait à la confusion. L'exemple de l'Asie du sud qui s'émancipait et les encouragements donnés aux peuples colonisés par l'O. N. U. et les deux géants politiques de l'époque, États-Unis et U. R. S. S., soulevaient les espoirs. *De Coppet*, envoyé à nouveau comme Gouverneur général le 19 mai 1946, était accueilli par des manifestations confuses. L'abolition de l'indigénat et du travail forcé, décidée par le Parlement pour tous les pays d'outre-mer, était considérée comme le résultat de l'action des députés malgaches. Le retour à la liberté des prix faisait monter brusquement le coût de la vie. Les Travaux publics, les routes, les plantations étaient désorganisés par le manque de main-

d'œuvre. Les colons français se plaignaient d'être abandonnés et prédisaient des catastrophes.

La Constitution française avait été finalement votée. Madagascar devenait un *Territoire de la République française* et tous ses habitants étaient *citoyens français*. Cette solution assimilatrice, réclamée vingt ans avant par Ralaimongo, ne correspondait plus aux positions des hommes politiques malgaches ni à l'évolution du monde. Ravoanangy et Raseta s'étaient abstenus.

Un décret du 25 octobre 1946 donna à Madagascar un statut spécial : l'île était divisée en cinq provinces jouissant d'une large autonomie budgétaire avec une Assemblée provinciale; chacune d'elles envoyait cinq délégués à l'Assemblée représentative centrale, siégeant à Tananarive. Il y avait sans doute, dans cette disposition, le désir d'empêcher tout retour à l'hégémonie merina. Dans la même intention, semble-t-il, le gouvernement français favorisait le P. A. D. E. S. M. Les députés n'en furent pas moins réélus, en novembre 1946, avec l'adjonction de Jacques Rabemamanjara pour le siège de la Côte Est récemment créé; mais Raseta, sur la Côte Ouest, ne l'avait emporté que de justesse.

Plusieurs autres élections se déroulèrent pour la mise en place du nouveau régime, aggravant l'atmosphère de lutte et soulevant des incidents fréquents entre des partisans trop ardents du M. D. R. M. et du P. A. D. E. S. M. et avec les agents de l'administration. Aux élections aux Assemblées provinciales, en janvier 1947, le M. D. R. M. emporta la totalité des sièges dans les provinces de Tananarive et de Tamatave, la majorité dans celles de Fianarantsoa et de Tamatave; il n'était en minorité qu'à Majunga. Disposant de la majorité à l'Assemblée représentative, il emportait, le 29, les places de sénateurs et de conseillers de l'Union française réservées aux malgaches.

L'Assemblée devait se réunir le 30 mars. Le trouble ne cessait de grandir, et les incidents de se multiplier. Le 27 mars les chefs M. D. R. M. réunis à Tananarive, lançaient un télégramme à toutes leurs sections ordonnant de « garder calme et sang-froid absolu devant manœuvres et provocations de toute nature destinées à provoquer troubles dans sein population malgache et à saboter politique pacifique M. D. R. M. ».

D — Dans la nuit du 29 au 30 mars 1947 la rébellion éclate simultanément en divers points de l'île et se répand rapidement sur la Côte Est. A Moramanga le camp militaire est attaqué

par 2 000 hommes armés de sagaies, de haches et de coupe-coupe; une partie de la garnison est massacrée; les Sénégalais qui restent repoussent l'attaque et sèment la mort dans le village malgache. Ambila est incendié, Vatomandry, Manakara, Farafangana attaquées; des colons du Mananjary, du Faraony, de la Matitana sont assassinés; Sahasinaka, Vohipeno, Fort-Carnot, Ifanadiana sont pris; à Vohilava (près de Mananjary) le gouverneur merina est massacré avec tous les fonctionnaires. Par contre la révolte échoue dans les autres parties de l'île : à Diego l'alerte est donnée à temps pour éviter le pillage du magasin d'armes : à Fianarantsoa l'arrestation préventive des meneurs arrête tout; à Tananarive ils prennent peur et les bandes réunies se dispersent.

La zone atteinte se réduisait ainsi à un sixième de l'île : la Côte Est, de Farafangana à Tamatave était occupée par les rebelles sauf les villes côtières; au nord de Tamatave elle était parcourue par des bandes armées. Il s'agissait d'un pays où la colonisation dominait les riches vallées et où les conflits de terre et les réquisitions de main-d'œuvre avaient souvent tendu les rapports.

Plus rarement on retrouvait des attitudes tribales historiques : les Zafisoro attaquèrent Farafangana, ville de leurs ennemis Antefasi. Ceux-ci aidaient les Français; les Antesaka en bloc refusaient de participer à la révolte; le clivage restait celui de 1852. Quant au gradin forestier, pays des Tanala, des Vorimo, des Bezanozano, c'était une zone classique d'insurrection.

En général les rebelles insistaient sur la fraternité malgache et déployaient l'ancien drapeau blanc et rouge auquel on ajoutait 18 étoiles symbolisant les 18 peuples malgaches. L'armement était rudimentaire : sagaies, haches, les seuls fusils avaient été pris dans les postes occupés; le commandement militaire revêtait parfois une certaine ampleur (notamment sur le gradin du Mangoro), mais peu de continuité.

Les groupes armés, peu nombreux menaient une sorte de guérilla; les organisations civiles agrégeaient, autour d'un noyau généralement M. D. R. M., des personnalités locales et même certains rois (d'autres, comme le roi des Anteoni, furent tués); certains villages (comme Namorona) proclamèrent des républiques autonomes.

Nulle part on n'eut l'impression d'une direction unique. Des groupes assez faibles à l'origine arrivaient à dominer et, partiellement, à enrôler de nombreux villageois. La crédulité de ceux-ci était sans bornes : des sorciers leur faisaient prêter

serment sur des objets sacrés, en leur assurant que les fusils des troupes françaises cracheraient de l'eau au lieu de balles, que les députés allaient amener des Américains pour les aider, etc...

Le fanatisme ne pouvait remplacer l'armement. Repoussée des villes côtières, ne recevant ni appui, ni armes, la rébellion des sagaies tourna en rond; elle ne put qu'envoyer quelques bandes en pays Betsileo et Tsimihety, sans lendemain. A partir d'octobre les renforts français arrivèrent, les relations furent rétablies entre le plateau et la côte, les postes peu à peu réoccupés et munis de garnisons qui étendaient leur commandement en tache d'huile. Interrompue à la saison des pluies, l'action reprit en avril 1948. Les bandes s'éparpillaient, mais il fallait ensuite rassurer les villageois réfugiés dans la forêt. Au 1^{er} décembre 1948, le total des soumissions atteignait 558 000; la rébellion était terminée.

Elle laissait des souvenirs hallucinants (qu'il s'agit des atrocités des rebelles ou de celles de la répression) et plus de 11 000 morts (1). Un fossé s'était creusé, non seulement entre Européens et Malgaches, mais entre Malgaches ayant appartenu aux deux camps (de nombreux partisans du P. A. D. E. S. M. ayant été massacrés). Certains Européens, exaspérés par les meurtres, réclamaient des exécutions d'otages et le départ de Coppet. Celui-ci réussit à éviter les excès les plus graves; il fut remplacé par *de Chevigné*, un député du Centre, ancien officier; c'est durant son gouvernement que se déroulèrent la fin de la rébellion et les procès.

(1) *Atrocités et morts.* — Atrocités des rebelles : colons coupés en morceaux; femmes violées et sagayées, enfants massacrés. Atrocités de la répression : prisonniers massacrés dans un train à Moramanga, mitraillage dans les prisons (Mananjary, Manakara, Farafangana), exécutions de prisonniers dans la brousse sans jugement.

Le gouverneur général de Chevigné et le général Garbay ont estimé, en 1948, le total des morts de 60 à 80 000. Simple hypothèse, à une époque où l'on ne pouvait rien savoir de précis, une grande partie des villageois de la zone insurgée n'étant pas encore rentrés chez eux. En 1950 le gouverneur général Bargaues demanda à chaque district de dresser la liste des victimes. Le total aboutit aux chiffres suivants :

140 français, 2 indiens, 19 chinois, 2 syriens, 17 sénégalais, 1 646 malgaches tués par les rebelles; 4 126 malgaches tués en opérations; 5 390 disparus ou morts en forêt de misère physiologique (cette rubrique rappelle nombre de guerres antérieures, notamment celle de 1852 où une grande partie de la population antesaka mourut dans ces conditions) Total : 11 342 victimes.

J'ai consulté ces listes dans la plupart des districts du Sud Est. Elles sont nominatives, avec indication du cas de chacun. Elles ont été dressées sur les déclarations des chefs de villages et des notables qui n'avaient pas intérêt à restreindre le nombre des morts, ceux-ci représentant un allègement sur l'impôt à payer par leur village.

Ravoahangy et Rabemamanjara, au lendemain du 30 mars, avaient proposé de lancer un appel au calme et de désavouer les révoltés. Mais l'opinion européenne les accusait violemment, et ils furent incarcérés. Leur immunité parlementaire fut levée avec celle de Raseta et des nouveaux sénateurs. Plusieurs procès furent menés en divers lieux par les tribunaux militaires; il y eut une dizaine d'exécutions (dont celle du « généralissime » Rakotondrabe en juillet 1948), et des centaines de condamnations aux travaux forcés et à la prison. Les tribunaux de droit commun traitèrent ensuite des milliers de cas.

Le procès le plus célèbre fut celui des parlementaires et des principaux chefs du M. D. R. M. qui se déroula à Tananarive du 22 juillet au 4 octobre 1948. L'accusation rendait le M. D. R. M. responsable du déclenchement de la rébellion; le télégramme apaisant du 27 mars en aurait été le signal secret. La défense suggérait que la rébellion avait été l'œuvre exclusive de groupes nationalistes extrémistes (JINA et PANAMA) poussés par des provocateurs pour faire accuser et anéantir le M. D. R. M.; des aveux arrachés aux accusés et aux témoins par les brutalités du chef de la Sûreté, rendaient difficile l'établissement de la vérité. La Cour prononça six condamnations à mort, dont celle de Ravoahangy et de Raseta, huit aux travaux forcés (dont Rabemamanjara), deux à la réclusion (dont le sénateur Jules Ranaivo). Les condamnés à mort furent graciés. Des amnisties intervinrent à partir de 1954. Mais le M. D. R. M. était dissous, ses militants réduits à l'impuissance (1).

(1) *Rôle du M. D. R. M. dans la rébellion.* — L'histoire réelle du déclenchement de la rébellion ne pourra être écrite que lorsque le temps aura délié les langues. Il n'est pas certain d'ailleurs que ce jour vienne jamais, puisque nous en sommes encore réduits à des hypothèses sur la direction des insurrections de 1896.

Certaines conclusions, très partielles et contradictoires, me paraissent cependant pouvoir dès maintenant être formulées à partir des faits :

1° Le M. D. R. M. possédant tous les parlementaires et dominant presque toutes les Assemblées locales, ayant donc virtuellement cause gagnée à plus ou moins brève échéance, n'avait aucun intérêt à la rébellion.

2° Les sections du M. D. R. M. dans les zones soulevées furent des centres actifs de la rébellion.

3° La rébellion a été organisée. Le déclenchement simultané des attaques sur tous les points la même nuit en est la preuve irrécusable.

4° Elle a été très mal organisée (à croire qu'on l'a fait exprès). Les foules armées de sagaies ne purent ni s'emparer des armes (sauf quelques exceptions), ni triompher des faibles troupes cantonnées alors à Madagascar, ni étendre le mouvement à plus d'un sixième de la superficie de l'île.

5° Elle n'a pas eu de commandement central. Les chefs locaux ont opéré en ordre dispersé et les chefs de bandes subordonnés ont suivi leurs troupes. De là les atrocités, la crédulité, l'absence de stratégie, l'obligation faite à tous les villages de fuir dans la brousse (ce qui ne pouvait qu'entraver la lutte effective et le ravitaillement).

2. De l'Union française à la République malgache (1949-1958)

L'échec de la rébellion et la disparition du parti de l'indépendance laissèrent les Malgaches désorientés et divisés. En nombre de points de la Côte Est les indigènes chassèrent les Merina, accusés de les avoir trompés. Le P. A. D. E. S. M. lui-même éclata en partis régionaux. Les autres partis restaient surtout confinés à l'Imerina et incapables de recueillir la succession. Les élus européens reflétèrent l'indignation de leurs commettants devant la rébellion, et défendirent leurs intérêts. Les élus malgaches, favorisés par l'administration, n'eurent que peu de lustre et d'autorité. Devant la passivité politique qui avait succédé au grand choc, l'administration retrouvait un pouvoir sans partage, mais aussi sans horizon.

De Chevigné, en arrivant le 31 mars 1948, avait déclaré : « La France sait et comprend que le peuple malgache, qui veut conserver son âme et son caractère malgache souhaite survivre à ses côtés une route paisible et droite, qui seule peut le mener au but qu'il ambitionne *très légitimement* : celui d'*État librement associé* avec tous les autres états membres de la grande communauté de l'Union française ». C'était reprendre, au moins comme direction pour l'avenir, les propositions du M. D. R. M., et cette promesse de l'État associé éveilla les espoirs. Mais il semble qu'elle ait constitué une initiative personnelle, ne correspondant ni à l'opinion des Européens locaux, ni aux intentions du gouvernement métropolitain. En tout cas on n'y fit plus allusion ; l'assimilation du « Territoire » parut scellée pour l'éternité ; en janvier 1951, Mitterrand, ministre de la France d'outre-mer, déclarait : « L'avenir de Madagascar est dans la République française ».

Robert *Bargues*, qui, en février 1950, succéda à Chevigné, était un excellent administrateur qui s'efforça de panser les plaies et de relever le pays. Madagascar sortait d'une longue période de guerre et de troubles avec une économie diminuée ; les exportations ne représentaient plus que 58 % de celles de 1938 ; la balance commerciale se soldait par un notable déficit, les cultures de café (devenu le poste principal des échanges) étaient vétustes et épuisées. Leur remise en état fut méthodiquement entreprise. L'application du Plan de développement et les crédits de la Métropole permirent une restauration et un rajeunissement de l'outillage, ainsi que la création de vastes entreprises modernes, comme la Sosumav et l'aménagement hydraulique de l'Alaotra. *Bargues* institua, d'autre

part, de nouvelles structures sociales malgaches : les « Communes autochtones rurales » (C.A.R.) et les « Communes rurales autochtones modernisées » (C.R.A.M.) dotées d'équipement et de direction technique.

Politiquement, le sentiment nationaliste malgache avait été trop vif pour s'abolir. Les syndicats s'organisaient, avec certains dirigeants communistes. L'aspiration à l'autonomie (*fahaleo-vantena*) avait acquis une ampleur qui s'affirma le 20 décembre 1953, par une déclaration des évêques catholiques proclamant sa légitimité.

La venue au pouvoir du ministère Mendès-France fit cesser l'atonie politique. Roger *Duveau*, député des Européens de Madagascar, mais très favorable aux Malgaches, fut nommé secrétaire d'État à l'outre-mer. Il fit voter une amnistie; les condamnés de plus de quinze ans furent graciés. En octobre 1954 *Bargues* était remplacé par André *Soucardaux*, socialiste, gascon comme Jean Laborde, esprit fin et réaliste, habile, laborieux. Il compléta l'œuvre économique de *Bargues*. En même temps il remettait en marche l'évolution politique.

En janvier 1956, *Duveau* était élu député de la Côte Est par le collège malgache, qui élisait sur la Côte Ouest un instituteur tsimihety, *Tsirana*, fondateur du parti social-démocrate (P.S.D.). Le collège européen lui-même élisait des partisans de la coopération franco-malgache. *Duveau* réclamait le suffrage universel et une « réforme d'indépendance ».

En France un ministère socialiste faisait voter la *loi-cadre* des Territoires d'outre-mer (23 juin 1956). Elle instituait, à côté de chaque assemblée, un pouvoir exécutif élu. Les élections auraient lieu désormais au *suffrage universel* et au collège unique. Les Malgaches prenaient la direction des villes, non sans laisser des sièges aux Européens.

En avril 1957 eurent lieu les élections aux six Assemblées provinciales (une province de Diego avait été créée). Diego et Tamatave élirent des nationalistes et syndicalistes, Tananarive des nationalistes modérés. A Majunga avec *Tsirana*, à Fianarantsoa avec *Zafimahova*, à Tuléar avec Charles Émile l'emportèrent des éléments côtiers favorables à l'application de la loi-cadre, en attendant que fût réformée la Constitution.

A l'Assemblée représentative, l'entente des cinq provinces côtières se fit contre Tananarive. Le Conseil, avec *Tsirana* comme président, compta un seul représentant de Tananarive. La *prépondérance des côtiers* était une conséquence du suffrage

universel qui leur assurait la majorité. Ce résultat, les délivrant de toute crainte de retour à la domination merina, leur permit de s'engager dans la voie de la République unitaire.

En même temps s'effectuait un regroupement des partis. Tsiranana tendait à diffuser le parti *social-démocrate* (P.S.D.); le congrès du parti, tenu en décembre 1957, demandait l'abolition de la loi d'annexion, l'autonomie, un statut librement discuté. En mai 1958 se réunissait à Tamatave un « Congrès de l'indépendance » groupant dix partis (dont l'Union du Peuple Malgache, à participation communiste); il préconisait l'indépendance par voie pacifique, une République unitaire, de libres négociations avec la France, et fondait le « Parti du Congrès » (A.K.F.M.).

Peu après s'effectuait en France l'arrivée au pouvoir du général *de Gaulle*. Préparant une Constitution fédérale (Communauté), le général entreprit une vaste tournée outre-mer. Sa première visite fut pour Tananarive, le 22 août 1958. Il parla à l'Assemblée; puis, devant la foule, à Mahamasina, étendant les bras vers le Palais de la Reine : « Demain, dit-il, vous serez de nouveau un État, comme vous l'étiez lorsque ce Palais était habité ». Le referendum du 28 septembre sur la nouvelle Constitution donna à Madagascar 77 % de « oui ».

Le 14 octobre un Congrès de toutes les Assemblées provinciales, proclama « *la République malgache*, membre de la Communauté ». Le vote était acquis par 208 voix et 26 abstentions; la proclamation du vote déclencha l'enthousiasme; les conseillers malgaches et européens s'embrassaient, pendant que le canon annonçait la nouvelle au peuple.

Le 15, Soucadaux se rendait à l'Assemblée et déclarait : « Le gouvernement de la République française reconnaît solennellement l'institution de l'état malgache et la caducité de la loi du 6 août 1896 ». Le 16, le Congrès désigna, parmi ses membres, une Assemblée Constituante et adopta un nouveau drapeau où, aux couleurs blanche et rouge de l'ancienne monarchie merina, s'ajoutait une bande verte symbolisant les régions côtières. Ainsi la République malgache était créée, scellant enfin l'unité de l'île.

L'année 1959, marquée par un cyclone dévastateur (29 mars), vit l'élaboration des institutions. La constitution du 29 avril créait un président de la République, chef de gouvernement, une Assemblée nationale élue au suffrage universel et un Sénat représentant les provinces et les collectivités.

Tsiranaana était élu président de la République. Il engagea des négociations avec la France en vue de l'indépendance. Le 2 avril 1960 un accord transférait à Madagascar les compétences de la Communauté, celle-ci n'étant maintenue que comme une association libre, du type du Commonwealth. Seuls les Saint-Mariens conservaient une double citoyenneté. Tsiranaana déclara que les Européens et les Comoriens formeraient désormais les « 19^e et 20^e tribus ».

Le 26 juin 1960, l'*indépendance* était proclamée à Tananarive; le ministre français Foyer déclarait : « La République française reconnaît la République malgache en tant qu'État indépendant et souverain ». Des accords de coopération technique et culturelle étaient signés avec la France.

En juillet, Tsiranaana ramenait de Paris les anciens députés Ravoahangy, Roseta et J. Rabemananjara. Aux élections législatives du 5 septembre, sauf à Tananarive où le maire AKFM Andriamanjato conserva la majorité, les partis gouvernementaux l'emportèrent partout. J. Rabemananjara et Ravoahangy entraient au gouvernement.

Le 21 septembre 1960, la République malgache était admise aux Nations Unies.

CHAPITRE IX

ÉVOLUTION DU PAYS ET DES HOMMES

I. — L'ÉCONOMIE

1. Les facteurs de l'économie

A — En 1895 l'île ne connaissait guère qu'une économie de subsistance. Seuls quelques produits naturels étaient exportés. L'agriculture et l'élevage reposaient entièrement sur le paysan malgache, travaillant suivant les *procédés traditionnels* et pour ses besoins.

Quelques *colons européens* s'étaient déjà installés sur la Côte Est. Après la conquête il en vint un grand nombre : petits colons créoles de la Réunion, sociétés et capitalistes métropolitains. En 1906 on comptait 19 000 hectares de cultures européennes; en 1930 : 60 000 hectares; l'étendue des concessions accordées était sans proportion avec ce chiffre : 900 000 hectares, dont 550 000 à 6 grosses sociétés, le reste réparti entre 2 000 exploitants. Il y avait donc accaparement à but spéculatif de la part de certains capitalistes, mais beaucoup de colons individuels et de sociétés moyennes s'efforçaient de mettre leur domaine en valeur, surtout par des produits d'exportation : café, vanille sur la Côte Est, sucre et tabac sur la Côte Ouest, voire même des produits indigènes : riz, pois du Cap.

Les *travailleurs malgaches* venaient aisément au début sur les plantations voisines pour y trouver l'argent de l'impôt et échapper aux prestations. Le colon faisait figure de protecteur à l'égard de l'administration. Mais, assez rapidement, à partir de 1925, les Malgaches, ayant appris la technique des cultures, les employèrent sur leurs propres terrains. La main-d'œuvre fit défaut; les colons, en bien des cas, et surtout pour les périodes de gros travaux, eurent recours à l'administration pour leur fournir des travailleurs réquisitionnés (appelés : *telo polo*

andro : les trente jours). Mais ce système disparut assez vite; les réquisitions, devenues exceptionnelles à partir de 1930, furent définitivement abolies en 1946. Peu à peu le petit colon, surtout sur la Côte Est, déclina. En 1935, 97 % des cultures vivrières étaient produites par les Malgaches et sur 230 000 hectares consacrés aux cultures riches, ils en occupaient 162 000.

La colonisation européenne a donc servi de pilote à la production malgache. L'administration a joué là également un rôle actif : distribution de plants par les administrateurs et les stations agricoles, écoles, rôle de la mission des tabacs, travaux d'hydraulique. La colonisation conserva cependant certaines plantations de café à gros rendement. Elle se porta après la deuxième guerre mondiale vers la canne à sucre dans le nord-ouest, le sisal dans le sud, le riz et l'arachide dans l'Alaotra, l'aleurite dans l'Itasy, grâce à une mécanisation poussée et sous la forme de grosses sociétés. Le tabac résista, dans l'ouest, grâce au système du métayage, mieux accepté par les paysans malgaches que le salariat pur. Les *industries*, d'autre part, surtout agricoles (rizeries, sucreries, huileries, féculeries, conserves) et minières ont été créées par les Européens; ce secteur est faible : 185 000 travailleurs sur 5 millions de Malgaches; le nombre des techniciens est insignifiant.

Depuis 1949 le *progrès de la production malgache* a été entrepris par la création des *structures paysannes nouvelles* : CAR, CRAM, secteurs de paysannat, groupement de collectivités. En 1957, on avait pu ainsi, en quelques années, irriguer 37 000 hectares nouveaux, construire 5 000 étables à fumier, distribuer 8 000 charrues et 5 000 herbes, créer 3 000 bassins de pisciculture, de centres d'élevage du bœuf et du porc. Les importations d'engrais ont dépassé 6 000 tonnes par an. Le nombre total des charrues atteint 40 000 et celui des herbes au moins autant; on compte 1 200 tracteurs. Ce n'est qu'un début et la culture, dans l'ensemble, reste archaïque; mais des progrès sont visibles, surtout dans la région centrale.

B — *L'infrastructure économique* a été entièrement créée depuis 1895. En 1898 le trafic Tananarive-Tamatave employait 63 000 *porteurs*; en 1902 : 3 500 porteurs et 8 000 *charrettes* à bras. Jusqu'en 1914 les quelques *routes* créées étaient utilisées essentiellement par des charrettes à bœufs; c'étaient surtout des pistes avec des ponts en bois et quelques parties empierrées. Ces pistes se développèrent ensuite rapidement, mais pour les autos, et, sur les principales routes, on construisit des ponts

en ciment. En 1925 on comptait 2 400 km de routes et 1 300 autos; en 1933 : 14 500 km et 6 700 autos.

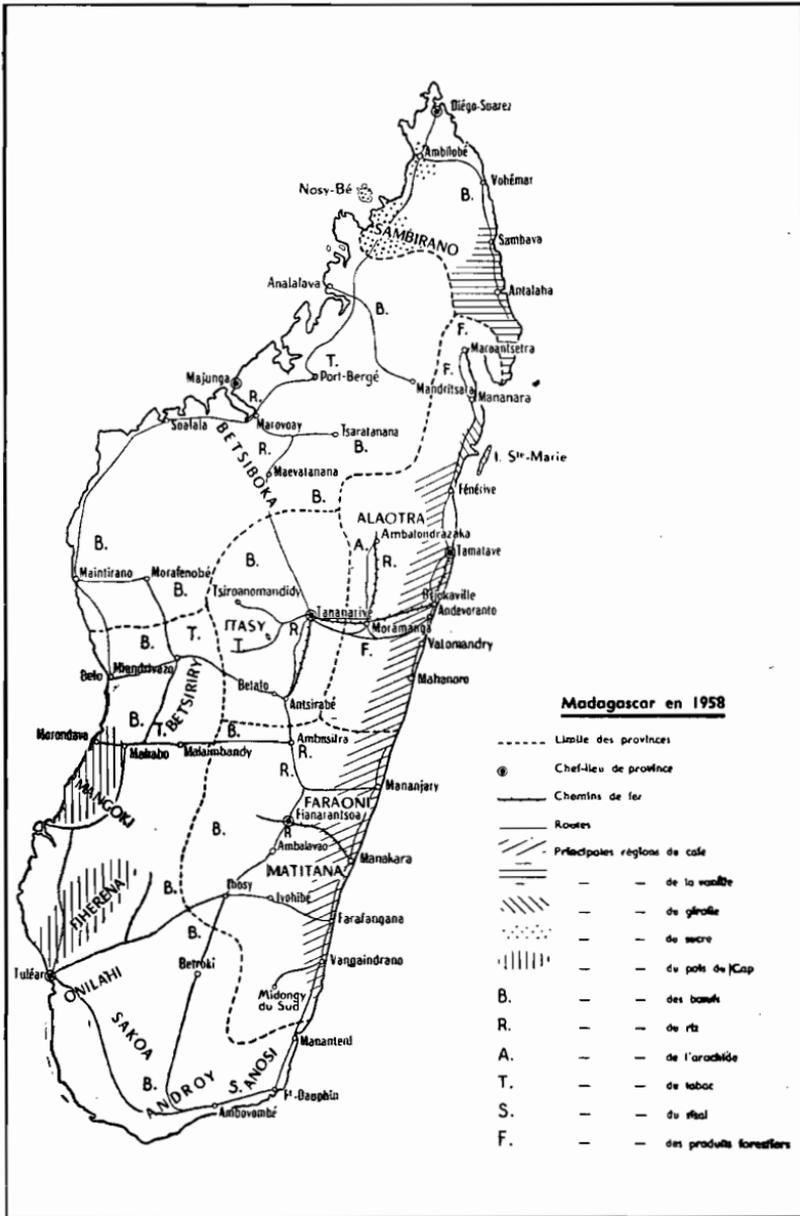
L'effort porta ensuite sur l'amélioration des grands axes économiques : ponts, empierrement, goudronnage, élargissement. En 1957 on distinguait 3 000 km de routes d'intérêt général, bitumées ou empierrées, parcourues par les gros véhicules et les autobus réguliers, et 28 000 km de pistes praticables aux voitures légères. La route a rapproché les différentes régions de l'île; le filanzane a presque disparu; le voyage à pied, qui était encore de règle pour la plupart des malgaches vers 1930 a fait place aux « taxi-brousse » chargé d'usagers. On compte plus de 30.000 autos.

Le *chemin de fer* T. C. E., commencé en 1901, fut terminé, de Tananarive à Tamatave, en 1913. Le prix du transport tomba de 700 à 150 francs la tonne. Ses embranchements du lac Alaotra et d'Antsirabe étaient finis en 1923. Le F. C. E., de Fianarantsoa à Manakara, tracé par le colonel Forgeot, fut achevé en 1936. On en resta là, le développement des routes rendant l'extension du rail inutile. L'effort a porté, depuis la deuxième guerre mondiale, sur la révision de la voie et la dieselisation, rendue nécessaire par un trafic en constant accroissement. Chemins de fer et réseau routier ont fait de Tananarive, autrefois isolée, le centre économique, la plaque tournante de l'île; l'unité et la centralisation en ont été accrues.

L'importance des *voies navigables* a régressé; le canal des Pangalanes qui longe la Côte Est, coupé en plusieurs points, n'a été que partiellement amélioré.

Le *port* de Tamatave, du fait du T. C. E., a acquis une primauté grandissante. Il n'avait, en 1897, qu'un appontement en bois qu'un wharf métallique remplaça en 1902. De 1929 à 1935 le récif Hastie fut creusé pour des bassins à quai. Tamatave assure aujourd'hui 45 % du trafic : de 183 000 tonnes en 1938, à 460 000 en 1955. Majunga, restée rade foraine après ensablement de la digue construite avant 1939, n'en représente plus que 15 %. Diego, Hellville, Tuléar, Morondava, Manakara, Fort-Dauphin ont reçu des aménagements. Ailleurs il n'y a que des rades foraines, dont on ferme certaines au trafic. Le pavillon français représente 50 % du tonnage.

En 1911 l'administrateur Raoult construisit un aéroplane à Tananarive, qu'il survola. On ne revit pas *d'avion* avant les premières liaisons avec la France en 1926 (hydravion de Ber-



nard) et 1927 (avion de Dagnaux). Une ligne Tananarive-Brokenhill, rejoignant les *Imperial Airways*, fut établie en 1934, puis remplacée par une ligne France-Madagascar en 1936. En même temps les premières lignes intérieures étaient créées. Il existe maintenant 85 terrains, dont un international à Arivonimano. L'avion est devenu une habitude pour la circulation à travers l'île dont l'unité a fait ainsi un nouveau pas de géant. En 1930 le trajet France-Madagascar prenait 30 jours; en 1958 : un jour. En 1890 il fallait deux mois et demi à l'explorateur Catat pour se rendre de Tananarive à Fort-Dauphin; aujourd'hui quatre heures suffisent.

Les *barrages hydroélectriques* établis en 1938 à Mantasoa, et plus récemment sur la Varahina sud fournissent l'électricité à Tananarive et ont régularisé les crues de l'Ikopa, déjà améliorées par le déroctage du seuil de Farahantsana, en aval de la ville; les rizières de la Betsimitatatra sont passées de 6 000 hectares en 1895 à 20 000 en 1955. *L'hydraulique agricole* a en outre drainé 12 000 hectares de marais aux environs de Marovoay, et mené d'autres travaux importants, notamment dans l'Alaotra, près de Manakara, dans la région de Tuléar.

C — Si l'agriculture et l'élevage sont essentiellement malgaches, le *commerce* est surtout entre les mains des non-malgaches. De grosses maisons européennes tiennent le grand commerce d'import-export de toutes les marchandises; trois d'entre elles : Compagnie Lyonnaise, Cie Marseillaise, Société de l'Emyrne font la moitié du trafic et participent aussi, par leurs filiales, à l'activité agricole, minière et industrielle. A côté d'elles, des affaires de famille se spécialisent dans certaines branches commerciales.

Les Asiatiques, Indiens et Chinois, occupent une vaste part du commerce de détail, les premiers sur la Côte Ouest, les seconds sur la Côte Est. Peu nombreux au début et faiblement fixés (les Chinois surtout repartaient, fortune faite). Ils se sont ensuite fixés et répandus dans toute l'île. Les Chinois tiennent l'alimentation et, en brousse, tout le détail. Les Indiens, outre les tissus et le détail, font des prêts usuraires, conservent les terres mises en gage, s'intéressent à des affaires industrielles et à certaines branches d'exportation (pois du Cap). Les uns et les autres sont collecteurs de produits.

Certains Malgaches, surtout Merina, tiennent des petits commerces de détail et sont collecteurs de produits en brousse pour les grosses maisons.

Les Chambres de Commerce, créées en 1896, sont devenues établissements publics en 1919. Elles sont à prépondérance européenne. Il y en a une par province et quelques autres. En 1950 elles ont constitué une Fédération.

Dans l'ensemble 125 000 personnes participent au commerce. Celui-ci a grandi par le développement des produits d'échange; il reste limité par la place essentielle qu'occupe l'économie de subsistance; les Malgaches, restés paysans pour la plupart, conservent leurs propres cultures vivrières et n'ont que des ressources très limitées pour les importations; ils manquent à peu près totalement d'épargne et la moindre baisse du prix des produits exportables se répercute sur les achats.

D — Le commerce n'en absorbe pas moins la plus grande masse (61 %) des *investissements privés* venus de l'extérieur. Le crédit agricole a joué surtout au bénéfice des Européens (en 1944 : 64 % dont 40 % à la grande colonisation).

Le Comptoir d'Escompte, dont la succursale avait été créée en 1886, jouit d'un monopole bancaire jusqu'en 1919. La Banque de Madagascar fut fondée en 1925 avec privilège d'émission.

Une part importante des bénéfices des grosses sociétés repart à l'extérieur, ainsi que les économies des fonctionnaires européens.

Le budget du Territoire, malgré la pauvreté du pays, a fait longtemps des économies, la « Caisse de Réserve » permettait certains grands travaux. L'impôt personnel en couvrait la plus grande partie, bien que la part des impôts sur rôle dans le budget ait diminué (7/10 en 1905, 3/7 en 1945); et pourtant une grande partie des routes et des bâtiments, en dehors des grandes villes, restaient l'œuvre des prestataires et des prisonniers. C'est que l'appareil administratif était, après Gallieni, devenu de plus en plus pesant. En 1955 le personnel, avec 4 000 fonctionnaires français et 12 000 fonctionnaires malgaches dotés d'un système d'indices basé sur la fonction publique métropolitaine, absorbait 80 % du budget; le reste suffisait à peine au fonctionnement.

Pour les investissements publics, il fallut donc faire appel à la France; emprunt de 1896 pour rembourser l'emprunt malgache, emprunt de 1900 pour le chemin de fer, emprunt de 1927 pour les grands travaux. La charge (intérêt et amortissement) aurait été lourde si les dévaluations françaises successives ne l'avaient considérablement réduite. Puis vinrent, à partir de 1947, les plans de développement financés par le FIDES,

c'est-à-dire en grande majorité par le budget français : 57 milliards CFA pour le premier plan, dont 70 % pour l'outillage. Le deuxième plan a fait une plus large place à la production (36 %) et à l'équipement social (20 %).

La *monnaie* resta d'abord constituée par les pièces d'argent françaises, remplaçant la piastre coupée. On en comptait pour 50 millions or en 1914, date où le billet commença à avoir cours. En 1932 en Androy l'impôt rentrait encore sous forme de piastres; six ans après il n'y avait plus que des billets. En 1945 fut créé le franc CFA, aligné sur le franc métropolitain. En 1953 la circulation était de 9 milliards CFA, soit 2 200 par habitant. Le pouvoir d'achat reste faible et les échanges n'ont encore qu'une place de second ordre, bien que grandissante, dans l'économie.

2. Les produits

A — Les *produits traditionnels* ont subi une évolution.

Les produits de *cueillette* ont perdu de leur importance relative. La forêt, détruite par les tavy et les exploitations abusives, ne suffit plus aux besoins locaux. Il a fallu reboiser, soit les bordures de forêts, soit les régions dénudées; le mimosa et surtout l'eucalyptus ont changé agréablement l'aspect dénudé de l'Imerina et du Betsileo. La production du raphia, celle de la cire se sont maintenues. Le caoutchouc des forêts, négligé après la crise de 1913, n'a été récolté à nouveau que pendant la deuxième guerre mondiale. L'écorce de palétuvier, puis celle de mimosa ont fait l'objet d'importants trafics. La fibre du paka est utilisée pour les sacs (usine locale). Celle du raphia est exportée (4 à 6 000 tonnes). La recherche des racines sauvages disparaît avec les famines. Le cactus (« raquette ») qui couvrait l'Androy et servait de nourriture d'appoint au bétail et aux hommes a été détruit, de 1925 à 1930, par l'introduction de la cochenille. La chasse n'a pas gagné en importance, sauf celle du crocodile, organisée depuis 1934 pour utiliser les peaux et qui a diminué considérablement le nombre de ces animaux. La pêche en mer a presque disparu de la Côte Est avec l'introduction des cultures riches. Elle reste pratiquée à l'ouest, surtout par les Vezo. Des goélettes, introduites par les charpentiers de marine, ont assuré longtemps le trafic des petits ports du Sud, tandis que les boutres arabes,

semblables à ceux du moyen âge, continuent à fréquenter les ports du nord-ouest.

Le riz s'est développé avec l'hydraulique agricole : on en importait 30 000 tonnes en 1801 ; à partir de 1907 on exporta des quantités variables (79 000 tonnes en 1924, 1 000 en 1934, 45 000 en 1953). La Côte Est en importe du plateau depuis que les cultures riches s'y sont développées. La production totale de paddy était estimée à 500 000 tonnes en 1906, à 1 500 000 en 1958.

Le manioc était entièrement consommé sur place jusqu'à l'ouverture du chemin de fer. Puis on en exporta jusqu'à 47 000 tonnes en 1924. Ensuite l'usinage se fit de plus en plus sur place et on n'exporta plus guère que la fécule et le tapioca. Le manioc reste, avec le riz, les patates et le taro, un des éléments de base de la nourriture malgache. Il a gagné l'extrême-sud, depuis 1930, au détriment du mil. On estime sa production à 880 000 tonnes, celle des patates à 350 000, celle du taro à 60 000. Le maïs a connu une grande extension autrefois, surtout dans l'ouest qu'il a contribué à déboiser. En 1938 il couvrait 126 000 hectares et on en exportait 53 000 tonnes. La production actuelle, surtout consommée sur place, ne dépasse guère ce chiffre et il n'occupe plus que 78 000 hectares. Les haricots et pois divers servent à la consommation. La pomme de terre a conquis les hautes régions voisines de l'Ankaratra (93 000 tonnes).

Deux plantes traditionnelles ont vu leur destin transformé, *L'arachide*, autrefois réservée à la consommation alimentaire, s'est accrue avec les huileries et l'exportation ; de 17 000 hectares en 1930 elle est passée à 35 000. La canne à sucre, autrefois utilisée pour la cassonade ou l'alcool local, a vu ses superficies presque doublées en quelques années (12 000 hectares en 1904, 22 000 en 1958) pour la production du sucre exporté ; aux anciennes plantations de Nossi-Bé et de Namakia s'est ajoutée la SOSUMAV, installée sur les alluvions de la Mahavavy du nord et dotée de moyens puissants.

Le cheptel bovin a continué son extension sur les plateaux, commencée au xvii^e siècle et qui était loin d'être achevée à la fin du xviii^e. En 1924 on estimait le nombre de bœufs à 8 millions. Les abatages excessifs pour les usines de conserve et pour les cuirs, ainsi que le développement de la consommation de viande ont fait tomber ce chiffre à 6 millions. Il y a, en bien des endroits, une surcharge pastorale et un abus de feux

de brousse pour le pâturage. On essaie de favoriser la stabulation et d'introduire des races meilleures laitières. Les usines de conserve et de frigo se sont développées depuis 1911 et surtout pendant la guerre de 1914; plusieurs ont dû fermer récemment.

Au *porc* malgache noir s'est substitué, dans le centre, le Yorkshire, qui a subi un arrêt, dans ces dernières années, avec la maladie de Teschen. *Moutons* et *chèvres* ont régressé, sauf dans le sud-ouest où le mérinos et la chèvre mohair ont été introduits. Les *volailles* restent une ressource essentielle. Le cheval a été développé dans les premières années; il y en avait 400 en 1896, 3 500 en 1935; il n'est plus guère employé que pour les courses.

B — Parmi les *produits nouveaux*, les cultures riches ont pris, surtout sur la Côte Est, une extension considérable. Le *café* arabica, en 1895, avait à peu près disparu. En 1904 Madagascar importait 12 tonnes de café. On essaya d'abord le Liberia, puis le Kouilou vers 1900 à Mananjary et le Robusta à Vatomandry; ces deux espèces réussirent parfaitement. En 1909 on en exportait 98 tonnes, en 1920 : 1 200, en 1925 : 3 300; en 1934 : 14 000; en 1938 : 41 000. La baisse de la deuxième guerre mondiale fut temporaire. En 1958 on dépassait 47 000 aux exportations et 60 000 à la production; une consommation intérieure s'est créée. Le café est devenu, de beaucoup, la première des exportations, (plus de 40 % du total) et le pilier de l'économie d'échanges. Les régions principales sont les alluvions des fleuves Mananjary, Faraony et Matitana, mais il couvre les bonnes terres et les collines des villages sur toute la Côte Est, de Vohémar à Vangaindrano.

La *vanille*, d'abord cultivée à Vatomandry et Mahanoro, fit ses débuts vers 1905 dans la région d'Antalaha où elle trouva son royaume d'élection. En 1912 on en exportait 110 tonnes dont 40 d'Antalaha; vers 1924 ce fut la ruée; Antalaha, Sambava, Andapa, jusque-là presque inconnues, grandirent. On passa de 300 tonnes exportées en 1923 à 1 092 tonnes en 1929, chiffre qui excédait la consommation mondiale. L'irrégularité des cours fit ensuite baisser la production à 600 tonnes en 1933; elle n'excède guère aujourd'hui 400 tonnes, soit 80 % du monde.

Le *girofle*, introduit vers 1820 à Sainte-Marie, s'est étendu vers 1900 à la côte voisine. On exportait 98 tonnes en 1909, 300 en 1924, 1 900 en 1934. Puis s'ouvrit le débouché javanais

(pour la fabrication des cigarettes locales). En 1938 l'exportation passait à 6 500 tonnes; actuellement elle varie entre 2 000 et 7 000 tonnes. Le girofle figure aussi parmi les *plantes à parfum* dont on exporte les essences (les autres étant l'ylang-ylang et le lemon grass).

Le *cacao*, introduit par les premiers colons, n'a guère fait de progrès; le maximum d'exportation (400 tonnes) a été atteint en 1938.

Le *tabac* indigène, fortement nicotinisé, est réduit en poudre et chiqué. La Mission métropolitaine des Tabacs, à partir de 1920, a introduit la variété Maryland qui a prospéré sur les plantations du Betsiriry (autour de Miandrivazo) et la région de Port-Bergé, grâce au métayage. En 1922 on exportait 52 tonnes, en 1930 : 2 500, en 1936 : 4 100. Ce chiffre n'a guère été dépassé, des usines de tabac et de cigarettes s'étant créées à partir de 1930 pour la consommation locale.

Le *sisal* a été introduit en 1922, mais n'a pris un grand développement qu'après la deuxième guerre mondiale dans les régions sèches de Diego, Tuléar et surtout dans l'Androy oriental dont il a changé le paysage et les hommes. Ce sont des plantations européennes, en raison de la technique de ramassage et d'usinage qui exige des machines. De 1 700 tonnes en 1947 l'exportation est passée à 11 000 en 1957. Mais la baisse des cours a depuis lors affecté ce produit. Le *coton* local à courtes fibres est utilisé par les artisans malgaches pour les vêtements traditionnels de cérémonie (*lambamena*); des essais de coton à moyenne fibre ont été faits dans le bas Mangoki, avec succès. Le saupoudrage par hélicoptères a permis d'éliminer de nombreux parasites. Le même procédé a été utilisé pour la lutte contre les sauterelles, dont les invasions périodiques étaient un des fléaux de l'île.

Les *fruits* tropicaux et européens se sont développés autour des villes et des villages. Les *légumes* d'Europe ont été acclimatés dans les banlieues des principales agglomérations.

L'*or* avait suscité bien des espoirs. En 1897 on en récoltait, dans les rivières, 79 kilos; en 1900 : 1 114. En 1907 la découverte des filons d'Andavakoera, au sud de Diego, amena un rush; la production, en 1909, atteignit 3 696 kilogrammes. Ce fut le record; en 1913 on retombait à 1 800 kg, en 1921 à 456; aujourd'hui on ne dépasse guère 50.

En 1904 Suberbie commença une exploitation de *graphite*. En 1909 on en produisit 19 tonnes. La guerre fit passer l'exportation à 35 000 tonnes (en 1917). Lié aux industries de guerre, le graphite tomba ensuite à moins de 15 000 tonnes. La première guerre mondiale vit aussi le début des exportations de *mica*; la production s'est maintenue entre 400 et 700 tonnes. Les pierres précieuses alimentent une petite exportation ainsi que les *minéraux radioactifs*, découverts d'abord dans le centre (betafite) et plus récemment dans le sud (thorianite). Le phosphate de l'île Juan de Nova a été exploité.

Des recherches de *pétrole* furent effectuées dans la région de Maintirano entre 1925 et 1928; les traces relevées ont amené à reprendre récemment les travaux. Quant au charbon, l'important gisement de la *Sakoa*, près du moyen Onilahi, fut découvert en 1909, puis étudié complètement en 1927; on projeta de l'exploiter à la fin de la deuxième guerre mondiale en raison de la pénurie mondiale de charbon; puis l'abondance revint et la réalisation fut ajournée.

3. Les grandes périodes du commerce extérieur

Dans l'évolution du commerce extérieur on peut, en gros, distinguer quatre périodes.

1° *De 1896 à 1913* : La *croissance du commerce* est notable, malgré des communications encore précaires. Les importations montent de 14 à 46 millions de francs or, les exportations de 3 à 56 millions. Le tonnage exporté croît au contraire régulièrement (13 000 tonnes en 1898, 123 000 en 1913). La balance commerciale, déficitaire jusqu'en 1909, devient favorable ensuite.

Les principales importations sont (dans l'ordre) : les tissus de coton, le ciment, les produits pétroliers, les métaux, les produits alimentaires (farine, vin, sucre).

Les exportations sont fournies au début par les *produits naturels* : bœufs vivants, bois, caoutchouc, cire, raphia, peaux, or. En 1913 ces produits gardent une place importante, mais les produits agricoles traditionnels (manioc, riz, pois du Cap) figurent pour 40 000 tonnes. Le graphite apparaît à côté de l'or; on exporte même certains produits industriels : fécule, rabane, chapeaux de paille. Les cultures riches débutent à peine.

La *part de la France* monte brusquement, du fait de l'assimilation douanière. De 1896 à 1898 elle passe de 41 % à 85 %

pour les importations; les exportations subissent une orientation plus lente, mais semblable : 43 % en 1896, 46 % en 1898, 78 % en 1908. Ces pourcentages avoisinant 80 % se maintiendront sensiblement jusqu'à la crise de 1930. Ainsi s'affirme le caractère nouveau des échanges malgaches; la Métropole impose ses produits en les défendant contre la concurrence étrangère et elle oriente la production d'exportation malgache suivant ses besoins. A l'élévation des prix intérieurs résultant des tarifs douaniers répond un achat préférentiel des produits malgaches à des taux souvent supérieurs aux prix mondiaux. L'ajustement se fait parfois avec un certain retard. La sécurité des échanges (relative d'ailleurs, car les incidences des prix mondiaux ne peuvent être entièrement évitées) est payée par la dépendance économique.

2° *De 1914 à 1929* : C'est la période de *prédominance des produits agricoles lourds*. La guerre de 1914 donne une impulsion à l'agriculture, aux industries agricoles et aux mines. En 1920 on exporte pour 42 millions de peaux, 17 de conserves, 11 de viande, 9 de saindoux, 25 de riz, 16 de pois du Cap, 5 de manioc et 7 de fécule, 3 de graphite, 3 d'or et 3 de pierres précieuses. Les produits riches commencent à prendre une certaine place, surtout la vanille (21 millions, pour 533 tonnes); le café atteint à peine 1 800 tonnes (7 millions), le girofle 240 tonnes (1 million 1/2). Des produits de cueillette ne subsistent que le raphia (5 millions) et la cire (3 millions).

Cet aspect va s'accuser jusqu'en 1924 où le tonnage exporté atteindra son maximum : 302 000 tonnes, avec 79 000 tonnes de riz, 47 000 de manioc brut, 10 000 de pois du Cap, 10 000 de peaux brutes. Madagascar est un pays neuf exportant de grosses quantités de produits pauvres. Cet aspect va s'atténuer dans les années suivantes; les exportations de riz vont presque cesser; par contre la vanille atteint son maximum, plus d'un millier de tonnes; le café végète encore avec 3 500 tonnes; mais des investissements privés plus importants se portent sur la Grande Ile et les grands travaux financés par l'emprunt ont commencé.

La vente de produits pauvres, bien qu'abondants, se traduit par un déficit de la balance commerciale presque constant; en 1929 les exportations couvrent moins de 55 % des importations. La part de la France reste élevée (en 1929 : 83 % des importations, 80 % des exportations).

3° *De 1930 à 1938* — Ces années commencent mal, par la

crise mondiale. Les produits malgaches ne sont sauvés que par les primes, payées par le consommateur métropolitain. Des faillites se produisent, des Chinois s'en vont. De 1929 à 1934 les exportations tombent de 200 à 179 000 tonnes, et de 439 à 347 millions de francs, les importations de 172 à 142 000 tonnes, et de 807 à 309 millions de francs. La circulation fiduciaire diminue d'un tiers, le budget d'un sixième.

Mais les grands travaux sont poursuivis, les plantations malgaches prennent leur essor. La *remontée* s'accuse à partir de 1935. En 1938 elle culmine avec 230 000 tonnes et 824 millions aux exportations; les importations n'ont pas suivi au même rythme: 139 000 tonnes et 600 millions; la balance commerciale, déficitaire jusqu'en 1933, redevient favorable ensuite, dépassant 135 % en 1938. La baisse en poids des importations provient d'ailleurs de la fin des gros travaux: le ciment et les métaux ont baissé de plus du tiers; mais les tissus de coton ont plus que doublé, indice que la masse a plus d'argent. C'est, en effet, la grande période d'expansion du *café*, qui passe, de 1930 à 1938, de 6 à 41 000 tonnes; les autres produits se sont maintenus. Les trois principales *cultures riches* (café, vanille, girofle) représentent, en valeur, 45 % des exportations, dont 36 % pour le café.

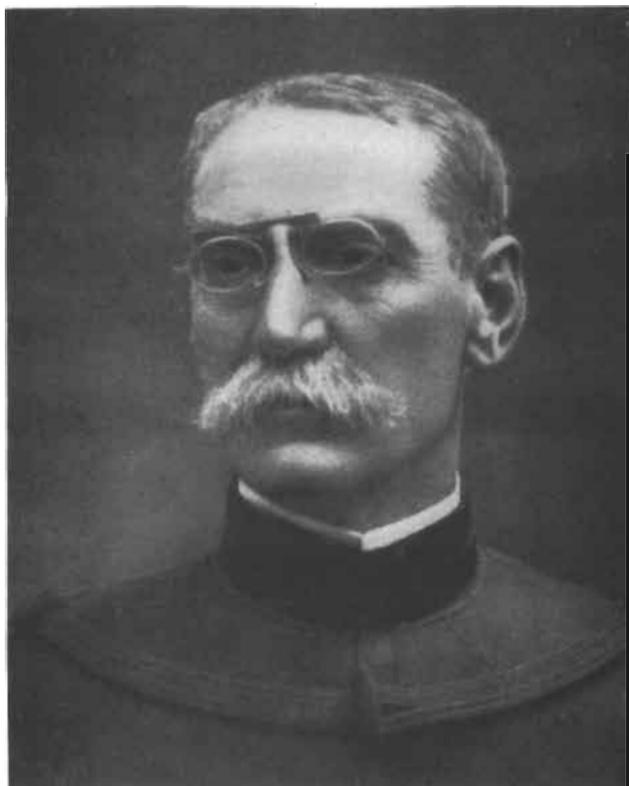
Certaines marchandises (pois du Cap, vanille, graphite, mica) arrivent à se placer sur le marché mondial, notamment aux États-Unis. La part de la France, en 1937 a baissé à 74 % importation et 77 % exportation.

4° *De 1939 à 1958* — Cette période, comme la précédente, s'ouvre par une dépression, mais beaucoup plus grave: c'est la *deuxième guerre mondiale*. Dès juillet 1940 le canal de Suez est fermé, puis un certain blocus anglais s'installe, avec tolérance d'abord, puis rigueur. En 1942 les exportations sont tombées à 30 000 tonnes, les importations à 8 000. Les stocks s'accumulent et on manque cruellement d'objets fabriqués. Puis la vie reprend, les stocks accumulés s'écoulent. En 1945 on exporte 128 000 tonnes, on en importe 106 000. Mais la France, encore ruinée par la guerre, ne peut fournir que peu de marchandises; elle n'occupe que 20 % des importations, l'Empire britannique 65 %, les États-Unis 13 %; par contre elle absorbe déjà (avec l'outre-mer français) 66 % des exportations.

Dès 1947 elle a repris la première place: 67 % aux importations, 85 % aux exportations. La crise de la rébellion n'atteint



Tananarive. La colline du Palais et la vallée de l'Ikopa



Gallieni



Alfred Grandidier

guère le commerce extérieur (152 000 tonnes aux importations, 140 aux exportations). Dès l'année suivante la mise en œuvre du *Plan de développement* va faire brusquement monter les importations à 264 000 tonnes, tandis que les exportations restent stagnantes. Le *déficit de la balance commerciale* s'installe; en 1951 les exportations ne représentent plus que 58 % des importations.

Bientôt les efforts de rajeunissement des plantations, les effets des plans de développement, la reprise de la production agricole font remonter les exportations : 286 000 tonnes en 1958; les importations montent en même temps, indiquant une reprise de prospérité (496 000 tonnes en 1957, chiffre record). En 1958 les exportations représentent 76 % des importations; la baisse du cours des produits les a atteintes.

Aux importations les tissus et vêtements gardent la première place; les produits d'alimentation se développent (farine et surtout vin), ainsi que les autos et les machines. Aux exportations, le café garde la tête; la variété des produits permet de parer à la crise de quelques-uns. Madagascar a été largement distancé par des territoires plus jeunes, comme la Côte d'Ivoire, sur le plan des exportations; mais sa population, plus abondante et en accroissement rapide, absorbe une masse de plus en plus importante de la production.

La part de la France est restée la première, mais moindre qu'elle n'était vingt ans avant : 72 % aux importations, 76 % aux exportations (totalité de la zone franc). L'Iran (pétrole), les États-Unis, l'Allemagne figurent après elle comme fournisseurs. Les États-Unis sont des clients importants. Les échanges avec les voisins immédiats sont insignifiants, sauf La Réunion, acheteuse de bœufs et de riz; les produits lourds ne peuvent trouver d'acheteurs en dehors de la zone franc.

Les échanges extérieurs ne peuvent guère se mesurer historiquement ni en comparant les tonnages, les produits étant trop différents, ni en comparant les valeurs, celles-ci ayant trop souvent changé. Le progrès d'ensemble du commerce extérieur a cependant été considérable. En 60 ans il a crû d'environ vingt fois (1).

(1) Boiteau (*H 27*, 245) aboutit à cette conclusion après avoir appliqué à l'accroissement en valeur des coefficients de compensation correspondant aux dépressions monétaires. Sur la base millions or, on passe ainsi de 4,4 en 1896 à 80 en 1954.

II. — LA POPULATION

1. Le mouvement démographique et l'action médicale

Le premier comptage systématique de la population, en 1900, donnait 2 244 000 habitants; mais certains points de l'île, dans l'extrême sud, n'étaient pas encore occupés; le chiffre de 2 500 000 paraît un minimum; ce résultat reposait, d'ailleurs, sur des bases grossières : le nombre des contribuables majoré d'un coefficient arbitraire de femmes et d'enfants. La faiblesse de la population surprit ceux qui s'étaient fiés aux anciennes estimations fantaisistes; on craignit que l'île ne se dépeuplât; Ravelonahina, en 1902 consacra sa thèse aux *causes de la dépopulation à Madagascar*.

La fécondité, dans l'ensemble, était forte, mais la mortalité, surtout infantile, l'était aussi, du fait de la vêtue insuffisante des enfants, du paludisme, de la variole, outre les guerres anciennes et le manque de soins.

Gallieni créa l'*Assistance médicale gratuite*, l'*Institut Pasteur*, fondé par le docteur Thiroux et l'*École de médecine* dont le docteur *Fontoynt* fut l'animateur. Peu à peu hôpitaux, postes médicaux, médecins et infirmiers s'installèrent dans les principaux centres, puis en brousse; la vaccination eut raison de la variole. Le comptage de 1913 indiquait 3 295 000 habitants.

La guerre, mobilisant des médecins, ne fut pas favorable à la croissance. En 1919 l'épidémie mondiale de *grippe espagnole* s'étendit à toute l'île et fut très meurtrière. En 1921 on ne comptait que 3 292 000 habitants, mais avec un recensement plus sérieux; ces recensements eurent lieu désormais tous les cinq ans.

A cette date la *peste* fit une nouvelle apparition; en 1925 elle avait gagné les plateaux sous sa forme pulmonaire, toujours mortelle; l'abondance des rats et des puces et l'insuffisance des déclarations de maladies rendirent la lutte contre le fléau difficile. Après des années de recherches, en 1933 le docteur *Girard*, Directeur de l'Institut Pasteur, et son adjoint le docteur *Robic* mirent au point un vaccin dont l'application massive, (malgré des résistances, accompagnées de campagnes de presse) jugula le fléau; de 3 570 morts en 1935 on tombait à 534 deux ans après, puis à quelques cas isolés. Le recensement de 1936 ne donnait encore que 3 777 000 habitants, celui de 1941 : 4 122 000.

Les épidémies avaient été des épisodes dramatiques. Mais les causes essentielles de mortalité restaient l'endémie palustre, les maladies vénériennes, la tuberculose, les soins insuffisants aux enfants du premier âge. Après la guerre, grâce à une part plus importante du budget (19 % en 1948, au lieu de 10 % en 1939) et au fonds du F.I.D.E.S. une lutte plus active put être entreprise. Les hôpitaux et dispensaires furent multipliés; les habitants de la brousse prirent l'habitude de s'y rendre; les postes d'accouchement, longtemps peuplés seulement par la contrainte administrative, furent régulièrement fréquentés, parfois même sur l'initiative de comités féminins dans les villages; la Croix-Rouge et l'enseignement firent pénétrer l'idée qu'il fallait soigner les bébés et les couvrir; des Instituts spécialisés furent créés pour certaines endémies.

La lutte contre le paludisme fut menée, à partir de 1949, sous la direction du docteur Bernard, par de nouvelles techniques, globales : saupoudrage de D.D.T. dans les maisons et sur les étangs, consommation obligatoire de nivaquine par les enfants des écoles. Le succès de cet effort d'ensemble fut rapide et éclatant : les excédents de naissances sur les décès, qui n'étaient que de 11 000 en 1946, passaient à 21 000 en 1948, à 47 000 en 1949, à 89 000 en 1953, à 105 000 en 1956. La population totale montait, en 1958, à 5 144 000 habitants, dont 5 004 000 Malgaches (1). Et déjà cette croissance en flèche posait, pour l'alimentation et l'emploi dans l'avenir, des problèmes de production. La réforme du paysannat et la modernisation des techniques devenaient une nécessité.

2. Les migrations

Un autre moyen a été employé par les populations surabondantes pour assurer leur développement; ce sont les migrations intérieures. Elles avaient, nous l'avons vu, existé de

(1) *Répartition ethnique des Malgaches* : en 1957 on comptait 1 250 000 Merina, 770 000 Betsimisaraka, 635 000 Betsileo, 355 000 Tsimihety, 316 000 Sakalava, 301 000 Antesaka, 276 000 Antandroy, 220 000 Bara, 215 000 Tanala, 170 000 Antemoro, 145 000 Tanosi, 100 000 Sihanaka, 83 000 Mahafaly, 59 000 Makoa, 34 000 Antankara, 32 000 Bezanozano, 30 000 membres des peuples de Farafangana (Antefasi, Zafisoro, Sahavoay, Sahafatra), 17 000 Antambahoaka, 5 000 Sainte-Mariens.

La *densité démographique* moyenne était de 8 au kilomètre carré. Elle est de plus de 20 dans la partie centre-est des plateaux et dans le sud-est, de moins de 3 dans l'Ambongo, la plus grande partie du Menabe et la classique région vide entre le plateau et la Côte ouest.

tout temps, mais, après 1896, l'unité achevée, le développement des communications et des activités économiques leur donnèrent un essor nouveau. Essor provoqué parfois, surtout au début, par les Travaux publics ou les colons en quête de main-d'œuvre qui sollicitaient l'administration ou envoyaient des recruteurs. Mais essor le plus souvent spontané, original, lié aux nécessités et aux habitudes de certains peuples qui poursuivaient à leur manière la grande aventure du peuplement de l'île, commencé au temps obscur des origines.

Les *Antesaka* (et, en moindres proportions, d'autres peuples du sud-est : Antefasi, Sahafatra, Antemoro) furent longtemps la main-d'œuvre essentielle sur la Côte Est et dans le nord. Habitant un pays surpeuplé sans grandes ressources, ces « auvergnats de Madagascar » se rendaient en masse sur les mines d'or de Diego et les chantiers du T. C. E. En 1909 les émigrants représentèrent près de la moitié des hommes valides. On les trouve ensuite après 1920 plantant la vanille à Antalaha et le café sur la Côte Est. Ils revenaient, rapportant à leur patriarche l'argent, les bœufs, les étoffes.

A partir de 1935 certains se mirent à cultiver le café dans leur propre pays, d'autres cherchèrent à s'établir dans le nord et le nord-est. Un autre courant d'émigration s'était dirigé vers l'ouest, sur le bas Mangoki, la Tsiribihina et le Manambolo. Se prévalant de leur communauté d'origine avec les Sakalava, les Antesaka obtinrent aisément de s'établir dans ces vallées où ils apportèrent la technique de la rizière irriguée et du repiquage, et où ils fondèrent, de 1910 à 1930, de nombreux villages. Cette colonisation s'est poursuivie; elle est définitive; les émigrés ne retournent dans le sud-est qu'après leur mort, pour rejoindre le tombeau des ancêtres. En certains districts de l'ouest, ils forment de 20 à 30 % de la population. On compte environ 150 000 émigrés du sud-est dans l'île. 38 % des Antesaka vivent en émigration.

Les *Tsimihety*, population prolifique, ont gardé de leur ancienne vie nomade, l'habitude du mouvement. Les jeunes vont reconnaître des pays libres pour s'y établir; les patriarches les y encouragent. A la différence des Antesaka, répandus dans toute l'île, les Tsimihety ne se hasardent qu'aux environs de leur habitat, qu'ils ont ainsi, peu à peu, considérablement élargi, en tache d'huile, occupant l'île d'une côte à l'autre, de la baie de Mahajamba à Mananara. Les districts d'Andapa, d'Antsohihy et de Port-Bergé, qui n'ont été atteints qu'après

1905, comptent plus de 70 % de Tsimihety. Vers Analalava ils se mélangent aux Sakalava et aux Makoa. Depuis 1930 l'expansion se dirige vers le nord, au delà des solitudes du Tsaratanana, qu'ils peuplent peu à peu.

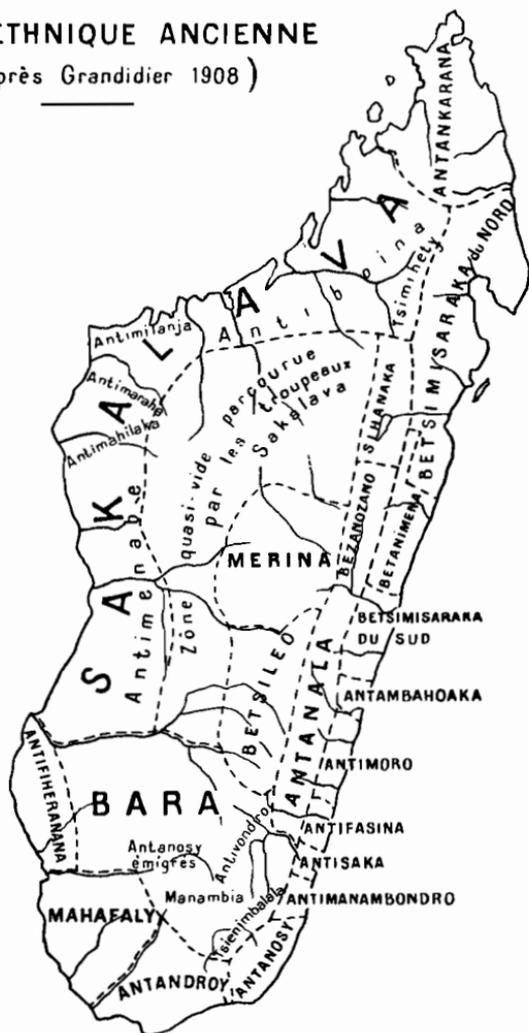
Chez les *Merina*, l'abolition de l'esclavage et l'insurrection provoquèrent des troubles sociaux et des départs; familles ruinées et surtout esclaves émancipés se rendirent dans la vallée de la Betsiboka. D'autres s'installèrent dans l'Itasy et le nord du Betsileo. Ces mouvements, commencés à l'époque du royaume, atteignirent leur maximum d'intensité de 1896 à 1905. Par la suite l'expansion vers la Betsiboka diminua, mais d'autres directions s'ouvrirent, notamment l'Alaoatra et le pays sakalava à l'ouest de l'Itasy. De nombreux *Merina* s'installèrent aussi comme propriétaires de cultures riches à la Côte Est. On en trouve dans presque toute l'île comme commerçants, agents d'affaires, fonctionnaires (59 % des fonctionnaires malgaches en 1957 étaient des *Merina*). Sur 1 200 000 *Merina* on compte 175 000 émigrés.

Le pays *Betsileo*, âpre, et, en certains districts, surpeuplé, devait être aussi une région d'émigration. A la recherche de terres à transformer en rizières, les *Betsileo* occupèrent Ihoay et se répandirent dans toutes les vallées de l'ouest sakalava. Au nord de l'Imerina ils suivent les *Merina* sur la Betsiboka, d'abord vers Marovoay, puis dans la région au sud de Maevatanana qu'ils colonisent systématiquement, de 1920 à 1930, et où ils forment aujourd'hui plus de 50 % de la population. Sur 600 000 *Betsileo* on compte 150 000 émigrés, soit 25 %.

L'émigration des peuples de l'extrême-sud, *Antandroy* et *Mahafali*, est plus récente. Ces populations, retranchées dans leur brousse épineuse, vivant de mil et de haricots durs, supportant stoïquement des famines périodiques, se livrant aux guerres entre clans et aux vols de bœufs, avaient toujours vécu à l'écart, retranchés du reste de l'île et du monde. En 1922 un recrutement autoritaire en envoya 700 à la Réunion; l'argent rapporté par ces travailleurs fut accueilli comme une nouveauté heureuse et l'émigration devint volontaire. Aussi, lorsque, avec la disparition des cactus en 1938-1930 et deux années de sécheresse, vint la grande famine de 1931, un grand nombre d'*Antandroy* (la moitié de la population dans certains districts) émigrèrent. Ils revinrent ensuite, mais contractèrent l'habitude d'émigrer dans les mauvaises années (telles 1943,

CARTE ETHNIQUE ANCIENNE

(d'après Grandidier 1908)



CARTE ETHNIQUE NOUVELLE (1958)

Abréviations

- A** : Antambahoaka
B : Betsileo
Ba : Bara
BK : Betsimisaraka
F : Peuples de Farafangana (Antefasi Zafisoro, Sahavoay, Sahafatra)
M : Merina
Sak : Sakalava
S-E : Peuples du Sud-Est (Antesaka, Antemoro, F., A.,)
T : Antandroy
Tsim : Tsimihety

Régions d'Ethnies entremêlées

Ethnies indiquées dans l'ordre d'importance dans chaque région, les moins importantes entre parenthèses.



1. Nord : Antankarana, Sak, Makoa, Tsim, BK, (Comoriens, S.E., T., M., B.)
2. Vohémar : Tsim, BK, Sak.,
3. Falaise Nord-Est : Tsim., BK.
4. Analalava : Sak, Makoa, Tsim.
5. Tsaratanana : Sihanaka, BK, B., M
6. Bel'siboka : M., B., Sak., Comoriens (S.E., Tsim., T.)
7. Ambongo-Maintirano : Sak., Makoa, S-E., (B., Tsim.)
8. Menabe intérieur : Sak, Ba, S-E., (B., M.)
9. Morondava-Tulear : Sak, Masikoro, Vezo
10. Mangoky : Masikoro, S-E., (B.)
11. Ihosy : Ba., B.
12. Midongy-Iakora : Ba., Antesaka
13. Bekily-Tsivory : T., Ba., Tanosy, (Tanala, S-E.)
14. Côte Sud-Ouest : Vezo et Tanalana

1956). Les Antandroy sont devenus la main-d'œuvre salariée d'appoint nécessaire dans toutes les régions côtières, depuis que les Antesaka colonisent pour leur compte. En moyenne 25 % des Antandroy et Mahafali vivent en dehors de leur pays, mais y reviennent pour la plupart. L'émigration et la culture du sisal ont fait cesser les famines et les vols de bœufs; l'habitude du riz et des vêtements s'est répandue; l'extrême-sud n'est plus une île dans l'île.

Depuis la grande émigration des *Tanosi*, sur l'Onilahi en 1845, les échanges et visites n'ont pas cessé avec leur pays d'origine et ils peuplent en grande partie la région intermédiaire (Tsivori). Actuellement le nombre des émigrés (80 000) dépasse celui des Tanosi restés au pays des ancêtres (60 000).

Avant 1895 les *Bara* s'étaient étendus sur le moyen Mangoki. A partir de cette date, ils poussèrent leurs bœufs vers le nord, dans les régions de pâturages, à peu près vides, qui s'étendaient à cheval sur la plaine Sakalava et le plateau Betsileo. Ils atteignirent le Betsiriry, puis, à partir de 1930, le dépassèrent pour gagner la région de Morafenobe.

Sauf pour les Bara, surtout pasteurs, les migrations se sont traduites par un *déclin du semi-nomadisme pastoral au profit de la culture sédentaire*. Les peuples migrants sont surtout des agriculteurs. Ils ont conquis le nord presque vide, la région déserte au contact de la plaine et du plateau à l'ouest, et le Far West Sakalava, très faiblement peuplé. Les limites de l'expansion sont encore loin d'être atteintes. Les peuples migrants sont aussi les plus prolifiques et la carte ethnique se modifiera sans doute plus encore dans l'avenir que dans le passé. Dès maintenant de larges portions de l'île sont habitées par des populations diverses, vivant le plus souvent côte à côte ou, plus rarement se mélangeant entre elles. Les migrations qui ont peuplé l'île ont été aussi un facteur de progrès économique et d'unité.

3, Les villes

La sécurité a modifié les villages qui sont descendus des collines fortifiées et se sont répandus dans les plaines, parfois même s'éparpillant en hameaux près des rizières. Ce phénomène, achevé en Imerina au temps du royaume, se généralisa à l'époque française.

En même temps les villes se développent : ports, marchés,

chefs-lieux administratifs deviennent des nœuds de communication, des centres de commerce et parfois d'industrie. Néanmoins la population rurale reste l'énorme majorité : les habitants des villes représentent seulement 5 % de la population en 1913, un peu plus de 10 % en 1958 (20 % en Imerina).

Tananarive reste la seule grande ville. Elle n'a encore, en 1914, que 65 000 habitants. Mais bientôt elle bénéficiera de l'ouverture du chemin de fer, et de la centralisation administrative. Le réseau de routes se développe en étoile autour d'elle. Les affaires, dont le centre était resté Tamatave, ont tendance à s'y grouper. Les collines sont entièrement occupées; les rizières à leur pied se comblent; les sentiers deviennent des rues pavées avec trottoirs; l'électricité est amenée en 1909, l'eau en 1911. La ville reste néanmoins à 70 000 habitants jusqu'en 1927; la prospérité économique et l'annexion des communes limitrophes la porte peu à peu à 140 000 à la veille de la deuxième guerre mondiale. Des faubourgs s'établissent dans les bas quartiers au nord-ouest. Ensuite le peuplement se répand vers l'est; les tunnels ont favorisé cette extension, que complète le nouveau quartier commercial de la gare. En 1961 on approche de 250.000 habitants. A la différence de Paris, peuplé de provinciaux, Tananarive est restée une capitale merina; les Malgaches non-merina n'y représentent que 2 %, mais les non-malgaches 10 %. Les immigrés sont surtout venus des districts voisins. C'est aussi le centre de la richesse : la moitié des automobiles de l'île y est immatriculée; cependant on y trouve, dans certains faubourgs, une grande pauvreté.

Majunga, délaissée pour Tamatave comme port principal, n'avait en 1914 que 7 500 habitants, guère plus qu'au xviii^e siècle. Elle a bénéficié par la suite du développement agricole de sa région, de son rôle de capitale provinciale et surtout de la venue des Comoriens. Elle est passée à 23 000 habitants en 1940, à 50 000 en 1958. Sa population est composite : 5 % de Sakalava, 20 % de Merina, 50 % de Comoriens. Cité Antaloote à l'origine, Majunga tend à le redevenir.

Tamatave avait, en 1914, 9 000 habitants dont 3 000 Européens. La reconstruction de la ville et la création du port à quai après le cyclone de 1927 la portèrent à 22 000 en 1940. En 1958 elle atteignait 48 000. Premier port de l'île et métropole de la Côte Est, elle ne peut que grandir.

Tuléar, village dans les dunes, avait à peine 1 000 habitants en 1900. Le commerce de pois du Cap, puis son élévation au

rang de capitale provinciale l'ont développée. Elle est passée à 17 000 en 1940, 40 000 en 1958.

Diégo-Suarez avait 12 000 habitants en 1914; elle est passée à 38 000 en 1958. Cette population est la plus composite de l'île : 20 % de Comoriens, 15 % de Français, 12 % de Sakalava, 11 % d'Antankara, 6 % d'Antandroy, 5 % de Merina, 5 % de gens du sud-est. L'arsenal et les industries y ont développé un prolétariat qui donne à cette ville une physionomie à part.

Fianarantsoa, principale ville du Betsileo, revendique le titre de « Capitale du sud ». Elle l'a été deux fois sous Lyautey et aux environs de la deuxième guerre mondiale, où des gouvernements du sud furent créés, pour peu de temps. De 8 000 habitants en 1914, elle est passée à 36 000 en 1960, dont un tiers de Merina.

Antsirabe fut, en partie, créée par le pasteur norvégien Rosaas, de 1872 à 1907. En 1913 Perrier de la Bathie analysa les célèbres sources. Picquie lança la ville thermale avec un grand hôtel, ouvert en 1917; le chemin de fer y arriva en 1922. Mais, à part une saison annuelle, la ville, dont on rêvait de faire la capitale de l'île et la grande station de l'océan Indien, n'est guère devenue que la capitale du Vakinankaratra, supplantant Betafo. Elle a, en 1958, 30 000 habitants.

On compte, en outre, seize villes de 5 à 20 000 habitants, dont une de création récente : Manakara, restée petit village de pêcheurs depuis le temps des navigations arabes, et dont la construction de F. C. E. en 1928 a fait un port.

4. Les non-malgaches

Le nombre de *Français* s'éleva rapidement dans les premières années de l'occupation : soldats, fonctionnaires, colons (parmi lesquels une majorité de colons réunionnais). En 1902 on comptait 6 880 Français, en 1905 : 7 626, dont 4 460 venant de la Réunion. En 1921 : 9 800, dont 5 500 Réunionnais; les étrangers de souche européenne (Mauriciens, Anglais, Grecs, etc...) étaient 2 350; soit un total de 12 150 *Européens*.

Ce chiffre s'accrut lentement, par le jeu des arrivées et des naissances, un bon nombre d'Européens (créoles et autres) restant fixés à Madagascar. En 1938 on comptait 6 900 Français de la métropole, 7 900 Réunionnais, 2 950 étrangers, soit 17 850 Européens. En 1958 le chiffre total des Européens était

passé à 55 000, dont 51 000 Français; les Réunionnais semblent, dans ce groupe, légèrement en minorité, mais la distinction, pour les Européens nés à Madagascar, est délicate. On estime qu'il existe au moins 5 000 métis; on compte en outre 15 000 citoyens français d'origine malgache ou indienne.

58 % des Européens vivent dans les huit principales villes, et un tiers d'entre eux habite Tananarive.

Les *Indiens* (en majorité Pakistanais) étaient déjà 1 569 en 1905, surtout sur la Côte Ouest. En 1941 on en comptait 9 430, en 1958 : 13 000; ils se sont répandus dans le nord et sur le plateau; la plupart s'établissent dans le pays et font souche de métis.

Les *Chinois* n'étaient que 453 en 1905, surtout sur la Côte Est. On en comptait 3 638 en 1941 et 7 900 en 1958. Depuis la révolution communiste la plupart ont tendance à se fixer à Madagascar.

L'immigration des étrangers asiatiques a été soumise, par l'autorité française, à des restrictions nombreuses qui ont empêché que Madagascar n'en soit submergée.

Les *Comoriens* n'étaient encore, en 1921, que 6 300, sur la côte nord-ouest, ancienne colonie de leurs ancêtres Antalaotes. En 1934 ils n'étaient encore que 14 000; mais, après la guerre, la surpopulation des Comores poussa ses habitants à l'émigration. En 1951 ils étaient 28 100, en 1958 : 47 000, dont 23 000 à Majunga, le reste réparti dans divers centres de la Côte, de Morondava à Diégo. 16 % sont nés à Madagascar. L'expansion comorienne, si le rythme en est maintenu, pose des problèmes sérieux.

Au total les *non-malgaches* sont donc environ 120 000, soit seulement 2,3 % de la population de l'île. Mais la plupart sont enracinés et (au moins pour les Européens et les Asiatiques) leur rôle économique et social dépasse infiniment l'importance de leur nombre.

III. — LA SOCIÉTÉ

1. Les non-malgaches

Les *Européens* étaient divisés par leur profession en deux catégories : « colons » et « administratifs », les premiers défendant

leurs intérêts économiques, les seconds chargés de défendre l'intérêt général et les indigènes. Les conflits entre eux, dans la brousse, surtout pour les questions de main d'œuvre, étaient fréquents; on les retrouvait parfois au sommet entre les grandes compagnies et les services du gouvernement général. Cependant les deux camps n'étaient pas irréductibles; de l'un à l'autre on entretenait des relations, voire même des amitiés. C'est que, dans la masse européenne, outre le clivage vertical entre les deux pays, il en existait un horizontal entre gens de niveau social et intellectuel comparable, une sorte de hiérarchie.

En tête le Gouverneur général, véritable souverain, avec une cour de hauts fonctionnaires. Le gros commerce, les gros colons, le « monde des affaires » représentaient aussi une puissance qui, au besoin, pouvait faire pression à Paris sur les ministères et le Parlement. Les administrateurs régnaient sur la brousse, s'identifiant le plus souvent à leur district, fiers de ses progrès. Les colons importants, et les cadres principaux des services techniques étaient à leur niveau. Puis venaient les agents administratifs des degrés inférieurs et les petits colons « marécageux ».

Il existe, surtout sur la Côte Est et dans le nord, et aussi dans les villes, à Tamatave et à Diégo, tout un prolétariat créole, blanc ou noir, peu instruit, mal nourri, sans grandes aptitudes techniques, dont l'existence pose des problèmes difficiles. La surpopulation de la Réunion a amené, dans ces dernières années, la création d'un nouveau type de colonisation à la Sakay, dans l'ouest de l'Itasy, où les colons réunionnais travaillent eux-mêmes avec des moyens techniques et suivant des directions scientifiques; mais le système est coûteux.

Les relations entre Européens et Malgaches reposaient aussi, dans l'ensemble, sur une sorte de sentiment hiérarchique, les Européens formant une caste superposée à la société malgache; ce sentiment se renforçait du fait que les Malgaches, dans le travail, étaient presque toujours des subordonnés, d'où un complexe de supériorité qui atteignait même les plus pauvres colons créoles. La séparation, pourtant, était loin d'être totale. Dans les premiers temps du régime, on se rendait encore des visites courtoises; de nombreux Français célibataires vivaient avec des femmes malgaches, certains les épousaient et se fixaient dans le pays, à la frontière entre les deux sociétés.

Par la suite, avec le progrès des habitations et de l'hygiène, les femmes européennes vinrent de plus en plus nombreuses, et les deux sociétés, européenne et malgache, prirent l'habitude

de vivre chacune de leur côté, sauf quelques familles malgaches très assimilées. On se rencontrait seulement pour les grandes fêtes. Il n'y eut jamais d'ailleurs, de ségrégation formelle, comme en Afrique du sud, mais des habitudes tacitement observées de part et d'autre et qui n'empêchaient nullement des amitiés sincères.

Dans les années d'après 1946, la venue d'ouvriers spécialistes européens et la promotion de nombreux malgaches sur le plan intellectuel et politique ont modifié la situation dans un sens heureux.

On comptait, en 1940, que 27 % des Européens appartenaient au commerce, 20 % à l'administration et à l'armée, 13 % à l'agriculture, 10 % aux industries et aux transports, 7 % aux cultes et aux professions libérales.

Les Européens occupaient le gros commerce et les grandes plantations, mais la partie la plus importante du commerce de détail appartenait aux *asiatiques*. Indiens et Chinois assuraient la vente des produits extérieurs et l'achat des produits locaux pour le compte des grosses maisons. D'autres revenus leur venaient de l'usure; nombre de concessions et de rizières tombèrent ainsi entre les mains des Indiens; certains d'entre eux édifièrent de grosses fortunes, se posant même en rivaux des maisons européennes (notamment pour le pois du Cap). Installés dans la brousse, vivant simplement, faisant souche de métis, Indiens et Chinois font peu à peu figure de gros notables dans les villages, assez proches des Malgaches par leur genre de vie, bien que séparés d'eux par les mœurs et la religion. Les habitudes sociales les tiennent aussi à l'écart des Européens.

Les *Comoriens*, à la différence des anciens Antalaotes, représentent surtout un prolétariat émigré, qui manque de technicité et de stabilité. Musulmans convaincus, leur croissance risque d'amener une renaissance de l'Islam dans le nord-ouest.

2. Les Malgaches

A. VIE MATÉRIELLE

1 — L'ouverture du pays au commerce extérieur et l'invasion croissante des produits d'importation ont amené une *transformation* de la vie matérielle, plus ou moins intense suivant les régions et les genres de vie.

Le vêtement traditionnel des régions centrales, pagne et

lamba, s'est depuis longtemps complété d'une longue chemise et d'un pantalon chez les hommes, d'une robe chez les femmes. Dans les centres, le lamba lui-même disparaît et le costume européen, masculin et même féminin, tend à l'emporter. A la Côte les vêtements de nattes et de raphia ou le simple fourreau d'étoffe ont fait place aussi, mais plus lentement et moins complètement, à des friperies européennes ou à des vêtements taillés dans les étoffes d'importation, ce qui réduit le pittoresque.

La maison, dans les provinces centrales, a tendance à s'agrandir à se consolider. A la case d'argile à une seule pièce se substitue dans les villes la maison en briques cuites à vérandah et à étage, dans les villages la maison en briques crues à étage, avec cuisine séparée. Au mobilier traditionnel fait de nattes s'ajoutent souvent un lit, un matelas, des couvertures, une table et des chaises de fabrication locale. A la Côte la transformation est moins rapide. Pourtant, dans les villes, les cases traditionnelles, bien adaptées au pays, s'agrandissent, se complètent de vérandahs, de fenêtres, parfois d'un toit de tôle, inesthétique mais plus durable. La case d'argile du type des plateaux gagne l'ouest avec les migrations.

Des ustensiles et d'autres produits d'importation tendent à devenir d'un usage courant : marmite en fonte (depuis longtemps adoptée partout), cuillers, cuvettes, bols, assiettes en émail, savon (en partie de production locale), lampes à pétrole, outils, farine, vin, ainsi que des produits locaux d'usage récent : sucre, café, savon. Dans les villes cette nomenclature se complète et se diversifie.

2 — *Le niveau de vie* général de la population s'est amélioré. Pour n'en citer qu'un indice, les importations de produits alimentaires ont augmenté, de 1951 à 1955, de 43 %, les vêtements de confection de 10 %. En 1955 on estimait le revenu territorial à 103 milliards, soit 43 000 francs par an et par habitant (européens compris). Ce niveau est évidemment beaucoup plus bas qu'en Europe; il présente des différences sensibles suivant les catégories de population.

Il existe, surtout à Tananarive, une *bourgeoisie* propriétaire d'immeubles et de terres, industriels ou commerçants, fonctionnaires de hauts grades, qui vit à l'européenne. Au-dessous d'elle, des petits commerçants de brousse et des fonctionnaires inférieurs, dont la vie repose sur les bases traditionnelles avec quelques apports européens. On compte 1 800 patentes industrielles, 29 000 patentes commerciales; les très grosses entre-

prises sont assez rares : une trentaine d'industriels et une centaine de commerçants. La moitié des patentes sont délivrées dans la province de Tananarive. Les cinq-sixièmes de la bourgeoisie sont merina.

Le nombre des *salariés* s'est accru notablement. De 130 000 en 1939, il est passé à 243 000 en 1957, soit 4,5 % de la population totale et environ 12 % de la population active (enfants et vieillards déduits). Chiffre encore très faible. De plus, cette masse de travailleurs est en grande partie mouvante (due à des migrations temporaires ou saisonnières) et rurale : 75 000 sont employés dans l'agriculture, les pêches et les forêts, 48 000 dans le secteur public, 18 000 dans les industries, 18 000 dans le bâtiment et les travaux, 28 500 dans le commerce, 13 500 dans les transports, 4 500 dans les mines. 37 000 sont domestiques. Sauf dans les usines et dans les ports de Tamatave et de Diégo, il n'y a guère de prolétariat enraciné. Les syndicats, formés depuis 1936 et surtout depuis la guerre, comptent moins de 50 000 membres.

Le Code du Travail d'outre-mer (1952) a accordé la semaine de 40 heures et les congés payés. Les conflits sont rares et assez facilement réglés par l'inspection du travail. Les salaires, minimes (21 francs de l'heure en 1957 à Tananarive), permettent de manger, non d'avoir une vie aisée. D'autre part il y a dans toutes les villes, des immigrés récents, simples manœuvres, qui deviennent aisément chômeurs. Par contre une élite ouvrière (environ 30 %) se dégage par la formation technique.

Les *paysans* représentent la grande masse de la population. Leur sort est assez divers suivant les régions et les individus.

Dans le district de Manjakandriana (Imerina) on a distingué trois catégories de paysans (*Bulletin de Madagascar*, mai 1958) :

20 %, les « riches », possèdent plus de 2 hectares de rizières, 1 à 3 hectares de terrain de cultures sèches, plusieurs bœufs, des volailles, une charrue, une herse, et emploient, au moins pour les grands travaux, du personnel salarié; ils peuvent faire 100 000 francs CFA de recettes annuelles et en mettre de côté près de la moitié;

60 % forment la classe moyenne, possédant de 75 ares à 2 hectares de rizières, un hectare de cultures sèches, un bœuf, une herse, pouvant tout juste vivre par eux-mêmes;

20 % sont des paysans pauvres, obligés à travailler comme métayers ou salariés.

Ancian (*J 7*) présente, pour les paysans Betsileo d'Ambalavao

un bilan assez voisin : la moyenne vivait d'une économie de subsistance, disposant de moins de 15 000 francs CFA (1953) pour dépenses monétaires (impôt, mission, produits achetés).

La Côte Est, dans sa plus grande partie, a le bénéfice des cultures riches, mais doit acheter une partie de son riz aux plateaux. Certains peuples (Antesaka, Antandroy) complètent leur déficit par l'émigration. Ailleurs nous manquons de données sur les budgets de famille.

Les études de nutrition, encore faibles, ne permettent pas de vérifier si la population malgache, comme on l'affirme parfois, est sous-alimentée.

Dans l'ensemble, à qui revoit Madagascar à vingt ans de distance, comme Gustave Julien l'a fait en 1927, et moi-même en 1956, les transformations matérielles paraissent évidentes, parfois stupéfiantes. Mais l'île est encore très loin du niveau occidental; c'est seulement en poursuivant et en systématisant l'effort de transformation des structures et des techniques de production que le sort du malgache moyen pourra être amélioré, malgré la croissance démographique.

B. ÉVOLUTION SOCIALE

L'ethnographie de Madagascar a fait l'objet de nombreuses publications, qui sont d'ailleurs loin d'épuiser le sujet. Par contre la sociologie actuelle n'a encore suscité que de trop rares études; on ne peut donc qu'en esquisser quelques lignes générales.

La société malgache traditionnelle reposait sur les ancêtres, le clan, les « père et mère » (chef de clan et de famille), les coutumes, les tabous. Ces structures ont été bouleversées par diverses causes :

1° *le royaume merina* : En Imerina, la royauté avait diminué l'importance des clans et, dans les pays soumis ou vassaux, amoindri le prestige des rois et des castes nobles; la sécurité supprimait une grande part de l'intérêt des formations politiques antérieures (royaumes et confédérations) qui étaient en grande partie des organes de défense. Le caractère autoritaire des souverains, du Premier ministre et de leurs représentants, les gouverneurs de provinces, avait eu pour effet une décadence des structures de base (clans, tribus, et même fokon'olona) qui n'osaient plus prendre de responsabilités étendues, de



M. Ph. Tsiranana, élu président de la République, est félicité par le Haut-Commissaire général Soucaux



Le premier ministre de la République malgache

De gauche à droite, premier rang : MM. RAKOTOVELO, RANDRIANASOLO Gervais, RAKOTO Émile; SYLLA Albert, le Président Philibert TSIRANANA, RAONDRY Philibert, RESAMPA André, RAKOTOMALALA Louis.

Deuxième rang : MM. RAMANANTSOA Charles, NATAI Jean-Jacques, MIADANA Victor, RAMANGASOAVINA Alfred, FOURNIER Marcel, ANDRIAMIRADO Abdon, BOTOKEY Laurent.

Troisième rang : MM. RASIDY René, CHARLES Émile, LONGUET Paul, JARISON Jean-François, ARIDY.

(Le Ministre des Travaux Publics : M. LECHAT, est absent sur la photographie).

peur d'être en faute. De là une crainte et un respect du fanjakana (gouvernement, administration) se superposant, ou même se substituant aux sentiments révérentiels antérieurs à l'égard des ancêtres et des chefs. Le fanjakana est devenu « père et mère » à son tour;

2° *l'administration française* : elle se substitue au fanjakana merina, avec un caractère plus accentué encore d'administration directe, une extension géographique totale, une sécurité plus complète. La docilité et le respect vont se transférer à elle. Les structures ancestrales continuent de s'affaiblir. Le tort des dirigeants français aura été de se satisfaire de cette passivité et de ne pas chercher à rendre vie aux structures anciennes ou à créer des structures nouvelles pour rendre aux malgaches de la base la responsabilité de leur propre sort. C'est seulement depuis 1950 qu'un effort est commencé en ce sens et l'on s'aperçoit combien il est laborieux de triompher d'une passivité séculaire;

3° *le christianisme et l'école* : les croyances antérieures, la conception d'un monde étroit et confortable, limité au clan, au village et au tombeau, se trouvent bouleversés par des notions plus vastes et totalement neuves; la sagesse des ancêtres apparaît limitée et insuffisante pour aborder le monde moderne; le déclin de l'autorité des « ray amandreny » s'explique en partie de cette façon;

4° *les changements dans la vie matérielle* : l'économie d'échanges, la diffusion de la monnaie, les cultures commerciales, la création d'activités non rurales, les migrations, le machinisme agricole poussent à la rupture ou à la dilution des liens familiaux et claniques, faits pour une société fermée, vivant de son propre travail et d'échanges de services. Les hommes et les jeunes gens peuvent avoir désormais une autonomie économique qui les fait échapper au commandement des vieillards. Les individus, pour lesquels ne joue plus l'égalitarisme clanique ou familial, s'enrichissent ou s'appauvrissent; des classes sociales apparaissent ou se consolident;

5° *l'imitation des Européens* : les « vazaha » (européens) sont des chefs, ils sont riches (ou du moins on les suppose tels); ils disposent de connaissances et de moyens techniques prodigieux; on ne peut se hausser à leur niveau qu'en les imitant; d'où orientation vers les innovations et vers le succès individuel.

Dans l'ensemble le résultat de ces diverses forces est un

affaiblissement des structures et des autorités traditionnelles, un individualisme et une occidentalisation grandissants. Malgré tout, la société malgache reste divisée en groupes invisibles : clans, castes, peuples, auxquels s'ajoutent des divisions nouvelles : classes, églises, etc... L'évolution est d'ailleurs plus ou moins poussée suivant les peuples : on peut, en gros, distinguer : A — l'Imerina et, à un moindre degré, le Betsileo; B — les régions côtières.

A — La région centrale a commencé son évolution (effacement des clans, christianisation, scolarisation et imitation des Européens) beaucoup plus tôt et plus massivement que le reste de l'île. Une classe bourgeoise évoluée, individualiste, s'y est formée qui comprend une grande partie de l'ancienne oligarchie, mais aussi d'autres éléments plus récemment enrichis. Le commerce, l'industrie, les fonctions publiques, le pastorat et surtout la médecine ont attiré les élites autrefois dirigeantes. La famille patriarcale a cessé d'exister dans ce milieu où subsistent encore les différences de castes; l'individualisme gagne les jeunes; l'autorité paternelle et même maternelle reste cependant plus forte qu'en Europe. Dans les campagnes l'évolution est moins sensible; le fokon'olona est encore bien souvent, en fait, une subdivision de l'ancien clan; les fian-gona (temples, églises) constituent de nouvelles cellules sociales; les syndicats, les partis, les communes, les sociétés sportives, le scoutisme sont encore trop nouveaux pour être appréciés à ce point de vue. L'influence des villes grandit.

B — Dans les régions côtières, les facteurs d'évolution ont joué plus récemment et les anciennes structures ont résisté pendant longtemps. Un peu partout cependant, nous assistons aujourd'hui à leur effacement, même chez des peuples où le clan et les sanctions traditionnelles avaient gardé toute leur force : chez les Tsimihety les jeunes se soustraient par l'émigration à l'autorité du patriarche; chez les Antesaka on n'ose plus appliquer la sanction suprême, le rejet du tombeau, de crainte de voir les coupables s'en aller à jamais; chez les Antemoro la jeunesse organisée lutte contre les anciens. Dans certaines régions d'immigration de l'ouest, où les habitants appartiennent à différents peuples, on voit apparaître des créations spontanées de collectivités intertribales, avec des assemblées pouvant imposer des sanctions.

La société malgache est en pleine voie d'évolution et de restructuration. La création récente des communes autonomes

sur la base territoriale des anciens cantons pourra aider cette évolution et mettre aux collectivités locales leur avenir entre les mains.

3. La vie intellectuelle

A cette société troublée correspondent de nouvelles orientations, des connaissances et des croyances, tout un foisonnement intellectuel, qui n'en est sans doute qu'à ses débuts.

A — *Religion* : La religion traditionnelle subsiste presque intégralement dans de nombreuses régions côtières. Les christianisés eux-mêmes gardent une vénération pour le tombeau et la coutume du retournement des morts. Autour de Tananarive même on assiste depuis quelques années à des cérémonies néo-païennes autour des tombes des souverains, avec sacrifice de bœufs. Le christianisme a cependant gagné à peu près tout le centre. Dans tout gros village de l'Imerina ou du Betsileo se dressent une église catholique et un temple protestant. On trouve aussi des chrétiens dans les villes et, d'une manière plus dispersée, dans les régions côtières. En 1930 on comptait 400 000 protestants et 550 000 catholiques, ceux-ci ayant gagné les classes populaires de l'Imerina et le Betsileo, le protestantisme réunissant la majorité de la bourgeoisie merina, mais ayant essaimé un peu partout.

En 1955 on comptait 923 000 catholiques (dont 362 000 en Imerina et 283 000 dans le Betsileo) et 827 000 protestants (dont 303 000 L. M. S., 63 000 F. F. M. A., 181 000 luthériens de Norvège, 251 000 de la Mission protestante française, 21 000 anglicans). L'influence chrétienne a été notable, dans la région centrale, sur les mœurs qu'elle a contribué à rapprocher des conceptions européennes. Mais les missionnaires ne sont plus, comme au siècle dernier, les seuls Européens et les seuls modèles.

Les protestants avaient depuis longtemps des pasteurs malgaches. Les catholiques, sous l'impulsion du Pape Pie XI, sont entrés dans cette voie; deux évêques malgaches ont été consacrés. Une église protestante malgache autonome (Isananim-bolana) s'est constituée et compte près de 100 000 fidèles; elle reste très orthodoxe. Une église dissidente (Trano Zozoro), beaucoup moins importante, fait au contraire figure d'opposition. On a vu un pasteur, en 1948, faire d'Andrianampoini-

merina un prophète inspiré de Dieu et fils de David; ce n'est qu'une curieuse exception.

L'Islam ne compte guère dans le nord-ouest que 70 000 adhérents nominaux, Sakalava et Antankara, qui, pour la plupart, ignorent tout de leur religion; mais l'immigration comorienne pourrait contribuer à modifier cette situation. En 1929 certains Antemoro de Vohipeno, convertis au catholicisme, sont revenus à l'Islam de leurs lointains ancêtres, à la suite du contact pris en émigration avec les indiens musulmans; leur petit noyau (une centaine d'individus) n'a pas pris d'extension notable.

L'influence des devins-guérisseurs (ombiasy) est très loin d'avoir disparu en brousse; on s'en est aperçu lors de la rébellion de 1947. Leur rôle médical tend cependant à diminuer fortement devant l'action de la médecine régulière.

B — *Enseignement* : Pour mesurer le chemin parcouru, on peut comparer deux années : 1930, 1958.

En 1930 l'enseignement du premier degré était donné à 100 000 enfants par les écoles officielles (68 000 garçons, 32 000 filles) et par les écoles des missions (47 000 élèves pour les protestants, 38 000 pour les catholiques) : soit 185 000 élèves malgaches. Les enfants européens fréquentaient des écoles particulières (2 300 élèves).

Au deuxième degré, par lequel on accédait par examen, se trouvaient les écoles régionales, préparant le troisième degré et dispensant un enseignement général et technique de niveau moyen (1 400 élèves).

Au troisième degré, l'École Le Myre-de-Villers, à Tananarive, était divisée en sections : normale, administrative, P. T. T., médicale. De cette dernière section sortaient les élèves de l'École de médecine (140 élèves), des autres sections les fonctionnaires malgaches. L'enseignement, essentiellement orienté vers le domaine pratique, ne dépassait guère le niveau primaire supérieur. Il existait deux lycées à Tananarive, garçons et filles, essentiellement fréquentés par les Européens; les Malgaches y étaient rares; plus rares encore les étudiants (presque uniquement en médecine) envoyés en France pour faire des études supérieures.

En 1958 on compte 321 000 élèves du premier degré (184 000 garçons, 137 000 filles; 207 000 pour l'école officielle, 114 000 pour les missions), 17 000 au deuxième degré (dont 11 000 pour les missions), 6 300 à l'enseignement technique (dont 1 300 pour les missions). La distinction entre Européens

et indigènes a disparu en 1946. La proportion des enfants d'âge scolaire fréquentant l'école est de 46,5 %.

Il existe, en plus des deux lycées, 18 collèges classiques et modernes (dont 15 privés). La proportion des élèves malgaches au lycée est passée à 36 % en 1938, à 51 % en 1947, à 80 % en 1959. Les premiers éléments d'une Université sont posés à Tananarive (École de Droit, propédeutiques diverses), dont bénéficient 500 élèves. Plus de 1 000 étudiants malgaches fréquentent des Universités françaises. La formation des élites est donc en bonne voie.

La langue française est toujours la base de l'enseignement, mais, dans les premières années du premier degré, le malgache sert de point de départ, et son rôle est appelé à se développer. Le dialecte merina, seul écrit, est utilisé pour les livres scolaires et l'enseignement et tend ainsi à se répandre.

Une question grave, et non sans incidences politiques, est la disproportion de l'enseignement entre les provinces centrales et la Côte. En 1953 la province de Tananarive comptait 110 500 élèves du premier degré, les provinces de Tuléar et de Majunga chacune moins de 30 000. Une enquête faite alors sur l'analphabétisme révélait que, parmi les Merina, 65 % lisaient le malgache et plus de 25 % comprenaient le français, alors que ces proportions tombaient à 22 % et 6 % chez les Betsimisaraka, 19 % et 5 % chez les Sakalava, 11 % et 1,6 % chez les Antandroy. Quant aux étudiants de l'enseignement supérieur, ils sont merina dans leur immense majorité. D'où la « revendication d'égalité » formulée par des hommes politiques côtiers.

C — *Recherche scientifique* : Alfred Grandidier mourut en 1921 après avoir poursuivi son grand ouvrage et publié en outre la « Collection des ouvrages anciens concernant Madagascar » avec son fils Guillaume. Celui-ci continua l'œuvre paternelle jusqu'à sa mort en 1956 et compléta sa « Bibliographie de Madagascar ». Pendant 90 ans les Grandidier ont consacré à Madagascar non seulement un travail de bénédictins, mais toute leur vie et leur fortune. Comme savants polyvalents ils n'ont guère eu d'émules, sauf Raymond Decary, administrateur, zoologiste, botaniste, ethnographe et historien. Les autres chercheurs sont des spécialistes. Ils sont légion; nous n'en pouvons citer que quelques-uns :

Géologie et minéralogie : A. Lacroix, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences, et sa monumentale « Minéralogie de

Madagascar »; François Geay; Paul Lemoine; Besairie; Savorin; Duclos, et le capitaine Colcanap qui découvrit le Sakoa; on peut signaler également certains prospecteurs comme Mortages qui découvrit en 1909 le gisement aurifère d'Andavakoera, Abel Louys père du graphite malgache.

Paléontologie : Collignon, Piveteau; et surtout *Lamberton*, secrétaire perpétuel de l'Académie malgache, qui découvrit et décrivit d'innombrables fossiles.

Services médicaux : A Fontoynt, Thiroux, Girard et Robic, que nous avons déjà cités; il convient d'ajouter notamment les docteurs malgaches Ramisiray, Rakoto-Ratsimamanga; Charles Ranaivo, Raharijaona, Radaody-Ralarosy.

Zoologie : A côté de zootechniciens comme Carougeau et H. Poisson, on peut citer les océanographes G. Petit et Fourmanoir, les entomologistes Paulian, Seyrig et Hustache.

Botanique : Les deux grands noms sont : *H. Perrier de la Bathie*, grand explorateur des derniers sites inconnus de l'île, qui a laissé un herbier considérable et un volume de synthèse hardie sur la « Végétation malgache », et *H. Humbert*. Roger Heim, directeur du Museum, a étudié les champignons. Les bois ont fait l'objet de nombreux travaux, notamment de Louvel et Drouhard.

La *pédologie* a commencé avec Erhard et s'est poursuivie avec de nombreux chercheurs, entre autres Chaminade. *L'océanographie physique*, dont les marins avaient révélé certains traits, a fait l'objet d'études systématiques de Ménaché. La *géographie* a eu comme initiateur *E. F. Gautier (Madagascar, Essai de géographie physique, 1902)* qui consacra aussi à ses souvenirs de la période 1896 des pages savoureuses; Isnard, Robequain Battistini ont marqué dans ces dernières années, un renouveau des intérêts des géographes pour Madagascar. En *astronomie* et en *météorologie* le R. P. Poisson a poursuivi l'œuvre du R. P. Colin.

Les *Sciences humaines*, ethnographie et histoire, ont suscité de nombreux chercheurs, notamment (par ordre de date) Charles Renel, Charles Poirier, J. Savaron, le Dr Andriamanana (démographie), Dandouau, Ralph Linton, Chapus, le R. P. Boudou, le R. P. Dubois, H. Deschamps, L. Molet, R. Andriamanjato, Hébert, Valette, Quant à la linguistique, après les trois grands malgachisants : *Gabriel Ferrand, Hugues Berthier* et *Gustave Julien* (qui poursuivirent également des recherches ethnographiques et historiques), il faut citer J. Faublée (également

ethnologue) et les thèses audacieuses et controversées de Razafintsalama et J. Auber.

L'*Académie malgache*, créée par Gallieni, a publié un Bulletin et des Mémoires précieux pour les chercheurs de toutes disciplines. Depuis 1947 l'*Institut des Recherches Scientifiques de Madagascar* (filiale de l'ORSTOM) a, sous la direction du professeur J. Millot, dirigé les recherches de pédologie, hydrologie, botanique, géographie, chimie végétale, biologie animale, entomologie, océanographie, sciences humaines. Ses bâtiments s'élèvent à Tsimbazaza, au sud de la colline de Tananarive, au milieu d'un jardin botanique et zoologique, tableau vivant de la richesse biologique de la Grande Ile.

En 1927 dix réserves naturelles ont été créées pour la conservation de cette richesse.

Le *Service géographique* a établi des levés de la totalité du pays et entrepris des cartes régulières au 100 000^e. Les *services techniques* (agriculture, forêt, élevage) ont étudié les espèces locales, en ont introduit d'autres, effectué des croisements et des sélections, mis en œuvre des améliorations techniques.

D — *Mouvement littéraire et artistique* : Depuis Radama 1^{er} s'était créée une « intelligentsia » malgache christianisée. Mais, sauf quelques exceptions, le niveau intellectuel en était assez faible et la culture occidentale n'était guère diffusée que par les Missions, dans certaines limites. Après 1895 et surtout après la guerre de 1914 la vie intellectuelle française, avec les livres, les journaux, les revues, pénètre l'élite malgache et contribue à la former.

Le poète catalan Pierre *Camo*, longtemps magistrat à Tananarive, chanta « Les beaux jours » et « Les roses de l'Émyrne » en vers d'un rythme subtil, et influença ses amis, les jeunes poètes malgaches, qui écrivirent pour la plupart en français. La revue *18° latitude Sud* qu'il publia avec Ivan Manhès, fit connaître le plus grand d'entre eux, Jean-Joseph *Rabearivelo*. Simple correcteur d'imprimerie, en partie autodidacte, ses recueils (« La coupe de cendres », « Sylves », « Presque songes ») révèlent un sens profond de la musique des mots français, allié à la sobriété d'une forme précieuse et à un hermétisme qui va croître sans cesse avec le thème des tombeaux et celui de la mort. « Poète maudit », bien qu'il fût connu et apprécié dans les milieux littéraires en France et à l'étranger, Rabearivelo se tua en 1937. Après lui Robert-Jules Alain, Razanakoto,

Ramandraivana, Rajemisa, J. Rabemananjara produisirent, dans la *Revue des jeunes de Madagascar* une poésie plus accessible; leur propos était de « devenir de plus en plus français tout en restant foncièrement et irréductiblement malgaches ». Il s'agit, dit Rabemananjara, de créer un « humanisme franco-malgache ». En 1938 la revue *Antso* (Appel), avec F. Andriamanana, P. Rajaobelina, M. Rajaofera, puis en 1953 la revue *Tatamo* (nénuphar), avec R. Rajemisa-Raolison, E. Ch. Abraham et Flavien Ranaivo publient poèmes et proses en malgache et en français.

Certains éléments de la culture malgache avaient disparu, tels la pensée subtile des hain-teny (heureusement recueillis et traduits en 1912 par Jean Paulhan), les danses des guerriers et des jeunes gens, les chants avec protagonistes et chœurs remplacés par des cantiques et des adaptations de musique française. Les Kabary se sont maintenus dans les grandes circonstances, mais les proverbes (recueillis en 1915 par Houlder) ne se renouvellent pas; cette littérature traditionnelle semble fossilisée.

Cependant les coutumes et la civilisation des ancêtres intéressent nombre d'intellectuels. Randzavola publie ses *Fomba malagasy* et Ravelojaona ses *Firaketana*. Le théâtre, inspiré des drames de l'époque romantique et des comédies de Scribe, entrecoupés de chansonnettes et de scènes bouffonnes, est devenu un genre populaire. Plus récemment Odeam-Rakoto a créé un théâtre comique plein d'observation et d'humour.

Tout ce mouvement littéraire est purement merina, sauf quelques rares exceptions. Les autres provinces ont gardé plus complètement les danses, les chants et le folklore ancestraux.

Les arts plastiques traditionnels, déjà assez pauvres, ont à peu près disparu, sauf la sculpture des piliers funéraires qui subsiste dans le sud et produit des œuvres nouvelles, étrangement vivantes et anonymes. A Tananarive, les divers peintres et sculpteurs français envoyés comme boursiers ont laissé des disciples, dont certains ont montré un tempérament original, tels Rasolomanitra, Rasamizanany, Randriamampito; les plus connus sont cependant les aquarellistes Razanamaniraka et Ramanankamonjy, qui ont su évoquer avec bonheur et esprit les aspects de la vie quotidienne en Imerina. Les « Ateliers d'art appliqué malgache », créés par Heidman en 1929, ont répandu les techniques de la gravure, de la sculpture, des tapis, de la céramique.

E — *Sentiments* : Cette culture, que les intellectuels ont reçue de la France, sans que la société française les ait incorporés, avait donné aux intellectuels à la fois un sentiment de parenté avec la pensée française et une volonté de s'affirmer par l'autonomie. Des poèmes précieux et mélancoliques, chantant les tombes et les ancêtres, on est passé, avec l'éveil politique, au foisonnement des journaux et des partis, peu à peu regroupés en orientations d'ensemble, violemment opposés sur des opportunités, peu différents dans les désirs fondamentaux. Le sens d'une patrie malgache, limité à l'Imerina en 1895, est devenu général.

L'unité se fait dans les institutions; elle n'est peut-être pas achevée au fond des cœurs. L'évolution beaucoup plus rapide de nombreux Merina les a poussés en avant et quelque peu séparés du reste; certains intellectuels méconnaissent la brousse et, en parlant de Madagascar, ne pensent qu'à Tananarive. Des étudiants côtiers, par contre, manifestent encore des appréhensions venues de souvenirs historiques; l'un d'eux écrivait encore en 1958 : « On ne peut concevoir l'indépendance comme un changement de maîtres. » Il semble que le fonctionnement de la démocratie doive, s'il est maintenu, écarter de telles craintes; mais il y aurait danger à les ignorer et à ne pas chercher à rapprocher tous les malgaches par la culture, le sentiment et une promotion égale.

La bourgeoisie merina, qui a longtemps à peu près seule représenté la culture, trouvera d'ailleurs dans cette fraternité (qui n'est pas entièrement nouvelle, puisque Nampoina et les deux Radama l'avaient pressentie) un arrachement à soi-même qui ne peut que la rajeunir et l'enrichir.

Au conformisme des anciennes coutumes et des castes, elle avait ajouté, au XIX^e siècle, un conformisme victorien un peu étroit, un christianisme parfois trop formaliste et sans chaleur universelle; quelques-uns s'en sont évadés par le marxisme. Le « petit monde d'autrefois » fait place aujourd'hui à une patrie plus vaste, qui doit pénétrer les consciences et les volontés malgaches pour un avenir d'union et de progrès.

CONCLUSION

L'histoire de Madagascar est celle de son peuplement et de son unité. Les migrations achèvent le peuplement. L'unité vient d'être consacrée; mais il ne faudra pas oublier qu'elle suppose le maintien d'une volonté unanime, et qu'une nation, comme le disait Roupnel, est « une œuvre incessante ». Reste le problème des rapports avec le monde extérieur, ce que l'insulaire malgache désigne d'un seul mot : *an-dafy* : l'au-delà.

L'île inconnue s'élevait des flots dans une totale solitude. Un petit nombre d'espèces végétales et animales s'y étaient déployées en formes nombreuses et particulières, dans un milieu non menacé. Ainsi firent les hommes, dans ce qu'on pourrait nommer une *civilisation robinsonienne*. Les apports primitifs, indonésiens et africains, péniblement adaptés à une nature vierge, produisirent un style de vie original et quasi uniforme, dont les bases matérielles étaient étroites et la sagesse expérimentale.

Les faibles arrivées postérieures furent aisément assimilées et sans grandes conséquences, sauf dans le domaine politique où elles superposèrent aux clans les royaumes. Ceux-ci stimulèrent des peuples qui, jusque-là, en raison de l'immensité des espaces vides et faute d'attaques extérieures, menaient une existence presque néolithique et non troublée. C'est le temps des grands souverains, agitateurs des masses, moteurs de l'Histoire, unificateurs, Andriandahifotsi, Andriamandisoarivo, Ratsimilaho, Andrianampoinimerina. Aux Européens, peu nombreux, rivaux, bornés aux côtes, ils ne prirent guère que ce qui intéressait leurs desseins, et avant tout des armes.

Radama aussi pensa pouvoir se contenter de les utiliser, mais plus largement. En fait il ouvrit l'île et une ère nouvelle. Le monde extérieur pénétra la digue, humble petit filet d'eau qui menaça bientôt de devenir torrent et de submerger le monde des ancêtres. Ranavalona, violemment, referma la digue; Rainilairivony s'efforça de limiter et de régulariser le cours des innovations. Mais l'ouverture était insuffisante pour la pression des eaux; le progrès était trop lent et trop limité pour que Madagascar pût rattraper à temps le monde occidental; la différence des niveaux ne fit que s'accroître et, un jour, la digue fut brisée.

1895 vit la fin de la robinsonade. La conquête française apporta aux Malgaches, avec les courants extérieurs, le « défi » dont parle Toynbee. L'île était désormais rattachée au monde

et ses habitants obligés de s'adapter pour y conserver leur place. La calme existence du passé ne correspondait plus au bouleversement, mais seuls quelques intellectuels en prirent d'abord conscience. Les masses ne furent agitées qu'après la deuxième guerre mondiale, avec le changement des circonstances internationales et de l'attitude politique française. En 1958 la République malgache accédait à la responsabilité et à l'unité; en 1960 elle était indépendante.

L'historien n'a pas à prédire l'avenir, mais il peut encore constater le présent. Son destin a été remis au peuple malgache dans un monde transformé, envahissant, compétitif, où la sagesse protégée des ancêtres ne suffit plus, où la vigilance, l'effort, l'invention, les transformations sont autant de nécessités pour survivre. Les « civilisations robinsoniennes » de certains frères d'origine des Malgaches sont mortes de leur abandon à la facilité : les Hawaïens écrasés par l'invasion asiatique; les Formosans quasi disparus de leur île; les Moï indochinois divisés et soumis aux étrangers; les Tahitiens qui n'ont survécu que par un profond métissage.

Les Français ont occupé Madagascar, mais ne l'ont pas envahie. Le peuple malgache, pendant la période française, a doublé; il a été protégé contre les invasions asiatiques qui ont recouvert Maurice et pénétré l'Afrique orientale. Mais les foules chinoises et indiennes ne cessent de s'accroître à un rythme gigantesque et risquent de déborder vers ces zones de basses pressions démographiques de la planète qui se situent dans l'hémisphère austral. Sans doute la France reste-t-elle une alliée; 65 ans de vie commune ont tissé entre elle et Madagascar les liens d'une « fraternité du sang » qui ne cessera pas. Peut-être aussi l'ONU pourra-t-elle être utile. Mais le temps des « ray amandreny » est passé. L'indépendance ne se maintient qu'en se méritant. La civilisation des ancêtres, cette civilisation protégée, sage et heureuse, que j'ai connue et aimée, devra évoluer rapidement, sous l'impulsion de la science et des techniques modernes, si les malgaches veulent participer à la vie mondiale et demeurer les maîtres de leur ancienne retraite insulaire. Celle-ci n'est plus aujourd'hui qu'un canton faiblement peuplé et techniquement insuffisant sur une planète rétrécie, grouillante d'une humanité agitée.

Il leur faudra donc retrouver, au bout de cette Histoire, la grandeur miraculeuse de ses débuts, l'audace surhumaine des premiers ancêtres, ceux qui, sur de frêles pirogues à balancier, se lancèrent un jour, vers l'ouest, à la conquête de l'Océan inconnu.

BIBLIOGRAPHIE - SOMMAIRE

La présente bibliographie n'indique que les principaux ouvrages parmi ceux qui ont été consultés. Les livres et articles sont classés dans le chapitre qui les concerne le plus et dans l'ordre de l'exposé.

A partir du chapitre VI, en raison de l'abondance de la bibliographie, seuls ont pu être indiqués quelques livres essentiels, et aucun article de revue n'est plus mentionné.

ABRÉVIATIONS

B.A.M. : Bulletin de l'Académie Malgache

M.A.M. : Mémoires de l'Académie Malgache

B. Mad. : Bulletin de Madagascar

R. Mad. : Revue de Madagascar

MIRSM : Mémoires de l'Institut de Recherches Scientifiques de Madagascar.

ARCHIVES

1 — Inventaire des archives françaises et européennes dans : 1, volume II, p. 676 à 827. Les Archives du ministère français des Colonies ont été reclassées depuis lors.

2 — Nomenclature des archives anglaises dans Wastell (*F-14*).

3 — Archives du gouvernement malgache, Tananarive (Nomenclature dans Valette, article du *Bulletin de Madagascar*, septembre 1929).

OUVRAGES GÉNÉRAUX

1 — Guillaume GRANDIDIER. *Bibliographie de Madagascar* (4 volumes, 1905, 1906, 1935, 1957).

2 — Alfred et Guillaume GRANDIDIER. *Ethnographie de Madagascar* (4 tomes en cinq volumes, 1908 à 1928).

3 — Alfred GRANDIDIER. *Histoire de la géographie de Madagascar* (1885).

Chapitre I^{er} — LES ORIGINES

A 1 — *Atlas of Surface currents* (Navy Hydrographic Service, Washington, 1950).

A 2 — *Atlas of climatic charts of the Oceans* (Weather bureau, Washington, 1938).

- A 3 — James HORNELL, *Water transports, origins and early evolution* (Cambridge, 1946).
- A 4 — James HORNELL, *Indonesian influence on East African culture* (*Jal* of Royal Anthropological Institute, 1934, p. 305-332).
- A 5 — Vinigi GROTANELLI, *Pescatori dell'Oceano Indiano* (Rome, 1955).
- A 6 — Marie-Claude CHAMLA, *Recherches anthropologiques sur l'origine des Malgaches* (Mémoires du Muséum, Paris, 1958, 205 pages).
- A 7 — Rakoto RATSIMAMANGA, *Tache pigmentaire congénitale et origine des Malgaches* (Revue anthropologique, Paris 1940, p. 6-150).
- A 8 — Gabriel FERRAND, *Essai de phonétique comparée du Malais et des dialectes malgaches* (1909).
- A 9 — R. P. MALZAC, *Philologie comparée du malgache* (B.A.M. 1910 et 1911).
- A 10 — RAZAFINTSALAMA, *La langue malgache et les origines malgaches* (Tananarive, 1928).
- A 11 — Otto DAHL, *Malgache et Maanjan* (Oslo, 1951).
- A 12 — Solange BERNARD-THIERRY, *Emprunts sanscrits en malgache* (Mémoire inédit).
- A 13 — Robert von Heine GELDERN, *Prehistoric researches in the Netherlands Indies* (in « Science and scientist in the Netherlands East Indies ». New York 1945, p. 129-167).
- A 14 — Curt SACHS, *Les instruments de musique à Madagascar* (Paris, Institut d'Ethnologie, 1938).
- A 15 — BAUMANN et WESTERMAN, *Les peuples et les civilisations de l'Afrique* (1948).
- A 16 — BIASUTTI et autres, *Razza i popoli della terra, II Asia, III Africa* (Rome, 1955).
- A 17 — J. FAUBLÉE, *Ethnographie de Madagascar* (1946).
- A 18 — G. FERRAND, *L'origine africaine des Malgaches* (Journal Asiatique 1908, p. 353-500).
- A 19 — BIRKELI, *Les Vazimba de la Côte Ouest* (M.A.M., 1936).
- A 20 — HÉBERT, *La parenté à plaisanterie à Madagascar* (B. Mad. Mars-Avril, 1958).
- A 21 — R. P. DUBOIS, *Les origines des Malgaches* (« Anthropos », 1926, p. 22, 1927, p. 80).
- A 22 — G. COEDÈS, *Les États hindouisés d'Indochine et d'Indonésie* (Paris, 1948).
- A 23 — PANIKKAR, *Histoire de l'Inde* (Paris, 1958).
- A 24 — Gabriel GRAVIER, *La cartographie de Madagascar*, (1896).

- A 25 — E.-F. GAUTIER, *Quatenus Indici Oceanis pars quae ad Africam pertinet graecorum et homeritarum navibus patuerit* (Paris, 1902).
- A 26 — *Ptolemei geographia* (Ed. Karl Müller).
- A 27 — *Periplus Maris Erythraei* (Ed. Karl Müller : *Geographi graeci minores*, I, 267).
- A 28 — GUILLAIN, *Documents sur l'Afrique orientale* (Paris, 1845).
- A 29 — H. PERRIER DE LA BATHIE, *La végétation malgache* (Annales du Musée Colonial de Marseille, 1921).
- A 30 — H. PERRIER DE LA BATHIE, *Les plantes introduites à Madagascar* (Revue de botanique appliquée et d'agriculture tropicale (1931-1932)).
- A 31 — E. PORTÈRES, *Les appellations des céréales tropicales* (ouvrage en préparation).

Consulter également : 2.

Chapitre II — LES NOUVELLES ARRIVÉES

- B 1 — G. FERRAND, *Les îles Ramny, Lamery, Waq-Waq, Komor des géographes arabes, et Madagascar* (Journal Asiatique, 1907, p. 433-500).
- B 2 — G. FERRAND, *Le Kouen-Louen et les anciennes navigations interocéaniques dans les Mers du Sud* (Journal Asiatique 1919, tomes XIII et XIV).
- B 3 — G. FERRAND, Article « Madagascar » dans l'« Encyclopédie de l'Islam » (1936, vol. III).
- B 4 — L. M. DEVIC, *Le pays des Zendj d'après les écrivains arabes* (Paris, 1883).
- B 5 — W. H. INGRAMS, *Zanzibar, its history and its people* (London, 1931).
- B 6 — R. COUPLAND, *East Africa and its invaders* (Oxford, 1938).
- B 7 — Sir John GRAY, *A History of Kilwa* (Tanganyika notes and records, 1951-1952).
- B 8 — A. GEVREY, *Essai sur les Comores* (Pondichéry, 1870).
- B 9 — AUBER, *Histoire de l'Océan Indien* (1955).
- B 10 — Ch. POIRIER, *Terre d'Islam en Mer Malgache* (Nosy Manja) (B.A.M., 1954, n° spécial, p. 71-116).
- B 11 — M. MILLOT, *Les ruines de Mahilaka* (B.A.M., 1912, p. 283-288).
- B 12 — M. MILLOT, *Les perles de Zenaga* (MIRSM, 1952).
- B 13 — P. GAUDEBOUT et E. VERNIER, *Note sur une campagne de fouilles à Vohémar, Mission Rasikazy, 1941* (B.A.M., 1941, p. 100-114).

- B 14 — P. GAUDEBOUT et E. VERNIER, *Les Rasikajy dans la presqu'île de Masoala* (B.A.M. 1942-1943, p. 187-191).
- B 15 — Paulette MARQUER, *Étude anthropométrique des ossements provenant de sépultures « Arabes » de la région de Vohémar* (B.A.M., 1947-1948, p. 68-80).
- B 16 — G. FERRAND, *Les voyages des Javanais à Madagascar* (Journal Asiatique, 1910, p. 281-330).
- B 17 — G. FERRAND, *Les Musulmans à Madagascar et aux îles Comores* (Paris, tome I, les Antaimorona).
- B 18 — G. JULIEN, *Pages Arabico-Madécasses* (I, Annales de l'Académie des Sciences Coloniales, 1929, p. 1-123 — II, 1933, Challamel — III, 1942, Bibl. Grandidier).
- B 19 — J. Ph. ROMBAKA, *Tantaran' drazan' ny Antaimoro Antaiony* (Tananarive, L.M.S., 1933).

Consulter également : 2, A3, A4, A22, A29, A30.

Chapitre III — LES EUROPÉENS AUTOUR DE L'ÎLE

- C 1 — Alfred et Guillaume GRANDIDIER, *Collection des ouvrages anciens concernant Madagascar* (1903 à 1920) : Tome I : 1500 à 1613 — Tome II : 1613 à 1640 — Tome III : 1640 à 1716 — Tome IV : *Drury* — Tome V : 1718 à 1800 — Tome VI : complément — Tome VII : Français de 1604 à 1658 — Tome VIII : FLACOURT : *Histoire de la Grande île de Madagascar* — Tome IX : FLACOURT : *Relation de la Grande île de Madagascar* (1642-1660) et François MARTIN : *Mémoires* (1665-1668).
- C 2 — A. KAMMERER, *La découverte de Madagascar par les Portugais* (Lisbonne, 1950).
- C 3 — R. P. NACQUART, *Mission à Madagascar, journal et lettres* (Mémoires de la Congrégation de la Mission Lazariste) : Tome IX, 1866).
- C 4 — Souchu de RENNEFORT, *Histoire des Indes orientales* (1688)
- C 5 — (Carpeau du SAUSSAYE), *Voyage à Madagascar de M. de V... (en 1663, paru en 1722)*.
- C 6 — Henri FROIDEVAUX, *Le commerce français à Madagascar au XVIII^e siècle* (1905)
- C 7 — Henri FROIDEVAUX, *Histoire de Madagascar avant 1815* (in « Histoire des Colonies françaises de Hanotaux et Martineau, Tome VI, 1933).
- C 8 — Sonia HOWE, *L'Europe et Madagascar* (1936).
- C 9 — Hubert DESCHAMPS, *Les pirates à Madagascar aux XVII^e et XVIII^e siècles* (1949).
- C 10 — POUGET DE ST. ANDRÉ, *La colonisation à Madagascar sous Louis XV* (1886).

- C 11 — FOURY, *Maudave et la colonisation de Madagascar* (1956).
 C 12 — BENYOWSKY, *Mémoires et Voyages* (1791).
 C 13 — CULTRU, *Un empereur de Madagascar au XVIII^e siècle, Benyowsky* (1906).
 C 14 — MAYEUR, *Voyage au pays d'Ancove* (B.A.M., 1913) — *Voyages dans le Nord et au pays des Séclaves* (B.A.M., 1912).
 C 15 — DUMAINE, *Mémoires sur Madagascar* (1792) — *Voyage au pays d'Ankay* (1790). (in *Annales des Voyages*, 1810).
 C 16 — Abbé ROCHON, *Voyage à Madagascar et aux Indes orientales* (1791).
 C 17 — CHAPELIER, *Lettres* (B.A.M., 1905-1906).

Chapitre IV — LES ROYAUMES MALGACHES

- D 1 — G. GRANDIDIER, *Histoire politique et coloniale [de Madagascar]* (3 tomes — Tomes I et II, Histoire des Merina — Tome III fascicule I, en collaboration avec R. DECARY, *Histoire des peuples non Merina* (1958).
 D 2 — G. MONDAIN, *L'Histoire des tribus de l'Imoro au XVII^e siècle, d'après un manuscrit arabico-malgache* (Paris, 1910).
 D 3 — H. DESCHAMPS et S. VIANÈS, *Les Malgaches du sud-est* (1959).
 D 4 — FONTOYNOT et RAOMANDALY, *Les Antaifasy* (B.A.M., 1939).
 D 5 — H. DESCHAMPS, *Les Antaisaka* (1938).
 D 6 — E. FAGERENG, *Dynasties Zafindravola et Andrevola* (B.A.M., 1944-1945, et 1947-1948).
 D 7 — MICHEL, *Mœurs et coutumes des Bara* (M.A.M., 1957).
 D 8 — M. GUILLAIN, *Documents sur l'histoire, la géographie et le commerce de la partie occidentale de Madagascar* (Paris, 1845).
 D 9 — E. FAGERENG, *Histoire des Maroserana du Menabe* (B.A.M., 1947-1948, p. 115-135).
 D 10 — H. RUSILLON, *Généalogies Sakalava* (B.A.M., 1922-1923, p. 169-185).
 D 11 — J. V. MELLIS, *Volamena et Volafotsy* (Tananarive, 1938).
 D 12 — DUMAINE, *Idée de la Côte occidentale de Madagascar* (in Malte Brun : *Annales des Voyages*, 1810, p. 20-52).
 D 13 — A. LAPORTE, *Histoire des royaumes Sakalava et Antankarana et du pays Tsimihety* (monographie dactylographiée, sans date, à l'I.R.S.M.).
 D 14 — MAGNES, *Essai sur les institutions et coutumes Tsimihety* (Bulletin de Madagascar, octobre 1953).

- D 15 — ARDANT DU PICQ, *Les Tanala de l'Ikongo* (Revue des Troupes coloniales, 1932).
- D 16 — H. M. DUBOIS (R. P.), *Monographie des Betsileo* (Paris, 1938).
- D 17 — R. P. CALLET, *Tantaran'ny Andriana eto Madagascar* (3^e édition, Tananarive, 1908, 2 vol.) (1^{re} édition 1873. Traduction du premier volume par l'Académie malgache, 1935-1956).
- D 18 — R. P. MALZAC, *Histoire du royaume Hova* (Tananarive, 1912).
- D 19 — C. SAVARON, *Contribution à l'Histoire de l'Imerina* (B.A.M., 1928) — *Notes d'Histoire Malgache* (B.A.M., 1931).
- D 20 — CHEFFAUD, *Note sur la chronologie des rois d'Imerina* (B.A.M., 1936).
- D 21 — *Voyage de Hugon* (Annales des Voyages, Tome XIV, 1811, p. 88-92).
- D 22 — A. DANDOUAU et G. S. CHAPUS, *Histoire des Populations de Madagascar* (Paris, 1952).

Consulter également : 2, B 17, B 19, C 1 (VIII, IX), C 9 (Betsimisaraka), C 14, C 15.

Chapitre V — LA CIVILISATION DES ANCÊTRES

- E 1 — R. ANDRIAMANJATO, *Le Tsiny et le Tody dans la pensée malgache* (Paris, 1957).
- E 2 — MOLET, *Le bain royal à Madagascar* (Tananarive, 1956).
- E 3 — H. BERTHIER, *Notes et Impressions sur les mœurs et coutumes du peuple malgache* (Tananarive, 1953).
- E 4 — DECARY, *Mœurs et coutumes des Malgaches* (Paris, 1951).

Consulter également : 2, A 17, D 16, D 17, F 12.

Chapitre VI — LE ROYAUME DE MADAGASCAR

- F 1 — G. S. CHAPUS, *80 ans d'influence européenne en Imerina* (1925).
- F 2 — R. P. BOUDOU, 1) *Les Jésuites à Madagascar au XIX^e siècle* (2 vol., 1942), 2) *Le meurtre de Radama II* (M.A.M., 1938).
- F 3 — G. MONDAIN, *Un siècle de mission à Madagascar* (1920).
- F 4 — J. CHAUVIN, *Jean Laborde* (M.A.M., 1939).
- F 5 — DAMA NTSOHA (Razafintsalama) : *Histoire politique et religieuse des Malgaches* (1955).
- F 6 — R. DECARY, *Sainte-Marie de Madagascar sous la Restauration* (1937).

- F 7 — René GIRAULT, *La Charte Lambert* (Diplôme d'Études Supérieures d'Histoire, manuscrit, Sorbonne).
- F 8 — Sonia HOWE, *L'Europe et Madagascar* (1936) (même ouvrage que C 8).
- F 9 — ELLIS, 1 — *History of Madagascar* (2 vol. 1838), 2 — *Three visits to Madagascar* (1859), 3 — *Madagascar revisited* (1867).
- F 10 — FONTOYNONT et NICOL, *Les traitants français de la Côte Est de Madagascar* (M.A.M., 1946).
- F 11 — G. MONDAIN, *Documents historiques malgaches* (M.A.M., 1928).
- F 12 — G. JULIEN, *Institutions politiques et sociales de Madagascar* (2 vol., 1908).
- F 13 — Ida PFEIFFER, *Voyage à Madagascar* (1862).
- F 14 — R. I. P. WASTELL, *British Imperial policy in relation to Madagascar* (Manuscrit — University of London, 1944).
- F 15 — LACAILLE, *Connaissance de Madagascar* (1863).
- F 16 — CARAYON, *Histoire de l'établissement français de Madagascar pendant la Restauration* (1845).
- F 17 — R. P. de la VAISSIÈRE, *Histoire de Madagascar* (2 vol., 1884).
- F 18 — Passfield OLIVIER, *Madagascar* (London, 1886, 2 vol.).
- F 19 — G. S. CHAPUS et G. MONDAIN, *Rainilaiarivony, un homme d'état malgache* (Paris, 1953).
- F 20 — H. d'ESCAMPS, *Histoire et Géographie de Madagascar* (1846 et 1884 — La première édition sous le pseudonyme de Macé-Descartes).
- F 21 — *Affaires Étrangères : Affaires de Madagascar* (1881-1883).
- F 22 — G. HANOTAUX, *L'affaire de Madagascar* (1896).

Consulter également : D 1, D 8, D 17, D 18.

Chapitre VII — MADAGASCAR AVANT 1895

- G 1 — MARTINEAU, *Madagascar en 1894*.
- G 2 — P. LAUNOIS, *L'État malgache et ses transformations avant le régime français* (1932).
- G 3 — G. FÉNARD, *Les indigènes fonctionnaires à Madagascar* (1939).
- G 4 — L. CATAT, *Voyage à Madagascar* (1889-1890).
- G 5 — E. ANDRÉ, *De l'esclavage à Madagascar* (1899).
- G 6 — J. SIBREE, *Madagascar et ses habitants* (1870).

G 7 — J. SIBREE, *Fifty years in Madagascar* (1928).

G 8 — SAVARON, *Souvenirs* (1937).

Consulter également : 2, D 1, D 4, D 5, D 6, D 8, D 9, D 13, D 15, D 16, D 18, F 1, F 2, F 12, F 19 et la revue *Antananarivo Annual*.

Chapitre VIII

DU RÉGIME FRANÇAIS A LA RÉPUBLIQUE MALGACHE

H 1 — DUCHESNE, *Rapport sur l'expédition de Madagascar* (1877).

H 2 — X..., *Histoire militaire de Madagascar* (1931).

H 3 — D'ANTHOUARD et RANCHOT, *L'expédition de Madagascar* (1930).

H 4 — E. F. KNIGHT, *Madagascar in War time* (1896).

H 5 — Alain MEYER, *Madagascar du 30-9-1895 au 28-9-1896* (Diplôme d'Études supérieures d'Histoire. Dactylographié. Sorbonne, 1959).

H 6 — E. F. GAUTIER, *Trois Héros* (Rainandriamampandry) (1931).

H 7 — Jean CAROL (Lafaye), *Chez les Hova* (1898).

H 8 — André LEBON, *La Pacification de Madagascar* (1928).

H 9 — G. GRANDIDIER, *Gallieni* (1931).

H 10 — H. DESCHAMPS et P. CHAUVET, *Gallieni, Pacificateur* (1949) (extrait des œuvres de Gallieni, avec une introduction et des notes).

H 11 — GALLIENI, *Madagascar de 1896 à 1905* (Rapport général — 2 volumes dont un d'annexes).

H 12 — GALLIENI, *9 ans à Madagascar* (1908).

H 13 — GALLIENI, *Lettres de Madagascar* (1928).

H 14 — LYAUTEY, *Lettres du Tonkin et de Madagascar* (1920).

H 15 — LYAUTEY, *Lettres du sud de Madagascar* (1935).

H 16 — Jacques BOURRAUX, *Les concepts économiques de la politique coloniale de Gallieni* (Diplôme d'Études Supérieures d'Histoire. Dactylographié, Sorbonne, 1959).

H 17 — Capitaine CONDAMY, *La conquête du Menabe* (1904).

H 18 — AUGAGNEUR, *Erreurs et brutalités coloniales* (1927).

H 19 — LOISY, *Madagascar, étude économique* (1914).

H 20 — H. GARBIT, *L'effort de Madagascar pendant la guerre* (1919).

H 21 — M. OLIVIER, *Six ans de politique sociale à Madagascar* (1931).

- H 22 — DELÉLÉE-DESLOGES, *Madagascar depuis 1906* (in : « Histoire des Colonies Françaises » de Hanotaux et Martineau, Tome VI, 1933, déjà cité à C 7).
- H 23 — R. CROFT-COOKE, *The blood red island* (1953).
- H 24 — A. ANNET, *Aux heures troublées de l'Afrique Française* (1952).
- H 25 — Raymond RABEMANANJARA, *Histoire de la nation malgache* (1952).
- H 26 — Raymond RABEMANANJARA, *Madagascar sous la Rénovation malgache* (1953).
- H 27 — P. BOITEAU, *Madagascar. Contribution à l'Histoire de la nation malgache* (1958).
- H 28 — O. MANNONI, *Psychologie de la Colonisation* (1950).

Consulter également : D 1, D 15, D 18, F 2, F 3, F 19, G 7, G 8, et les revues, notamment : *Notes, Reconnaissances, Explorations; Revue de Madagascar; Bulletin Économique de Madagascar; Bulletin de Madagascar.*

Chapitre IX

ÉVOLUTION DU PAYS ET DES HOMMES (1895-1958)

- J 1 — *Encyclopédie Maritime et Coloniale, Madagascar-Réunion* (2 vol. 1947).
- J 2 — H. ISNARD, *Madagascar* (1955).
- J 3 — Ch. ROBEQUAIN, *Madagascar et les bases dispersées de l'Union Française* (1952).
- J 4 — HATZFELD, *Madagascar* (1952).
- J 5 — L. CHEVALIER, *Madagascar, population et ressources* (1952).
- J 6 — H. DESCHAMPS, *Les migrations intérieures à Madagascar* (1959).
- J 7 — ANCIAN, *Budget et niveau de vie des cultivateurs Betsileo* (1953, ronéotypé).
- J 8 — G. CONDAMINAS, *Fokon'olona et communautés rurales en Imerina* (1960).

Consulter également : 2, H 11, H 19, H 27, et les revues indiquées au chapitre précédent, plus : *Marchés Coloniaux*, 1954 et 1957, nos spéciaux sur Madagascar; *Cahiers Charles de Foucauld*; *Esprit*, février 1948; *Le monde non chrétien*; *Annuaire Statistique de Madagascar*; *Mémoires de l'I.R.S.M.*

INDEX ALPHABÉTIQUE

— Les noms propres (personnes, noms géographiques, peuples) commencent par une majuscule et sont en caractères ordinaires.

Les noms communs commencent par une minuscule et sont en italiques.

Les nombres qui suivent indiquent le numéro de la page; sont en italiques les numéros essentiels concernant le nom indexé.

Les principaux noms malgaches sont suivis, entre parenthèses, de leur prononciation approximative en français et, pour les noms communs, de leur traduction.

Noter que les finales *a*, *o* et *i* (écrit *i* ou *y*), que nous figurons par un *e* muet dans la prononciation, sont en réalité très légèrement prononcées. Il en est de même des lettres placées entre crochets (les prononcer presque comme un *e* muet).

Le *e* final est toujours prononcé (é), de même que les finales *eo*, *ia*, *ay*, *oy*.

Le *s*, plus ou moins chuinté suivant les dialectes, sera noté *sh*.

Le *tr* et le *dr*, sons très particuliers, sont notés *thr* et *dhr*.

Le *gn*, existant dans de nombreux dialectes, est figuré par *ñ*.

Pour éviter la nasalisation, les *m* et le *n* ont été doublés dans la prononciation figurée.

A

- Abinal (R. P.), 218.
Abraham (E. Ch.), 312
Académie Malgache, 246, 311.
Aden, 27, 30, 41.
administrateurs, 247, 258, 277, 300.
administration, 181, 200, 203-206, 246-248, 255, 258, 259, 261, 277, 280.
Africains, 18, 21, 23, 24, 25, 26, 46-47, 57, 182, 253.
Afrique (Côte Est d'), 14, 26, 27 à 29, 40, 42, 43, 58, 65, 107-108.
agriculture 36, 37, 91, 105, 106, 130, 168, 209-210, 253, 276-277, 280, 283, 284-285.
Alain, 311.
Alaotra (Alaoutre), 56, 74, 108, 191, 192, 239, 257.
Alasora (Alashoure), 115.
Albrand, 158.
Albuquerque, 63.
Alitavaratri, 53.
Alivoajiry, 53.
aloalo (alouale : poteau mortuaire), 137.
Ambahive : voir Sandrananta.
Ambaniandro (ammbaniandredre) 116 (voir Merina).
Ambanivolo, 106.
ambassades, 166, 174, 185.
Ambatomanga, 109, 122, 126, 153.
Ambatondrazaka (Ammbatoundrazake), 192.
Ambiki, 194, 241-242.
Ambilobe (Ammbiloubé), 48, 102.
Amboalambo (ammboulamambe) : 116 (voir Merina).
Ambodirano, 117, 122.

- Ambohidratrimo (Ammbouhidhrathrime), 119, 122.
 Ambohihoki, 122.
 Ambohimga (Ammbouhimga) 116, 119, 121, 127, 175, 238.
 Ambohimanga du Sud, 110, 160, 200.
 Ambohitrabiby, 115, 116, 119, 121.
 Ambolo (Ammboule), 71, 73, 95, 197.
 Ambongo (Ammbounngue), 47, 101, 105, 170, 194, 241.
 Ambositra (Ammboushthre), 126, 153, 191.
 Ambovombe (Ammbouvoumbé), 243.
 Amérique, américains, 78, 82, 91, 179, 250.
 Ampandrana : voir Ifandra.
 Amparihi, 245.
 Ampasindava (Ampashinndave) 46, 64, 65, 84, 102, 184, 185, 186, 229.
 Ampatres : voir Antandroy.
 Anachimoussi, 68.
 Anakara, 52, 53, 57, 93, 123, 158, 161.
 Analalava, 101, 240.
 Analamanga, 116.
 an-dafy (anndafe : au-delà), 315.
 Andavakoera, 285, 310.
 andevo (anndève : esclave).
 Andevoranto, 107, 169.
 Andohalo (Andouhale), 144, 190.
 Andrabe, 245.
 Andrantsay : voir Vakinaratra.
 Andrebakara, 94.
 Andrevola, 55, 96, 196.
 Andriamahatindriarivo, 101.
 Andriamanalina, 110.
 Andriamanalina, 112, 113.
 Andriamanalina II et III, 113.
 Andriamanalinarivo, 123.
 Andriamanana, 310.
 Andriamandazoala, 97, 99.
 Andriamandisoarivo (Anndriamandishouarive), 100, 103.
 Andriamandresi, 94, 97, 99.
 Andriamanelo, 114, 115.
 Andriamanetriarivo, 100.
 Andriamanjato, 275, 310.
 Andriamary, 122.
 Andriamarolo, 94.
 Andriamasinavalona (Anndriamash[i]nvalne), 117-118, 124, 127, 145.
 Andriamatahitany, 110.
 Andriambaloalina, 96.
 andriambaventy (anndriambavente : notable, magistrat), 145, 203, 205.
 Andriambelomasina, 119.
 Andriamboaziribe, 53.
 Andriamihaja, 165.
 Andriamisara, 97, 99.
 Andriampanoha, 244.
 Andriampianarana, 112.
 andriana (anndrine : noble, seigneur), 55, 56, 114, 116, 117, 140, 164, 165, 202, 223.
 Andrianamboatsimarofy, 90, 122.
 Andrianamboniarivo, 100.
 Andrianampoinimerina (Andrianampouinimerne) 90, 91, 93, 101, 109, 110, 112, 113, 119-127, 144, 146, 147, 164.
 Andrianamponga, 56.
 Andriandahifotsi (Anndriandahifoutse), 94, 99.
 Andriandravindravina, 56.
 Andrianerinerina, 56.
 Andrianiveniarivo : voir Tsi-tavana.
 Andrianjafy, 119.
 Andrianjaka (Anndrianndzake) 116-117, 127.
 Andrianjalahy, 240.
 Andrianony, 121.
 andrianoni (roi suprême des antemoro), 93.
 Andrianonindrinarivo, 112.
 Andriantsilavo, 125.
 Andriantsimeto Ranaha, 53.
 Andriantsimitoviaminandriandehibe, 117.
 Andriantsirotsa, 102.
 Andriantsitakatrandriana, 117.
 Andriantsoli (Anndriantsoul[i]), 159-160.

- Andriba, 230.
 Andringitra, 35.
 Androka, 64.
 Androy (Anndhrouye : pays des ronces, extrême sud de l'île), 95, 170, 243, 285.
 Androna (Anndhroune), 35, 101.
angady (anngade : bêche malgache), 125, 130.
 Angeleau, 68, 69.
 Anglais, 65-66, 77, 78, 83, 86, 154-155, 156, 158, 161, 166, 172, 174, 179, 183, 185, 188, 218-221, 264-265.
 Angontsi, 81, 82.
 Anjoati, 102 : voir aussi Onjatsi.
 Anjzorobe (Anndzouzouroubé) 109, 122, 124, 234.
 Ankay (Annkaye : gradin intermédiaire, région de Moramanga) 109.
 Ankarana (Annkarne : extrême Nord de l'île) 101, 103, 193.
 Ankaratra (Ankar[aj]tre), 35, 120, 123, 191, 234, 239.
 Ankavandra, 194.
 Ankazoabo, 196.
 Ankazobe, 191, 234.
 Ankova (Annkouve : pays des Hova) : voir Imerina.
 Annet, 264, 265.
annexion, 236, 275.
 Anorotsangana, 101, 160, 170-171, 194.
 Anosi (Anoush : pays des Antanosi), 50, 55, 64, 67-76, 170.
 Anosibe, 192.
 Antaimoro : voir Antemoro.
 Antaisaka : voir Antesaka.
 Antalaha (Anntalah), 48, 284.
 Antalaotes ou Antalaotra (Anntalote), 44 à 46, 52, 93, 100, 101, 129, 159-160, 171, 216.
 Antambahoaka (Anntambahou[aj]ke), 49-50, 93.
 Antananarivo : voir Tananarive.
 Antanandro, 99.
 Antandroy (Anntandrouye), 54, 68, 78, 95, 144, 170, 197, 243, 245, 293.
 Antandrona, 102.
 Antankara (Anntankare), 90, 102-103, 158, 160, 171, 174, 186, 193, 240.
 Antanosi (Anntanoushe), 18, 49-50, 64, 68-76, 80-81, 94-95, 158, 170, 186, 195, 197, 242, 243, 245, 296.
 Antavaratri, 95, 197.
 Antefasi (Anntéfashe), 93, 158, 170, 198, 244, 269.
 Antehiroka, 116, 122.
 Antemahazo, 52, 53, 93.
 Antemailaka, 105.
 Antemanambondro (Anntémanamboundre), 94, 197, 244-245.
 Antemaroa, 105.
 Antemoro (Anntémoure), 48, 50, 51-53, 57-58, 73, 92-93, 110, 123, 140, 141, 144, 158, 198, 269, 308.
 Anteoni, 52, 53, 93.
 Antesaka (Anntéshake), 18, 73, 93, 94, 158, 170, 195, 197-198, 200, 244-245, 269, 292.
 Antesambo, 52, 53, 93.
 Antevandriki, 50.
 Antevato, 94.
 Antevondro, 97, 195, 200.
anthropologie physique : voir races.
 Antongil (Antongil), 44, 63, 65, 68, 74, 75, 77, 79, 80-82, 84, 105, 106, 107, 158.
 Antsirabe (Anntsirabé), 177, 191, 234, 256, 257, 298.
 Après de Manneville (d'), 89.
 Arabie, 27, 30.
 Arabes, 24, 30, 40, 41, 42 à 44, 52, 57, 58, 85, 104, 224.
 Arindrano, 68, 112, 123.
armée : 112, 125, 147, 148, 155-156, 169, 182, 207-208, 229-230, 231, 239, 241, 247, 256, 269-270.
armes : 85, 91, 113, 115, 116, 148, 156, 182, 207, 269.
artisanat : voir techniques
arts, 22, 23, 137, 224, 312.
 Assada : 66, voir aussi Nossi Bé.
Assemblées locales, 256-257, 258, 262, 266, 273-275.

assimilation 247, 250, 256, 259, 261, 262, 263, 272, 274, 286.
assistance médicale : voir *santé*.
 Assolant, 259, 264.
 Augagneur, 255-256.

Avaradrano, 117.
 Avery, 77.
aviation, 259, 278-279.
 Azania, 30, 31, 32.

B

Bali, 84, 169.
banques, 214, 257, 280.
 Bantous : voir *Africains*.
 Bara (Bare), 18, 47, 55, 68, 96-97, 160, 170, 188, 192, 195-196, 243, 244-245, 247, 296.
 Bararatavokake, 97.
 Bargues, 272-273.
 Baron, 218.
bateau : voir *navigation*.
 Baudais, 184.
 Bealanana, 193, 240.
 Beausse (de), 71.
 Bedoki, 158.
 Befandriana, 193, 240.
 Befanoha, 245.
 Befotaki, 245.
 Behaim (Martin), 59.
 Bemazava, 105, 160, 171, 194.
 Bemihisatra, 105, 194.
 Bengi, 94, 97.
 Benyowski, 81-83, 102.
 Bernard, 291.
 Berthier, 52, 187, 310.
 Besairie, 310.
 Besson, 187, 233, 240, 244.
 Betafo, 123.
 Betanimena, 106, 107.
 Béti, 80.
 Betroki (Béthrouke), 96, 97, 195, 243.
 Betsiboka (Bétsibouke), 100, 101, 160, 191, 194, 195, 230.

Betsileo (Bétsilé), 55, 68, 111-113, 123, 124, 134, 140, 145, 169, 191-192, 195, 206, 219, 220, 293.
 Betsimisaraka (Bétsimisharke), 79, 80, 83, 87, 105-108, 144, 156, 158, 169, 192-193, 233, 269.
 Betsimitatatra (Bétsimitatetre), 114, 280.
 Betsiriry (Bétsirire), 241, 285.
 Bezanozano (Bézanezane), 90, 109, 120, 122, 153, 156, 192.
 Bimaro : voir *Vohémar*.
 Binao, 194.
 Blévec, 158.
bœuf : voir *élevage*.
 Boina (Bouine), 46, 64, 84, 100-101, 103-105, 126, 159-160, 194.
bois : voir *forêts*.
bokim-panjakana (boukimpanndzakane : registre administratif), 181.
 Bombetoka (Bommbétouke), 65, 77, 79, 84.
 Bompard, 187.
 Boothby, 66.
 Bornéo : voir *Indonésie*.
 Bosy, 193, 240.
bouddhisme, 42.
 Boudou (R. P.), 310.
 Bouki, 59.
 Bourbon (île) : voir *Réunion*.
 Bourdaise, 72.
 Bouvié (de), 240.
 Brady, 155, 158.
 Brunet, 188.

C

Cabral, 63.
café : voir *agriculture, commerce*.
 Caldwell, 174.

Callet (R. P.), 35, 56, 218.
 Cameron, 162.
 Camo, 311.

- Campan, 196.
canoës : voir *navigation*.
 Cantino, 63.
 Carayon, 158.
 Carol, 238.
 Caron, 74, 75.
 Carougeau, 310.
castes, 52, 140, 141, 143, 181, 203, 223, 306.
 Catat, 217, 280.
catholiques : voir *missions*.
 Cauche, 67.
 Cayla, 258, 259, 264.
 Cazet (M^{sr}), 219.
 Ceylan : voir *Inde*.
 Champmargou, 72-75.
 Chapelier, 91.
 Chapus, 310.
 Chardenaux, 83, 154.
 Charpentier, 73.
 Charles I^{er}, 66.
 Charles X, 166.
 Charles Émile, 273.
chasse, 130, 282.
chemins de fer : voir *transports*
 Cheigné (de), 270.
 Chinois, 40, 43, 46, 47, 216, 253, 280, 299, 301.
christianisme : voir *missions*.
clans, 37, 92, 106, 117, 120, 124, 125, 135, 139, 140, 143-144, 175, 203, 222, 223, 248, 304, 306.
 Clavel, 240.
 Colbert, 73.
 Colin (R. P.), 218, 232.
colons, 124, 129, 191, 195, 210, 216, 252-253, 254, 262, 276-277, 299-300.
 Combes, 239.
 Commerson, 89.
commerce, 43, 46, 84-85, 104, 120, 126, 133, 166, 167, 175, 190, 212-214, 280-281, 286-289.
communes, 273, 277, 306.
communistes, 263, 273.
 Comoriens, 44, 108, 216, 297, 299, 301, 275.
 Comores, 14, 43, 44, 52, 58, 107-108, 156, 256, 266.
 Condent, 78.
concessions : voir *foncier (régime)*.
 Coppet (de), 259, 260, 264, 267, 270.
 Coroller, 107, 156.
corvée, 125, 146, 167, 173, 203, 209, 251, 256, 258, 276.
 Cossigny, 79, 83.
 Cousins, 218.
coutumes : voir *société, justice, ethnographie, foncier (régime), fomban-drazana*.
cultures : voir *agriculture*.
 Cunha (Tristan da), 46, 47, 63.

D

- dady* (dade : reliques royales sakalava), 144.
 Dahl, 24, 28, 40.
 Dalmond (M^{sr}), 169, 218.
 Dandouau, 310.
 Danois, 87.
danse : voir *arts*.
 Daraffi, 48, 53.
 Dauphine (île), 76.
 David, 79.
 Davidson, 219.
 Decary, 309.
deka (dékan : aide de camp), 165, 182.
délégations financières : voir *assemblées locales*.
démographie : voir *population*.
 Deschamps (P.), 249.
 Dian Manaña, 72.
 Dian Mananzac, 80.
 Dia-Nampoina : voir *Andrianampoinimerina*.
 Dian Ramaka, 69.
 Dias (Diogo), 63.
 Diego Suarez, 64, 77, 103, 186, 187, 193, 201, 216, 240, 258, 264, 298.
domaines : voir *foncier (régime)*.
drapeau, 100, 269, 275.
droit : voir *justice, fomban-drazana*.
 Drury, 78, 100.

Dubois (R. P.), 24, 310.
 Duchesne, 231, 232, 233.
 Duclerc, 185.
 Dumaine, 90, 104, 120.

Dumas, 80.
 Dupré, 174, 176.
 Dussac, 263.
 Duveau, 273.

E

économie, 34-35, 129-134, 209-214, 250-254, 272, 276-289.
écriture, (voir aussi *sorabe*), 51, 93, 123, 137, 161.
 Edrissi, 25, 40.
élevage, 36, 91, 115, 130-131, 168, 211, 277, 283-284.
 Ellis, 172, 173, 174, 176, 218, 219.
 England, 78.
enseignement, 161, 220-221, 249-250, 255, 257, 262, 308-309.

Escamps (d'), 184.
esclavage, 40, 46, 64, 65, 68, 78, 79, 85-87, 104, 107, 109, 112, 119, 120, 126, 140, 147, 148, 155, 166, 170, 172, 182, 190, 191, 194, 215, 216, 223-224, 234.
ethnographie, 21 à 23, 310.
 Etienne, 72, 73.
européens : voir *population non malgache, portugais, anglais, hollandais, colons*.
exequatur, 187.

F

fady (fade : tabou, interdit mystique) 136.
fahavalo (favale : gens du nombre huit, bandits) 191, 234.
fanafody (fanafoude : remède), 136.
fahanimpitolo (*fagnanimpitoulouh* : serpent à sept têtes), 53.
fandroana (*fandhroune* : bain, fête du bain,) 116, 144, 145, 238.
 Fanjahira, 64, 69, 95.
fanjakana (*fandzakane* : gouvernement, administration), 144, 305.
fanompoana (fanoum pouane) : voir *corvée*.
 Farafangana (Farafanngane), 53, 93, 94, 243, 244, 247, 269.
 Farafate, 186.
 Faraoni (Faraoune), 50, 93, 158, 269, 284.
 Faratsiho (Faratsiou), 121, 123.
 Farquhar, 154-155, 156, 158.
 Faux-Cap, 197, 243.
 Faye (de), 74, 75.

fédéralisme, 268, 272, 274-275.
 Fénérive, 68, 72, 74, 84, 106.
féodalité, 99, 103, 112, 116, 117, 120, 121, 124, 145, 181, 196, 203, 223, 238.
 Ferrand, 24, 40, 49, 50, 187, 310.
 Ferry (Jules), 182, 185, 186.
 Fianarantsoa (Fianarantsoué), 169, 192, 216, 244, 256, 278, 298.
fiangona (*fiangoune* : temple, église, réunion).
 Fiche, 107, 156.
 Fiche (Juliette), 168, 192.
 Figueira, 63.
 Fiherenana (Fieréne, voir aussi Masikoro), 55, 96, 195-196, 242.
filanjana (*filanndzane* : chaise à porteurs), 134, 278.
 Filobe, 105.
finances, 125, 145-146, 208-209, 251-252, 280-281.
 Finaz (R. P.), 172, 173.
 Firinga, 248.
 Flacourt, 49, 51, 68-72, 89.
foko (fouk[ou]) : voir *clans*.

- fokon'olona (foukounoulne: partie du clan habitant un village, assemblée du village), 125, 143, 181, 204, 248.
fomban-drazana (foumbanndraz[a]ne: coutume des ancêtres), 138, 146.
foncier (régime), 136, 188, 210, 252-253, 257.
 Fonjahy, 241.
 Fontoyfont, 290.
forêts, 34, 37, 120, 129, 210, 253, 282.
 Fort-Carnot, 110, 244, 269.
 Fort-Dauphin, 49-50, 54, 67-76, 79, 80-81, 84, 156, 158, 170, 186, 197, 213, 243, 258.
 Foucquembourg, 67, 68.
 Foulpointe, 79, 80, 81, 83, 84, 106, 158, 166.
 Fouquet, 67.
 France (île de) : voir Maurice.

G

- Gallieni, 236, 237-254, 261.
 Gama (Vasco de), 59.
 Garbit, 256-257.
 Garnier, 179.
 Gaulle (de), 274.
 Gautier (E. F.), 31, 32, 234, 238, 310.
 Geismar, 257.
géographie, 32 à 38, 88, 89, 217.
 Gérard, 241.
 Ghalemboule : voir Fénériver.
 Girard, 290.
 Glémet, 80.
 Gosse, 80.
 Goubert, 67.
 Gourbeyre, 166.
gouverneurs (malgaches), 181, 200, 203-206, 246-247.
 Grandidier (Alfred), 14, 17, 24, 32, 50, 217, 232, 309.
 Grandidier (Guillaume), 309.
 Graves, 207, 230.
 Griffiths, 161.
 Gros (Louis), 162.
guerre : voir *armée*, *armes*.
 Guillain, 217.
 Guizot, 167.

H

- habitation* : 131, 222, 302.
 Hagamainty, 125.
hain-teny (hainnténe, poésie amoureuse), 137, 312.
 Hamond, 66.
 Hanotaux, 189, 229, 232.
hasina (hashne : puissance magique, caractère sacré, offrande au souverain), 124, 144, 203.
 Hastie, 154, 155, 163.
 Havana, 242.
 Haye (de la), 75, 76.
 Heidman, 312.
 Hell (de), 171.
hetra (héthre : mesure agraire, impôt), 125.
 Hollandais, 64, 65, 85.
 Hornell, 24, 25.
 Houlder, 223, 312.
 Houssein, 160.
 Houtman (Cornelis de), 65.
 Houtman (Frédéric de), 65, 88.
 Hova (Houve), 55-57, 85, 111, 114, 115, 116, 120, 121, 140, 164, 165, 202, 223, 247, 254, (voir aussi Merina).
 Hovalahy ny Antara, 55, 195, 244.
 Hugon, 91, 126, 129.
 Humbert, 35, 310.
 Hunt, 66.

I

- Iakora, 245.
 Iavy, 107.
 Ibn al Mudjawir, 41.
 Ibn Magrid, 44.
idoles : voir *sampi*.
 Ifandana, 153.
 Ifandra, 114.
 Iharana (Ihar[a]n[a]) : voir Vohémar.
 Iharaniens : 47 à 49, 52, 55, 56.
 Ihosy (Ioushe), 35, 97, 160, 195, 243, 265.
 Ikongo (Ikoungue), 110, 170, 244.
 Ikopa (Ikioupe), 114, 115, 280.
 Ifafy, 119, 121, 167, 231.
 Imamo (Imame), 117, 120, 122, 124.
 Imerimandroso, 121.
 Imerimanjaka, 114.
 Imerina (Imérne), 57, 83, 90, 116, 120-122, 161-162, 175, 181, 190-191, 212, 215, 218-221, 222, 231-239, 246, 306.
 Impoinimerina, 196, 243.
impôts : voir *finances*.
 Inapaka, 243.
 Inde, 16, 27, 43, 49-50.
 Indiens, 51, 104, 216, 253, 280, 299, 301.
indigénat, 248.
 Indonésie, 26.
 Indonésiens, 14-18, 19, 21, 22-23, 24, 26-29, 39-42, 49, 54, 55, 57.
industries, 131, 277, (voir aussi *techniques*)
 Ingereza, 194, 242.
intellectuelle (vie), 134-138, 224, 305, 307-313.
 Ionaivo, 54, 68, 195, 245.
 Iovana, 200.
isam-pangady (ishammpangade : impôt sur la production agricole), 125, 208.
 Isandra, 112-113.
 Isan-enim-bolana, 307.
 Isatrana, 91.
 Islam, 42, 43, 46, 49, 52, 57, 135, 159, 171, 193, 222, 301, 308.
 Itasy (Itashe), 117, 120, 122, 177, 191, 239.
 Itomampi, 55, 94, 96, 97, 195, 245.
 Ivato, 93.
 Ivohibe (Ivouhibé), 97, 195, 243, 244.
 Ivondro, 106, 156.

J

- Java, javanais : voir Indonésie, indonésiens.
 Jean René, 107, 156, 158, 163.
jesuites : voir *missions*.
 Joffre, 240.
 Jones, 161.
journaux, 218, 247, 313.
 Julien (Gustave), 52, 188, 304, 310.
 July, 190.
justice, 125, 146-147, 162, 181, 200, 203-204, 206, 248.

K

- kabary* (kabare : discours), 124, 202, 312.
 Kamamy, 242.
 Karianga, 110, 244.
 Karimbola (karimmboule), 95, 243.
 Kazimambo, 52, 53.
 Kelimalaza, 144.
 Kelisambae, 170.
 Kelly, 166.
kibori (kiboure : tombeau dans le Sud Est), 57, 198.
 Kid, 77.
 Kiloa, 43, 44.
 Kimosi (Kimoushe), 24, 25, 89.
 Kingdom, 187.
 Komandy, 205.
 Komr, 40, 41, 44, 59.
 Kotavi, 245.
 Kozobe, 102.

L

- Labigorne, 80, 109.
 La Bretèche, 75.
 Laborde (Jean), 167-168, 171, 172, 173, 174, 177, 179, 184, 185, 211.
 La Bourdonnais, 79.
 La Buse, 78.
 La Case (ou Lacaze), 52, 73-75, 93.
 Lacroix, 309.
 La Forêt, 72.
 Lalangina, 111-112, 123.
lamba (lammbe : toge).
 Lambert, 170, 172, 174, 176, 179.
 Lamberton, 310.
 Lamboina, 102.
 La Meilleraye, 71, 72.
 Lamou, 17, 43, 46.
 Langani : voir Mahajamba.
langue malgache 9, 19-20, 58, 65, 89, 136-137, 161, 224, 247, 309.
 Laroche, 232-236.
 Larrouy, 187, 189.
 Lasale, 91.
 Lastelle (de), 167, 168, 210.
 Lebon (André), 236, 237.
 Le Gentil, 80.
 Legentilhomme, 265.
législation : voir *justice*.
 Leguevel de Lacombe, 217.
 Lehimanjaka, 196.
 Lehitaſika, 243.
 Le Myre de Vilers, 187, 189, 196, 234.
 Le Roy, 68, 69.
 Le Sage, 154.
 Lescallier, 83.
 Le Testu, 67.
 Le Timbre, 184.
 Libertalia, 77.
 Linton, 310.
littérature, 124, 137, 224, 311-312.
 Lohasaha, 168.
 Louis XIV, 67, 69, 73.
 Louis-Philippe, 166, 184.
 Louisbourg, 81-82.
 Louvières, 179.
 Louvel, 310.
 Louys (Abel), 310.
lovan-tsofina (louvann-tsouf[i]ne : tradition orale), 137.
 Lyall, 166.
 Lyautey, 239, 241, 244, 245.
 Lyonnaise (C^{1e}), 251, 280.

M

- Madagascar (le nom de), 59, 63.
 Madécasse : voir *Malgache*.
 Maevatanana (Maévatanane), 194, 195, 230.
magie, 57, 58, 135-136, 224, 269, 308.
 Mahabo, 99, 104, 159, 195, 242.
 Mahafali (Mahafale), 55, 68, 69, 95-96, 160, 170, 197, 244, 293.
 Mahajamba (Mahadzambe), 44, 46, 64, 65, 78, 79, 84, 160, 194, 240.
 Mahamasina (Mahamashne), 190.
 Mahanoro, 90, 107, 210.
 Mahavavi, 102.
 Mahazoarivo (betsileo), 113.
 Mahela, 167.
 Mahilaka, 46.
 Mahy (de), 185.
main-d'œuvre : voir *travail*.
mainly (maInt[i] : noir), 140.
 Maintirano (Maintirane), 84, 194, 241.
maison : voir *habitation*.
 Maistre, 217.
 Majunga, 101, 104, 128, 129, 134, 160, 167, 171, 185 194., 212, 213, 216, 229, 265, 278, 297.
 Makoa (Makoua), 47, 87, 194, 224.
maladies : voir *santé*.

- Malaimbandy, 159, 195.
 Malais, Malaisie, Malayo-Polynésiens : voir Indonésiens, Indonésie.
 Malgache (origine du nom), 38, 64.
 Malzac (H. P.), 218.
 Mampikony, 240.
 Manakara (Manakare), 44, 93, 258, 269, 278, 298.
 Manambolo (Manammbole), 47, 65, 84, 99, 242.
 Mananara (Mananare, rivière du Sud est), 81, 94.
 Mananara, (rivière et ville de l'Est), 101, 107.
 Manandriana, 113.
 Mananivo, 65.
 Mananjary (Mananndzare), 49-50, 67, 68, 69, 93, 158, 198, 210, 212, 213, 216, 269, 284.
 Mananteni (ou Manantenina), 65, 81, 245.
 Mandiavato, 121.
 Mandrare (Manndraré), 72.
 Mandritsara (Manndritsare), 101, 158, 191, 193.
 Manendy, 120, 122.
 Mangalore, 17, 43, 49.
 Mangoki (Manngouke), 97, 195, 196, 243, 285.
 Mangoro (Mangourou), 56, 77, 134, 239.
 Manisotra, 122.
 Manja, 195, 242.
 Manjakandriana, 234.
 Manjakatsiroa, 144.
 Manombo, 96.
 Mantasoa (Manntashoue), 167.
 Marché : voir commerce.
 Marco Polo, 59.
 Mariano (Luis), 24, 46, 47, 49, 51, 59, 64-65, 88, 115.
 Maroantsetra (Marouantséthre), 55, 56, 81.
 Marofotsi, 109, 240.
 Marolambo, 107.
 Maromandia, 101, 240.
 Marosy : voir Nosy Mangabe.
 Maroseraña (Marosheragne), 55, 95, 97.
 Marotanora, 120.
 Marovatana, 117.
 Marovoay (Marouvoueye), 84, 101, 104, 160, 194, 195, 230.
 Marseillaise (C^{1e}), 251, 280.
 Martin (François), 74, 75, 108.
 Martin de Vitré, 67.
 Martineau, 232.
 Mascareigne : voir Réunion.
 Mascareignes (îles), 16, 79, 80, 83, 87, 212, (voir aussi Réunion, Maurice, Rodrigue).
 Masianaki (Mashianak), 50, 94, 197, 245.
 Masikoro (Mashicoure), 54, 68, 96, 170, 188, 196.
 Masombiki (Mozambique), 87, 182, 224.
 Masselage (vieux) : voir Mahajamba.
 Masselage (nouveau) : voir Boina.
 Matitana, Matitanana ou Matatana (Matitane), 48, 50, 53, 58, 63, 67, 68, 73, 74, 75, 79, 84, 93, 110, 158, 269, 284.
 Maudave : voir Modave.
 Maurice (île), 65, 79, 83, 154, 162.
 Max (ou Marx), 167.
 Mayeur, 83, 90, 102, 120, 121, 122, 128.
 Mazarin, 69.
 M. D. R. M., 266-271.
 Mecque (la), 49, 52.
 médecine : voir santé.
 mégalithes, 21, 27, 135.
 Menabe (Ménabé), 99-100, 103, 159, 160, 170, 194-195, 196, 241-242.
 menakely (ménakéle : fief), 124, 145.
 Menalamba, 234.
 Menamaso (Ménamashe), 175, 176.
 Menouthias, 30 à 32.
 Merina (Mérne), 18, 86, 90, 114-127, 140, 144, et toute la 1^{re} partie de la 3^e période, 230, 231, 233-236, 239, 247, 260, 272, 274, 280, 293, 303, 309, 312, 313.
 Merlin, 256.

- métaux* : voir *mines et minéraux*.
métis, 88, 299, 301.
 Metzinger, 230.
 Miandrivazo, 194, 241.
 Michaux, 91.
 Midongi (Midoungue) de l'Ouest, 99, 159, 195.
 Midongi du Sud, 170, 244-245.
migrations, 129, 191, 195, 196, 197, 198, 215, 291-296.
 Mikala, 100, 105, 123.
mines et minéraux : 114, 132, 184, 211, 253, 285-286.
 Millot, 311.
 Miot, 186, 187.
missions chrétiennes, 64, 69, 71, 72, 84, 135, 161, 168-169, 172, 173, 174, 176, 179-180, 183, 184, 186, 218-221, 224, 233, 236, 249, 255, 256, 273, 305-306, 307-308.
 Misson, 77.
 Mitongoa, 111.
 Modave (ou Maudave), 80-81, 89.
 Mofia, 50.
monnaie, 84, 133, 214, 251, 281.
 Montdevergue, 74, 75.
 Moramanga (Mouramangue), 192, 268-269.
 Morondava (Mouroundave), 84, 195, 242.
 Mortages, 310.
mpanjaka (mpanndzake : roi), 144, 201.
mpamosavi (mpameshave : joueur de sorts), 135.
mpiadidy (mpiadide), 204.
musique : voir *arts*.
musulmans : voir *islam et Arabes*.

N

- Nacquart, 69.
 Namorona, 93, 269.
 Nampoina (Nampouine) : voir *Andrianampoinimerina*.
 Napoléon, 153.
 Napoléon III, 172.
nationalisme, 260-263, 266-271, 273.
navigation, 14 à 17, 26 à 29, 37, 39 à 44, 77, 108, 129, 213, 278, 282.
 Nikolos, 158.
 North, 77.
nosy (noushe) : fle.
 Nosy Be (ou Nossi Bé), 66, 84, 101, 102, 108, 169, 171, 194, 210, 213.
 Nosy Boraha (ou Nosy Brahim), voir *Sainte-Marie*.
 Nosy Faly, 171.
 Nosy Manja : voir *Mahajamba*.
 Nosy Mitsio, 171, 193.
 Nosy Ve, 196.
nourriture : voir *agriculture, élevage, pêche, ressources naturelles, commerce*.

O

- Oantitsi, 160, 171.
 Odeam-Rakoto, 312.
odi (oud[i]) : talismans, amulettes, 58, 136.
oligarchie, 163-166, 175, 176, 202, 223, 233, 238.
 Olivier, 257-258.
ombiasy (oumbiashe : devin-guérisseur), 58, 135-136.
 Onllahi (Ounilahe), 96, 170, 195, 197, 242.
 Onive (Ounivé), 56, 57, 120, 123, 239.
 Onjatsi (Oundzatse), 48, 53.
ordalies : voir *justice*.
outils : voir *techniques et vie matérielle*.
 Owen, 217.

P

- P. A. D. E. S. M., 266-268, 270, 272.
 Pakenham, 182.
 Palmerston, 166, 167.
 Parmentier, 67.
 Parret, 184.
parures : voir techniques.
 Patrimoine, 186, 187.
 Paulhan, 312.
 Paulian, 310.
pêche, 129, 282.
 Pennequin, 242.
 Pereira, 63.
 Périphe de la Mer Erythréenne, 27, 30-31.
 Perrier de la Bathie, 34, 35, 298, 310.
 Pfeiffer (Ida), 172.
 Pickersgill, 184.
 Picquie, 256.
 Pierre (Amiral), 185.
piraterie, 27, 76-78, 87.
 Planque, 263.
 Plantain, 77.
plantes : voir agriculture.
 Pleven, 265.
 Poirier, 310.
 Poisson (H.), 310.
 Poisson (R. P.), 310.
politiques (institutions), 37, 59, 92, 103-105, 106, 116, 117, 121, 124-126, 143-148, 163, 176, 181-182, 200-209, 246-248, 254, 260, 261-262, 268, 272, 274, 305 (voir aussi : *clans, royaumes, féodalité, oligarchie, nationalisme, fédéralisme, assimilation, protectorat*).
population malgache, 103, 104, 105, 120, 128-129, 215-216, 290-291.
population non-malgache, 87-88, 216-217, 253, 298.
 Port-Bergé, 240, 285.
 Port-Louquez, 154.
ports, 44, 84, 253, 258, 278.
portugais, 46, 53, 54, 63-65.
poste : voir transport.
 Pradon, 240.
prestations : voir corvée.
production, produits : voir agriculture, élevage, forêts, mines, ressources naturelles.
 Pronis, 67-72.
propriété (droit de), 174, 179, 184, 185, 186, 252-253.
protectorat, 171, 183, 186-189, 231-238, 247.
protestants : voir missions.
proverbes, 137, 312.
 Ptolémée, 31.
 Pygmées, 24, 25.
 Pyrard de Laval, 41, 67.

R

- Rabearivejo, 311.
 Rabefraisana, 125 375.
 Rabehava, 94.
 Rabemananjara (Jacques), 266, 268, 271, 312, 375.
 Rabemananjara (Raymond), 266.
 Rabezavana, 234, 239.
 Rabibisoa, 203.
 Rabodo (Raboudou) : voir Rasoharina.
 Rabodonandrianampoinimerina voir Ranavalona 1^{re}.
 Rabozaka, 234, 239.
racés, 17 à 19.
racés (politique des), 237, 246-247, 255, 261.
 Radama I^{er} (Radame), 108, 112, 126, 153-164, 165, 171.
 Radama II, 170, 171-176, 177.
 Radaody-Ralarosy, 310.
 Rafantaka, 144.
 Rafaralahy, 163.
 Rafohy (Rafouh[i]), 57, 114.
 Raharijaona, 310.
 Raharo (Rahare), 165, 170-177, 179.
 Rahasananarivo, 111-112.
 Rahidy (R. P. Basilide), 218.
 Raibenifanina, 108.

- Rainandriamampandry (Raïn-
anndria m ammpandhre),
186, 218, 232, 238.
- Rainianjalahy, 230, 231.
- Rainibetsimisarakà, 234.
- Rainiharo (Raïnihare), 165, 166,
171, 177.
- Rainijaonary, 234.
- Rainijohary (Raïndzohare),
165, 172, 173, 175, 179, 232.
- Rainilaiarivony (Raïnilaïarivou-
ne), 165, 173, 175, 177-189,
202-203, 206, 230, 231, 232.
- Rainimaharavo, 180, 195.
- Rainimarosahanina, 186.
- Rainitavy, 240.
- Rainitsimbazafy, 232.
- Rainivoninahitriniomy (Raïni-
voninahithrinionun[i]) : *voir*
Raharo.
- Rajaobelina, 312.
- Rajaokarivony, 191.
- Rajaonah, 218, 220.
- Rakoto (Rakoute) ou Rakoton-
dradama : *voir* Radama II.
- Rakotondrabe, 271.
- Rakova (Rakouve), 50, 55.
- Ralaimongo (Ralaimoungue),
262-263, 264.
- Ralambo (Ralambe), 115-116.
- Ralambo (betsileo), 112, 116.
- Ramaharo, 112.
- Ramahatra (Ramathre), 187,
188, 196.
- Ramahavaly, 144, 166.
- Ramahavaliarivo, 158.
- Ramakararo (Ramakarare), 50,
52, 53.
- Ramanankamonjy, 312.
- Ramananolona, 158, 165.
- Ramanenjiana (Ramanendz[a]-
n[a]), 175.
- Ramanetaka (Ramanét[a]k[a]),
160, 165.
- Ramarohala, 53.
- Ramaromanompo : *voir* Ratsi-
milaho.
- Ramasombazaha, 230.
- Ramavo : *voir* Ranavalona 1^{re}.
- Ramavo (betsileo), 191.
- Rambo, 53, 55, 116.
- Ramboasalama : *voir* Andrian-
ampoinimerina.
- Ramboasalama, 172.
- Raminia (Raminia), 49-50, 51, 82.
- Ramisiray, 310.
- Ramitraho (Ramithrah), 159,
160, 170.
- Ramoma : *voir* Ranavalona II.
- Ramosamari, 53.
- Ranaivo (Ranaive) (Charles),
310.
- Ranaivo (Flavien), 312.
- Ranaivo (Jules), 263, 271.
- Ranavalona I^{re} (Ranavalne),
164-173, 175.
- Ranavalona II, 179, 180, 184,
185, 201.
- Ranavalona III, 185, 201-202,
231, 234, 237-238.
- Ranchot, 233.
- Randzavola, 312.
- Rangita, 114.
- Ranofotsi, 63, 64.
- Ranohira, 195.
- Ranomena, 93.
- Raonimanalina, 112, 123.
- Rasalama, 169.
- Rasalimo, 159.
- Rasamimanana, 218.
- Rasanjy (Rashandze), 203, 232,
238.
- Raseta (Rashéte), 266-268, 271,
275.
- Rasikajy (Rashikadze), 48.
- Rasoherina (Rashoérne), 176-
177, 179, 201.
- Rasolomanitra, 312.
- Ratefy, 158, 162, 165.
- Ratsimamanga (prince), 238.
- Ratsimamanga (Rakoto), 266,
310.
- Ratsimilaho (Ratsimilah), 79,
106.
- Ratsimivili, 196.
- Ravahiny (Ravahine), 101, 104,
105, 123, 126.
- Ravahinia, 50, 53.
- Ravelojaona (Ravéloudzone),
255, 260, 261, 263, 265, 312.
- Ravelonahina, 290.
- Ravoahangy (Ravouangue),
261, 263, 266-267, 271, 275.
- Ravoninahitriniarivo, 185, 188.

- ray aman-dreny* (rafamann-dréne : père et mère, notables, protecteurs), 260, 266, 304, 316.
- Razafy (Abraham), 263.
- Razafintsalama, 20, 24, 42, 163, 189, 311.
- razana* (raz[a]n[a] : ancêtres), 135, 138, 139.
- Razana-Maniraka, 312.
- Refotaka, 197, 243.
- Régimont, 67.
- Reinel (Pedro), 63, 88.
- religion traditionnelle*, 23, 134-135, 224, 307.
- Renel, 310.
- ressources naturelles*, 34-35, 106, 129-130, 253, 282.
- Réunion (la), 67, 68, 74, 75, 76, 78, 79, 154, 197, 293.
- Réunionais, 167, 183, 185, 188, 216, 233, 252-253, 276, 298, 299, 300.
- Rigault, 67.
- Richelieu, 67.
- Richardson, 218.
- riz* : voir *agriculture*
- Robic, 290.
- Robin (Joseph), 260, 261.
- Robin (sergent), 155, 161, 163.
- Roblet (R. P.), 217.
- Rodrigue (île), 79, 154.
- Rohandrians, 68, 69.
- Romain-Desfossés, 166.
- Roques, 254.
- routes* : voir *transports*.
- royaumes*, 59, 91, 92, 103-105, 112, 116, 117, 120, 124-126, 143-146, 163, 176, 200-209, 237-238, 247, 261, 304.
- Rosaas, 298.
- Roux (Sylvain), 83, 156, 158.
- rova* (rouve : citadelle), 117, 127, 145, 205, 216.
- Rupert de Bavière, 66.

S

- Sada ou Saada, 44, 46, 64.
- Sadia ou Saadia, 47, 65.
- Sahafatra (Shafathre), 92, 94, 143, 158, 244.
- Sahasinaka (Shashinake), 243, 258, 269.
- Sahavoai (Shavouel), 94.
- Saint-Augustin, 65, 66, 67, 68, 83, 84, 95, 170, 197.
- Saint-Laurent (île), 63.
- Saint-Mart (de), 265.
- Sainte-Luce, 65, 67.
- Sainte-Marie (île), 44, 48, 49, 50, 65, 67, 69, 74, 75, 77, 78, 79, 80, 84, 105, 129, 156, 158, 169, 284.
- Sainte-Mariens, 201, 248.
- Sakalava (Shakalave), 47, 55, 78, 86, 90, 94, 97-105, 107, 108, 119, 120, 123, 126, 144, 159-160, 170-171, 173, 174, 176, 184, 188, 191, 192, 194-195, 229, 231, 236, 240, 241-242, 296.
- Sakaleona (Shakaléone), 49.
- Sakaizambohitra (Shakézamm-bouh[i]thre : amis des villages), 181, 203.
- Sakoambe, 99.
- Sambirano (Shambirane), 101, 102, 171, 194, 240.
- sampi* (shamp[i] : talismans royaux), 58, 116, 144, 180.
- Sandrananta, 53, 110.
- sanscrit*, 20.
- santé*, 88, 113, 129, 136, 146, 215, 219-220, 230, 248-249, 290-291.
- saonjo* (sonndze : taro) voir *agriculture*.
- Savaron, 310.
- savoka* (shav[ou]k[a] : forêt secondaire) voir *forêts*.
- Schrameck, 256.
- scientifique* (connaissance et recherche), 88-91, 136, 217-218, 246, 309-311.
- Sequeira, 51, 54, 63.
- Seychelles (îles), 79, 154.
- Shervington, 207, 230.

Sibree, 218.
 Sihanaka (Shian[a]k[a]), 74, 86, 107, 108-109, 120, 122, 158, 192.
 Sikidi (shikide : divination, géomancie), 58, 136.
 Sisaony (Shishone), 114.
 Smart, 66.
 Smotig, 257-258, 259.
 Smuts, 265.
 Soalala, 241.
 Soanierana, 162.
socialisme, socialistes, 125, 141, 229, 236, 263, 273.
société, 22-23, 37-38, 139-143, 165, 222-223, 302-304, 304-307.
 Sofia, 89, 101, 102.
soga (shougue : toile grossière).

Solages (de), 169.
sombili (shoumbile : privilège des nobles d'abattre le bétail), 93, 141.
sorabe (shourabé : manuscrit en dialectes du Sud-Est et caractères arabes), 51-52, 57-58.
sorcellerie, sorciers : voir *magie*.
 Sosumav, 272.
 Souchu de Rennefort, 74.
 Soucadaux, 273-275.
 Suberbie, 211, 252, 286.
 Sud-Est (peuples du), 49-53, 57-58, 92-94, 188, 197-200, 240, 269-270, 292.
 Suleiman al Mahri, 44.
 Sumatra : voir Indonésie.
 Swahili ou Souahili, 20, 44.

T

« *tache d'huile* », 238-239.
 Tafikandro, 170.
 Tamatave, 83, 84, 106, 107, 108, 129, 134, 156, 166, 185, 191, 192-193, 212, 213, 214, 216, 229, 256, 258, 278, 297.
 Tanala (Tanale), 53, 55, 93, 109-110, 160, 170, 200, 240, 244, 269.
 Tanalana, 96.
 Tananarive, 90, 116-117, 119, 122, 127, 128, 129, 162, 168, 190, 216, 231, 253-254, 256, 257, 258, 265, 275, 278, 297.
 Tandroy : voir Antandroy.
tanguin, 147, 162, 166, 172, 173, 176.
 Tanosi : voir Antanosi.
 Tanosimboahangy, 109.
 Tantaran'ny Andriana (Tantaran'ni Anndhrine : Histoire des rois), 55, 119, 122, 218.
 Taolankara, 67.
 Tarane, 170.
tavi (tave : incendie de forêt pour la culture, défrichage), 36, 37, 129, 130, 245.
 Taylor, 78.
techniques, 21-22, 36, 131-132, 162, 167-168, 211, 222.

Terres Australes, 257.
 Thiroux, 290.
 Thomas White, 77, 106.
 Tintingue, 77, 108, 156, 158, 166.
 Toera (Touère), 194, 195, 241, 242.
toko (touk[ou] : trépied, district), 117, 124, 138, 191, 222.
 Tom Tew, 77.
 Tompomana, 196, 242.
 Toquenne, 240, 243.
 Trano zozoro (thrane zouzour : maison de roseaux), 307.
transports, 133-134, 162, 168, 214, 253-254, 256, 257-258, 277-280.
travail salarié, travailleurs : 198, 210, 223, 276-277, 303.
travail forcé : voir *corvée*.
 Trimofoloalina, 144.
 Tsarasaotra, 230.
 Tsaratanana (Tsaratanane, montagne), 35, 102, 293.
 Tsaratanane (ville), 109, 191, 192, 240.
 Tsialana (Tsialane), 160, 193.
 Tsialana II, 193, 240.
 Tsiampondy, 197, 243.

- Tsiandraofana, 170, 200, 244.
 Tsiarondahy, 223.
 Tsienimbalala, 96, 195.
 Tsikoa, 106.
 Tsimahafotsy (Tsimahafoutse), 121, 165.
 Tsimandroha, 160, 171, 194.
 Tsimbazaza, 311.
 Tsimiamboholahy (Tsimiammboulah), 121, 165.
 Tsimiharo (Tsimiare), 171, 193.
 Tsimihety (Tsimiète), 83, 92, 101-102, 143, 158, 193, 195, 240, 292-293.
tsiny (tsine), 138.
 Tsiomeko (Tsiomékou), 171.
 Tsiranana (Tsiranne), 273-275.
 Tsiresy, 194.
 Tsiribihina (Tsiribine), 159, 194, 195, 241, 242.
 Tsiroanomandidy (Tsirounoumanndide), 159, 191.
 Tsitavana, 101, 102.
 Tsvori (Tsvoure), 96, 195, 243.
 Tuléar, 84, 96, 187, 196, 197, 216, 243, 258, 297.

U

ustensiles : voir *techniques et vie matérielle*.

V

- Vache, 245.
vadin-tany (vadinntane : époux de la terre, délégués du roi), 125, 145, 203.
 Vakinankaratra (Vakinannkar-[a]thr[a]), 90, 121, 123, 124, 191.
 Vakinisisaony, 117, 122.
 Valalafotsy, 124.
 Valgny, 80.
 Vangaindrano (Vanguénnhrane), 94, 198.
 Varahina, 167, 239.
 Vatolambo (Vatoulambe), 50.
 Vatomandry (Vatoumanndre), 210, 269.
vazaha (vazah : européens, étrangers), 112, 113, 305.
 Vazimba (Vazimbe), 25, 27, 56, 100, 108, 111, 114, 115, 116, 120, 121, 140.
vêtements : 131-132, 163, 212, 221, 301-302.
 Vezo (Véze), 96, 188, 196.
 Victoire Rasoamanarivo, 181, 186.
vie matérielle, 21-22, 35-38, 108, 129-134, 142-143, 212, 221-222, 301-304.
villages et villes (en général), 147-148, 216, 296-298.
 Villette, 220.
 Vinay, 245.
vintana (vinnt[a]n[a] : destin), 58, 135-136.
 Voajiry (voadzir), 51.
voanjo (vouandz : arachides, colons), 124.
Vohémar (appelé aussi Bimaro ou Iharana), 44, 47-48, 50, 52, 63, 84, 90, 102, 103, 108, 158, 160, 186, 213.
 Vohibato, 123, 153.
 Vohingezo, 243.
 Vohipeno (Vouïpéne), 93, 198, 269.
 Vohitravoha, 170.
 Volafotsi (voulafoutse : argent blanc, argent métal, 2^e classe des princes Sakalava), 99, 100, 102, 103.

- Volamena (voulaméne : argent rouge, or, 1^{re} classe des princes Sakalava), 99, 100, 103.
voninahitra (vouninahthre : fleurs d'herbe, honneurs), 156,
 Vonizongo, 124.
- Vorimo (vourime), 107, 192, 233.
 Voromahery (vouroumahére), 191.
 Voyron, 230, 236.
 V. V. S., 260, 261.

W

- Wak-Wak, 40, 50.
 Waldegrave, 66.
- Webber (R. P.), 172, 173, 218.
 Willoughby, 186.

Z

- zafi* (zaf[i] : petit-fils, descendant).
 Zafimahova, 273.
 Zafimanara, 54, 95, 144.
 Zafimaneli (Zaf[i]manéle), 54, 96, 97.
 Zafindravola, 54, 96.
 Zafi-Raminia (Zaf[i]-Raminia), 48, 49-51, 68, 97, 114, 243.
 Zafi-Rambo, 55, 110, 111.
 Zafisoro (Zafishoure), 93, 158, 198, 244, 269.
- Zakavola, 107.
 Zaledj, 40.
 Zanahary (Zanare : Dieu, dieux), 134.
 Zanahary (roi Betsimisarakaka), 107.
 Zana-Malata (Zanamalate), 106-108, 158.
 Zanzibar, 26, 40, 43, 160, 171, 188.
 Zendj, 25, 40.
zoma (zouma : vendredi, marché de Tananarive), 190.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

A. CARTES

	Pages
1. Océan Indien	15
2. Madagascar, carte physique	33
3. Les nouvelles arrivées	45
4. Le sud de Madagascar au temps de Flacourt	70
5. Madagascar vers 1750	98
6. Antemoro, Tanala et Betsileo (vers 1800)	110
7. Le royaume Merina du xvi ^e au xviii ^e siècle.	118
8. L'expansion Merina	157
9. Madagascar en 1894	199
10. Événements depuis 1895	235
11. Madagascar en 1958	279
12. Carte ethnique (1908)	294
13. Carte ethnique (1958)	295

B. PHOTOGRAPHIES

Pirogue à balancier	couverture
Boutre et pirogue à balancier (côte nord-ouest)	48
Statue sur un ancien tombeau près du lac Alaotra	49
Aloalo sur un tombeau sakalava	49
Pierres levées betsimisaraka	64
Tombeau noble en Imerina avec sa « maison froide »	65
Antandroy	96
Antaifasy	96
Bara	96
Antambahoaka : chef avec son « lambamena » et son bonnet rouge	96

Andriantompokoindrindra : Merina de caste noble. . .	97
Le « vatolambo » (pierre-sanglier), dit éléphant de pierre	112
Flacourt.	113
Guerrier Bara, avec le « fela » frontal, le fusil de traite et la sagaie	144
Porte de village merina, avec son disque de pierre	145
Ancien village bestileo en bois	160
Le port de Tamatave au début du XIX ^e siècle	161
Radama I ^{er} peint par Coppalle	192
Ranavalona I ^{re}	193
Jean Laborde	208
Le haut fourneau de Jean Laborde à Mantasoa.	208
Radama II et Rasoherina	209
Filanzane de Rasoherina devant une case d'Andrianam- poinimerina. Au fond, temple protestant (Rova de Tananarive)	240
Binao, reine sakalava	241
Rainiarilarivony, Premier ministre	256
Ranavalona III	257
Tananarive. La colline du Palais et la vallée de l'Ikopa .	288
Gallieni.	289
Alfred Grandidier	289
M. Ph. Tsiranana, élu président de la République, est féli- cité par le Haut-Commissaire général Soucadaux	304
Le premier ministère de la République malgache	305

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	7
NOTE LIMINAIRE	9

PREMIÈRE PÉRIODE

LES SIÈCLES OBSCURS (jusqu'en 1500)

Chapitre I. — LES ORIGINES	
I. Les colons mystérieux	13
A. <i>Données scientifiques</i>	13
B. <i>Hypothèses</i>	24
II. L'île déserte et la formation du peuple malgache .	32
Chapitre II. — LES NOUVELLES ARRIVÉES	
I. Les navigations dans l'océan Indien	39
II. Arrivées sur la Côte Ouest	44
III. Arrivées sur la Côte Est	47
IV. Pénétrations et apports.	54

DEUXIÈME PÉRIODE

LE TEMPS DES ANCÊTRES (1500-1810)

Chapitre III. — LES EUROPÉENS AUTOUR DE L'ÎLE	
I. Portugais, Hollandais, Anglais.	63
II. Les établissements français (1642-1674)	67
III. L'époque des pirates (1684-1724).	76
IV. Les Mascareignes et la côte malgache (1724-1811)	79
V. Les activités européennes et leurs résultats	84
Chapitre IV. — LES ROYAUMES MALGACHES	
I. Sud-est et sud.	92
II. L'expansion Sakalava et les peuples du nord	97
III. Les peuples de l'est	105
IV. Tanala et Betsileo	109
V. Le royaume merina avant 1787	114
VI. Andrianampoinimerina	121

Chapitre V. — LA CIVILISATION DES ANCÊTRES	
I. Vie matérielle	128
II. Vie spirituelle	134
III. La société.	139
IV. Les institutions politiques.	143

TROISIÈME PÉRIODE

L'ÈRE NOUVELLE (depuis 1810)

1^{re} Partie : 1810-1895

Chapitre VI. — LE ROYAUME DE MADAGASCAR	
I. Radama 1 ^{er} , novateur et conquérant (1810-1828)	153
II. La réaction de Ranavalona 1 ^{re}	164
III. La royauté assassinée.	173
IV. Rainilaiarivony et les réformes	177
V. Le protectorat fantôme	182
Chapitre VII. — MADAGASCAR AVANT 1895	
I. Histoire régionale	190
II. Institutions politiques du royaume.	200
III. L'économie	209
IV. Les hommes.	215

2^e Partie 1895-1958

Chapitre VIII. — DU RÉGIME FRANÇAIS A LA RÉPUBLIQUE	
MALGACHE	229
I. L'essai de protectorat réel (1895-1896).	229
II. Gallieni (1896-1905)	237
III. Le temps des successeurs (1905-1939).	255
IV. Vers la nation malgache (1940-1960)	264
Chapitre IX. — ÉVOLUTION DU PAYS ET DES HOMMES	
I. L'économie	276
II. La population	290
III. La société.	299

CONCLUSION.	315
BIBLIOGRAPHIE	317
INDEX	327
TABLE DES ILLUSTRATIONS	345
TABLE DES MATIÈRES	347